BnF Gallica

# Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

BnF Gallica

Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de jurisprudence. 1916.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
**reutilisationcommerciale@bnf.fr**.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

Annexe

Travee P

Rayon 4

15922

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

REVUE BI-MENSUELLE

## DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR M. **Louis BOSSU** ✲

PROCUREUR GÉNÉRAL A LA COUR DE BASTIA

Ancien Magistrat en Tunisie

---

28me ANNÉE — 1916.

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

DE

**M. S. BERGE** O. ✲

PREMIER PRÉSIDENT A LA COUR D'APPEL DE RABAT

ANCIEN MAGISTRAT EN TUNISIE

PAR

**M. L. COULON**

AVOCAT AU BARREAU DE TUNIS, ANCIEN BATONNIER,

SUPPLÉANT DU JUGE DE PAIX DU CANTON SUD DE TUNIS

ET

**M. P.-L. VAQUIÉ**

JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE SOUSSE

---

M. B. VERSINI, *Secrétaire de la rédaction*

---

M. B. BORREL, *Administrateur-Gérant*

---

TUNIS

IMPRIMERIE FRANÇAISE B. BORREL.

RUE DE NAPLES

# JOURNAL

# DES TRIBUNAUX DE LA TUNISIE

## REVUE PRATIQUE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

**Le Journal des Tribunaux de la Tunisie** parait sous le haut patronage du GOUVERNEMENT TUNISIEN, de M. **Alapetite,** C. ✲, résident général de la République française à Tunis et de MM. **Bard,** C. ✲ président de Chambre à la Cour de cassation ; **Berger,** vice-président du Tribunal de Tunis ; **Bompard,** G. O. ✲, ancien secrétaire général du Gouvernement tunisien, ambassadeur de France à Constantinople ; **Bonnefond**, président du Tribunal de Sousse ; **Bourgeon**, ✲, ancien procureur de la République à Tunis, procureur général à la cour de Poitiers ; Paul **Cambon,** G. C. ✲, ancien résident général de la République française à Tunis, ambassadeur de France à Londres ; **de Chelle,** substitut du procureur de la République à Tunis ; **Daguin,** ✲, secrétaire général de la Société de législation comparée ; **de Dianous,** ✲, ancien contrôleur civil à Sousse ; **Dramard,** vice président du Tribunal de Tunis ; **Paul Dumas,** ✲, président du Tribunal de Tunis ; Baron d'**Estournelles**, O. ✲, ministre plénipotentiaire, membre de la Cour d'arbitrage internationale de la Haye, sénateur ; **Fabry,** O. ✲, ancien président du Tribunal de Tunis, conseiller à la Cour de Cassation ; **Flandin,** ✲, ancien procureur général près la Cour d'Alger, sénateur ; **Fropo,** président du Tribunal mixte de Tunisie ; **H. Guyot,** directeur des Services judiciaires au Gouvernement tunisien ; **Herbaux,** C. ✲, ancien procureur de la République à Tunis, procureur général à la cour de Paris ; **Leclerc**, ancien président du Tribunal mixte de Tunisie, conseiller honoraire à la Cour de Besançon ; **Lefort** ✲, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; **Loth,** vice-président du Tribunal de Tunis ; **Massé,** substitut du procureur de la République à Tunis ; René **Millet,** C. ✲, ambassadeur, ancien résident général de la République française à Tunis ; **S. Pichon,** C. ✲, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien résident général de la République française à Tunis ; **Randet,** ancien vice-président du Tribunal de Tunis, président du Tribunal de Casablanca ; **Regnault,** C. ✲, ambassadeur de France au Japon, ancien secrétaire général du Gouvernement tunisien ; **Reverdin,** ✲, procureur de la République à Tunis ; **Rossel,** conseiller à la Cour d'appel de Rabat, ancien procureur de la République à Sousse ; **Roy,** O. ✲, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Gouvernement tunisien ; **Vaissié,** procureur de la République à Sousse ; **E. Vallé,** sénateur, ancien garde des sceaux, ministre de la Justice ; **Ventre,** ✲, ancien président de la Chambre de commerce de Tunis.

P. 560

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

REVUE BI-MENSUELLE

## DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR M. **Louis BOSSU** ✲

PROCUREUR GÉNÉRAL A LA COUR DE BASTIA

Ancien Magistrat en Tunisie

---

28me ANNÉE — 1916.

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

DE

**M. S. BERGE** O. ✲

PREMIER PRÉSIDENT A LA COUR D'APPEL DE RABAT

ANCIEN MAGISTRAT EN TUNISIE

PAR

**M. L. COULON**

AVOCAT AU BARREAU DE TUNIS, ANCIEN BATONNIER,

SUPPLÉANT DU JUGE DE PAIX DU CANTON SUD DE TUNIS

ET

**M. P.-L. VAQUIÉ**

JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE SOUSSE

---

M. B. VERSINI, *Secrétaire de la rédaction*

---

M. B. BORREL, *Administrateur-Gérant*

---

TUNIS

IMPRIMERIE FRANÇAISE B. BORREL.
RUE DE NAPLES

COUR DE CASSATION ★ BIBLIOTHÈQUE ★

28me Année, Nos 1-2 — 15-31 Janvier 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Modification du décret sur les réquisitions militaires. — Prorogation du moratorium des loyers dûs par les mobilisés ou leurs veuves.

**Doctrine** : R. Sureau : Le Faless.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Légitimité de l'augmentation du prix de l'écolage en cours d'année dans les établissements privés. — 2° Incompétence du juge de paix en matière de paiement d'enzel au cas de question prejudicielle portant sur l'existence ou les modalités de la rente. — 3° Validité de la clause de résiliation d'un marché au cas de guerre prévue dans le contrat. — 4° Recevabilité de la clause d'incompétence insérée dans les connaissements d'un navire transbordeur. — 5° Choix du genre de compteur par l'abonné à la compagnie des eaux. — 6° Présomption de faute de la part du transporteur au cas d'accident du voyageur en cours de route. — 7° Constatation par le tribunal de l'état de cessation de paiement d'un débiteur assigné en déclaration de faillite.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 25 novembre 1915 (17 moharren 1334) *modifiant l'article 4 du décret du 22 octobre 1900, sur les réquisitions militaires.*

Vu le décret du 22 octobre 1900 (28 djoumadi-ettani 1318) sur les réquisitions militaires ;

Vu l'article 14 de la loi française du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires ;

Vu les articles 28 et 29 du décret français du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique sur les réquisitions militaires ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le mode de constatation des dégâts commis par des troupes logées ou

cantonnées chez l'habitant et de paiement des indemnités dûes pour ces dommages ;

Sur le rapport de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 22 octobre 1900 (28 djoumadi-ettani 1318) est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Le logement chez l'habitant et le cantonnement ne seront requis qu'extraordinairement pour les troupes, en utilisant, dans la mesure du nécessaire, la contenance des locaux, sous la réserve toutefois que les propriétaires ou détenteurs conservent toujours le logement qui leur est indispensable.

Ils pourront être requis plus habituellement et surtout dans les établissements publics, pour l'installation des divers services, des magasins et plus particulièrement, des malades ou blessés.

Les édifices religieux ouverts à l'exercice d'un culte sont formellement interdits au cantonnement, ainsi que les communautés religieuses de femmes.

En cas de réquisition du cantonnement dans des demeures privées, l'autorité locale prend toutes les mesures propres à concilier la nécessité d'une occupation temporaire avec les lois, mœurs et coutumes des populations.

ART. 3. — Lorsqu'il sera nécessaire de recourir soit au logement, soit au cantonnement chez l'habitant, l'autorité militaire fera tenir aux intéressés l'ordre de réquisition dans les formes prescrites par l'article 7 du décret du 22 octobre 1900.

ART. 4. — Des procès-verbaux de l'état des lieux seront établis contradictoirement par le commandant de la troupe et la personne appelée à fournir la prestation : 1° à l'arrivée de la troupe ; 2° au moment où celle-ci quitte les lieux occupés. Un exemplaire de chacun de ces procès-verbaux sera remis à la partie requise.

ART. 5. — Dans le cas où des dégâts ou dommages auront été causés par les troupes dans les lieux ou locaux où elles ont été cantonnées ou logées, les habitants, qui ont à se plaindre, devront adresser leurs réclamations par écrit au contrôleur civil de la circonscription dans un délai de vingt-quatre heures au plus tard après le départ de la troupe.

Ces requêtes devront indiquer le chiffre de l'indemnité réclamée et être accompagnées : 1° du reçu de la prestation fournie ; 2° du procès-verbal contradictoire de l'état des lieux établi au départ de la troupe et portant constatation et évaluation du préjudice causé.

ART. 6. — Le règlement de l'indemnité à allouer sera poursuivi conformément à la procédure fixée par l'arti-11 du décret du 22 octobre 1900.

---

***Décret beylical*** du 30 décembre 1915 (22 sfar 1334) *concernant le moratorium des loyers* (1).

ARICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par le décret du 24 septembre 1914 et qui viendront à expiration entre le 1er janvier et le 31 mars 1910 inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réservés pour une nouvelle période de trois mois, à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes de militaires disparus depuis la même date et aux membres de leur famille qui vivent sous leur toit, ainsi qu'aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Sont maintenues toutes dispositions des décrets antérieurs telles qu'elles subsistent et qui ne sont pas contraires au présent décret.

---

(1) V. Journal 1914 p. 477, 480, 512, 517, 554 ; 1915 p. 106, 240 et 367.

## DOCTRINE

# Le "FALESS" en droit musulman

Il est en droit musulman une institution que notre législation adoptera peut-être un jour, en y apportant, bien entendu, diverses modifications : c'est le « faless » qui constitue une procédure organisée pour la liquidation du patrimoine du débiteur insolvable, procédure à laquelle sont liés tous les créanciers et qui n'est point limitée à une certaine catégorie de débiteurs à l'exclusion des autres.

On a donné du mot « faless » plusieurs traductions différentes :

Mouradja d'Ohsson dans son « Tableau Général de l'Empire Ottoman » l'appelle « banqueroute » (1).

Perron et Seignette le déterminent par « faillite » (2).

Dans ses Etudes de « Droit Musulman Algérien », M. Marcel Morand, se sert également du mot « faillite » (3).

MM. Houdas et Martel dans leur « *Tohfat d'Ibn Hassen* », traduisent « faless » par déconfiture » (4).

Enfin Zeys emploie cette expression « déclaration judiciaire d'insolvabilité » (5).

Le « Faless », fait si judicieusement remarquer M. Morand, se manifeste par des conséquences analogues à celles qu'entraîne la faillite. Cependant nous nous trouvons dans l'obligation d'écarter la traduction qu'il a choisie et que Perron et Seignette avaient déjà adoptée, car le domaine de la faillite est restreint au droit commercial, alors que le « faless » constitue en législation musulmane le droit commun, puisqu'il peut être prononcé contre toute personne sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de savoir si elle est ou non commerçante. Bien plus il nous paraît indispensable de

---

(1) T. VI. P. 116.

(2) Perron : Traduction de Khalil T. IV. p. 7. Seignette : Code musulman de Khalil p. 135.

(3) P. 92.

(4) P. 775 vers n° 1338.

(5) Traité de droit musulman T. I. p. 102.

distinguer la faillite du « faless » en employant deux appellations différentes car la loi française des faillites étant d'ordre public et régissant de ce fait tous les commerçants quelle que soit leur nationalité, établis sur le territoire, il semble nécessaire d'éviter une confusion possible entre un indigène failli et un indigène «mofliss» c'est à-dire en état de «faless».

La traduction de Mouradja d'Ohsson doit être a fortiori rejetée pour les mêmes motifs.

Il en sera ainsi de celle de MM. Houdas et Martel, car la déconfiture se sépare du « faless » en ce sens qu'elle constitue un état amorphe dans lequel sont placés les non-commerçants insolvables, si tant est que l'on puisse caractériser un état que la loi n'a même pas défini.

Reste donc l'interprétation de Zeys. Nous n'hésitons pas à nous y rallier. Le Faless n'est en effet qu'une « déclaration judiciaire d'insolvabilité » prononcée par le cadhi contre un commerçant ou un non commerçant.

Cette interprétation a le mérite de prévenir toute possibilité d'assimilation entre deux institutions distinctes. Malheureusement elle constitue une périphrase un peu longue et assez difficilement maniable.

Mais à cet égard pourquoi ne nous servirions-nous pas tout simplement du mot arabe « faless » qui n'offre aucune difficulté à la prononciation et qui se transcrit aisément en caractères latins. D'ailleurs, ce ne serait pas la première fois que nous aurions recours à pareil procédé. A-t-on en effet traduit les mots : habous, enzel, kirdar, etc. ? Ces expressions ne sont-elles pas d'un usage courant dans notre langue ? Dans cette note, nous conserverons donc au « faless » son véritable nom et le débiteur en état de « faless » gardera celui de : « Mofliss ».

En droit musulman lorsqu'un débiteur n'a point satisfait à son engagement et qu'il n'apparait pas nettement que son actif soit supérieur à son passif, les créanciers non payés peuvent prendre certaines mesures conservatoires. Ils ont notamment la faculté de lui interdire l'accomplissement de tout acte pouvant entraîner l'amoindrissement de sa fortune,

à la condition cependant qu'il ne s'agisse pas d'un acte recommandé par la religion. C'est ainsi qu'ils ont le droit d'empêcher leur débiteur de reprendre une autre femme s'il en a moins de quatre ; mais s'il est célibataire, ils ne peuvent lui interdire le mariage car c'est là « un acte méritoire et même obligatoire pour l'homme qui craint l'entraînement des passions». C'est ainsi encore qu'ils peuvent l'empêcher de se mettre en voyage, sauf le pélerinage aux Lieux Saints, en dépit des frais qu'occasionne un tel déplacement. C'est en effet un devoir primordial pour le croyant que d'aller à la Mecque au moins une fois.

Ils ont en outre pouvoir de lui interduire d'aliéner à titre gratuit, de payer un créancier avant l'échéance de la dette, ou tel créancier de préférence à tel autre, de reconnaitre des créances à des parents ou amis, etc.. (1)

Mais ce ne sont là que des mesures conservatoires qui n'entraînent en aucune façon la liquidation du patrimoine du débiteur ni au préalable la vente de ses biens.

Pour y arriver, il faut que le débiteur soit déclaré « Mofliss » par le cadhi, car il est alors immédiatemsut frappé d'une incapacité totale qui le dessaisit de tous les droits inhérents à l'Administration de ses biens.

Ibn Arfa nous donne cette définition du faless :

C'est, dit-il, « le dessaisissement des biens du débiteur prononcé judiciairement ».

Ainsi pour qu'il y ait « faless » il faut une constatation judiciaire, ce qui est tout naturel, car le « faless » produit à l'égard des tiers des effets si considérables qu'il ne saurait résulter du seul fait de l'insolvabilité du débiteur.

Le faless entraine en effet l'interdiction de ce dernier, mais il y a lieu de remarquer que cette interdiction à l'inverse de celles qui interviennent pour sauvegarder la fortune de l'interdit, est dirigée contce lui. Son but est la réalisation du patrimoine du débiteur en vue d'une répartition proportionnelle entre les différents créanciers.

---

(1) Coran. — Sourate II, versets 153-192 et 193. Sourate III verset 91.

L'autorité judiciaire déclare en faless, dit Sidi Khalil, tout débiteur présent ou absent, lorsqu'on ne connait pas à ce débiteur de ressources suffisantes pour payer.

Mais à cet égard il est nécessaire :

1° Que la demande en soit faite par l'un des créanciers quand bien même d'autres s'y opposeraient ;

2° Que la dette soit échue ;

3° Que la créance excède l'avoir du débiteur à moins que celui-ci ne puisse, avec ce qui lui restera après le paiement de cette créance, acquitter une autre créance à terme.

Ainsi, en droit musulman, la déclaration de « faless » se trouve subordonnée aux trois conditions qui précèdent, c'est là du moins la doctrine enseignée par Sidi Khalil.

D'après cette doctrine l'un quelconque des créanciers peut donc contraindre les autres créanciers à subir la mise en « faless » du débiteur. Et cela se justifie fort bien car c'est l'unique moyen d'établir l'égalité entre les créanciers en empêchant que les uns ne soient avantagés au détriment des autres. Si le créancier peut, comme nous l'avons vu plus haut, prendre à l'égard de son débiteur insolvable certaines mesures conservatoires, il ne saurait empêcher ce dernier de céder une partie de son actif ni de constituer des sûretés, de telle sorte que malgré son insolvabilité le débiteur conserve la faculté de créer des préférences, et cela tant qu'il n'a pas été déclaré par le Cadhi en état de « faless ».

Ainsi, la demande peut-être formulée par un créancier dans les conditions indiquées par Khalil. Est-ce à dire que la loi musulmane refuse au débiteur le droit de provoquer lui-même sa mise en « faless » ? Nous n'osons l'affirmer. Cependant, en fait tout au moins, et pour ce qui a trait au rite « Malekile », il faut reconnaître que la déclaration de « faless » est toujours prononcee sur l'intervention des créanciers et jamais à la demande du débiteur.

Le rite Chafaïte permet au débiteur de demander lui-même sa mise faless. Cette doctrine est enseignée par Nawani dans son « Minhadjat Torbibin ».

Il semble bien que dans le rite malekite il n'y ait aucun texte précis permettant de se prononcer dans le même sens.

Seignette, dans sa traduction du code musulman de Khalil, n° 443, cite le cas d'un abandon de biens spontané, par le débiteur, mais cet abandon n'entraîne point la mise en faless de celui-ci.

L'interdiction qui atteint le Mofliss est, nous l'avons déjà dit, destinée non point à protéger ce dernier, mais plutôt ses créanciers. De là cette conséquence toute naturelle que les effets de l'interdiction vont se résumer dans l'idée du dessaisissement du débiteur.

Dès la déclaration d'insolvabilité par le cadhi, le Mofliss est en effet dessaisi de son patrimoine et il perd l'exercice de tous ses droits, sauf l'exception qui va suivre.

En principe l'incapacité qui frappe le « Mofliss » est générale, mais d'après Sidi Khalil, ce dernier conserve le bénéfice des droits et actions attachés à sa personne : c'est ainsi qu'il peut répudier, divorcer, requérir le talion et en faire grâce, etc..

Comment justifier une semblable dérogation ? Est-ce comme le soutient Khalil parce qu'il s'agit uniquement d'actes à l'égard desquels la représentation ne se comprendrait pas, ou bien est-ce tout simplement parce qu'il s'agit d'actes dont l'exercice n'est pas susceptible de modifier la situation pécuniaire du débiteur ?

La seconde hypothèse semble plus conforme à la logique puisque l'interdiction qui frappe le Mofliss a uniquement pour objet la sauvegarde des intérêts pécuniaires des créanciers.

Le dessaisissement du débiteur ayant lieu au profit des créanciers, la question qui se pose est celle de savoir quels sont les créanciers qui vont en bénéficier.

Tout créancier dont le titre est antérieur à la déclaration d'insolvabilité participe à l'envoi en possession, car le jugement déclaratif du Cadhi n'emporte aucun effet rétroactif.

Ainsi, la seule condition imposée par la loi musulmane pour bénéficier du dessaisissement est de prouver sa qua-

lité de créancier antérieur au jugement prononçant le «faless».

Que décider alors si la preuve de la créance résulte de l'aveu même du débiteur ?

Si l'aveu est postérieur au jugement du Cadhi, il doit, de toute évidence, être tenu pour nul et non avenu, puisqu'il émane d'un incapable. Mais il importe de remarquer que l'incapacité frappant le Moflis au profit exclusif des créanciers, l'aveu dit «Charani» lie le débiteur sans être opposable à la masse. Sidi Khalil estime au contraire qu'un tel aveu est nul.

L'aveu qui se produit durant l'instance, dit encore Charani, est pleinement valable et opposable à la masse. Mais Sidi Khalil enseigne que si l'aveu engage, à n'en pas douter, le débiteur, il ne doit cependant contrarier la masse qu'au cas ou les autres créanciers n'ont également comme preuve de leur dû que l'aveu du même débiteur.

Enfin, si l'aveu a été formulé avant le commencement des poursuites il est toujours opposable à la masse sauf le cas où le bénéciaire serait considéré comme personne suspecte c'est à-dire être l'épouse, le frère, le fils, etc., du débiteur.

L'absence ou l'abstention d'un créancier n'emporte pas méconnaissance de ses droits. C'est ainsi qu'un créancier qui ne se fait connaître qu'après la liquidation peut recourir pour la part lui revenant, contre les créanciers qui se sont partagés le prix de vente des biens du Mofliss.

Les créanciers d'un faless antérieur qui n'ont pas été complètement désintéressés ne peuvent concourir avec les nouveaux créanciers que sur le prix des biens acquis par le débiteur à la suite soit d'un héritage soit d'une cause préexistante au premier faless.

La seule opération à laquelle doivent procéder les créanciers après l'envoi en possession, déclarée par le Cadhi, est la réalisation du patrimoine du débiteur. Ils devront donc commencer par établir la consistance de ce patrimoine puis opérer sur la masse des biens certains prélèvements.

Les créanciers n'ont droit qu'aux biens qui sont la propriété de leur débiteur. Il leur appartient donc de rechercher quels sont les biens qui, quoi qu'étant en la possession de ce dernier, appartiennent à des tiers, afin de les distraire de la masse et de faire comprendre dans celle-ci les biens dont le « Mofliss » est propriétaire et qui sont détenus par autrui.

Ce travail effectué, on opère certains prélèvements, notamment de quoi assurer au débiteur son existence et celle des gens à l'entretien desquels ils doit pourvoir, le tout pendant le temps fixé au préalable par le Cadhi.

On doit en outre laisser au débiteur et à chacun des membres de sa famille un vêtement de travail.

Sidi Khalil estime même que les outils doivent être restitués à l'artisan. (1)

Les créanciers n'ont plus alors qu'à procéder à la vente des biens et à la répartition du prix entre eux, mais certains créanciers vont échapper à cette loi du concours.

En premier lieu nous trouvons les créanciers qui se sont fait cèder par le débiteur à titre de nantissement des biens lui appartenant.

Viennent ensuite un certain nombre de créanciers à qui la loi attribue un traitement de faveur qui se justifie soit par l'idée d'un nantissement tacite comme le cas par exemple du vendeur non payé, n'ayant point encore livré l'objet vendu, soit par cette autre idée que le créancier a contribué à l'augmentation du patrimcine du Mofliss, tel le cas du vendeur, également non désintéressé, qui aurait livré la chose faisant encore partie des biens de ce dernier.

Ces deux catégories de créanciers vont jouir de certains avantages. Les uns bénéficieront d'un droit de retention : Ce sera le cas de l'acquiéreur qui, s'il y a eu annulation de la vente, pourra retenir la chose achetée jusqu'à la restitution du prix. D'autres auront un droit de revendication : ce sera le cas du vendeur non payé, qui, ayant livré, pourra

---

(1) Seignette n° 445.

revendiquer sa chose détenue par le débiteur. D'autres enfin pourront se prévaloir d'un droit de préférence sur le produit de la vente d'un bien déterminé : ce sera le cas du créancier-gagiste qui pourra se faire payer sur le prix de l'objet donné en gage.

Lorsque ces différents créanciers ont usé de leurs avantages, il est immédiatement procédé à la vente de tous les biens restants en commençant par les meubles. Les fonds qui en proviennent sont alors répartis au marc le franc.

Le dessaisissement ainsi effectué, le débiteur recouvre sa pleine capacité : il peut de nouveau s'obliger, acquérir, aliéner, etc... Il faut noter cependant que si les créanciers du Mofliss n'ont pas été entièrement désintéressés par la vente des biens, ils conservent pour la différence un droit de créance contre ce dernier et s'il acquiert de nouveaux biens ils pourront soit le poursuivre individuellement soit le faire mettre de nouveau en faless.

Telle est dans ses grandes lignes l'institution du «Faless».

En droit musulman, ou l'a déjà vu, il n'est établi aucune distinction entre les débiteurs insolvables, qu'ils soient ou non commerçants ; la procédure du « faless » leur est également applicable.

Le droit français, au contraire, consacre une profonde différence entre le commerçant et celui qui ne l'est pas. Le premier peut-être déclaré en faillite alors que le second n'encourt aucune sanction.

Est-ce à dire qu'à ce point de vue de la législaiion musulmane est supérieure à la nôtre et que pour se rapprocher de l'équité, celle-ci devrait imiter celle-là ? Nous ne le pensons pas, car si la différence de traitement qui existe chez nous semble trop accentuée, il ne faut pas tomber dans l'excès opposé ; « Il est en toute chose un juste milieu ; il y a certaines limites en deça et au delà desqu'elles rien n'est bien ». (1)

---

(1) (Horace Livre 1 Satire 5, vers 105 et 106).

Conservons donc notre faillite, qui, tempérée par la liquidation judiciaire et complétée par la banqueroute simple ou frauduleuse, constitue une institution solide sinon parfaite.

Mais ne négligeons pas non plus la législation musulmane qui comporte de bonnes choses. Qui sait si plus tard une loi ne réglementera pas notre déconfiture à l'instar du «faless», de manière à atténuer. sans l'effacer complètement, la dissemblance consacrée au droit français entre le commerçant et le non commerçant. Les créanciers de celui-ci ne s'en plaindraient certes pas et le crédit du débiteur s'en trouverait considérablement augmenté.

Nous n'avons pu nous procurer les débats qui ont précédé le vote de la loi du 9 mars 1891 fixant les droits de la femme française sur la succession de son mari ; on sait qu'avant cette loi, l'épouse n'avait rien à prétendre sur cette succession ; elle ne pouvait exclure que l'Etat. Et cependant, la femme musulmane dont on connait le rôle inférieur vis-à-vis du mari, jouit depuis des siècles d'un droit imprescriptible sur la succession de son conjoint : sa part successorale est en effet d'un quart en toute propriété s'il n'y a pas d'enfants, et un huitième s'il y en a. (1)

René SUREAU,
*Avocat stagiaire au barreau de Tunis.*

## JURISPRUDENCE

### TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS 1re Ch.).

*Audience du 26 juillet 1915. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**Enseignement privé. Subsides. Dons et subventions. Ecolage. Augmentation du prix en cours d'année scolaire Parents. Refus de paiement. Renvoi de l'élève. Légitimité**

*Une association en vue de l'enseignement privé aliminentée seulement par des dons et des subventions, ne saurait être astreinte, dans la fixation des rétributions qu'elle exige des*

(1) Coran. Ch. IV, verset 14.

*élèves, aux règles qui s'imposent aux établissements ordinaires d'enseignement. Elle est donc fondée, en raison de la suppression ou de la décroissance de ses ressources, à augmenter l'écolage, même au cours de l'année scolaire.*

*Le renvoi des élèves pour refus de leurs parents à acquitter le montant de la rétribution scolaire est légitime et conforme aux usages des établissements scolaires.*

HAÏ BRAMI C/ L'ALLIANCE ISRAÉLITE UNIVERSELLE

Le Tribunal ; — Attendu que la demande en restitution de la somme de 28 francs versée par M. Brami à titre de supplément à la rétribution scolaire de ses fils, afférente au deuxième trimestre de l'année 1914-1915, demande portée devant le juge de paix, n'était pas fondée ; — Attendu en effet que l'augmentation de l'écolage avait été établie par le Comité local de perfectionnement de l'Alliance israélite universelle en raison de nécessités impérieuses résultant de la diminution des ressources qui assurent l'existence et le fonctionnement de cette institution ; — Attendu que la société défenderesse n'étant alimentée que par des dons et des subventions, ne saurait s'astreindre strictement, dans la fixation des rétributions qu'elle exige des élèves, aux règles qui s'imposent aux établissements ordinaires d'enseignement ; qu'elle est donc fondée, dans des cas particuliers, tels que la période actuelle de guerre, en raison de la suppression ou de la décroissance de ses ressources, à augmenter l'écolage, même au cours de l'année scolaire ; — Attendu d'autre part que le renvoi des élèves pour refus de leurs parents d'acquitter le montant de la rétribution scolaire est légitime et conforme aux usages des établissements scolaires en général et aux règlements de l'Alliance israélite en particulier ; — Attendu qu'en versant le montant de l'écolage qui lui était réclamé, afin d'obtenir la réintégration de ses enfants à l'école, Brami n'a pas payé l'indû ; — Que sa répétition était ainsi injustifiée ;

Attendu en outre que son action de dommages-intérêts en raison du renvoi de ses enfants n'était pas plus fondée que

sa demande en restitution des sommes par lui payées ; — Attendu dès lors qu'à bon droit le juge du premier degré a débouté Brami de ses demandes ; — Qu'il échet en conséquence de confirmer la sentence déférée ;

Par ces motifs ; — et ceux du premier juge que le Tribunal adopte, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet, et condamne l'appelant aux dépens ; — Ordonne la confiscation de l'amende ;

(Min. publ, M. Massé, subst. ; Mes S. Tibi et R. Darmon, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 25 octobre 1915. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**Enzel. Demande en paiement. Question préjudicielle. Existence ou modalité de la rente. Droit réel immobilier. Juge de paix. Incompétence.**

*Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en paiement d'enzel dont le taux n'excède pas sa compétence, dans le cas où le débi-enzeliste soulève une question préjudicielle portant sur l'existence ou les modalités de la rente elle-même, droit réel immobilier dont le tribunal civil doit seul connaître à charge d'appel.*

Nessim Taïeb c/ Clément Hayat

Le Tribunal ; — Attendu que Clément Hayat actionné par Nessim Taïeb devant le tribunal de paix du canton nord de Tunis en paiement de 109 fr. 37, montant d'nn semestre de la rente d'enzel grevant un immeuble immatriculé sous le n° 3942, a soutenu que l'enzel dont les arrérages lui étaient réclamés représentaient le prix de vente de la propriété grevée ; que cette vente à lui consentie par Belbezé suivant contrat du 4 août 1912, était conditionnée par l'existence d'une servitude de passage sur le fonds riverain, servitude déclarée et garantie en termes exprès par le ven-

deur ; que Taïeb ayant acquis la rente d'enzel de Belbezé en vertu d'un contrat du 25 mai 1914, aux termes duquel le cessionnaire reconnait l'existence de l'acte de vente de la propriété intervenu entre Belbezé et Hayat, ledit Taïeb ne saurait se prévaloir de son droit à la rente d'enzel, sans remplir les obligations contractées par son cédant Belbezé envers Hayat ; que la servitude garantie par Belbezé étant actuellement contestée par le propriétaire du fonds servant, le crédit-enzéliste, tenu, comme ayant-droit de son cédant à assurer l'existence et à garantir l'exercice de cette servitude, ne saurait exiger le paiement de l'enzel qu'autant qu'il aurait garanti l'exercice de la servitude sus-mentionnée ;

Attendu que les conclusions posaient, devant le juge de paix, une question préjudicielle à la solution de laquelle était subordonnée la demande en paiement d'arrérages d'enzel qui lui était soumise ; que cette question portait sur l'existence ou les modalités d'une rente d'enzel, droit réel immobilier ; — Attendu que le défendeur Hayat soutenait que le juge de paix était incompétent *ratione materiæ* pour connaître de la question préjudicielle ; qu'e nconséquence il devait renvoyer la demande principale elle-même ; — Attendu que le demandeur prétendait de son côté que la rente d'enzel à lui cédée par Belbezé était inscrite sur le titre foncier, lequel ne fait mention d'aucune servitude au profit de l'immeuble grevé d'enzel ; qu'aux termes de la loi foncière, les droits et obligations non inscrits sur le titre ne sont pas opposables aux tiers ; que l'engagement pris par son cédant Belbezé de garantir l'existence de la servitude dont s'agit constituait une obligation qui restait étrangère au cessionnaire de l'enzel, lequel n'assumait que les charges résultant du titre foncier ; — Attendu que Hayat répliquait que Taïeb ne peut être considéré comme un tiers ; qu'il est l'ayant-droit direct du vendeur de l'immeuble, Belbezé, lequel a pris soin de stipuler dans l'acte de cession d'enzel, que le cessionnaire a pris connaissance de l'acte de vente consentie à Hayat ; qu'en conséquence, le cessionnaire Taïeb est tenu des mêmes obligations que son cédant

Belbezé et ne saurait se prévaloir de son droit à la rente d'enzel qu'autant qu'il aurait rempli les obligations assumées par son auteur ;

Attendu que le litige ainsi soulevé était sérieux et soumettait expressément à l'examen du premier juge celui des conditions d'existence d'un droit réel immobilier ; — Attendu dès lors que c'est à tort que le juge de paix s'est déclaré compétent pour connaître de la demande ; qu'en conséquence il échet d'infirmer le jugement déféré ; — Attendu que le litige soulevé par les conclusions de l'appelant est de la compétence du tribunal de 1re instance mais seulement en premier ressort ; que par suite il convient, en infirmant purement et simplement le jugement déféré, de renvoyer les parties à se pourvoir par demande directe devant la juridiction compétente ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, en la forme reçoit l'appel ; — Au fond, dit que le juge de paix était incompétent pour connaître du litige qui lui était soumis ; en conséquence, infirme et met à néant le jugement déféré.

(Min. publ. M. de Chelle, subst. ; — Mes Smadja et J. Bonan, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

*Audience du 24 septembre 1915. — Présidence de* M. Dramard, *vice-président.*

**Guerre. Contrat. Résiliation. Force majeure. Convention. Dérogation au principe. Validité.**

*Si en principe le cas de guerre ne peut être une cause de résiliation des contrats, les parties peuvent déroger à cette règle et convenir que si cet évènement se produit, le vendeur aura le droit d'annuler le marché en avisant de son intention l'acheteur par lettre recommandée.*

Moïse Adda c/ G. Calo

Le Tribunal ; — Attendu que, suivant contrat du 17 juillet 1914, le sieur Giacomo Calo a vendu au sieur Moïse Adda la quantité de 600 balles tuzelle extra de sa marque et fabrication au prix de 38 fr. 50 la balle de 100 kilog. brut pour net, toile perdue, rendue franco wagon Tunis, livrable sur les six mois d'août ; — Attenduque par lettre recommandée en date du 14 août 1914, Calo a informé son acheteur que, en vertu des clauses insérées dans son contrat, il résiliait purement et simplement le marché ; — Attendu que Moïse Adda, par exploit de Sureau, huissier à Tunis, du 20 janvier 1915, enregistré, l'a assigné devant le tribunal pour voir prononcer la résiliation à ses torts et griefs, et en paiement de 1.500 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice que lui a causé la rupture des conventions ; — Attendu que Calo résiste à cette demande, en s'abritant derrière la clause de son contrat ainsi conçue : « Tous cas de guerre, de grèves ou autres quelconques de « force majeure, qui affecteraient l'exécution du présent « contrat, permettraient au vendeur de retarder d'autant « (durée de l'empêchement) la livraison des marchandises « vendues ou d'annuler le présent contrat en prévenant, « dans ce dernier cas, l'acheteur, par lettre recommandée ; » — Attendu que Moïse Adda soutient au contraire que cette clause ne peut autoriser Calo à ne pas tenir ses engagements, et qu'il lui appartient de prouver qu'il a été dans l'impossibilité de faire les livraisons auxquelles il était tenu ; — Attendu que cette dernière interpretation ne saurait être admise, qu'elle équivaudrait à réputer non écrite, la clause visée; — Attendu que, en principe, le cas de guerre ne peut être par lui-même, une cause de résiliation des contrats ; que la guerre ne constitue un cas de force majeure que lorsqu'il est prouvé que celui qui l'invoque a été dans l'impossibilité absolue d'exécuter son obligation ; que telle est la règle qui découle des articles 1147 et 1148 du code civil ; que cette règle a été unanimement adoptée par la jurisprudence ; — Attendu que si les parties ont inséré dans

leurs conventions une clause du genre de celle mentionnée plus haut, il est clair qu'elles ont entendu ainsi apporter une dérogation aux règles du droit commun ; que pas n'était besoin, si elle ne devait produire aucun effet, de prendre le soin d'en faire une des conditions essentielles du marché ; que par leur silence, les parties fussent arrivées au même résultat, en vertu de la règle de l'article 1148 du code civil ; que l'intention de déroger à cette règle, a eu pour conséquence de permettre au vendeur de ne pas livrer si, par suite des circonstances issues de la guerre, il s'est trouvé aux prises avec des difficultés graves de nature à le gêner dans ses opérations, et à modifier les conditions dans lesquelles il avait traité ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que l'état de guerre a amené, dans la période qui s'est écoulée pendant les premiers mois à partir de la déclaration, des troubles de toute espèce dans les affaires, a occasionné des embarras et des difficultés multiples dans la poursuite de celles qui étaient engagées, et déterminé des fluctuations de cours que l'on ne pouvait prévoir ; que c'est précisément pour se prémunir contre ces perturbations et de leurs suites, que Calo a introduit, dans son contrat, la stipulation visée ; qu'il est en droit de s'abriter derrière ces circonstances pour ne pas exécuter ; — Attendu dès lors que le contrat doit être purement et simplement annulé ; — Attendu que Moïse Adda soutient subsidiairement que les différentes livraisons prévues au contrat constituant autant de marchés différents, Calo aurait dû l'aviser par lettre recommandée au commencement de chaque mois ; — Attendu qu'une semblable obligation ne résulte ni des termes ni de l'esprit du contrat ; que Moïse Adda ne serait fondé à invoquer ce moyen qu'autant que les circonstances qui ont permis à son vendeur de ne pas livrer auraient pris fin avant le terme prévu pour la dernière livraison ;

Par ces motifs ; — Déclare purement et simplement annulé, le contrat passé entre les parties à la date du 17 juillet 1914 ; — Déclare Moïse Adda mal fondé

en ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute, le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. — Mes A. MOSSÉ et V. CATTAN, av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience du 20 octobre 1915. — Présidence de* M. DRAMARD, *vice-président.*

**Compagnie de transport. Connaissement Clauses. Chargeur. Marchandises. Transbordement. Mention des conditions et réceptions. Navire transbordeur. Destinataire. Clause d'incompétence. Recevabilité.**

*Le connaissement signé au port d'expédition par le chargeur et qui lie le destinataire, est soumis aux conditions et exceptions des navires transbordeurs lorsqu'une mention dans ce sens figure sur le connaissement. C'est à bon droit que la compagnie de transport invoque la clause de l'article de ses connaissements relatif à l'incompétence, car ils régissent les conditions du transport du moment où la marchandise a été transbordée sur l'un de ses bateaux jusqu'au lieu de destination.*

HOMSY C/ Cie DE NAVIGATION MIXTE
et SOCIÉTÉ COMMERCIALE TUNISIENNE

Le Tribunal ; — Attendu que le sieur Homsy, destinataire de marchandises qui lui avaient été expédiées de Shangaï, suivant connaissement de la compagnie des Messageries Maritimes en date du 2 avril 1914, a assigné la compagnie de Navigation Mixte devant M. le juge de paix du canton nord de Tunis, en paiement d'une somme de 900 francs manquant à l'arrivée ; — Attendu que la compagnie de Navigation Mixte a appelé en cause la société commerciale tunisienne ; — Attendu que par jugement du 27 novembre 1914, M. le juge de paix du canton nord de Tunis s'est

déclaré incompétent ; — Attendu que le sieur Homsy a relevé appel de cette décision ; que son appel est régulier en la forme ; — Attendu que la Compagnie intimée conclut à la confirmation pure et simple du jugement entrepris, invoquant la clause de l'article 15 de ses connaissements aux termes de laquelle toutes constatations doivent être portées devant le tribunal de commerce de Marseille ; — Attendu que le sieur Homsy objecte que les marchandises à lui expédiées ont été chargées à Shangaï, port d'expédition, sur un navire de la compagnie des Messageries Maritimes, suivant connaissements de cette compagnie ; que les conditions du transport sont réglées par le seul connaissement qui ne contient aucune clause semblable à celle invoquée par l'intimée ; — Attendu que cette objection n'est pas fondée ; — Attendu en effet que la compagnie des Messageries Maritimes, qui ne dessert pas les ports de Tunisie, devait conformément à l'article 10, réexpédier la marchandise par l'intermédiaire d'une compagnie de navigation, en l'espèce la compagnie de Navigation Mixte, avec laquelle elle est en correspondance au port de transbordement ; — Attendu qu'il était expressément stipulé que le connaissement signé au port d'expédition par le chargeur et qui lie le destinataire, était soumis aux conditions et exceptions des navires transbordeurs ; que c'est là ce qui résulte d'une mention écrite en langue anglaise figurant sur le dit connaissement ; qu'il suit de là que c'est à bon droit que la compagnie de Navigation Mixte invoque la clause de l'article précité de ses connaissements qui régissait les conditions du transport à partir du moment où la marchandise avait été prise en charge par elle ; -- Attendu dès lors que c'est à juste raison que le premier juge s'est déclaré incompétent ;

Par ces motifs ; — En la forme reçoit l'appel ; confirme purement et simplement le jugement entrepris ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes SMAJA, L. COULON et A. MOSSÉ, av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e Ch.).

*Audience du 27 octobre 1915. — Présidence de* M. Bramard, *vice-président.*

**Eaux de Tunis. Concession. Arrêté du 7 juillet 1909. Abonnés. Compteurs de vitesse et compteurs de vobume. Fourniture par la Compagnie. Choix du genre de compteur par l'abonné.**

*Aux termes de l'arrêté réglementaire du 7 juillet 1909 s'appliquant à la concession des eaux à la Cie des Gaz et Eaux de Tunis, les compteurs employés sont de deux sortes, les compteurs de vitesse et les compteurs de volume, à fournir par le concessionnaire au choix de l'abonné. L'emploi du compteur de volume peut être imposé à l'abonné en cas de fraude dûment constatée. Les contrats avec la Compagnie étant d'une année renouvelable d'année en année par tacite reconduction, l'abonné a le droit, avant l'expiration de l'année en cours, de demander à faire usage d'un compteur autre que celui établi par la Compagnie des Eaux.*

Compagnie des Gaz et Eaux c/ Louis Rey

Le Tribunal ; — Attendu que la Cie des Gaz et Eaux de Tunis a, à la date du 27 novembre 1912, assigné le sieur Rey en paiement de la somme de 1628 fr. 10 pour consommation d'eau depuis le 1er janvier 1911 jusqu'à fin septembre 1912 ; — Attendu que le sieur Rey résista à cette demande, alléguant que la somme réclamée n'était pas dûe parce que le compteur placé dans son immeuble par la compagnie était inexact, que ce compteur lui avait d'ailleurs été imposé et qu'il était en droit de demander que la compagnie fût condamnée à le remplacer par un compteur de son choix ; — Attendu que par jugement avant faire droit, rendu à la date du 27 décembre 1913, une expertise a été ordonnée en vue de rechercher si les motifs invoqués par le défendeur pouvaient être pris en considération ; que l'expert recevait à cet effet la mission d'entendre les parties

dans leurs dires et explications, de donner son avis sur tous les points qui les divisent et au besoin de faire tous comptes entre elles ; — Attendu que l'expert Durel a accompli la mission qui lui avait été confiée et a déposé son rapport le 9 janvier 1915 ; — Attendu qu'il résulte des recherches de l'expert que le compteur placé dans l'immeuble de la rue d'Italie n° 4, appartenant au sieur Rey, et qui est un compteur de volume, est exact et que les quantités d'eau indiquées par cet appareil comme ayant été consommées correspondent à la réalité ; — Attendu que, à la date du 29 juin 1910, Rey avait souscrit une police d'abonnement, valable pour un an à partir du 1er avril 1910 ; que par une clause spéciale de cette police il avait laissé à la compagnie des Eaux la faculté d'installer sur la prise un compteur de volume à piston, aux lieu et place du compteur de vitesse qui s'y trouvait antérieurement ; que c'est donc en exécution de cette police que Rey doit payer à la compagnie des Eaux les quantités d'eau consommées par lui ; — Attendu il est vrai qu'il soutient que le compteur de volume ainsi placé chez lui est inexact parce qu'il accuse des quantités de beaucoup supérieures à celles qu'il avait consommées antérieurement et telles qu'elles étaient indiquées par son premier compteur ; — Attendu que cette allégation n'est pas fondée et qu'elle est contredite de la façon la plus précise par les vérifications multiples et minutieuses auxquelles l'expert s'est livré ; que les expériences faites ont en effet démontré que le compteur incriminé était de beaucoup plus exact que les différents compteurs de vitesse auxquels il a été comparé et que les indications données par lui donnaient le chiffre de la consommation réelle ; que les prétentions de Rey, à savoir que la compagnie n'est pas fondée dans sa réclamation parce que le montant de la somme demandée par elle repose sur des données fausses, doit donc être rejetée ; — Mais attendu d'autre part qu'il est certain que c'est un droit absolu pour l'abonné de choisir son compteur ; — Que ce droit résulte d'une façon indéniable des

dispositions des articles 4 et 12 de l'arrêté réglementaire du 7 juillet 1909 ; que l'article 4 dispose « Les compteurs seront de deux sortes, les compteurs de vitesse et les compteurs de volume. L'emploi du compteur de volume pourra être imposé à l'abonné en cas de fraude dûment constatée » ; que l'article 12 est ainsi conçu : « Le concessionnaire fournira à chaque abonné, et suivant sa demande, un compteur de vitesse ou un compteur de volume » ; qu'il ressort de ces textes que, en dehors du cas de fraude, qui n'est d'ailleurs pas allégué, l'abonné peut, à son choix, voir sa consommation d'eau réglée suivant les indications du compteur de volume ; — Attendu que la police du 29 juin 1910 et par laquelle Rey avait consenti à ce que la compagnie des Eaux plaçât dans son immeuble un compteur de volume, n'était contractée que pour une année à partir du 1er avril 1910 ; qu'elle expirait le 31 mars 1911 ; mais que par tacite reconduction, elle a été renouvelée pour une seconde année devant expirer le 31 mars 1912 ; — Attendu que la compagnie ne peut prétendre imposer *in perpetuum* à l'abonné un contrat qui n'a été fait que pour une année, renouvelable d'année en année par tacite reconduction ; qu'elle ne peut pas davantage prétendre imposer à l'abonné l'usage d'un compteur autre que celui choisi par celui-ci ; qu'elle peut d'autant moins le faire, en l'espèce, qu'il est établi par des déclarations faites au cours de l'expertise, par le directeur de la compagnie, que si un compteur de volume a été placé dans l'immeuble du sieur Rey, c'est que au moment où Rey a fait sa demande, la compagnie était démunie de compteurs de vitesse ; qu'il ressort donc de cette déclaration que si Rey a consenti à signer la clause additionnelle de la police relative à l'emploi du compteur de volume c'est parce que la compagnie à ce moment là ne pouvait lui en fournir une autre ; -- Attendu que le sieur Rey était donc en droit de dénoncer cette police ; — Attendu que c'est ce qu'il a fait par la lettre qu'il adressait au directeur de la compagnie en date du 23 mai 1911 ; — Attendu que cette lettre, à la vérité,

ne pouvait produire effet pour l'abonnement en cours ; que cet abonnement ayant été renouvelé par tacite reconduction le 1er avril 1911, ne venait à expiration que le 31 mars 1912 ; que par suite, pendant toute sa durée, les consommations d'eau devaient être réglées suivant les indications du compteur de volume existant, mais qu'à partir du 1er avril 1912, il ne pouvait plus en être ainsi ; que s'il en était autrement le droit de l'abonné tel qu'il est déterminé par les articles plus haut visés de l'arrêté réglementaire, serait illusoire ; que par sa lettre du 23 mai 1911 Rey a nettement manifesté sa votonté de faire usage de ce droit ; — Attendu qu'il ne fut répondu à cette lettre que par une lettre du 4 octobre 1912 par laquelle la compagnie des Eaux faisant savoir à Rey qu'il ne serait tenu compte que des indications du compteur de volume ; que c'était là une fin de non recevoir opposée à la demande de Rey ; — Attendu qu'il suit des considérations qui précèdent que le sieur Rey doit payer la quantité d'eau consommée par lui du 1er janvier 1911 au 31 mars 1912 suivant les indications du compteur de volume qui a été placé de son consentement dans son immeuble, et qu'il doit payer la quantité d'eau consommée par lui depuis le 1er avril 1912 jusqu'à fin septembre 1912 suivant ces mêmes indications mais avec une réduction correspondant à la différence reconnue comme existant moyennement entre les quantités constatées par le compteur de volume et celles constatées par le compteur de vitesse ; — Attendu que le calcul de cette réduction a été faite par l'expert ; que les chiffres proposés par lui, équivalant à une réduction de un cinquième sont exacts ; qu'ils ne sont l'objet d'aucune contestation de la part des parties et qu'ils doivent être retenus par le tribunal; qu'il résulte de ces données que la consommation pendant la période sus-visée ayant été de 1.600 mètres cubes, la réduction à faire sur le montant de la somme réclamée par la compagnie doit être de 96 francs ; que le sieur Rey ne peut donc être tenu de payer que la somme de 1.628 fr. 10 moins 96 francs soit 1532 fr. 10 ;

Par ces motifs ; — Homologue en tant que de besoin le rapport de l'expert Durel ; — Dit que le sieur Rey doit payer à la compagnie la quantité d'eau consommée par lui du 1er janvier 1911 au 31 mars 1912 suivant les conditions de la police du 29 juin 1910 et conformément aux indications du compteur de volume accepté par lui ; - Dit que la compagnie n'était pas fondée à repousser la demande faite par Rey tendant au remplacement du compteur de volume par un compteur de vitesse choisi par lui ; — Dit que Rey doit en conséquence payer la quantité d'eau consommée par lui du 1er avril 1912 au 30 septembre de la même année suivant ces mêmes indications mais avec la réduction ci-dessus fixée ; — Condamne en conséquence Rey à payer à la compagnie demanderesse la somme de 1532 fr. 10 montant de la dite consommation ; — Déclare respectivement les parties mal fondées dans le surplus de leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ; — Et attendu qu'elles succombent respectivement sur quelques chefs de leurs prétentions, fait masse des dépens y compris les frais d'expertise ; dit qu'ils seront supportés par moitié par chacune d'elles.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes GUEYDAN et MIFSUD, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 19 novembre 1915. — Présidence de* M. BERGER, *vice-président.*

**Contrat de transport. Voyageur. Obligation des parties. Voyageur blessé en cours de route. Art. 1147 c. c. Transporteur. Fardeau de la preuve.**

*Le voyageur et le transporteur sont liés par un contrat ; le voyageur a l'obligation de payer sa place et le transporteur celle de remettre le voyageur à destination dans l'état*

*où il l'a pris au départ. Si le voyageur est blessé en cours de route, c'est au transporteur, d'après l'article 1147 du code civil, à prouver que ce n'est pas par sa faute.*

VINCENTI c/ Cie DES TRAMWAYS

Le Tribunal ; — Attendu que le 17 octobre 1914 à Tunis, avenue de Paris, sur la ligne de tramways, un accident a eu lieu près de l'endroit qu'on appelle « Passage à niveau »; que suivant les rapports de police « une sorte d'explosion « s'est produite par suite, parait-il, d'un court circuit » ; que « le véhicule a été en quelque sorte enveloppé par une « immense flamme d'une clarté intense, partant des roues » *(Rapport du commissaire de police Richard du 19 octobre 1914)* ; qu'un voyageur, Janan Joseph chef de bureau à la Conservation Foncière, qui se trouvait sur la plateforme arrière de la locomotrice, déclare au commissaire de police Mattei *(Procès verbal du 26 novembre 1914)* que « soudain une immense flamme jaillit du sol jusqu'à son « chapeau » ; que Laffon Albert, agent de bureau au commissariat du 6me arrodissement a vu tout à coup des flammes jaillir de dessous les roues, côté gauche de la motrice ; qu'il a constaté que deux voyageurs étaient blessés à la suite de la panique occasionnée par cet accident ; que l'agent Sauriat, cycliste nº 109 du service du contrôle a fait les mêmes constatations *(Procès-verbal du 18 octobre 1914 du commissaire de police Richard)* ; — Attendu que l'un des deux voyageurs blessés, Paul Achille Vincenti, alors mobilisé soldat à la 2e compagnie du 116me Régiment d'Infanterie territoriale, a été immédiatement soigné par le docteur Boulakia, présent sur les lieux, puis transporté à l'hôpital militaire du Belvédère, d'où il est sorti après avoir été réformé, et a été renvoyé dans ses foyers ; — Attendu que Vincenti, considérant la compagnie des Tramways comme responsable de sa blessure et de ses suites, lui intente une action en 10.000 francs de dommages-intérêts ; — Attendu que la Compagnie, tout en reconnaissant

la matérialité de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit et la blessure de Vincenti, repousse toute responsabilité et soutient que si Vincenti s'est blessé, c'est par sa faute ; c'est parce qu'au lieu de rester tranquillement assis sur la voiture en remorque sur laquelle il se trouvait et qui n'avait nullement été entourée de flammes, il aurait sauté avant l'arrêt complet du tramway ;

En droit ;— Attendu, en ce qui concerne la responsabilité du transporteur, que si les articles 1784 du code civil et 103 du code de commerce sont muets sur cette responsabilité, il ne s'ensuit pas que ce soit l'article 1382 du code civil et les règles qui régissent les conséquences civiles des délits et quasi délits, qui soient applicables ; — Attendu en effet que le voyageur et le transporteur sont liés par un contrat; que le voyageur a l'obligation de payer sa place, et le transporteur celle de remettre le voyageur à destination dans l'état où il l'a pris au départ ; que si le voyageur est blessé en cours de route, c'est au transporteur, d'après l'article 1147 du code civil, à prouver que ce n'est pas par sa faute ; que cette jurisprudence s'est affirmée par l'arrêt de la chambre civile de la cour de cassation du 21 avril 1913 (D. P. 1913 I. 249.) ; qu'elle a mis fin à celle suivie depuis l'arrêt du 10 novembre 1884 et qui est condamnée par la presque totalité de la doctrine et par beaucoup de tribunaux ;

En fait ; — Attendu que Vincenti s'est trouvé blessé en cours de route, par suite d'un accident du tramway qui le transportait ; qu'un jet de flammes qui a nécessité l'arrêt du tramway a provoqué parmi les voyageurs des voitures remorquées, comme parmi ceux de la voiture motrice, une panique ; que Vincenti, dans la cohue et la bousculade des voyageurs apeurés, est tombé et s'est relevé avec une grave blessure au bras gauche ; — Attendu qu'il importe peu que ce soit parce qu'il aurait sauté de la voiture avant l'arrêt complet, ou parce qu'il aurait pris peur quand il ne courait aucun danger ; — Attendu que le jet de flammes est établi ; qu'il est parti de la voiture motrice ; qu'il a occasionné la

frayeur des voyageurs ; qu'il est le fait de la compagnie des Tramways et en dehors des conventions passées entre les voyageurs et elle ; qu'elle ne saurait faire grief à ceux-ci de n'être pas plus braves ou plus instruits des conséquences possibles de l'embrasement des roues de la motrice ; qu'elle n'a pas le droit de soumettre le courage et la nervosité des voyageurs à l'épreuve, en cours de route, et de leur imputer les accidents que cette épreuve peut causer ; que ses prétentions fussent-elles par conséquent établies, ne prouveraient pas, dans les termes de l'article 1147 du code civil, que l'inexécution de ses obligations provient d'une cause à laquelle elle serait étrangère ; -- Attendu dès lors, que la responsabilité de la défenderesse étant démontrée ainsi en droit et en fait, il reste à rechercher le préjudice subi par le demandeur ; que sur ce point, une mesure d'instruction s'impose ; qu'il est nécessaire qu'un homme de l'art visite le blessé et recherche quelles sont pour lui les conséquences définitives de l'accident du 17 octobre 1914 ; — Attendu que Vincenti a quitté la Régence ; qu'il s'est retiré dans son pays d'origine à Ficoja, canton de la Corta (Corse) ; qu'il convient de désigner un médecin expert pour procéder à son examen ;

Par ces motifs ; — Statuant en matière commerciale, contradictoirement en premier ressort ; — Dit que la Compagnie des Tramways est responsable de l'accident survenu à Vincenti le 17 octobre 1914 ; — Ordonne que Vincenti sera visité par le médecin légiste du Parquet de Bastia le plus rapproché du lieu de résidence du blessé ; — Commet rogatoirement Monsieur le Président du Tribunal de commerce de Bastia ou tout autre juge par lui délégué pour désigner nominativement ce praticien et recevoir son serment ; — Ordonne en outre que cet homme de l'art recherchera par l'examen de Vincenti et de toutes pièces et documents relatifs à sa réforme à la suite de sa blessure, quelles sont les conséquences définitives de l'accident de tramway du 17 octobre 1914, évaluera par un pourcentage

la réduction de capacité professionnelle que l'accident lui fait subir, dressera rapport de ses opérations qu'il déposera au greffe de ce tribunal pour être par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit ; — Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes Joseph SCEMAMA et GUEYDAN, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 19 novembre 1915. — Présidence de* M. BERGER, *vice-président.*

**Guerre. Décret du 21 août 1914. Débiteur. Poursuites en déclaration de faillite. Jugement constatant l'état de cessation de paiement. Convocation des créanciers. Détermination des délais à observer.**

*Par application du décret du 21 août 1914, le tribunal constate l'état de cessation de paiement survenu depuis le 31 juillet 1914 et détermine les délais à observer pour la convocation ou la réunion des assemblées de créanciers.*

*La faillite n'est prononcée qu'au cas de refus d'homologation de concordat ou si en l'homologant, le tribunal ne déclare pas le débiteur affranchi de cette qualification ou dans le cas où la faillite est clôturée pour insuffisance d'actif.*

VALENSI et autres c/ SADIK frères

Le Tribunal ; — En la forme ; — Attendu que Amédée Valensi, porteur d'un effet de commerce de 2.480 fr. 75 tiré sur la maison Sadik frères de Tunis par la maison de tissus Ziegler et Cie de Manchester (Angleterre) et passé à son ordre, a, par assignation du 27 juillet 1915, enregistrée, réclamé payement de cette somme et des intérêts à 5 pour 100 depuis le 1er septembre 1914 ; — Attendu que les frères Sadik, après avoir constitué Me Smaja pour mandataire,

ont fait défaut à l'audience du 29 octobre à laquelle l'affaire avait été renvoyée ; qu'il y a lieu de donner défaut contre eux faute de conclure ; — Attendu d'autre part que la « Societa Italiana Ernesto de Angeli » dont le siège est à Milan, ayant constitué pour avocat Me Victor Cattan, a déclaré intervenir dans l'instance, et a expliqué qu'elle était créancière des frères Sadik pour une somme totale de 22.588 fr.65; qu'elle avait fait pratiquer une saisie-conservatoire sur les marchandises restant dans les magasins des frères Sadik, suivant procès-verbal de Sureau huissier à Tunis des 15, 16 et 18 octobre 1915, enregistré, en vertu d'une ordonnance de ce siège du 14 août 1915, aussi enregistré ; que David Sakik, l'un des frères associés, a déclaré que la société existant entre ses frères et lui était en liquidation à la suite de la mort de l'un d'eux, Chalom Sadik, survenue il y a un mois, et qu'il avait été chargé par le tribunal rabbinique de liquider le commerce et de réaliser les marchandises ; qu'il a en outre demandé à aller en référé pour entendre dire qu'il serait autorisé à continuer la vente des marchandises se trouvant en magasin; que M. le Président de ce siège, à la date du 29 octobre, a renvoyé les frères Sadik, assistés de leur avocat Me Smaja, et la Société « Ernesto de Angeli », à l'audience ; qu'ainsi le tribunal se trouve doublement saisi et par cette ordonnance de renvoi du 29 octobre 1915 et par l'intervention régulière de la « Société Ernesto de Angeli » ; — Attendu que celle-ci a demandé par son mandataire Me Victor Cattan, le paiement de sa créance de 23.688 fr. 65, le maintien de la saisie-conservatoire, et même la déclaration de faillite des frères Sadik, en raison de ce que, depuis le commencement de la guerre ils ont cessé tous leurs payements et ont réalisé toutes les marchandises de leurs fournisseurs au comptant, et à des prix rémunérateurs, ainsi que l'avoue David Sadik lui-même, dans ses dires au procès-verbal de saisie où il explique que les « marchandises se vendent très bien actuellement» ; — Attendu qu'elle déclare faire toutes réserves pour

réclamer du Ministère Public des poursuites en banqueroute fraduleuse contre les frères Sadik qui auraient un passif de près de 200.000 francs après avoir encaissé et gardé le prix des marchandises vendues par eux avec bénéfice depuis les hostilités ; — Attendu que la maison Fratelli Marino et Cie de Gallarate, déclare également, par le même Me Victor Cattan, intervenir dans l'instance et réclame 9.125 fr. 25 aux frères Sadik, pour fournitures de marchandises antérieurement à la guerre, et s'associe aux conclusions en déclaration de faillite, et aux réserves en vue des poursuites en banqueroute frauduleuse ; — Attendu que Valensi, le demandeur principal, déclare ne pas s'opposer aux deux interventions ; — Attendu qu'il augmente sa demande et déclare réclamer également la mise en faillite des frères Sadik ; — Attendu que les interventions sont régulières en la forme ;

Au fond ; — Attendu que les créances de Valensi, de la Société « Italiana Ernesto de Angeli » et de la maison Fratelli Maino et Cie sont justifiées ; — Attendu d'autre part que la maison Sadik frères est en état de cessation de paiements depuis fin août 1914; qu'aucun des frères Sadik n'est présent sous les drapeaux ; qu'il échet donc de constater l'état de cessation de paiements dans les termes du décret du 21 août 1914 ;

Par ces motifs ; — Statuant en matière commerciale, par défaut, en premier ressort; En la forme; — Admet l'intervention de fa « Societa Italiana Ernesto di Angeli » et de la maison Fratelli Maino et Cie ; — Donne défaut faute de conclure contre les frères Sadik et contre leur avocat Me Smaja ; — Au fond; — Condamne la société Sadik frères à payer : 1° la somme principale de 2.480 fr. 75 à Amédée Valensi, avec intérêts à 5 pour 100 depuis le 1er septembre 1914 ; 2° celle de 22.588 fr. 65 à la « Sociéta Ernesto de Angeli » avec intérêts aussi de 5 pour 100 à partir de la même date du 1er septembre 1914 ; 3e celle de 9.125 fr. 25 à la maison Fratelli Maino et Cie encore avec intérêts à

5 pour 100 à partir de fin août 1914 ; — Déclare la société Sadik frères et les associés qui la composent savoir : Chalom Liscia, dit Sadik ; David Liscia, dit Sadik ; Moïse Liscia, dit Sadik, et Salvator Liscia, dit Sadik, en état de cessation de paiements; fixe provisoirement à fin août 1914, la date de la dite cessation de paiements, nomme M. Gandiol juge-commissaire et M. Grosrenaud syndic provisoire; Ordonne les mesures d'apposition de scellés, d'inventaire et de publicité voulue par loi, et dit, par application de l'article 4 du décret du 21 août 1914, que les délais à observer seront augmentés de 8 jours en raison des circonstances ; — Donne acte aux demandeurs et intervenants de leurs réserves en cequi concerne les poursuites en déclaration de banqueroute frauduleuse ; — Condamne la société Sadik frères aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes Albert BESSIS et Victor CATTAN, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B BORREL.

28me Année, Nos 3-4 — 15-29 Février 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX
## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Légitimation des enfants adultérins. — Moratorium des loyers. -- Prohibition de l'usage de l'opium. — Loi relative à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies. — Prescription des mesures pour la destruction des sauterelles, pontes et criquets.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Conditions de recevabilité d'opposition à mariage de leurs enfants majeurs de 21 ans par les ascendants. — 2° Point de départ de la levée de suspension des délais en suite d'une ordonnance. — 3° Délais d'opposition à taxe d'expert. Compétence du tribunal civil pour en connaître au cas de contestation du principe de la dette. — 4° Bénéfice du sursis au profit exclusif du mobilisé au cas de pluralité de défendeurs.—5° Expulsion, en matière commerciale et par voie de procédure ordinaire, du locataire pour défaut de paiement du prix et mauvais usage de la chose louée. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Calcul du délai de huitaine pour l'opposition à un jugement par défaut faute de conclure. — 2° Recevabilité jusqu'à l'exécution d'un jugement par défaut rendu en matière commerciale. — *Justice de Paix du Canton Nord de Tunis* : Inapplication du statut personnel, en matière de responsabilité civile, devant les tribunaux français, pour infraction à la loi pénale.

## LÉGISLATION

***Loi du 29 décembre 1915,*** *concernant la légitimation des enfants adultérins.*

Article premier. — L'article 331 du code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce adultérin, sont légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère, lorsque ceux-ci les ont légale-

ment reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaissent au moment de sa célébration. Dans ce dernier cas, l'Officier de l'Etat civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et légitimation dans un acte séparé.

Lorsqu'un enfant naturel aura été reconnu par ses père et mère ou par l'un d'eux postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emportera légitimation qu'en vertu d'un jugement rendu en audience publique après enquête et débât en chambre du conseil, lequel jugement devra constater que l'enfant a eu, depuis la célébration du mariage, la possession d'état d'enfant commun.

Les enfants adultérins sont légitimés, dans les cas suivants, par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de la célébration du mariage dans les formes déterminées par le premier paragraphe du présent article :

1° Les enfants nés du commerce adultérin de la mère lorsqu'ils sont désavoués par le mari ou ses héritiers ;

2° Les enfants nés du commerce adultérin du père ou de la mère lorsqu'ils sont réputés conçus à une époque où le père ou la mère avait un domicile distinct en vertu de l'ordonnance rendue conformément à l'article 878 du Code de procédure civile et antérieurement à un désistement de l'instance, au rejet de la demande ou à une réconciliation judiciairement constatée.

Toutefois, la reconnaissance et la légitimation pourront être annulées si l'enfant a la possession d'état d'enfant légitime ;

3° Les enfants nés du commerce adultérin du mari, dans tous les autres cas, s'il n'existe pas, au moment du mariage subséquent, d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

Toute légitimation sera mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

Cette mention sera faite à la diligence de l'Officier de

l'état civil qui aura procédé au mariage, s'il a connaissance de l'existence des enfants, sinon, à la diligence de tout intéressé.

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 313 du code civil est complété ainsi qu'il suit :

« La présomption de paternité établie par l'article précédent ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désavœu, s'il a été légitimé par un nouveau mariage de sa mère, conformément aux dispositions de l'article 331.

Art. 3. — L'article 335 du code civil est complété par la disposition suivante :

« Sous réserve des dispositions de l'article 331 ».

Art. 4. — La loi du 7 novembre 1907 et abrogée.

Art. 5. — La présente loi est applicable aux colonies.

Art. 6. — Pour les mariages antérieurs à la promulgation de la présente loi, il ne sera plus délivré d'expédition commune de l'acte de légitimation et de l'acte de célébration du mariage que dans les conditions déterminées par l'article 57 du code civil.

Les enfants adultérins se trouvant dans les conditions prévues par les dispositions qui précèdent et dont les père et mère auront contracté mariage avant la promulgation de la présente loi pourront être, de la part de ceux-ci dans le délai de deux ans à partir de cette promulgation, l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation dans les conditions prévues par la présente loi.

---

***Décret beylical*** du 15 janvier 1916 (10 rabia-el-aoual 1334), *concernant le moratorium des loyers.*

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre et 24 décembre 1914, 27 mars, 25 juin, 24 septembre et 30 décembre 1915, relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ;

Vu le décret français du 28 décembre 1915 maintenant pour une durée de six mois, le moratorium de plein droit au profit des militaires réformés par suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre ;

Dans le but de faire bénéficier de cette mesure les réformés qui se trouvent en Tunisie ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 1er de notre décret du 30 décembre 1915 sont applicables aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre, pendant les six mois qui suivent la date de la réforme.

---

***Décret beylical*** du 20 janvier 1916 (14 rabia-el-aoual 1334) *prohibant l'usage de l'opium.*

ARTICLE PREMIER. — Sont prohibés, sur tout le territoire de la Régence, la circulation, l'achat, la vente, la détention et l'usage de l'opium autre que l'opium médicinal ;

L'opium médicinal demeure régi par les dispositions du décret du 24 avril 1914 et ceux réglementant l'exercice de la pharmacie et la vente des substances toxiques et vénéneuses.

ART. 2. — Il est également interdit de favoriser la détention, le commerce et l'usage prohibés en consentant l'usage d'un local ou par tout autre moyen.

Tout individu détenteur dans son domicile ou dans un établissement public d'appareils ou d'ustensiles propres à l'usage de l'opium sera présumé coupable d'infraction au présent décret.

ART. 3. — Les infractions au présent décret seront punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ou de l'une des deux peines seulement.

En cas de récidive, ces peines pourront être élevées du double. Il y a récidive si une nouvelle infraction est commise dans les 5 années suivant la date de l'expiration de la peine d'emprisonnement, ou celle de la condamnation devenue définitive à l'amende.

Dans tous les cas, la confiscation des matières et ustensiles saisis et contravention sera prononcée.

ART. 4. — Tout établissement public dans lequel auront été découverts soit de l'opium, soit des ustensiles servant à son usage, sera immédiatement fermé à moins qu'il ne soit démontré que l'infraction a été commise par un consommateur ou un client à l'insu du tenancier ou de ses employés.

ART. 5. — Aucune transactiou avant jugement définitif ne pourra intervenir à l'occasion des infractions au présent décret, et sous la condition que l'individu désigné comme auteur de l'infraction puisse être efficacement poursuivi.

ART. 6. — Toutes les dispositions non contraires du décret du 3 octobre 1884, de ceux qui l'ont modifié ou complété et du décret du 24 avril 1914, continueront à être appliqués.

---

***Loi du 22 janvier 1916** relative à la déclaration des biens des sujets de puissances ennemies.*

ARTICLE PREMIER. — Tous détenteurs à un titre quelconque, tous gérants, gardiens ou surveillants de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des sujets d'une puissance ennemie, tous débiteurs de sommes, valeurs ou objets de toute nature envers lesdits sujets, pour quelque cause que ce soit, doivent en faire la déclaration détaillée dans la quinzaine à compter de la date du décret à

intervenir. Cette obligation incombe dans les sociétés à tous associés en nom, gérants, directeurs ou administrateurs.

Les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts appartenant à des sujets d'une puissance ennemie dans les sociétés, doivent être déclarés par les personnes désignées au paragraphe précédent.

L'obligation de la déclaration s'étend à tous intérêts de sujets d'une puissance ennemie dans des maisons de commerce, entreprises ou exploitations quelconque, ainsi qu'à toutes ententes ou conventions d'ordre économique entre des Français, des protégés français ou des personnes résidant en territoire français ou de protectorat français et des sujets d'une puissance ennemie.

La déclaration est reçue : pour les biens mobiliers et immobiliers, par le procureur de la République de l'arrondissement de leur situation ; pour les dettes, par celui du domicile ou de la résidence du débiteur ; pour les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, par celui du siège de la société ou de l'établissement ; pour les ententes et conventions, par celui du domicile ou de la résidence des parties contractantes.

Des officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, seront, s'il y a lieu, désignés par celui-ci pour recevoir en son nom les déclarations.

Une prolongation du délai imparti par le premier paragraphe pourra être accordée par le procureur de la République aux personnes astreintes à la déclaration qui justifieront qu'à raison de la multiplicité des biens, dettes ou intérêts qu'elles ont à déclarer, elles sont hors d'état de satisfaire intégralement aux prescriptions légales dans la quinzaine. Ce délai supplémentaire n'excédera pas deux mois; toutefois, en cas de nécessité reconnue, une nouvelle prolongation d'un mois pourra être concédée.

En outre, le délai supplémentaire pourra être renouvelé de deux mois en deux mois en faveur : 1° des établissements d'utilité publique ; 2° des maisons de commerce et autres

établissements dont les chefs et propriétaires sont présents sous les drapeaux.

Art. 2. — Les détenteurs français de biens appartenant à des sujets d'une puissance ennemie et les débiteurs français de sommes, valeurs ou objets quelconques envers ces sujets, à raison de contrats en cours lors de la déclaration de guerre, seront, sur leur demande, à moins de circonstances spéciales qui motiveraient une décision contraire rendue sur réquisitions du ministère public par le président du tribunal civil, considérés comme séquestres de ces biens, sommes, valeurs ou objets qui demeureront confiés à leur garde.

Art. 3. — Les déclarations seront reçues par les procureurs de la République et officiers auxiliaires de police judiciaire, sous l'obligation du secret professionnel.

Art. 4. — Toute omission volontaire de déclaration dans le délai prescrit ou toute déclaration sciemment incomplète ou inexacte sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs (500) à vingt mille francs (20.000) ou de l'une de ces peines seulement.

Indépendamment des peines prévues au paragraphe précédent, les tribunaux pourront prononcer l'interdiction pendant dix années des droits civils et civiques énumérés en l'article 42 du code pénal.

L'article 463 du code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 5. — La présente loi est applicable de plein droit à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

***Décret beylical*** du 12 février 1916 (7 rabia-ettani 1334), *prescrivant des mesures pour la destruction des sauterelles, pontes et criquets.*

ARTICLE PREMIER. — Toute personne, non empêchée par des motifs légitimes, est tenue de prêter son concours à la défense contre les sauterelles, pontes et criquets et d'obtempérer aux réquisitions de personnel, d'animaux, de matériel et de produits nécessaires à la destruction.

La main-d'œuvre réquisitionnée doit être fournie gratuitement.

En dehors du cas prévu à l'article 2 ci-après, les services d'animaux, de matériel et de fournitures de produits ouvrent droit à une indemnité dont le montant est fixé dans chaque circonscription par le Contrôleur civil ou Chef de bureau de renseignements.

ART. 2. — Les propriétaires et les occupants à un titre quelconque d'immeubles infestés de sauterelles, pontes ou criquets devront en faire la déclaration aux autorités locales, exécuter sans délai les travaux de destruction avec les animaux et le matériel dont ils disposent, se procurer tous produits nécessaires, employer à la défense une main-d'œuvre en rapport avec la superficie des propriétés, qui ne peut être inférieure à :

1 homme par 50 hectares de parcours ;
1 homme par 10 hectares de céréales, oliviers ou jachère;
1 homme par 5 hectares de vignoble ou culture sarclée ;
1 homme par hectare de jardin ou verger.

Ils doivent, enfin, ouvrir l'accès de leur propriété au personnel du service de la défense et se conformer aux mesures prescrites par les autorités locales ou par les délégués du Directeur général de l'Agriculture.

Les services effectués par les propriétaires ou occupants sur leur propre fonds ou exigés d'eux sont à la charge des intéressés.

ART. 3. — Faute par les propriétaires ou occupants de se conformer aux dispositions de l'article 2, et après une mise en demeure sans résultat, il sera procédé d'office par les soins de l'autorité administrative aux travaux de destruction aux frais des intéressés, sans préjudice des pénalités visées à l'article 5.

Les dépenses seront liquidées : pour les salaires, par journée d'ouvrier employé et d'après les prix moyens de la région, et, pour les fournitures, d'après les prix de revient; le montant en sera recouvré par voie d'état de liquidation, conformément au décret du 28 décembro 1900.

ART. 4. — Les réquisitions sont faites verbalement ou par écrit par les autorités locales ou leurs délégués.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent décret peuvent être constatées par tous agents assermentés et sont punies d'une amende de 50 francs à 1.000 francs et de 5 à 30 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les articles 463 du code pénal français et 52 du code pénal tunisien sont applicables.

ART. 6. — Le Directeur général de l'Agriculture est autorisé à prendre par voie d'arrêtés réglementaires les mesures nécessaires à l'exécution du présent décret.

ART. 7. — Sont abrogées les dispositions du décret du 7 mai 1891.

# JURISPRUDENCE

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 22 novembre 1915. — Présidence de* M. Boutaud Lacombe, *juge.*

**Mariage. Loi du 21 juin 1907. Majeur de 21 ans. Ascendants. Defaut de consentement. Modification préalable. Opposition. Maintien. Empêchement dirimant ou prohibitif.**

*L'opposition à mariage par les ascendants ne peut être maintenue qu'autant qu'elle est fondée sur un empêchement dirimant ou prohibitif. Le système contraire rendrait illusoire le droit que la loi du 21 juin 1907 accorde aux enfants majeurs de 21 ans, de se marier sans le consentement de leurs ascendants, à la charge seulement de leur faire notifier au préalable l'union projetée.*

X. c/ Epoux Z.

Le Tribunal ; — Attendu que R. H., a, suivant exploit de Sureau, huissier à Tunis du 25 octobre 1915, enregistré, donné assignation à ses père et mère en main-levée d'opposition à mariage ; — Attendu que le demandeur tout en protestant de ses sentiments de profonde affection pour ses parents, soutient que leur opposition est injustifiée ; — Qu'il déclare qu'aucune considération ne l'empêcherait de mettre à exécution son mariage avec la dame V. qui est enceinte de ses œuvres et dont il veut légitimer l'enfant ; — Attendu que les opposants basent leur refus du consentement sur l'indignité de la future ; qu'ils demandent à la prouver ;

Attendu en droit, qu'il est de doctrine et de jurisprudence constante que l'opposition des ascendants ne peut être maintenue qu'autant qu'elle est fondée sur un empêchement dirimant ou prohibitif ; — Que le système contraire rendrait complètement illusoire le droit que la loi du 21 juin 1907 accorde aux enfants majeurs de 21 ans, de se marier sans le consentement de leurs ascendants, à la

charge seulement de leur faire notifier au préalable l'union projetée ; — Qu'il suffirait en effet à ceux-ci, pour paralyser ce droit, de former opposition au mariage ; — Qu'on soutiendrait en vain que l'intervention des tribunaux sera une garantie que le droit d'opposition ne sera exercé que pour les causes légitimes ; — Qu'on ne peut admettre que le législateur ait laissé aux tribunaux la faculté d'envisager d'autres empêchements au mariage que ceux qui sont prévus et énumérés par la loi ;

Attendu en fait, que R. H. est âgé de plus de 21 ans révolus ; — Qu'il justifie avoir fait notifier à la date du 20 septembre 1915 à ses père et mère, l'union qu'il se propose de contracter avec la dame V. ; — Que l'opposition formée par les parents n'étant fondée sur aucun motif reconnu par la loi, mais simplement sur des considérations de convenance spéciale et de famille et spécialement sur l'inconduite de la future, il suffit de la déclarer inopérante et d'en accorder la main-levée ; — Attendu à la vérité que les conclusions tant du demandeur que celles des défendeurs ne paraissent pas avoir envisagé le litige soumis au tribunal, sous son véritable jour, mais qu'il appartient au juge de suppléer au silence des parties en ce qui concerne les questions de droit, surtout lorsqu'elles intéressent comme dans l'espèce, l'ordre public ;

Par ces motifs ; — Dit n'y avoir lieu d'ordonner la mesure préparatoire sollicitée ; — Déboute les consorts R. C. et S. A. de leur opposition non justifiée ; — Ordonne la main levée de la dite opposition.

(Min. publ. M. De chelles. — Mes V. Piétra et Grécauval, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 20 décembre 1915. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**1. Guerre Décret du 10 août 1914. Procédure. Suspension des délais. Ordonnance levant la dite. Point de départ les faisant courir à nouveau.**

II. **Taxe. Expert. Exécutoire. Opposition. Délais. Loi du 24 décembre 1897. Art. 4. Principe de la dette. Contestation. Tribunal civil. Audience publique. Compétence.**

*I. Le décret du 10 août 1914 ayant suspendu les délais en matière de procédure, ceux-ci ne commencent à courir que du jour de la signification de l'ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal qui en fixe le point de départ.*

*II. Le délai pour faire opposition à l'exécutoire de taxe délivré à un expert n'est pas celui de trois jours d'après l'article 6 du décret du 16 février 1907, mais celui de quinze jours fixé par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897, applicable aux frais de justice autres que les dépens de l'instance.*

*Le tribunal civil siégeant en audience publique, est compétent pour connaître d'une opposition à taxe lorsque le principe même de la dette est contesté par l'opposant.*

BLONDEAU C/ SCHLOUMOU HADDAD

Le tribunal ; — Attendu que, par exploit de Sureau, huissier à Tunis, en date du 14 août 1915, enrégistré, Schloumou Haddad a fait opposition à un exécutoire de taxe, délivré à Blondeau, nommé expert par ordonnance de référé rendue par M. le Président du tribunal de céans le 29 octobre 1908, dans une instance pendante entre le sus-dit Schloumou Haddad et Hadj Mohamed Kassouz, lequel exécutoire a été signifié par exploit de Sureau, huissier à Tunis, du 29 mai 1915, enrégistré ; — Attendu que Blondeau excipe en premier lieu de la nullité de l'opposition, comme formée après l'expiration du délai de trois jours par l'article 6 du décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens en matière sommaire, et en second lieu de l'incompétence du tribunal siégeant en audience publique, soutenant de ce chef, que l'opposition à l'exécution doit être portée devant la chambre du Conseil ;

Attendu sur la première exception, que les délais étant suspendus par le décret du 10 août 1914, n'ont

commencé à courir qu'à dater de la signification de l'ordonnance de M. le président dutribunal qui en fixe le point de départ ; que cette signification est du 31 juillet 1915 ; — Attendu d'autre part, que le délai pour faire opposition à l'exécutoire de taxe délivré à un expert, n'est pas celui de l'article 6 du décret précité de 1807, mais celui de 15 jours, fixé par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1897, applicable aux frais de justice autres que les dépens de l'instance liquidés après jugement ; — Attendu que l'opposition signifié le 14 août 1915 a donc été formée dans les délais légaux ; — Attendu dès lors que l'exception formulée par Blondeau n'est pas fondée ;

Attendu, sur le déclinatoire de compétence, que l'opposant ne se borne pas à demander la réduction de la taxe de l'expert, mais soutient qu'il n'en doit pas le montant, et élève ainsi une contestation sur le principe même de la dette ; que dans ces conditions le litige est valablement porté devant le tribunal siégeant en audience publique ; — Attendu en conséquence que le tribunal est compétent pour connaître de l'opposition portée devant lui.

Par ces motifs ; — Dit l'opposition valable et régulière ; — se déclare compétent pour en connaître ; renvoie la cause et les parties à la première audience utile pour être conclu et plaidé sur le fond du litige. Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. — Mes Is. ABÉASIS et E. NATAF av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience du 1er décembre 1915. — Présidence de* M. DRAMARD, *vice-président.*

**Guerre. Action en justice. Pluralité de défendeurs. Mobilisation de l'un d'eux. Sursis à statuer à son encontre. Mesure individuelle. Poursuites régulières a l'égard des autres.**

*Au cas de pluralité de défendeurs, si l'un d'eux a été mobilisé depuis la demande en justice, il est sursis à statuer à son égard jusqu'à la fin des hostilités.*

*Cette mesure, conséquence d'un bénéfice de la loi spécialement attaché à la personne des individus présents sous les drapeaux, ne saurait profiter aux autres défendeurs.*

MOHAMED BEN ENNECHOUCHI et autres c/ ABRIBAT

Le Tribunal ; — Attendu que les sieurs Mohamed ben Ennechouchi ben Mahmoud, Tidjani ben Ali ben Mahmoud et Hassine ben Ali ben Mahmoud ont régulièrement fait opposition à un jugement de défaut rendu à leur encontre le 20 décembre 1914, par lequel ils ont été conjointement et solidairement condamnés à payer au sieur Abribat, outre les intérêts et les dépens, la somme principale de 7.440 fr.; — Attendu qu'ils prétendent dans leur acte d'opposition ne pas devoir actuellement la somme qui leur est réclamée, et que la demande du sieur Abribat est prématurée ; — Qu'ils allèguent au surplus que l'un d'eux, le sieur Tidjani ben Ali ben Mahmoud est mobilisé et qu'il doit être sursis à statuer jusqu'après la fin des hostilités ;

Attendu que la créance du sieur Abribat résulte d'un acte passé devant notaires indigènes à la date du 20 octobre 1913, aux termes duquel Mohamed ben Ennechouchi, agissant en son nom personnel et en qualité de mandataire des frères Tidjani et Hassine fils de Ali ben Mahmoud, s'est reconnu débiteur de la susdite somme de 7.440 francs à lui prêtée par le sieur Abribat, étant stipulé audit acte que la dette était solidaire entre les trois emprunteurs ; — Attendu il est vrai que le même acte stipule que la dette sera remboursable en trois fractions égales et aux dates des 20 octobre 1914, 20 octobre 1915 et 20 octobre 1916 ; — Mais attendu que par un autre acte sous seing privé, en date du 27 octobre 1913, (enregistré à Tunis. n° 2220, aux droits de 1 fr. 50) le même Mohamed ben Ennechouchi, agissant en son nom personnel et comme mandataire de ses deux codébiteurs, a formellement renoncé au bénéfice du terme en cas de non payement d'une des fractions de la dette au moment de son exigibilité ; — Attendu que le remboursement exigible le 20 octobre 1914 n'a pas été effec-

tué ; — Attendu que provision est dûe aux titres ; — Attendu que Abribat est donc fondé à réclamer le payement de l'intégralité de la somme dont il est créancier ; — Que l'un des défendeurs Tidjani ben Ali ben Mahmoud est actuellement sous les drapeaux ; — Attendu que celui ci n'était pas mobilisé au moment où l'action a été introduite et à l'époque où le jugement de défaut ci-dessus visé a été rendu ; qu'il a donc été valablement actionné ; qu'il y a lieu simplement de décider que, à son égard, il sera sursis à statuer jusqu'après cessation des hostilités ; — Attendu que cette mesure, conséquence d'un bénéfice de la loi spécialement attaché à la personne des individus présents sous les drapeaux, est exclusivement applicable à ces derniers, et qu'elle ne saurait profiter à d'autres qu'à eux ; que dès lors il n'échet, ainsi que les opposants le demandent dans leurs conclusions, de surseoir à statuer même à l'égard de ceux d'entre eux qui ne sont pas mobilisés ;

Par ces motifs ; - En la forme, reçoit l'opposition ; — Au fond, déclare les opposants Mohamed ben Ennechouchi ben Mahmoud et Hassine ben Ali ben Mahmoud, mal fondés en leurs moyens, fins et conclusions, les en déboute; Confirme purement et simplement, en ce qui les concerne, le jugement dont est opposition ; dit que ce jugement sortira son plein et entier effet ; surseoit à statuer jusqu'à la fin des hostilités en ce qui concerne Tidjani ben Ali ben Mahmoud ; condamne Mohamed ben Ennechouchi ben Mahmoud et Hassine ben Ali ben Hamoud aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLES subst. ; — Mes PIETRA et GUEYDAN, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 24 décembre 1915. — Présidence de M.* BERGER, *vice-président.*

**Bail. Preneur. Demande d'expulsion. Absence de mobilier. Juge des référés. Matière commerciale. Cas requérant célérité. Procédure ordinaire. Non paiement du prix du bail.**

**Mauvais usage de la chose louée. Expulsion du locataire. Compétence.**

*L'expulsion du preneur est une mesure qui en matière civile, est ordinairement réclamée devant le juge des référés lorsqu'elle n'est pas la conséquence d'un jugement prononçant la résolution du contrat de bail.*

*En matière commerciale, la procédure des référés n'existant pas, les cas qui requièrent célérité, sont soumis au tribunal comme les autres.*

*L'expulsion du locataire n'est prévue spécialement par le Code civil que comme sanction du non garnissement des lieux loués et du défaut de sûreté capables de répondre du loyer (art. 1752 c. civ.). La loi autorise à fortiori l'expulsion contre le preneur qui ne se soumet pas aux obligations de payer le prix du bail et de faire usage de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination donnée par le bail (art. 1728 c. civ.).*

Cie DES PHOSPHATES D'AÏN TAGA C/ MAAREK ET GOLMANN

Le Tribunal ; — Attendu que suivant acte sous-seing privé en date du 10 octobre 1913, enregistré à Tunis nº 1911, le 29 novembre 1913, Maarek et Golmann agissant entre eux dans un intérêt commun conjointement et solidairement, ont pris en location pour une durée de cinq ans de la société des Phosphates d'Aïn Taga et Bou Gamouche agissant par ses liquidateurs, les gisements de phosphates qu'elle possède sur les terrains immatriculés et faisant l'objet des titres fonciers nos 2384, 2385, 2429, 3144, 3145, ainsi que le matériel, outillage, voie aérienne, immeubles et magasins existant tant à Aïn Taga qu'à Bou Gamouche, soit à la station de chargement à la halte du Bône-Guelma à Aïn Taga ainsi que la voie de garage et raccordement du Bône-Guelma ; — Attendu qu'à la suite de difficultés survenues entre eux l'été dernier les preneurs ont fait nommer un administrateur sequestre pour continuer l'exploitation ; que cet administrateur sequestre ayant à son tour rencontré des difficultés a été

déchargé de sa mission ; que l'un des preneurs, Maarek par lettre du 26 novembre dernier, a déclaré à la société bailleresse qu'il renonçait au bénéfice du contrat de location à partir du dit jour ; — Attendu que dans cette situation de fait la propriétaire de la mine et de ses dépendances a assigné ses locataires en expulsion des lieux, faisant toutes réserves contre eux au sujet de l'inexécution du contrat de location ; — Attendu que Maarek déclare ne pas résister à cette demande et ne pas s'opposer à la mesure d'expulsion : En ce qui concerne Goimann ; — Attendu qu'il résiste à la demande, et soutient que l'expulsion ne peut être prononcée en l'état, qu'elle ne peut être que la conséquence d'une décision qui prononcerait la résolution à ses torts et griefs du bail du 10 octobre ; que cette demande principale n'est pas formulée ; que la présente demande n'apparaît que comme une action en référé ; que les multiples questions et difficultés qu'elle soulève ne peuvent être tranchées qu'accessoirement à une action en résiliation du contrat. En droit ; — Attendu que l'expulsion du preneur est une mesure qui en matière civile, lorsqu'elle n'est pas la conséquence d'un jugement prononçant la résolution du contrat de bail, est une mesure d'urgence, ordinairement réclamée devant le Juge des référés ; — Attendu que devant la juridiction commerciale la procédure des référés n'existant pas, les cas qui requièrent célérité sont soumis au tribunal comme les autres ; — Attendu encore que l'expulsion du locataire n'est prévue spécialement par le code civil que comme sanction du non garnissement des lieux loués et du défaut de sûreté capables de répondre du loyer (art. 1752 code civil) ; — Mais attendu que si la loi prévoit cette mesure contre le preneur qui ne remplit pas ces obligations accessoires, elle l'autorise à *fortiori* contre le preneur qui ne se soumet pas aux obligations principales prévues et définies à l'article 1728 du code civil, 1° Usage de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination donnée par le bail ; 2° Paiement du prix du bail ; — Attendu au surplus qu'aucun texte n'impose au bailleur l'obligation de

ne réclamer la mesure d'expulsion, même lorsqu'il y a péril en la demeure, qu'accessoirement à une demande en résiliation du contrat de bail :

En fait ; -- Attendu que les preneurs ont pour ainsi dire abandonné les lieux ; qu'il n'y a plus sur la mine et les chantiers qu'un gardien, de l'aveu des parties ; que l'un des preneurs, Maarek, a déclaré à la propriétaire depuis près d'un mois, qu'il renonçait au bail ; que toute exploitation a cessé ; que les preneurs ne font plus usage des lieux loués ; que non seulement ils ne se conduisent pas en bons pères de familles, mais qu'ils privent ainsi la bailleresse des redevances sur lesquelles elle était en droit de compter d'après le tonnage de l'exploitation ; qu'ils ont négligé de payer des termes à somme fixe des loyers échus ; qu'enfin ils ne paient pas les assurances et ne reconstituent pas le fonds de garantie ; qu'ainsi ils ont enfreint les obligations de droit commun, et les obligations conventionnelles qui s'imposaient à eux ; que la mesure d'expulsion apparaît comme nécessaire pour sauvegarder les droits de la propriétaire, que le cas requiert célérité ; qu'il y a pour ainsi dire péril en la demeure ; En ce qui concerne les réserves de la demanderesse ; — Attendu qu'elles sont de droit ;

Par ces motifs ; — Statuant au commerce, contradictoirement en premier ressort, ordonne l'expulsion des sieurs Maarek et Golmann des mines d'Aïn Taga et Bou Gamouche, ainsi que celle de tous occupants pour eux et ce, même avec l'emploi de la force publique; — Dit que les bailleurs pourront immédiatement prendre possession des lieux loués; — Donne acte des réserves que les bailleurs font pour réclamer, à leurs locations, les sommes dûes et introduire toutes actions basées sur les conventions intervenues ; — Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant tous recours et sans caution, attendu qu'il y a péril en la demeure et que la solvabilité de la demanderesse est suffisamment établie.

(Min. publ., M. de Chelle. — Mes A. Mossé, L. Coulon et V. Pietra, av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 5 mars 1914. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président.*

**Jugement de défaut faute de conclure. Signification à avoué. Opposition. Calcul du délai de huitaine.**

*Le délai de huitaine de l'article 157 du code de procédure civile pour former opposition à un jugement par défaut faute de conclure, ne comprend pas le jour de la signification, mais le jour où la huitaine expire.*

*Depuis la modification apportée par la loi du 13 avril 1895 à l'article 1033 du code de procédure civile, le délai est augmenté d'un jour quand la huitaine expire un jour férié.*

YOUSSEF HESSEN c/ GIACOMO CALO

Le Tribunal ; — Attendu que, par jugement de défaut rendu par M. le Juge de Paix de Djerba le 15 avril 1913, Youssef Hassen a été condamné à payer à Giacomo Calo, outre intérêts de droits et dépens la somme de 881 fr. 81, montant d'un billet à ordre enregistré ; — Attendu que ce jugement ayant été signifié le 19 mai 1913 Hassen en a relevé appel suivant exploit du 27 du même mois ; — Attendu qu'il a négligé de porter cet appel au rôle; que Giacomo Calo a dû faire cet enrôlement sur copie; — Que Me Daninos avoué constitué, ayant déclaré n'avoir reçu ni pièces ni ordres, il est intervenu le 19 juin 1913 un jugement de défaut-congé ; — Attendu que ce jugement a été signifié à défenseur le 2 août 1913 ; que Youssef Hassen y a formé opposition suivant acte d'avoué à avoué en date du 11 août 1913 ;

En la forme ; — Attendu que cette opposition est régulière ayant été faite dans les huit jours de la signification du jugement ; — Attendu en effet que le délai de huitaine de l'article 157 du code de procédure civile ne comprend pas le jour de la signification mais le jour où la huitaine expire ; mais que depuis la modification apportée par la loi du 13 avril 1895 à l'article 1033 du code de procédure civile,

le délai est augmenté d'un jour quand la huitaine expire un jour férié ; — Attendu que le 10 août 1913 était un dimanche ; qu'ainsi l'opposition pouvait être valablement formée le lendemain 11 août 1913 ;

Au fond ; — Attendu que lec prétentions d'Hassen ne sont pas justifiées ; — Attendu que la marchandise n'a été l'objet de la part d'Hassen d'aucune protestation, ni réserve au moment de sa réception ; — Qu'il a souscrit en paiement de cette marchandise un billet le 1er février 1913, à échéance du 2 avril suivant ; — Attendu que cette valeur n'a pas été payée à son échéance et que Youssef Hassen a déclaré au protêt « qn'il n'était pas en mesure de payer » ; — Attendu qu'ainsi l'opposition apparaît comme purement dilatoire ; —

Attendu que cette opposition et les agissements d'Hassen ont causé à Giacomo Calo un préjudice qui d'après les éléments d'aprpréciation doit être évalué à 25 francs.

Par ces motifs ; — En la forme ; — Déclare l'opposition recevable ; — Au fond ; — La dit mal fondée et en déboute Youssef Hassen ; — En conséquence confirme purement et simplement de défaut congé du 19 juin 1913 dont opposition et dit qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne l'opposant à 25 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

(Min. publ. M. VAISSIÉ, proc. ; — Mes DANINOS et GANDOLPHE, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 6 mars 1914. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président.*

**Jugement par défaut. Commerce. Articles 156, 158 et 159 du code de procédure civile. Application. Recevabilité. Exécution du jugement. Procès-verbal de carence. Présence du débiteur. Opposition. Tardivité.**

*L'article 643 du code de commerce, modifiant les dispositions de l'article 436 du code de procédure civile, déclare applicable aux jugements par défaut rendus par les tribu-*

*nuux de commerce les articles 156, 158 et 159 du code de procédure civile.*

*En vertu des articles 158 et 159 l'opposition n'est recevable que jusqu'à l'exécution du jugement, c'est-à-dire lorsqu'elle a été connue de la partie défaillante. Au cas de procès-verbal de carence, s'il est fait en présence du debiteur ou signé par lui, le débiteur a réellement connu l'exécution et l'opposition formée ensuite par lui à ce jugement est irrecevable comme tardive.*

G. B. Debono et fils c/ Giacomo Setbon

Le Tribunal ; — Attendu que, par deux exploits du 30 mai 1913 G. B. Debono et fils ont fait opposition à deux jugements de défaut du tribunal de commerce de Sousse qui les ont condamnés au profit de Giacomo Setbon ; que ces deux jugements se référaient à l'exécution d'un contrat du 16 octobre 1911 savoir : le jugement du 18 avril 1913 pour défaut de la première livraison qui aurait dû être faite le 15 décembre 1912 suivant la qualité prévue au contrat, et celui du 11 avril 1913 pour défaut de la seconde livraison à la deuxième échéance du 20 janvier 1913 ;

Attendu que les causes étant connexes, il y a lieu de les joindre ;

Attendu que ces deux jugements ont été dûment signifiés avec commandement aux sieurs Debono, le 17 mai 1913 parlant à la personne du sieur Ugo Debono l'un d'eux ; — Qu'en vertu des mêmes jugements, itératif commandement leur a été fait le 29 mai 1913, parlant à la personne du même Ugo Debono ; que celui-ci a répondu simplement « qu'ils ne pouvaient payer en ce moment » ; qu'après tentative de saisie, l'huissier, faute de trouver des objets saisissables, a converti son procès-verbal d'exécution en procès-verbal de carence ; — Que c'est seulement le lendemain 30 mai que G. B. Debono et fils ont déclaré faire opposition ;

Attendu que Setbon conteste la recevabilité de cette opposition ;

Attendu en effet que l'article 643 du code de commerce, modifiant les dispositions de l'article 436 du code de procédure civile, déclare applicable aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce les articles 156, 158 et 159 du code de procédure civile ; — Attendu qu'en vertu des articles 158 et 159 l'opposition n'est recevable que jusqu'à l'exécution du jugement ; que d'autre part le jugement est exécuté « lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillaute » ; qu'en ce qui concerne les procès-verbaux de carence, la jurisprudence distingue à bon droit: que si en général un procès-verbal de carence, suffisant pour empêcher la péremption de l'article 156, n'empêche pas l'opposition ultérieure, il en est autrement, lorsque ce procès-verbal est fait en présence du débiteur, ou signé par lui, parce qu'alors le débiteur a connu l'exécution ou du moins les démarches constatant la volonté formelle d'exécuter ; — Que dès lors, dans l'espèce, les oppositions sont irrecevables comme tardives.

Par ces motifs ; — Joint les causes ; — Déclare irrecevables comme tardives les oppositions signifiées le 29 mai 1913 contre les deux jugements de défaut des 11 et 18 avril 1913, qui seront dès lors exécutées suivant leurs forme et teneur; — Condamne les opposants aux dépens.

Min. publ. Dalloz subst. ; — Mes Boccara et Tibi, av.).

---

## TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE TUNIS

*Audience du 22 janvier 1916. — Présidence de* M. Matteis, *suppléant du juge de paix.*

**Infraction à la loi pénale. Mineur. Responsabilité civile du père. Tunisien. Statut personnel. Inapplication.**

*Si en général la capacité juridique est régie par la loi nationale, ce principe n'est pas absolu et comporte une restriction ; l'article 3 du code civil dispose en effet que les lois*

*de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ; par suite, les lois de cette nature ne peuvent en aucun cas être mises en échec par un statut personnel étranger.*

*En Tunisie où les deux souverainetés, au point de vue de l'administration de la justice, continuent à coexister sans se confondre, c'est la loi du tribunal qui est appelé à connaître du litige dans la limite de sa compétence qui seule doit être appliquée : c'est ainsi qu'en matière de responsabilité civile, il sera fait application des lois françaises au point de vue de la minorité du délinquant et non des lois tunisiennes si ce dernier est sujet tunisien.*

### Ministère Public c/ Arous et Nataf, Arous père et Nataf père.

Le Ministère Public près le tribunal de simple police avait fait citer les nommés Nataf Sauveur et Arous Fernand, tous deux israélites tunisiens sous la prévention de tapage injurieux, et les parents Arous Elie et Nataf Fernand comme civilement responsables. Nataf Fernand contestait sa responsabilité en invoquant son statut personnel, la loi rabbinique, qui fixe à treize ans la majorité civile, et en cours d'instance invoquait au surplus les dispositions du code civil tunisien des obligations qui fixe uniformément la majorité des tunisiens mâles à dix huit ans.

M. le Commissaire de police, officier du Ministère Public, avait pris les conclusions suivantes ; — Attendu que pour réglementer la responsabilité civile en matière criminelle, le code pénal par son article 74, renvoie au chapitre II intitulé « Des délits et quasi-délits » du titre IV, livre III du code civil, c'est-à-dire aux articles 1382 à 1386 de ce code ;— Attendu que l'article 1384 qui détermine les cas de responsabilité pour autrui, édicte notamment que le père et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; — Attendu que, en ce qui concerne la durée de la

minorité, ledit article se réfère aux dispositions antérieures du code civil, et plus spécialement à l'article 388 d'après lequel le mineur est l'individu qui n'a point encore l'âge de vingt et un ans accomplis ; – Attendu que le code pénal lui-même adopte cette délimitation de la minorité et de la majorité ordinaires, soit qu'il fixe la majorité pénale par opposition à la majorité civile (articles 66 et 68), soit qu'il se préoccupe de protéger la jeunesse contre certains attentats (articles 312, 331, 332, 334, 354, 355, 356, 406) ; — que, en particulier les articles 354 et 406 relatifs, le premier à l'enlèvement des mineurs, et le second à l'abus des passions des mineurs, comprennent sous ce terme les personnes âgées de moins de vingt et un ans, et que l'article 334, qui réprime l'excitation des mineurs à la débauche, reproduit expréssement la définition de la minorité inscrite dans l'article 388 du code civil ; -- Attendu que, sur ce point comme sur tous ceux qu'il vise, les dispositions du code pénal sont applicables en dehors de toute distinction de la nationalité des justiciables et quel que soit le territoire où il est en vigueur, métropole, colonie ou pays de protectorat ; qu'on ne saurait, sans aller contre la raison, et sans violer le texte et l'esprit de la loi, admettre que, en Tunisie par exemple, un israélite indigène, âgé de treize ans révolus, poursuivi devant un tribunal français, pût être à la fois déclaré majeur civilement et mineur pénalement, de sorte que, tandis qu'il échapperait à toute répression parce qu'il n'a pas de discernement, ses parents fussent dispensés de réparer le préjudice qu'il a causé parce qu'il est en état de conduire sa personne et de gérer ses biens ; — Attendu que, si la fixation de la majorité de laquelle dépend la capacité, rentre dans le statut personnel, et si dès lors, elle est, en principe, régie par la loi nationale, rien ne s'oppose à ce que le législateur territorial, déroge à cette règle dans un but d'ordre public, et que, en prenant les dispositions précitées, c'est à cette intention qu'ont obéi les rédacteurs du code pénal, lequel constitue, au suprême degré, la loi de

police et de sûreté, de notre pays. Par ces motifs ; — le commissaire de police, officier du Ministère Public près le tribunal de Simple Police de Tunis requiert qu'il plaise au tribunal déclare le sieur Nataf Fernand civilement responsable de la condamnation prononcée contre son fils Nataf Sauveur, mineur de vingt et un ans ;

Ensuite de quoi, il a été rendu le jugement suivant :

Nous, Juge de Paix ; — Attendu que la contravention de tapage injurieux relevée contre les prévenus, suivant procès verbal en date du 3 août 1915 est suffisamment établie par le dit procès-verbal dont les énonciations ne sont d'ailleurs pas discutées par les contravenants ; — Attendu qu'Arous Elie, pris comme civilement responsable de son fils, ne soulève aucune contestation ; — mais attendu, au contraire, que Nataf Fernand, pris en la même qualité, à l'égard de son fils soutient qu'il ne saurait être retenu aux débats comme civilement responsable de ce dernier ; — Attendu qu'il prétend, en fait, que si, à la vérité, au jour de la contravention, son fils habitait avec lui, il n'était pas âgé de 17 ans, comme le porte le procès-verbal, mais bien de 18 ans révolus ; — Attendu, sur ce point, qu'en l'absence de toute donnée certaine, il convient d'admettre cette allégation comme justifiée, aucune preuve contraire n'étant rapportée par l'accusation et l'aspect du contrevenant ne permettant pas de mettre en doute l'affirmation de son père qui est mieux qualifié que qui que soit pour connaitre son âge et qui doit être présumé de bonne foi ; — Attendu, la situation de fait étant ainsi nettement établie, que Nataf Fernand soutient en droit « que l'article 75 du code pénal renvoie pour l'examen des questions de responsabilité civile qui peuvent se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de simple police aux dispositions du code civil, article 1382 et s. ; que l'article 1384 du dit code, qui détermine les cas de respon-

sabilité pour autrui, édicte notamment que le père et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; que la fixation de la majorité, de laquelle dépend la capacité, rentre dans le statut personnel et qu'elle est par conséquent régie par la loi nationale ; que le prévenu est tunisien, ce qui n'est pas contesté ; qu'aux termes de l'article 7 du code tunisien des obligations et contrats, tout individu du sexe masculin est majeur au dessus de 18 ans révolus » ;— Qu'il en conclut que son fils, prévenu, étant majeur d'après sa loi nationale, seule applicable en l'espèce, il ne saurait, aux termes des textes invoqués, être retenu comme civilement responsable des conséquences de la contravention relevée contre lui ;

Attendu que cette thèse, en apparence très séduisante, ne soutient pas un examen approfondi ; qu'il suffit de poser exactement les termes du problème juridique qu'il s'agit de résoudre, pour lui donner sans hésitation une solution conforme aux conclusions de l'accusation, solution qui, d'ailleurs, n'a jamais soulevé aucune difficulté ni en France, ni en Algérie ; — Attendu qu'en soutenant « que la fixation de la majorité de laquelle dépend la capacité, rentre dans le statut personnel et qu'elle est par conséquent régie par la loi nationale », la défense reconnaît qu'il s'agit, en l'espèce, de résoudre en réalité un conflit de lois ; que ce conflit s'élève, en effet, entre la loi nationale et la loi du lieu où l'infraction a été commise. (Dalloz *J. G. S. V° Lois N° 427, code civil annoté art. 3 N° 1064 et s.)* ; — Attendu qu'il s'agit donc en réalité de rechercher quelle est celle de ces deux lois qui doit prévaloir ; qu'il est évident que si c'est la loi nationale, le sens du mot « mineur » variera, en effet, suivant le statut personnel ; mais que si c'est, au contraire, la loi du lieu où l'infraction a été commise, ce mot ne peut avoir d'autre sens invariable que celui que cette loi lui attribue ; — Attendu que pour résoudre le conflit de lois dont s'agit il ne suffit pas d'affirmer que s'agissant d'une

question de capacité rentrant dans le statut personnel c'est la loi nationale qu'il y a lieu d'appliquer ; que ce serait là une simple pétition de principes ; que s'il est vrai qu'en général la capacité est régie par la loi nationale, ce principe n'est pas absolu et comporte une restriction ; que l'article 3 § 1 du code civil dispose, en effet « les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire » ; — Que dès lors les dispositions des lois de cette nature ne peuvent en aucun cas être mises en échec par un statut personnel étranger ; —Attendu que non seulement l'article 1384, mais l'ensemble des dispositions contenues dans le livre III titre IV chap. II du C. C. auxquelles renvoie l'article 74 du C. P. édictent incontestablement des règles d'ordre public. — (*Weiss, Manuel de Droit International privé P. 560 traité t. IV p. 717 et s.)* ; — Attendu, dans ces conditions, et en retenant, ce qui sera démontré plus loin, que la loi du lieu de la contravention est, en l'espèce, la loi française, que c'est cette loi seule qui est applicable et dès lors dans le sens que lui donne l'article 388 du même code ; qu'il ne peut signifier que mineur de 21 ans ; — Attendu que cette solution se justifie plus spécialement en ce qui concerne les dispositions de l'article 1384, par la raison d'intérêt général qui l'a édictée, par application de la règle fondamentale qui régit la théorie du conflit des lois en matière d'obligations et par le rapprochement avec d'autres textes qui sont des applications du même principe ; — Attendu, en effet, que les dispositions de cet article qui établissent une présomption pour l'application du principe posé par l'article 1383, ont pour base la volonté souveraine du législateur du lieu où la contravention a été commise, de protéger contre la mauvaise foi et la violence le droit légitime de ses nationaux et de sauvegarder l'ordre spécial tel qu'il le conçoit ; que sa conception ne saurait dès lors dépendre d'autres circonstances que de celles qu'il a eu manifestement en vue en édictant ces dispositions ; — Que ce but ne serait pas atteint si la responsabilité civile pouvait varier suivant le statut

personnel de ceux qui l'encourent ; – Qu'il en résulterait une inégalité qui irait à l'encontre du maintien de l'ordre social ; qu'à ce point de vue, c'est avec raison que l'accusation fait observer tout ce qu'il y aurait d'anormal et de contraire à l'ordre public si l'on devait admettre qu'en Tunisie par exemple, un israélite tunisien, âgé de treize ans révolus, poursuivi devant un tribunal français, pourrait être à la fois déclaré majeur civilement et mineur pénalement, de sorte que, tandis qu'il échapperait à toute répression, parce qu'il n'a pas de discernement, ses parents seraient dispensés de réparer le préjudice qu'il a causé parce qu'il est en état de conduire sa personne et gérer ses biens ; — Que sans doute la défense, qui a abandonné sa thèse première, de la majorité des israélites tunisiens à treize ans, fait observer que ce n'est là qu'une pure hypothèse qui ne peut se réaliser ; — Qu'il n'en reste pas moins vrai que la thèse qu'elle soutient amènerait à admettre cette conséquence, s'il ne trouvait une législation qui fixe la majorité à cet âge ; que cette conséquence se serait imposée avant la promulgation du code tunisien des obligations et des contrats ; — Que vainement la défense fait observer « que si une anomalie apparente pouvait exister comme elle se rencontre d'ailleurs très souvent lorsque plusieurs lois sont en conflit, cette anomalie, quelque frappante qu'elle soit, ne pourrait faire échec à l'application de la loi et de ses déductions logiques » ; — Qu'il vient d'être démontré que l'anomalie très réelle que la défense voudrait faire consacrer, serait au contraire une violation de la loi et une fausse application de ses conséquences logiques ; qu'au surplus, ces anomalies peuvent se produire et se produisent parfois, tant que le conflit n'intéresse que des intérêts privés, mais qu'il en va tout autrement quand l'intérêt public est en jeu ; — Que c'est précisément pour éviter des inconvénients qui auraient, en ce cas, les plus regrettables répercussions sur le maintien de l'ordre social, que l'influence du statut personnel a été exclue d'une manière absolue toutes les fois

qu'il se trouve en conflit avec une loi de police et de sûreté ; — Que si, d'autre part, en matière d'obligations, l'application du statut personnel est largement admise, par interprétation de la volonté des parties, qui fait leur loi tant que l'ordre public ne s'y oppose pas, ce principe n'est consacré, sous la restriction d'ailleurs, soit que les intérêts des nationaux ne soient pas lésés, soit qu'ils n'aient pas été compromis par un manque évident de prudence de leur part, qu'en matière d'obligations contractuelles et par certains auteurs en matière d'obligations quasi-contractuelles ; mais qu'il n'en est pas de même en matière d'obligations délictuelles ou quasi-délictuelles, c'est-à-dire, dans les cas prévus au livre III t. IV chap. II du C. C., relatifs à la responsabilité civile ; — Qu'en cette matière, en l'absence de tout accord exprès ou tacite, c'est la volonté du législateur qui s'impose à tous ceux qui agissent sur le territoire soumis à sa juridiction sans que l'influence directe ou indirecte du statut personnel puisse s'exercer à aucun degré ; — Qu'il n'est donc pas exact de dire, comme le fait la défense, « qu'il s'agisse d'obligations contractuelles ou d'obligations nées sans convention préalable, l'élément dominant est la capacité de la partie, c'est à-dire une question dépendant de la loi personnelle » ; — Attendu enfin qu'on ne conçoit pas que l'on puisse interpréter le mot « mineur » employé par l'article 1384, dans un sens différent de celui que lui donne l'article 388 du C. C. alors qu'il n'a jamais été contesté qu'on doive interpréter autrement que d'après la loi française les mots maîtres et commettants, instituteurs et artisans ; — Que s'il en était autrement on aboutirait à de graves anomalies dans l'application de diverses dispositions légales qui édictent des présomptions basées sur le même principe que celle de l'article 1384 ; — Que par exemple, l'article 206 du code forestier, la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, la loi du 15 avril 1829 sur la pêche, ne retiennent la responsabilité civile des père et mère qu'à l'égard des enfants mineurs non mariés ; — Qu'il faudrait

dans ces cas écarter toute responsabilité civile à l'égard des personnes dont le statut personnel admettrait le mariage à l'âge de 13 ans par exemple ; — Que s'il en était ainsi, l'hypothèse invraisemblable envisagée ci-dessus et retenue comme irréalisable par la défense deviendrait une réalité : — Attendu que vainement enfin on ferait observer, qu'en Tunisie spécialement, ce serait bouleverser les conditions de la vie sociale des indigènes en leur faisant application d'un principe qui n'est pas admis par leur organisation familiale ; — Que cet argument manque de base en fait, car le lien de dépendance qui existe entre les parents et leurs enfants, lien qui est l'une des raisons déterminantes des dispositions de l'article 1384, est bien plus fort et dure bien plus longtemps suivant le droit musulman que suivant le droit français ; — Qu'en tout cas, il ne faut pas perdre de vue que l'article 1384 crée simplement une présomption qui n'est pas *juris et de jure ;* — Que son texte même admet formellement la preuve contraire puisqu'il dispose que « la responsabilité ci dessus a lieu à moins que le père et la mère ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité » ; — Que dès lors les situations de fait résultant des règles du statut personnel peuvent et doivent être prises en considération par les tribunaux pour l'application de cette disposition;—Mais qu'elles ne sauraient en aucune façon détruire *à priori* la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384 ni décharger le civilement responsable de l'obligation qu'il lui impose d'administrer la preuve de l'impossibilité où il s'est trouvé d'empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte à l'évidence que la seule loi applicable en matière de responsabilité civile est, non pas, comme le soutient la défense, la loi nationale du civilement responsable, mais bien la loi du lieu où s'est produit le fait générateur de la responsabilité ; — Attendu qu'on pourrait toutefois se demander quelle est, en Tunisie, pour les tunisiens, la loi du lieu de l'infraction, si c'est la loi tuni-

sienne ou la loi française ; — Qu'on pourrait soutenir que, si incontestablement le statut personnel du civilement responsable ne saurait être invoqué à titre de loi nationale, il pourrait l'être à titre de loi du lieu où la contravention a été commise, et devrait être appliqué à ce titre ; — Attendu que cet aspect nouveau de la question ne saurait davantage être admis ; — Attendu, tout d'abord, que cette théorie conduirait non pas à limiter la responsabilité civile des parents à l'âge de 18 ans chez leurs enfants, mais à écarter complètement la présomption de responsabilité civile mise à la charge des père et mère par l'article 1384 du C. C. ; — Qu'en effet, le code tunisien des obligations et contrats ne contient aucune disposition de cette nature ; — Attendu d'ailleurs qu'en fût-il autrement on ne saurait reconnaître, en l'espèce, à la loi tunisienne ce caractère de loi du lieu de la contravention sans aller à l'encontre des principes qui déterminent en Tunisie le champ d'action respectif de la souveraineté française et de la souveraineté beylicale en matière judiciaire ; — Attendu, en effet, que malgré le régime du Protectorat et tout comme avant son installation, le principe de l'exterritorialité subsiste dans la Régence ; — Que les capitulations, contrairement à une opinion erronée assez accréditée, n'y ont nullement été abolies ; — Qu'elles ont été, au contraire, consolidées et étendues et tendent à l'être tous les jours davantage tant au point de vue des personnes qui en bénéficient que des matières qui rentrent dans la compétence des tribunaux français ; — Qu'il en résulte qu'au point de vue de l'administration de la justice dans la Régence, les deux souverainetés coexistent et ne se confondent nullement ; — Que la meilleure preuve en est que les décisions rendues par la juridiction tunisienne à l'encontre des justiciables de la justice française ne peuvent être exécutées qu'après exéquatur ; — Qu'il en découle que la loi du lieu au point de vue de chacune des justices française et tunisienne est la loi du tribunal qui est appelé à trancher les litiges qui lui sont déférés dans la limite de sa

compétence ; — Que ce serait porter atteinte à cette double souveraineté que d'imposer à l'une, la loi qui régit l'autre et réciproquement ; — Que précisément le système du Protectorat a pour base le respect et le maintien intégral de chacune d'elles auxquels il n'est dérogé que par les abandons volontaires consentis gracieusement par la souveraineté beylicale à la souveraineté française et acceptés par elle par le visa de M. le Résident Général apposé par les documents législatifs qui les consacrent ; — Attendu, en résumé, que quel soit le point de vue auquel on examine la question qui est soumise à notre juridiction, une fois ses termes bien posés, la solution n'en est pas contestable ; — Qu'il y a lieu de décider qu'en matière de responsabilité civile, par suite de son caractère d'ordre public international, la loi applicable devant les tribunaux français, à raison des faits qui se sont passés en Tunisie et qui sont de la compétence de ces tribunaux, est la loi française et que cette loi ne peut à aucun point de vue être mise en échec par la loi nationale des intéressés, s'ils ne sont pas français.

Par ces motifs ; — Disons et déclarons MM. Nataf Sauveur et Arous Fernand convaincus de la contravention qui leur est reprochée ; — Les condamnons à la peine de 6 francs d'amende chacun ; — Déclarons Nataf Fernand et Arous Elie civilement responsables des frais envers l'Etat.

Min. publ. M. Wirtenson, commissaire de police ff^ons de Ministère Public ; — M^e R. Darmon, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 5-6 — 15-31 Mars 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Répression du trafic des monnaies et espèces nationales françaises et tunisiennes. — Recensement des véhicules automobiles.

**Jurisprudence :** *Cour d'Appel d'Alger* : 1° Régime matrimonial applicable entre français et étrangers, à défaut de contrat. — 2° Condamnation obligatoire à des dommages-intérêts à l'encontre de la partie civile ayant formé opposition à l'ordonnance de non-lieu rejetée comme non fondée. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Démonstration de la complicité de fraude alléguée à l'encontre du preneur au cas d'action révocatoire d'un acte à titre onéreux. 2° Préférence accordée au premier inscrit, en matière d'immeuble immatriculé, pour tous actes soumis à la formalité de la publicité. — 3° Nationalité de la femme tunisienne épousant un français. — 4° Validité du contrat de location d'un immeuble habous dont la constitution a été tenue secrète par le bailleur. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Nullité facultative en matière de revendication d'objets mobiliers, en Tunisie, pour défaut d'énonciation des preuves de propriété dans l'assignation. — 2° Validité de la procédure indiquée par l'article 73 du décret du 8 thermidor au XIII, suivie par les Monts de Piété autorisés en Tunisie.

## LÉGISLATION

***Décret beylical,*** du 21 février 1916 (7 rabia-ettani 1334) *tendant à réprimer le trafic des monnaies et espèces nationales françaises et tunisiennes.*

Article premier. — En temps de guerre, toute personne convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé, d'avoir tenté ou proposé d'acheter, de vendre ou de céder des espèces et monnaies nationales françaises et tunisiennes, à un prix dépassant leur valeur légale, ou moyennant une prime quel-

conque, sera condamnée à une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et à une amende de cent francs à cinq mille francs (100 à 5.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des espèces et monnaies sera obligatoirement prononcée à l'encontre des délinquants au profit du budget de l'assistance publique réglementé par le décret du 1er avril 1900.

L'article 163 du code pénal français et l'article 53 du code pénal tunsien sont applicables au délit prévu par la présente loi ; la loi de sursis n'est applicable que pour la prison.

---

***Décret beylical*** du 25 février 1916 (20 rabbia-ettani 1334) *relatif au recensement des véhicules automobiles.*

ARTICLE PREMIER. — La loi du 22 juillet 1909 relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles et le décret du 7 octobre 1910 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la dite loi sont applicables en Tunisie dans les conditions indiquées ci-après :

ART. 2. — Tous les ans, du 1er au 16 janvier a lieu dans chaque contrôle civil et dans chaque bureau des Affaires indigènes sur la déclaration obligatoire des propriétaires et au besoin d'office, le recensement des voitures automobiles.

Les listes de recensement doivent mentionner en regard de chaque voiture, outre les noms des propriétaires, ceux des personnes habituellement préposées à la conduite de ces voitures lorsque ces personnes sont françaises ou tunisiennes et soumises aux obligations du service militaire.

ART. 3. — Chaqne année l'autorité militaire fait procéder du 19 janvier au 1er mars ou du 15 avril au 1er juin à l'inspection et au classement des voitures automobiles.

L'inspection et le classement ont lieu, dans les localités désignées à l'avance par l'autorité militaire, après entente avec les contrôleurs civils et, en ce qui concerne les terri-

toires militaires avec le chef du service des Affaires indigènes.

Ces opérations sont effectuées par des commissions mixtes comprenant :

Un officier président ;

Un membre civil compétent désigné par notre Secrétaire général du Gouvernement tunisien ;

Un représentant du service des mines ;

Ces 3 membres ont voix délibérative.

ART. 4. — Les voitures automobiles reconnues propres à l'un des services de l'armée sont classées suivant les catégories établies au budget pour les achats annuels des voitures automobiles par le Ministère de la guerre.

ART. 5. — Sont exemptées de la réquisition en cas de mobilisation et ne sont pas portées sur la liste de classement par catégories :

1° Les voitures de la cour beylicale ;

2° Les voitures de notre Ministre des Affaires étrangères, Résident général de la République Française à Tunis ;

3° Les voitures dont les fonctionnaires sont tenus d'être pourvus pour leur service ;

4° Les voitures de l'administration des Postes ou celles qu'elle entretient pour son service par des contrats particuliers ;

5° Les voitures indispensables pour assurer le service des administrations publiques ;

6° Les voitures appartenant aux docteurs en médecine à raison d'une voiture par médecin ;

ART. 6. — Les voitures recensées sont présentées en bon état de fonctionnement aux commissions mixtes qui arrêtent leur classement.

A l'issue du classement il est procédé dans chaque contrôle civil, en présence de la commission, pour chaque catégorie de voitures, à un tirage au sort qui règle l'ordre d'appel des voitures en cas de mobilisation.

En ce qui concerne les territoires militaires l'opération du tirage au sort a lieu à Médenine.

Art. 7. — Un tableau certifié par le Président de la commission et par le contrôleur civil, indiquant le signalement des voitures classées et le nom de leur propriétaire est adressé au bureau de recrutement. Les numéros de tirage au sort y sont inscrits.

Un double de ce tableau est déposé dans chaque contrôle civil jusqu'au classement suivant.

Dans les localités érigées en communes, un extrait de ce tableau est transmis par l'intermédiaire du contrôleur civil au président de la Municipalité.

Art. 8. — Le contingent des voitures automobiles à fournir en cas de mobilisation est fixé par l'autorité militaire d'après les ressources canstatées au classement pour chaque catégorie.

Art. 9. — Dès la réception de l'ordre de mobilisation et l'indication par l'autorité militaire du nombre de voitures devant être présentées, le contrôleur civil prévient les propriétaires de ces voitures, suivant l'ordre fixé par le tirage au sort du dernier classement, d'avoir à les faire conduire, au jour et heure fixés, au point indiqué par cette autorité.

Les voitures automobiles qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été déclarées au recensement ni présentées au dernier classement, doivent être conduites au même point de rassemblement.

Les voitures doivent être pourvues des accessoires, objets de rechange et d'approvisionnement déterminées par un arrêté du Général Commandant la Division d'Occupation de Tunisie et dont la liste sera communiquée aux intéressés lors du classement.

Si les propriétaires ne présentent pas ces accessoires, objets de rechange et d'approvisionnement déterminés ci-dessus, leur valeur sera déduite du prix de la voiture.

Art. 10. — Des commissions mixtes désignées par l'autorité militaire procèdent aux dits points, à la réquisition des voitures automobiles amenées, et opèrent le classement non encore fait de celles qui se trouvent visées au 2e alinéa de l'article précédent.

Art. 11. — Le propriétaire d'une voiture comprise dans le contingent a le droit de présenter à la commission mixte et de faire inscrire à sa place une autre voiture non comprise dans le contingent, mais appartenant à la même catégorie.

Art. 12. — Les prix des voitures automobiles requises sont déterminées à l'avance et fixés d'une manière absolue d'après leur catégorie et leur ancienneté de fabrication.

A cet effet, dans chaque catégorie, les voitures sont réparties en 3 séries ;

La 1re comprenant les voitures ayant moins de 2 ans de fabrication ;

La 2e comprenant les voitures ayant 2, 3 et 4 ans de fabrication ;

La 3e comprenant les voitures ayant 3 ans et plus de 5 ans de fabrication.

Les prix attribués, dans chaque catégorie aux voitures ayant moins de 2 années de fabrication sont les mêmes que ceux portés au budget français de l'année, sans aucune majoration ni réduction. A défaut, ces prix sont identiques à ceux fixés pour la France par le Ministre de la guerre.

Les déductions à opérer pour les voitures d'une même catégorie en raison de leur ancienneté de fabrication sont déterminées par décret.

La commission de réquisition pourra fixer exceptionnellement un prix supérieur au prix budgétaire pour les voitures qui, de l'avis unanime de ses membres, auraient une valeur notablement supérieure à ce prix. Toutefois, la majoration ne dépassera pas le quart du prix budgétaire.

La commission fixe également le prix des accessoires,

objets de rechange et d'approvisionnement dont la voiture doit être pourvue conformément à l'article 9 ci-dessus.

Art. 13. — Les propriétaires des voitures reçoivent sans délai des mandats en représentant le prix et payables à la caisse du Receveur des Contributions diverses le plus voisin de leur.

Art. 14. — Les propriétaires qui, contrairement aux termes de l'article 9 ci-dessus, n'auront pas conduit les voitures classées ou suceptibles de l'être, au lieu indiqué pour la réquisition, sans motifs légitimes, sont déférés aux tribunaux, et, en cas de condamnation, frappés d'une amende de 50 à 5.000 francs.

Néanmoins, la saisie et la réquisition pourront être exécutées immédiatement, à la diligence du Président de la commission de réception ou de l'Autorité militaire.

Art. 15. — Les commissions mixtes statuent définitivement et sans recours sur les réclamations ou excuses qui peuvent être présentées par les propriétaires des voitures automobiles. Réciproquement, aucun recours n'est ouvert à l'Administration militaire contre leurs décisions.

Art. 16. — Les propriétaires des voitures automobiles qui ne se conformeront pas aux dispositions autres que celles de l'article 9 du présent décret, sont passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs.

Ceux qui auront fait sciemment de fausses déclarations seront frappés d'une amende de 50 à 2.000 francs.

En temps de paix et hors le cas de mobilisation, l'article 463 du code pénal et la loi du 26 mars 1891 seront applicables.

Art. 17. — Le présent décret entrera en vigueur à la date d'aujourd'hui et les opérations de recensement pour l'année 1916 auront lieu du 1er au 16 mars 1916 dans les conditions indiquées à l'article 2 ci-dessus.

## JURISPRUDENCE

### COUR D'APPEL D'ALGER (1re Ch.)

*Audience du 23 décembre 1915. — Présidence de* M. Patrimonio, *premier président*

**Mariage. Français et étrangers. Défaut de contrat. Droit commun du pays. Applicabilité.**

**Convention de la Haye. Conflit des lois. Loi nationale du mari au moment du mariage. Etats contractants. Tunisie. Non promulgation.**

*Lorsqu'il s'agit de mariages contractés entre français et étrangers, on doit présumer que les époux, à défaut d'une manifestation expresse de leur volonté, ont entendu adopter le régime formant le droit commun du pays, quel que soit d'ailleurs le lieu où le mariage a été célébré.*

*La loi du 7 avril 1909 et le décret du 27 avril 1912 qui ont promulgué en France la convention internationale de la Haye du 17 juillet 1905, concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux et aux termes de laquelle le régime des biens est fixé par la loi nationale du mari au moment du mariage, ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants et ne parait pas avoir été promulguée en Tunisie.* (1)

Dme Chapiteau c/ C. Muscat

La Cour ; — Attendu que le premier grief élevé par l'appelante contre le jugement entrepris a trait au divorce, prononcé à ses torts, par les premiers juges ; — Attendu que la dame Muscat n'insiste pas sur ce grief, puisqu'elle demande la confirmation de ce chef de la décision entreprise ; qu'il échet en conséquence, de prononcer cette confirmation ;

Sur le deuxième grief ; — Attendu qu'il concerne la liquidation de l'association conjugale quant aux biens

(1) *V. J. 1914 p*, 277.

ayant existé entre les époux Muscat ; — Attendu que ceux-ci usant de l'une des formes légales admises pour la tenue des actes de l'Etat civil en Tunisie, ont contracté mariage, le 24 décembre 1894 par devant un prêtre catholique à la Cathédrale de Tunis ; — Attendu qu'aucun contrat de mariage n'a précédé cette union ; — Attendu qu'il échet de rechercher et de déterminer quel a été dans ces conditions le régime matrimonial des époux ; — Attendu que Muscat soutient que l'appelante, ayant elle-même reconnu, à plusieurs reprises, dans ses conclusions de première instance, qu'elle était soumise à la loi anglo-maltaise en ce qui concerne le régime matrimonial applicable à leur union conjugale, ne pouvait plus revenir sur cette reconnaissance ; — Attendu que le régime matrimonial des deux époux étant immuable à partir de la célébration du mariage, il ne saurait appartenir à ceux-ci de le modifier, soit volontairement, soit involontairement à la suite d'une erreur commise par l'un d'eux; — Attendu que la dame Muscat est dès lors fondée à revenir en tout état de cause sur l'appréciation qu'elle a pu faire antérieurement de ses droits en la matière ; — Attendu qu'il y a lieu seulement de rechercher quel a été rèellement le régime adopté par les parties au moment de leur union ; — Attendu que, selon le dernier état de la jurisprudence, lorsqu'il s'agit de mariages contractés entre français et étrangers, on doit présumer que les époux, à défaut d'une manifestation expresse de leur volonté, ont entendu adopter le régime formant le droit commun du pays où ils ont établi le domicile matrimonial, quel que soit d'ailleurs le lieu où le mariage a été célébré ; — Attendu que Muscat était anglo-maltais et sa femme française ; — Que Muscat, né à Tunis, n'a jamais quitté cette ville depuis sa naissance ; que c'est à Tunis que les nouveaux époux ont continué à résider et qu'ils y ont toujours vécu jusqu'à l'instance actuelle ; — Attendu que c'est également à Tunis que Muscat, peu de temps après son mariage, a installé l'entreprise de charpente et de menuisierie qu'il exerce et qui le fait vivre ; — Attendu que, quatre ans après cette union, soit en 1898, Muscat, resser-

rant encore les liens qui le rattachaient au pays où il était né, a été naturalisé français et sa femme réintégrée par le même décret dans la qualité de française ; — Attendu qu'il résulte de toutes ces circonstances que les époux Muscat, qui se sont mariés sans contrat, ont nettement manifesté leur intention d'adopter la loi du pays où ils avaient définitivement établi leur domicile, c'est-à-dire le régime de la communauté légale conformément à l'article 1393 du code civil ; — Attendu que c'est donc à tort que Muscat a soutenu en première instance et que les premiers juges ont décidé que la liquidation de l'union conjugale ayant existé entre les parties devait être faite conformément à la loi anglo maltaise ; — Attendu, au surplus, qu'il n'y a pas à se préoccuper de l'effet de la cause actuelle de la loi du 7 avril 1909 et du décret du 23 août 1912, qui ont promulgué en France la convention internationale de la Haye du 17 juillet 1905, concernant les conflits de lois relatifs aux effets du mariage sur les droits et devoirs des époux dans leurs rapports personnels et sur les biens des époux et aux termes de laquelle, dans le cas présent, le régime des biens est fixé par la loi nationale du mari au moment du mariage ; — Qu'en effet l'Angleterre ne figure pas au nombre des Etats contractants ; que d'ailleurs cette convention ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, et qu'enfin, elle ne parait pas avoir été promulguée en Tunisie ; — Attendu que de ce qui précède il résulte que la déchéance, dont les premiers juges ont déclaré l'appelante frappée aux termes de l'article 55 de l'ordonnance maltaise n° 1 de 1873 ne doit pas recevoir son application en l'espèce ; que le jugement déféré doit donc être infirmé en ce sens.

Sur le troisième chef ; — Attendu que l'appelante demande que la pension alimentaire, dont les premiers juges ont déchargé son mari, lui soit continuée jusqu'à la fin de la liquidation ; — Attendu que ses prétentions sont justifiées par les termes de l'article 240 du code civil ; qu'il y a lieu, en conséquence, d'infirmer sur ce point le jugement dont est appel ; — Attendu enfin qu'il convient de rectifier une

erreur matérielle des premiers juges, qui, en outre de la transcription du jugement de divorce, ont ordonné que mention de cette transcription serait faite au Vice Consulat de France à Tunis en marge de l'acte de mariage ; — Attendu que cette mention ne peut être faite, le mariage des époux Muscat n'ayant pas été célébré au Vice-Consulat de France à Tunis ; qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de l'intimé sur ce point :

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel en forme ; Au fond ; — Confirme le jugement dont est appel, en ce qu'il a prononcé le divorce entre les époux Muscat aux torts de la femme et en ce qui concerne les formalités de la transcription du divorce sur les registres de l'Etat Civil tenus au Vice-Consulat de France à Tunis, et aussi quant à la désignation du juge et du vice consul commis pour la liquidation des intérêts pécuniaires des parties ; mais l'infirme pour le surplus ; — Dit que le régime matrimonial des époux est celui de la communauté légale conformément aux prescriptions du code civil ; — Dit que la pension alimentaire est dûe et sera payée à la femme Muscat jusqu'à la liquidation de la dite communauté, à raison de deux cents francs par mois, à partir du premier octobre 1912 ; — Dit enfin que mention du présent arrêt sera faite en marge de l'acte de mariage ;— Ordonne la restitution de l'amende d'appel, et fait masse des dépens de première instance et d'appel, lesquels seront supportés par moitié par chacune des parties.

(Min. publ. M. Binos av. gén. — Mes Lefebvre et Otten av.).

## COUR D'APPEL D'ALGER (Ch. des mises en accusation)

*Audience du 30 décembre 1915. — Présidence de* M. WURTZ, *président.*

**Chambre des mises en accusation. Partie civile. Opposition à ordonnance de non lieu. Irrecevabilité. Rejet comme non fondée. Caractère obligatoire de la condamnation à des dommages-intérêts.**

*Est non recevable l'opposition formée le 29 par une partie civile contre une ordonnance de non lieu qui lui a été signifiée le 27. (1)*

*Lorsqu'une partie civile succombe dans l'opposition qu'elle a formée contre une ordonnance de non lieu, la Chambre des mises en accusation doit la condamner à des dommages-intérêts envers l'inculpé, même si celui-ci n'en a pas demandé (2).*

---

(1) D'après l'article 135 4e alinéa du code d'Instruction criminelle, l'opposition de la partie civile doit être formée dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la signification de l'ordonnance.

La jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour reconnaître que cette disposition doit être interprétée, par corrélation avec celle qui précède et concerne l'opposition du Procureur de la République, en ce sens que l'opposition devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures à partir *du jour* de la signification de l'ordonnance.

Par suite, l'opposition de la partie civile peut valablement être faite durant la journée de la signification et celle du lendemain. Mais elle serait tardive le surlendemain (I. C. S. Appel en matière criminelle 39, Faustin Hélie, Instruction criminelle 2109, Cass. 31 décembre 1858, Btin 327).

(2) Par l'arrêt ci-dessus rapporté, la Cour d'Appel a fait pour la première fois, dans une affaire dont avait été saisie la juridiction française en Tunisie, l'application d'une jurisprudence des plus intéressantes de la Cour de Cassation.

Cet arrêt n'indique pas que les deux inculpés eussent demandé des dommages-intérêts ; en fait l'un d'eux n'avait même pas présenté de mémoire à la Chambre d'accusation. Néanmoins, celle-ci leur a alloué d'office à chacun, à titre de réparation, une somme relativement importante.

La thèse juridique sur laquelle s'appuie cette décision n'est pas nouvelle ; elle avait été formulée, avec une netteté particulière, dès le 6 novembre 1823, par la Cour suprême. (J. G. Inst. Crim. 857). Toutefois, les Chambres des mises en accusation, peu portées à faire usage d'une procédure extraordinaire, d'où la règle tutélaire d'un débat contradictoire entre les parties était écartée, l'avaient, en quelque

*Ces dommages intérêts representent uniquement le préjudice qui résulte pour l'inculpé de l'opposition à l'ordonnance de non lieu (3).*

A..... L..... c/ M. C..... huissier et S.....

Attendu que par acte du greffe en date du 29 novembre 1915, le sieur L., partie civile, a formé opposition à l'ordonnance de M. le Juge d'Instruction de Tunis, en date du 27 novembre 1915 par laquelle ce magistrat a déclaré

---

sorte, laissé tomber en désuétude, et il fallut des circonstances spéciales pour les y ramener. Depuis que, par un arrêt du 8 décembre 1906 (B[lle] 443, D. P. 07, 1. 207), la Cour de Cassation a décidé qu'un juge d'instruction à qui on rendait plainte en se constituant partie civile, ne pouvait se refuser à informer, même si le Ministère public déclarait s'y opposer, de véritables abus ont été commis, et, à Paris principalement, les juges d'instruction se sont trouvés chargés d'un grand nombre d'affaires, engagées souvent témérairement, quelquefois méchamment et de mauvaise foi, dans lesquelles la partie civile, allant jusqu'à l'extrême limite de ses droits, omet rarement de frapper d'opposition l'ordonnance de non lieu qui intervient.

Un remède était nécessaire à cette situation. La Cour de Paris l'a cherché dans l'application stricte de l'article 136 du Code d'Inst criminelle, et, par son arrêt du 29 décembre 1911 (D. P., 11, 2, 9) elle est revenue à l'interprétation qui en avait été donnée par l'arrêt du 6 novembre 1823. Son initiative n'a pas été sans soulever des objections ; un arrêt de la Cour de Caen, notamment, du 22 juillet 1912 (D. P. 13, 1, 461, 1re espèce) a excellemment développé les moyens qui peuvent être invoqués en sens contraire. Mais la Cour de Cassation a soutenu la Cour de Paris et, le 14 juin 1913 (Btin 293, D. P. 13, 1, 461, 2me espèce) non seulement elle a consacré de nouveau sa doctrine ancienne, mais encore elle a tenu a reproduire littéralement les motifs de sa décision de 1823.

Ces motifs, par leur concision énergique, méritent d'être cités en entier : « Attendu que l'article 136 est ainsi conçu : la partie civile qui « succombera sera condamnée aux dommages-intérêts envers le pré- « venu ; attendu que cette disposition est claire, précise et impéra- « tive ; qu'elle rend indispensable la condamnation de la partie civile aux dommages-intérêts en faveur du prévenu, lors même que celui-ci « n'en a pas formé la demande ».

La Chambre criminelle a, du reste, maintenu la jurisprudence qu'elle avait eu ainsi l'occasion de reprendre, en particulier par ses arrêts du 1er mai 1914 (B[lle] 222) et du 27 juin 1914 (B[lle] 307).

(3) On pourrait se demander si les dommages-intérêts prononcés en exécution de l'article 136 du Code d'Instruction criminelle ne sont pas destinés à réparer le préjudice causé à l'inculpé par l'ensemble de la poursuite qui a été dirigée contre lui, et dont la décision de la Chambre des mises en accusation démontre le mal fondé.

qu'il n'y avait pas lieu à suivre contre les sieurs C. et S., prévenus de faux en écriture publique, de vol et de complicité de vol par recel, laquelle ordonnance lui a été signifiée le même jour ;

Attendu que cette opposition n'est pas recevable, comme n'ayant pas été faite dans le délai de 24 heures imparti par l'article 135 du code d'instruction criminelle ».

Attendu au surplus qu'il résulte d'un procès-verbal du 16 juillet 1915 de C., huissier à Tunis, qu'à cette date ce dernier s'est transporté, assisté de deux témoins, au magasin de L., bijoutier à Tunis, pour y procéder à une saisie conservatoire, régulièrement autorisée par le président du tribunal, à la réquête du sieur S. ; qu'avant de procéder à la saisie il a assisté à un arrangement intervenu entre L. et S., aux termes duquel le premier a remis cinq bracelets en or

---

La Cour d'Alger en limite la portée au dommage qui résulte pour cet inculpé de l'opposition à l'ordonnance de non lieu. Elle se conforme en cela à l'opinion unanimement adoptée par les auteurs et les tribunaux. L'arrêt précité de la Cour de Paris du 29 décembre 1911 déclare expressément que le fondement juridique de ces dommages-intérêts est la faute commise par la partie civile « en faisant revivre l'action publique, alors que celle-ci était à bon droit éteinte », et que l'effet de cette faute est de « faire rentrer l'intéressé dans les liens d'une inculpation « dont l'ordonnance l'avait affranchi ». Faustin Hélie (Instruction criminelle T. V. 2120) précise en quoi consiste le préjudice, indépendamment du cas où il y a prolongation de la détention préventive : « l'in- « certitude où l'opposition maintient l'inculpé sur sa position, les doutes « qu'elle fait planer sur son innocence, le dommage qui peut en résulter pour son industrie ou sa fortune ».

La Chambre d'accusation apprécie et sanctionne l'atteinte aux intérêts de l'inculpé découlant directement du fait de l'opposition ; mais elle ne peut aller au delà. Si la plainte qui a amené l'ouverture de l'information a été portée dans des conditions qui impliquent une faute de la partie civile, elle n'a pas à en connaitre ; la réparation de cette faute doit être demandée à la juridiction ordinaire (Faustin Hélie, Inst. Crim. T. V. 2118, Garraud, Inst. Crim. T. III, 1074).

La conséquence est que l'inculpé qui a obtenu des dommages-intérêts de la Chambre des mises en accusation, à la suite du rejet de l'opposition de la partie civile, demeure recevable à en réclamer d'autres à celle-ci, soit devant le tribunal civil, pour abus de plainte, soit devant devant le tribunal correctionnel, en poursuivant lui-même pour dénonciation calomnieuse, ou en se constituant à son tour partie civile sur la poursuite intentée par le Ministère public pour ce délit.

au second à titre de gage; qu'il l'a consigné dans un procès-verbal qu'il a fait signer des deux parties ; — Attendu que postérieurement L. a adressé une plainte à M. le Procureur de la République, en alléguant que C. avait pris les bracelets sans son consentement et les avait remis à son créancier S. à titre de gage et que par suite son procès-verbal du 16 juillet contenait des énonciations fausses ; — Attendu que l'information à la quelle il a été procédé a démontré que le procès-verbal de l'huissier C. était absolument conforme à la réalité des faits qui y ont été consignés, que les allégations de L. ont été démenties par tous les témoins entendus, qu'elles ont été reconnues fausses et faites de mauvaise foi ; que c'est donc à bon droit que le Juge d'Instruction a rendu une ordonnance de non lieu en faveur des deux prévenus ;

Par ces motifs ; — Faisant droit aux réquisitions de M. le Procureur général ; — Déclare l'opposition non recevable comme tardive ;

Et attendu que L. a agi de mauvaise foi et que son opposition a porté préjudice aux deux prévenus, le condamne à payer à C. la somme de 300 francs et à S. la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts *(artiele 136 du code d'instruction criminelle)* ; — Le condamne en outre en tous les dépens de l'instance.

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

*Audience du 3 janvier 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**I. Action révocatoire. Acte à titre onéreux. Preneur. Allégation de fraude. Démonstration de complicité.**

**II. Loi foncière. Actes soumis à la formalité de la publicité. Hypothèque. Bail à long terme. Conflit. Premier inscrit. Préférence.**

*I. La fraude ne se présumant pas, les tribunaux ne doivent porter atteinte aux conventions et aux intérêts qui en découlent, qu'avec la plus grande circonspection : s'il s'agit*

*d'un acte à titre onéreux, il importe de démontrer que le preneur s'est rendu complice de la fraude, circonstance indispensable au succès de l'action révocatoire.*

*II. Dans le système de la loi foncière tunisienne de 1885, toutes les fois qu'il existe un conflit entre deux personnes ayant acquis sur un immeuble des droits soumis à la formalité de la publicité, il faut préférer celle qui la première, a rempli cette formalité : c'est ainsi que le débiteur hypothécaire ne pourrait diminuer par le moyen d'un bail à longue durée, la valeur du gage de son créancier, telle qu'elle a été appréciée par ce dernier d'après l'état des inscriptions au moment du prêt ; que par suite un bail de cette nature ne saurait être opposé au créancier hypothécaire antérieurement inscrit, pour une durée supérieure à un an.*

A. Mortier c/ Crédit Foncier
et Agricole d'Algérie et B. Couitéas

Le Tribunal ; — Attendu que Couitéas est débiteur du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie d'une somme importante garantie par trois inscriptions hypothécaires, dont la dernière en date du 23 décembre 1910, prises sur les titres de divers immeubles immatriculés et spécialement sur le titre n° 19144, relatif à la propriété rurale dite «Domaine Alice»; — Attendu qu'il est spécifié dans ces inscriptions qu'aux termes des contrats de prêt intervenus entre les parties, Couitéas s'est interdit de donner à bail le dit domaine pour une durée de plus d'une année ; — Attendu que nonobstant cette stipulation expresse, Couitéas a, par un contrat sous seing privé daté du 7 mai 1912 et inscrit sur le titre foncier à la date du 13 novembre 1913, loué la propriété dont s'agit à Mortier pour une période de neuf années à partir du 1er janvier 1913, avec faculté pour le preneur seul de mettre fin à la location à des époques déterminées au cours du bail ; — Attendu que se fondant sur cette violation manifeste de ses engagements par Couitéas, et aussi sur le fait que la propriété formant son gage était laissée à l'abandon par ce der-

nier, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie qui d'ailleurs avait antérieurement fait procéder à la saisie réelle de l'immeuble, a demandé et obtenu du juge des référés sa mise sous sequestre ; — Attendu que cette ordonnance a été rendue malgré la résistance de Mortier, preneur, lequel est intervenu pour s'y opposer devant le juge des référés ; — Attendu que Mortier a alors actionné devant le tribunal de céans le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie pour obtenir en premier lieu la main-levée immédiate du sequestre, comme faite en violation du droit qu'il prétend tenir de son bail, en second lieu la condamnation du Crédit foncier à la restitution des sommes qui auraient été indûment perçues par le sequestre, enfin et en troisième lieu une expertise aux fins de déterminer les dommages que lui aurait occasionnés la mauvaise administration du sequestre ; — Atteudu que Couitéas assigné avec le Crédit foncier s'en rapporter à justice sur les divers chefs de la demande de Mortier ;

Attendu que le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie tout en résistant aux prétentions de Mortier s'est porté reconventionnellement demandeur et conclut à ce qu'il soit jugé 1° que le bail consenti à Mortier par Couitéas ne lui est pas opposable, motif pris de ce qu'il a été inscrit postérieurement aux inscriptions hypothécaires du Crédit foncier ; 2° que ce bail est d'ailleurs simulé et collusoire et a été fait en fraude des droits du créancier hypothécaire ; qu'il doit donc être tenu pour nul et non avenu ;

Sur la demande principale ; -- Attendu que pour apprécier le mérite de la demande en main-levée du sequestre qui forme le premier chef des prétentions de Mortier, il est tout d'abord indispensable de statuer sur le point soulevé par la demande reconventionnelle et qui est de savoir qu'elles sont la valeur et la portée du bail Couitéas Mortier ; — Attendu qu'il convient d'écarter immédiatement l'imputation de fraude et de collusion dirigée par le Crédit foncier à l'encontre du dit bail ; — Attendu, en effet, que si la mauvaise foi du bailleur ne saurait être douteuse, étant

donné qu'il a violé sciemment l'engagement pris par lui de faire des locations excédant une année, il n'est pas suffisamment démontré, en l'état des faits et des documents produits, que le preneur se soit rendu complice de la fraude, circonstance indispensable au succès de l'action révocatoire, dès lors qu'il s'agit d'un acte à titre onéreux ; — Attendu à cet égard que le bail attaqué présente toutes les apparences d'un acte sérieux, soit que l'on considère sa durée qui est normale, ou son prix calculé suivant une juste progression annuelle, soit que l'on s'en réfère aux autres stipulations concernant les travaux de mise en valeur et d'entretien, à la charge du preneur ; — Attendu que les motifs de suspicion élevés par le Crédit foncier à l'encontre d'une telle convention, si sérieux qu'ils soient, ne peuvent être retenus, la fraude ne se présumant pas et les tribunaux ne devant porter atteinte aux conventions et aux intérêts qui en découlent qu'avec la plus rigoureuse circonspection ; — Attendu notamment que les liens de parenté ou d'alliance existant entre Mortier et Couitéas ne sauraient à eux seuls établir l'existence d'une entente frauduleuse entre eux ; que si, d'une part, il est certain, en fait, que Mortier ne pouvait ignorer la situation obérée de son bailleur, il n'est pas, du moins, prouvé qu'il ait connu toute l'étendue de ses engagements et spécialement l'interdiction qu'il s'était faite de louer pour une longue durée ; que s'il est vrai encore que, lors de la passation du bail, cette interdiction était écrite dans des actes déposés au greffe du Tribunal mixte et soumis par conséquent à la publicité de la loi foncière et du décret beylical du 16 juillet 1899, cette circonstance, susceptible sans doute d'entrainer des conséquences juridiques dont il sera fait état ci-après, n'est pas suffisante néanmoins à elle seule pour démontrer autre chose que la négligence de Mortier qui aurait prudemment agi en consultant les actes déposés au cours de la procédure d'immatriculation et pour établir qu'en fait il a connu l'interdiction à laquelle contrevenait son bail ; — Attendu que le Crédit foncier

d'Algérie et de Tunisie allègue encore, il est vrai, que Mortier n'a pas mis la propriété en valeur, il n'y a exécuté aucun travail et s'en est complètement désintéressé au point que lui-même, Crédit foncier, a dû engager des dépenses importantes pour mettre le sequestre en mesure de faire les travaux de culture indispensables ; — Mais attendu que de ces faits qui ne sauraient être sans doute sérieusement contestés, ne se dégage nécessairement pas une preuve suffisante à la charge de Mortier qui a pu ne pas être en mesure de tenir les engagements pris de bonne foi dans son bail et de donner immédiatement à sa ferme tous les soins convenables ; -- Attendu qu'ainsi et en définitive le bail Couitéas Mortier ne peut être considéré, en soi et sans autres preuves, comme non avenu et sans effet ; -- Mais attendu que le dit bail, ainsi tenu pour valable et sincère en ce qui concerne Mortier, ne saurait toutefois être opposé par ce dernier au Crédit foncier, ou tout au moins ne saurait lui être opposé pour une durée supérieure à un an ; — Attendu à la vérité qu'on ne saurait tirer cette conséquence de la seule stipulation insérée au bail par laquelle Couitéas s'est interdit de passer des baux supérieurs à une année ; — Attendu, en effet, que cette clause met à sa charge une simple obligation de ne pas faire, laquelle ne peut se résoudre, en cas d'inexécution de sa part, qu'en dommages-intérêts, sans emporter la nullité des actes juridiques, tels qu'un bail, faits en violation de la dite obligation ; — Attendu que le bail dont s'agit ne peut être opposé au Crédit foncier créancier hypothécaire, pour toute sa durée, par l'unique mais suffisante raison que ce bail n'a été inscrit sur le livre foncier que postérieurement à l'hypothèque du Crédit foncier ; — Attendu, en effet, que dans le système de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, comme d'ailleurs dans celui de la loi française du 23 mars 1855 « toutes les « fois, suivant l'exacte formule d'un auteur, qu'il existe un « conflit entre deux personnes ayant acquis sur un immeu- « ble des droits soumis à la formalité de la publicité, il faut

« préférer celle qui la première a rempli cette formalité » ; — Attendu que, sans nul doute, le bail à longue durée assujetti à l'inscription pour être opposable aux tiers, aux termes de l'article 1er de la loi foncière, ne pourrait être opposé à l'acquéreur déjà inscrit de l'immeuble pour une durée supérieure à celle que prévoit ce texte et pour laquelle l'inscription n'est pas exigée ; qu'il doit nécessairement en être de même à l'égard du créancier hypothécaire premier inscrit ; — Attendu qu'on ne saurait permettre au débiteur de diminuer par le moyen d'un bail à longue durée, équivalent, dans l'esprit de la loi, à une aliénation, la valeur du gage de son créancier, telle qu'elle a été appréciée par ce dernier d'après l'état des inscriptions au moment du prêt ; — Attendu qu'en dehors de cette interprétation, la disposition impérative de l'article 17 précité serait dépourvue, dans un grand nombre de cas de toute portée efficace et laisserait les tiers les plus diligents exposés à une perte sérieuse ; — Attendu, cela étant, que Mortier se trouve sans qualité pour protester contre la mesure du sequestre ordonnée par le juge des référés, et par voie de conséquence pour élever quelque grief que ce soit contre l'administration du sequestre et les recouvrements qu'il a affectués ; — Attendu, en effet, que la durée d'une année pendant laquelle le bail était opposable au Crédit foncier, étaitex primée le 19 février 1914, date à laquelle la nomination du sequestre a été ordonnée ; qu'à ce moment le Crédit foncier n'avait plus à se préoccuper de la location consentie à Mortier lequel n'était vis-à-vis de lui qu'un occupant sans droits ; — Attendu au surplus que le sequestre constitue en l'espèce une mesure de sécurité indispensable pour le créancier hypothécaire non payé, dont Couitéas a manifestement cherché à diminer le gage ; que cette mesure est, d'autre part, nécessaire pour assurer la conservation de l'immeuble avec toute sa valeur, cet immeuble étant laissé à l'abandon par son propriétaire aussi bien d'ailleurs que par le preneur ; — Attendu qu'ainsi il échet de débouter Mortier de sa demande ;

Sur la demande reconventionnelle ; — Attendu qu'il résulte suffisamment des considérations qui précèdent, que cette demande est justifiée, mais seulement dans la mesure où elle tend à faire décider que le bail litigieux n'est pas opposable au Crédit foncier, premier inscrit, pour une durée supérieure à une année à partir du 1er janvier 1913, date de son point de départ fixée par la convention du bailleur et du preneur ;

Par ces motifs ; — Donne acte à Couitéas de ce qu'il s'en est rapporté à justice ; — Déboute Mortier de ses demandes, fins et conclusions ; — Et recevant le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie reconventionnellement demandeur, dit et juge que le bail intervenu entre Couitéas et Mortier à la date du 7 mai 1912, inscrit à la conservation de la propriété foncière le 13 mai 1913, sur le titre de propriété « Domaine Alice » numéro 19144, n'est pas opposable au Crédit foncier pour une durée supérieure à une année à partir du 1er janvier 1913 ; — Déboute le Crédit foncier de toutes autres et plus amples demandes, fins et conclusions ; — Condamne Mortier en tous les dépens ; — Dit n'y avoir lieu à l'exécution provisoire demandée par le Crédit foncier, attendu qu'on ne se trouve dans aucun des cas où la loi l'autorise.

(Min. publ. M. De Chelle, subst. ; — Mes Ben Attar, N. Bodoy et V. Pietra, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 17 janvier 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**Nationalité. Femme tunisienne. Mariage avec un français. Art. 12 C. C. Application.**

*La femme tunisienne qui épouse un français acquiert la nationalité de son mari, par application de l'article 12 du code civil.*

*L'article 92 du décret beylical du 26 avril 1861 et l'article 2 du décret beylical du 17 juin 1914 ne font pas obstacle à la dite application.*

DAVID SCEMAMA c/ Dme SITBON et autres

Le tribunal ; — Attendu que les défendeurs déclinent la compétence du tribunal ; — Attendu, en ce qui concerne la dame Hélène Scemama, veuve de Scialom Sitbon, que la dite défenderesse a acquis la nationalité française par son mariage avec Scialom Sitbon auquel cette nationalité a été reconnue par un jugement du tribunal civil en date du 9 mars 1901 ; - Attendu que l'article 92 du décret beylical du 26 avril 1861 et l'article 2 du décret beylical du 19 juin 1914, invoqués par la défenderesse pour établir sa qualité de tunisienne, ne font pas obstacle à l'application de l'article 12 du code civil français qui dispose que la femme étrangère qui épouse un français suit la condition de son mari; — Attendu que les époux Bonan et les époux Hayat déclinent la compétence du tribunal sans indiquer sur quelles causes ils fondent leur exception ; que le tribunal ne saurait s'arrêter à pareil moyen non motivé et qui parait n'avoir qu'un but dilatoire ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, se déclare compétent pour connaitre de la demande;—Renvoie la cause à une audience ultérieure utile pour discuter le fond du litige ; — Condamne les défendeurs aux dépens de l'inciden.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; -- Mes L. COULON et V. PIÉTRA, av).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e Ch.).

*Audience du 8 décembre 1915. — Présidence de* M. Dramard, *vice-président.*

**Habous. Constitution tenue secrète. Immeuble non immatriculé. Bail postérieur. Régularité. Rites malékite et hanéfite. Conditions de validité.**

*Le bail d'un immeuble consenti postérieurement à la constitution du dit immeuble en bien habous, doit continuer à produire ses effets jusqu'à son expiration, si d'après les règles du droit malékite, le bailleur avait tenu cette constitution secrète et qu'elle n'avait pas été consacrée par l'acceptation et la prise de possession des dévolutaires, formalité indispensable pour sa validité.*

*D'après le rite hanéfite, la constitution habous n'est parfaite que lorsqu'elle a été validée par un jugement du cadi ; pour qu'elle soit irrévocable, elle doit être régulièrement homologuée par décision de justice.*

Ali Bettaieb c/ H. et J. Bellaïche

Le tribunal ; — Attendu que, suivant bail passé devant notaires indigènes, à la date du 19 janvier 1913, le sieur Mahmoud fils de feu Hamouda Azouz a donné en location aux sieurs Haï et Samuel Bellaïche pour une durée de trois années consécutives à partir du 1er janvier 1913, une maison avec dépendances située à Tunis, rue Sidi Bou Mendil n° 29; — Attendu que par exploits de Sureau, huissier à Tunis, des 9 mars et 1er juin 1915, le sieur Ali Bettaïeb, agissant en qualité de mokadem de la fondation El Hadj Mahmoud Azouz, a assigné les sieurs Bellaïche pour voir prononcer la nullité de ce bail, ordonner leur expulsion des lieux loués et pour s'entendre condamner à lui payer les loyers de la dite maison sur la base de 2.000 francs par an ; — Attendu que le demandeur prétend que le bail consenti par Mahmoud Azouz, depuis lors décédé est nul ; qu'il expose, à l'appui de cette prétention, que le bailleur avait, par acte notarié

régulier, intervenu le 19 avril 1912, constitué habous les propriétés lui appartenant, savoir pour les deux tiers au profit de sa femme et de ses enfants, avec jouissance immédiate et pour le tiers restant à son profit personnel, sa vie durant, avec retour, après son décès, à sa femme et à ses enfants ; qu'ainsi le constituant ne pouvait, à partir de la date de la constitution, disposer des deux tiers habousés au profit de sa femme et de ses enfants, et qu'il ne pouvait disposer du tiers restant que sa vie durant ;

Attendu que la prétention du demandeur n'est pas fondée et ne saurait être accueillie ; — Attendu en effet que la constitution habous dont il vient d'être parlé ne peut faire obstacle à ce que le bail passé par Mahmoud Azouz ne produise son effet ; — Attendu que si l'on se place au point de vue de l'application des règles du rite malékite, la constitution était sans valeur au regard du bail, alors que le bailleur avait tenu cette constitution secrète ; que ni les notaires rédacteurs de l'acte, ni les locataires n'en pouvaient supposer l'existence, et alors qu'elle n'avait pas été consacrée par l'acceptation et la prise dè possession des dévolutaires ; que la prise de possession effective est indispensable, d'après ce rite, pour la validité d'un habous ; — Attendu que le résultat doit être le même si le habous a été constitué sous l'empire des règles du rite hanéfite ; — Attendu que, d'après ces règles, une constitution habous n'est parfaite que lorsqu'elle a été validée par un jugement du cadi ; que si elle est valable par elle-même sans qu'un jugement en proclame la validité, elle ne devient irrévocable que si elle a été régulièrement homologuée par décision de justice ; que c'est ainsi que le constituant peut, tant que cette validation n'est pas intervenue, la rétracter, en vendant par exemple, le bien qu'il avait immobilisé ; qu'il a été jugé qu'une semblable vente était parfaitement régulière ; *( V. Clavel tome I, n° 172 et suiv.)* ; — Attendu que, à plus forte raison, le constituant peut donner à bail le bien par lui constitué habous ; que la loi musulmane, d'après la doctrine consacrée par l'usage

en Tunisie, reconnait d'ailleurs comme réguliers les baux dont la durée n'excède pas trois années ; — Attendu qu'il suit de là que Mahmoud Azouz a pu valablement louer aux consorts Bellaïche la maison plus haut mentionnée, alors que les dévolutaires par lui désignés n'en avaient pas pris possession, que le bail n'excédait pas trois années et que le jugement du cadi validant le habous n'est intervenu que postérieurement à la date dudit bail ; que la validation intervenue dans ces conditions ne peut avoir pour effet de rendre nul un acte qui a été régulièrement fait et dans la plénitude de ses droits par son auteur, et de porter atteinte aux droits acquis de bonne foi par les tiers qui ont traité avec celui-ci ; — Attendu que les consorts Bellaïche dont le bail doit expirer le 1er janvier 1916 demandent reconventionnellement 138 fr. 85 centimes représentant les loyers de l'immeuble qu'il aurait indûment perçus, à partir du 1er moharrem de l'année courante, d'une dame Rizzo, antérieurement leur sous-locataire, et à qui, depuis cette date ledit Bettaieb aurait loué directement ; — Mais attendu qu'ils n'apportent à ce sujet aucune précision ; qu'ils se bornent à faire allusion, sans en apporter la justification, à des constatations qui auraient été faites dans une instance en référé introduite par eux ; qu'il n'y a donc lieu, en l'état, d'accueillir la demande reconventionnelle;—Attendu d'autre part qu'ils ne justifient avoir subi aucun préjudice appréciable ; que l'allocation des dépens constituera pour eux une réparation suffisante au tort que lui cause le procès.

Par ces motifs ; — Déclare le sieur Ali Bettaïeb mal fondé en ses demandes, fins et conclusions ; L'en déboute ; déboute en l'état les sieurs Bellaïche de leur demande reconventionnelle ; Condamne Ali Bettaïeb aux dépens.

(Min. publ. M. de Chelles subst. — Mes Essafi et Bodoy av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 30 avril 1914. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président.*

**I. Revendication, Objets mobiliers. Saisie. Citation. Défaut d'énonciation des preuves de propriété. Art. 608 c pr. civ. Nullité. Ordonnance algérienne de 1842. Nullité facultative.**

**II. — Minorité. Droit musulman. Mineur pubère faisant le commerce. Emancipation tacite.**

*I. Il n'y a pas lieu d'appliquer en Tunisie avec une rigueur absolue la nullité prescrite par l'article 608 du code de procédure civile, dans le cas où l'assignation en revendication d'objets mobiliers saisis ne contient pas l'énonciation des preuves de propriété et ce par application de l'article 69 de l'ordonnance algérienne du 26 septembre 1842 portant que les nullités d'exploit sont purement facultatives.*

*II. En droit musulman l'émancipation peut être considérée comme tacite lorsque le prétendu mineur est depuis longtemps parvenu à la puberté, qu'il fait personnellement le commerce, auquel cas il serait encore tenu pour la contre-partie de ses engagements, fût-il incapable, en vertu des articles 1125 et 1304 du code civil et de l'article 10 titre 2 du code tunisien.*

AMOR BEN BELGACEM C/ AMOR BEN MOHAMED ET EL OUENÈS BEN MOHAMED

Le tribunal ; — Attendu que, suivant procès-verbal du 20 février 1913 Amor ben Mohamed et Ouenès ben Mohamed ont, en vertu de cinq jugements de M. le Juge de Paix de Thala du 25 mai 1912, fait saisir 140 brebis et 50 agneaux à l'encontre de leur débiteur Mustapha ben Belgacem ;

Attendu que par exploit du 1er mai 1913, Hadj Amor ben Belgacem, frère du saisi, a demandé à son profit la distraction des dits animaux qui n'appartiendraient pas à Mustapha.

En la forme ; — Attendu que les saisissants concluent tout d'abord à la nullité de la demande en distraction, en vertu de l'article 608 c. pr. c. parce qu'elle ne contient pas l'énonciation des preuves de propriété ; qu'en effet il est dit seulement dans l'exploit : — « Attendu que ces bestiaux appartiennent au réquérant ; qu'il y a lieu de les distraire de la saisie » ; que dès lors le demandeur ne serait plus recevable à produire aujourd'hui les preuves non énoncées dès le premier jour ; -- Mais attendu qu'il n'y a pas lieu d'appliquer en Tunisie avec une absolue rigueur la nullité prescrite par l'article 608 ; que si d'une part il convient de se montrer rigoureux en une matière où des témoignages de complaisance peuvent être recherchés et produits à la dernière heure, il y a lieu d'autre part de considérer qu'aux termes de l'article 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les nullités d'exploit sont purement facultatives pour le tribunal *(Tunis 19 mars 1909 J. Trib. 1909 p. 190 — 23 octobre 1895, J. Trib. 95 p. 596 — 8 juin 1905 ; J. Trib. 05 p. 631)* ;

Au fond ; — Attendu que le demandeur excipe de ce que son frère Mustapha serait interdit ; qu'il est d'ailleurs âgé de 15 à 16 ans et ne possède absolument rien ; que les animaux n'ont pas été saisis à son domicile qui serait Ras-Ech-Char mais au domicile du revendiquant à Foussana ; qu'enfin le revendiquant serait propriétaire des animaux par suite du croit ; — Mais attendu qu'il résulte des cinq jugements contradictoires du 25 novembre 1912, dans lesquels Mustapha figurait comme défendeur et où est intervenu son frère Hadj Amor, que la question de capacité de Mustapha a été soulevée et examinée ; que sans doute il a été produit, sous le n° de traduction Debon 1929, un acte aux termes duquel Cheik Belgacem a, par testament du 6 novembre 1900, nommé son fils aîné Amor tuteur testamentaire de ses jeunes enfants alors impubères : Mohamed dit « Donas », Mustapha, Ali Slimane, Fatma et Chaï ; que d'autre part il n'est pas justifié d'une émancipation expresse

prononcée par le dit Mustapha ; mais que Mustapha serait depuis longtemps parvenu à la puberté, que d'après un certificat du caïd des Fraichiches du 25 septembre 1912 il est inscrit sur le registre de la medjba depuis 1910, comme son frère puiné Ali depuis 1911 ; que d'autre part il fait personnellement le commerce des grains et des bestiaux, ainsi que cela a été établi par divers témoignages ; que dès lors Mustapha a pu s'engager valablement, pour des sommes d'ailleurs minimes, vis à-vis des demandeurs, en vertu d'une émancipation tacite ; qu'ayant du reste, ainsi qu'il l'a reconnu, reçu en fournitures de blé et d'orge la contre-partie de ses engagements, il serait encore tenu, fût-il incapable, en vertu des articles 1125 et 1304 du code civil, comme en vertu de l'article 10 titre 2 du code tunisien ; — Qu'il résulte, en outre, des mêmes jugements passés en force de chose jugée, que Mustapha possède des grains et des bestiaux puisqu'il en fait le commerce; que si son premier domicile a été à El Hamad, ainsi qu'il résulte des premières assignations, il avait transporté son domicile à Foussana où l'huissier est allé le saisir en présence de son frère Amor, qui ne parait pas avoir sur le moment protesté ; — Attendu que dans ces conditions l'offre de preuve offerte n'est pas admissible comme étant d'ores et déjà contredite, soit par les jugements dont s'agit, soit par le certificat du caïd ; qu'elle n'est pas davantage pertinente comme manquant de précision ; que la revendication apparait comme étant le résultat d'une collusion ; — Attendu que les défendeurs réclament cent francs des dommages intérêts, mais que le préjudice sera suffisamment réparé par l'allocation des dépens ;

Par ces motifs ; — En la forme, rejette l'exception de nullité tirée de l'article 608 Pr. Civ. ; — Au fond ; — Déboute H. Amor ben Belgacem de ses demandes, fins et conclusions et le condamne aux dépens pour tous dommages intérêts.

(Min. Publ. M. Vaissié, Proc. — Me Kraft, av.)

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 2 juillet 1914. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président.*

**Monts-de-Piété. Tunisie. Banque franco-tunisienne. Concession. Réalisation du gage. Procédure spéciale. Décret du 8 thermidor au XIII.**

*Les Monts de Piété de Tunisie concédés à la banque franco-tunisienne, constituent des maisons de prêts sur gages autorisés.*

*Il n'a pas été édicté de règlement spécial quant à la procédure à suivre pour la réalisation des gages de cette société, mais elle a toujours, en pratique, suivi la procédure indiquée par l'article 73 du décret du 8 thermidor an XIII, applicable aux Monts de Piété de France. Cette procédure doit être déclarée régulière en Tunisie ; il n'y a donc lieu de suivre celle des articles 2078 et s. c. c. c'est-à-dire l'obtention d'un jugement.*

BANQUE FRANCO-TUNISIENNE C/ AHMED BEN HADJ AHMED MEALLA

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit du 17 mai 1913, la Banque Franco-Tunisienne, Monts-de-Piété de Tunisie, a interjeté appel d'un jugement du juge de paix de Sfax en date du 15 avril 1913, qui l'a condamnée au profit de Hadj Ahmed Mealla ; — Attendu que devant le premier juge, l'appelante avait contesté, et qu'elle conteste encore la compétence du juge cantonal parce que Méalla réclamant une somme de 183 francs pour la valeur de divers bijoux mis en gage et vendus par le Mont-de-Piété, le juge de paix n'aurait pas été compétent, la demande tendant à faire prononcer la résiliation d'une vente ;

Attendu que, s'agissant d'une demande personnelle et mobilière d'une valeur inférieure à mille francs, le premier juge était certainement compétent ; qu'il ne s'agissait pas d'ailleurs au fond de contester les droits de propriété de

l'acheteur qui n'était même pas mis en cause ; qu'il s'agissait seulement d'une action en dommages intérêts basée sur une faute et une irrégularité imputées à la Banque ; — Attendu que la demande principale s'élevant à la somme de 183 francs et le juge de paix étant reconnu compétent, l'intimé conclut à l'irrecevabilité de l'appel ; qu'à la vérité la défenderesse aujourd'hui appelante avait demandé reconventionnellement mille francs de dommages intérêts, mais que cette demande serait fondée exclusivement sur la demande principale elle-même ; — Mais attendu que ce moyen manque en fait, la Banque ayant réclamé mille francs de dommages intérêts pour « propos diffamatoires et abus de citation » ; qu'en conséquence l'appel est recevable ;

Au fond ; — Attendu qu'en fait, suivant reconnaissance n° 31.642 du 25 janvier 1912, Ahmed Mealla a engagé à la succursale du Mont-de-Piété de Sfax trois plaquettes en or, un kholkhal et quatre glands de chéchia montés argent, le tout estimé 92 francs, en garantie d'un prêt de 52 francs qui devait être remboursé à l'expiration d'une année, sauf renouvellement du gage par le paiement des intérêts ; que la reconnaissance portait cette mention « La vente du gage a lieu dans le courant du mois qui suit celui de l'échéance » ; que l'emprunteur ne s'était pas représenté au 25 janvier 1913; — Attendu que, suivant sa pratique habituelle, le Mont-de-Piété lui adressa une lettre recommandée du 29 janvier pour l'avertir que le gage était périmé ; que Ahmed Mealla ayant gardé le silence, le directeur du Mont de-Piété se fit autoriser par ordonnance de M. le juge paix de Sfax en date du 22 février 1913, à vendre le gage dont s'agit avec d'autres gages périmés ; qu'après publicité dans la *Dépêche Sfaxienne*, les bijoux furent revendus aux enchères par le ministère du commissaire priseur le 4 mars suivant procès-verbal enregistré à Sfax le 10 mars 1914 et adjugés à un nommé Brahim Bouhnik pour la somme de 80 francs ; que Mealla étant allé postérieurement réclamer ses bijoux qui ne pouvaient lui être rendus, il assigna le 19 mars en récla-

mant leur valeur estimée par lui 183 francs parce que suivant lui la vente avait été faite irrégulièrement.

Attendu que cette thèse a été admise par le premier juge, par ce motif que l'article 9 du décret du 13 août 1879 sur les Monts de Piété de Tunisie autorise bien la vente aux enchères des gages non renouvelés en temps utile, et ce « après en avoir obtenu la permission de l'autorité compétente » mais que ce décret n'apportant aucune dérogation au droit commun, la procédure à suivre serait celle des articles 2.078 et suivants du code civil, c'est-à-dire l'obtention d'un jugement ; — Attendu que l'article 2.084 a établi une exception en ce qui concerne les matières commerciales — *et les maisons de prêts sur gages autorisées* — à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent ; — Attendu que les Mont-de-Piété de Tunisie, concédés au sieur Daninos et successivement à la Banque Franco-Tunisienne constituent des maisons de prêts sur gages autorisées ; qu'un arrêt de la cour d'Alger du 4 février 1897 leur a même reconnu, en vertu d'un rescrit du 15 juin 1881, une sorte de privilège ; que le Gouvernement du Protectorat a virtuellement approuvé la concession de S. A. le Bey en nommant par arrêté du 25 novembre 1891, en exécution de l'article 5 du décret de concession, un agent des Contributions diverses à l'effet d'inspecter les services de la Banque (Mont-de Piété) ainsi que les agissements de son directeur avec les propriétaires des gages ; qu'il l'a encore approuvée en exemptant du timbre, même en cas de production en justice, « les reconnaissances du Mont-de-Piété » (article 16 *in fine* du décret du 20 juillet 1896) ; — Attendu il est vrai qu'il n'a pas été édicté de règlement spécial quant à la procédure à suivre pour la réalisation des gages de cette société, mais qu'elle a toujours, en pratique, suivi la procédure indiquée par l'article 73 du décret du 8 thermidor an XIII, applicable aux Monts-de-Piété de France ; que conformément à ce décret elle se munit d'une ordonnance du président du tribunal ou d'une ordonnance du juge de

paix à compétence étendue conformément à l'article 2 du décret du 19 août 1854 ; qu'elle fait vendre ensuite par le commissaire-priseur, après avoir fait annoncer la vente par des affiches et par une publicité dans les journaux ; que, par surcroît et préalablement à la requête, elle avertit chacun des emprunteurs au moyen de lettres recommandées dont l'envoi est justifié par le carnet de la Poste ;

Attendu qu'il n'est nullement établi dans l'espèce que cette procédure, faite dans ces conditions, ait pu porter un préjudice à l'intimé ; que Hadj Ahmed Mealla était suffisamment prévenu que, passé le 25 janvier 1913, son gage serait réalisé dans le courant du mois de février faute de renouvellement ou de retrait ; que cette échéance lui a été rappelée par une lettre recommandée du 29 janvier ; qu'à la vérité cette lettre ne l'a pas trouvé à son domicile, mais qu'il a été dûment avisé et aurait pu la réclamer au bureau de poste ; qu'en tout cas la vente de son gage a été suffisamment annoncée tant par une insertion dans la *Dépêche Staxienne*, que par des placards apposés d'avance par le commissaire priseur, et par des criées faites dans les souks et les marchés indigènes ;

Attendu enfin que s'il venait à résulter de la jurisprudence que les Monts-de-Piété de Tunisie, bien que dûment autorisés et contrôlés par l'autorité publique, fussent tenus de suivre néanmoins le droit commun applicable aux prêteurs sur gages, accidentels ou clandestins, les emprunteurs qui forment la clientèle de cet établissement seraient seuls victimes de cette rigueur ; que les frais de citations et de jugements, même simplement émanés des juridictions cantonales, grossiraient démesurément le chiffre de leurs dettes ; que les emprunts modiques, inférieurs à cent francs, qui sont les plus nombreux, seraient souvent grevés de frais dépassant même le capital emprunté ; qu'un tel résultat ne se comprendrait pas, en ce qui concerne une institution, qui n'a été autorisée que dans le but, suivant l'expression même du décret du 13 août 1879, « de venir en aide aux gens nécessiteux » ;

Attendu que l'appelante ne justifie pas sa demande reconventionnelle en dommages intérêts, au point de vue des « propos diffamatoires »; que d'autre part le préjudice d'instance sera suffisamment réparé par l'allocation des dépens.

Par ces motifs ; — Dit que le premier juge était compétent, en raison de la nature et du taux de la demande portée devant lui ; — Dit qu'en raison du taux et du libellé de la demande reconventionnelle, qui ne s'appuyait pas exclusivement sur la demande principale, le premier juge, même compétent, ne pouvait statuer qu'en premier ressort ; — Déclare dès lors l'appel recevable ; — Au fond le déclare bien fondé ; — dit que la vente opérée par le Mont-de Piété du gage nº 31.642 est opposable à Hadj Ahmed Mealla ; que ce dernier ne justifie d'aucun préjudice imputable à une faute de l'administration du Mont de-Piété ;

Par suite annule le jugement du 15 août 1913 dont appel ; — Déboute Hadj Ahmed Mealla de ses demandes, fins et conclusions, et le condamne en tous les dépens, au besoin à titre de dommages intérêts ; — Déboute les Monts de-Piété de leur demande reconventionnelle.

(Min. publ. M. Vaissié ; — Mes Gallini et Gandolphe — Daninos et Tibi av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 7-8 — 15-30 Avril 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Addition au règlement beylical du 24 avril 1912 relatif à la perception des droits de timbre et d'enregistrement sur les actes notariés. — Décret relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies. — Décret fixant la réglementation de la déclaration des biens de sujets de puissances ennemies — Prorogation des délais en matière de loyers. — Circulaire du Procureur de la République de Tunis relative à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies. — Loi concernant les actions en divorce et en séparation de corps intéressant les mobilisés

**Jurisprudence :** *Cour d'Appel d'Alger* : Conditions pour l'acquisition de la chose jugée aux jugements en demande de rectification des dates de l'Etat civil dont les énonciations font foi jusqu'à preuve contraire. 2° Acquisition de la qualité de français par l'individu né en France de parents étrangers ayant pris part sans opposition aux opérations du recrutement. — 3° Compétence, en matière de contraventions fiscales, des juges de paix à compétence étendue. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Compétence des juges de paix à compétence étendue en matière de délits non-intentionnels. — 2° Irrecevabilité de la demande d'expulsion à l'encontre d'un mobilisé dont le loyer est moratorié en vertu des décrets. — 3° Calcul du ressort en suite d'une demande en dommages-intérêts par le demandeur en réponse à une demande reconventionnelle du défendeur et basée uniquement sur cette dernière. — 4° Non obligation d'une constitution d'avoué dans un commandement à toutes fins. 5° Validité du commandement tendant à saisie immobilière, en conformité de l'article 295 de la loi foncière. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* Condition de recevabilité de l'opposition formée à un jugement par défaut.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 7 février 1916 (2 rabia-ettani 1334), *portant addition au règlement beylical du 24 avril 1912 relatif à la perception des droits de timbre et d'enregistrement sur les actes notariés.*

Vu le règlement du 24 avril 1912 qui prescrit aux notaires, au fur et à mesure de l'inscription des actes sur leur régistre et dans leur ordre de date, leur enregistrement sur un relevé fourni par l'Administration;

Ces relevés sont déposés tous les mois calculés d'après le calendrier grégorien par les notaires à la recette de l'Enregistrement de leur circonscription. A l'appui du relevé, le notaire remet son registre-minute et son carnet de quittances. Si dans le délai ainsi assigné, le notaire n'a pas établi d'acte, il remet néanmoins un relevé portant la mention « négatif » ainsi que son régistre-minute et son carnet de quittances.

En vue de faciliter le contrôle de la liquidation des droits d'enregistrement perçus par les notaires israélites lors de la rédaction des actes, il est décidé que, à partir du 1er avril 1916, les bulletins mensuels seront établis en français par l'interprète assermenté pour la langue hébraïque près le tribunal civil de Tunis. A cet effet, chaque mois, après le visa du caïd ou du rabbin dans les localités de la Régence où il n'y a pas de caïd (art. 2 du décret du 12 septembre 1887, 24 hidja 1304), les notaires israélites adresseront à cet interprète par l'intermédiaire du receveur de leur circonscription, leur registre minute, à moins qu'ils n'aient reçu aucun acte depuis le dernier visa ; dans ce cas, ils se borneront à remettre à la recette de l'Enregistrement, comme par le passé, un relevé portant la mention « négatif » avec leur registre-minute et leur carnet de quittances.

L'interprète assermenté établira les relevés moyennant un salaire de 0 fr. 50 par acte à la charge des parties et les fera parvenir, le plus tôt possible, aux receveurs avec les registres-minute par les soins du Directeur général des Finances.

Les notaires israélites acquitteront directement les salaires aux mains de l'interprète et remettront à la recette de l'Enregistrement, lors du retrait de leur registre-minute et de leur carnet de quittances, les droits qu'ils auront encaissés sous la déduction de la remise de 5 %.

Il est ordonné aux notaires de donner connaissance de ces dispositions aux parties qui auraient recours à leur ministère.

---

***Décret beylical*** du 20 mars 1916 (15 djoumadi-el aoual 1334) *relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemis (J. O. T. du 22 mars 1911)* [1]

---

***Décret beylical*** du 23 mars 1916 (18 djoumadi-el-aoual 1334) *fixant la réglementation de la déclaration des biens de sujets de puissances ennemies.*

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations prescrites par notre décret du 20 mars 1916 (15 djoumadi-el-aoual 1334), relatif à la déclaration des biens des sujets des puissances ennemies de la France, doivent être effectuées dans les 15 jours qui suivront la publication du présent décret.

Elles sont soumises aux formalités suivantes.

ART. 2. — La déclaration est reçue soit par le Procureur de la République, soit par tout officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur de la République, habilité à cet effet par ce magistrat et dont la compétence est déterminée ainsi qu'il suit :

1° Pour la déclaration des biens mobiliers et immobiliers, par la situation desdits biens ;

2° Pour les dettes, par le domicile ou la résidence du débiteur ;

3° Pour les actions, parts de fondateurs, obligations, titres ou intérêts, par le siège de la société et de l'établissement intéressé ;

4° Pour les ententes ou conventions d'ordre économique, par le domicile ou la résidence des parties contractantes.

ART. 3. — La déclaration est reçue sous forme de procès-verbal signé du déclarant et du magistrat qui la reçoit.

Il est fait par le déclarant une déclaration distincte et dressé un procès-verbal séparé pour chacun des sujets de

---

(1) Ce décret est la reproduction textuelle de la loi française du 22 janvier 1916, à l'exception de l'article 2 de la loi, supprimé dans le texte tunisien. (V. J. 1916 p. 37).

puisssances ennemies dont les biens ou créances sont à déclarer ou pour chaque entente ou convention d'ordre économiqne passée par le déclarant avec des sujets de puissances ennemies.

La déclaration indique les nom, adresse et nationalité du déclarant et du sujet de la puissance ennemie.

S'il s'agit de biens ou de créances, la déclaration fait connaître le titre auquel intervient le déclarant et la date du contrat qui a créé ce titre, la nature du droit du sujet de la puissance ennemie et la désignation détaillée de l'objet sur lequel porte ce droit.

S'il s'agit d'une convention ou d'une entente d'ordre économique, le déclarant en fait connaître l'objet, les clauses et les conditions. La déclaration est appuyée, s'il y a lieu, par la copie certifiée conforme de tous documents utiles qui demeurent annexés au procès verbal.

Au cas où le procès-verbal de la déclaration a été reçu par un officier de police auxiliaire du Procureur de la République, ce dernier le transmet au Parquet sans délai.

Toute déclaration est portée sur un régistre spécial où elle est l'objet d'une mention sommaire comportant la désignation du déclarant et un numéro d'ordre.

S'il est fait plusieurs déclarations simultanées par le même déclarant, il n'est inscrit néanmoins au régistre qu'une mention qui précise le nombre des déclarations effectuées.

Il est délivré au déclarant un récépissé qui est unique pour toutes les déclarations faites par lui simultanément.

Art. 4. — Si plusieurs personnes ont qualité à quelque titre que ce soit, pour faire une même déclaration, elles y sont également tenues sous réserve de la faculté pour elles de s'entendre en vue de n'effectuer qu'une seule déclaration ayant le même objet.

Art. 5. — Le délai de quinzaine prévu à l'article 1er du présent décret peut, quant aux biens, dettes et intérêts, être prorogé par décision du Procureur de la République.

La demande de prorogation doit être adressée par écrit au Procureur de la République avant l'expiration dudit

délai. Elle doit être motivée et accompagnée de toutes justifications utiles.

Le Procureur de la République notifiera sa décision à l'intéressé en lui faisant connaître, le cas échéant, le terme qui lui demeure imparti pour effectuer, sous peine de forclusion, sa déclaration, sans que ce délai supplémentaire puisse excéder deux mois.

Au cas où une première prorogation a été accordée, elle ne peut être renouvelée qu'une fois en cas de nécessité reconnue et pour une durée d'un mois au maximum, le tout sous réserve des dispositions du dernier paragraphe de l'article 1er du décret du 20 mars 1916.

ART. 6. — Si, à la suite de la déclaration, le Ministère public prend des réquisitions tendant à la mise sous séquestre des biens ou créances déclarés, il pourra conclure à ce que la qualité de séquestre soit reconnue au déclarant.

L'ordonnance qui, sur les réquisitions du Ministère public, admettra le déclarant à exercer le mandat de séquestre, déterminera, selon le cas, les règles de sa gestion ainsi que le contrôle auquel il sera soumis et les comptes qu'il aura à rendre à la justice. Le détenteur ou le débiteur ne pourra prétendre, du chef de ce mandat, à aucune rétribution.

En tout état de cause, les déclarants auxquels la qualité de séquestre aura été reconnue, pourront se faire relever de leur mandat, à la condition de remettre les biens ou de verser le montant des créances à un séquestre spécial dont il leur appartiendra, le cas échéant, de provoquer la désignation.

Ils pourront également, si le séquestre s'applique à des créances, obtenir la décharge de leur mandat en consignant à la caisse des dépôts et consignations le montant des sommes dont ils sont débiteurs ; en ce cas, ils auront à souscrire, lors du dépôt, une déclaration sur laquelle ils énonceront la cause du versement et consentiront à ce que le retrait ne puisse avoir lieu que sur production d'une décision de justice exécutoire.

Le Procureur de la République pourra également prendre des réquisitions en vue de faire relever par le Prési-

dent du tribunal le déclarant de son mandat de séquestre, soit en raison de circonstances spéciales, soit pour mauvaise gestion ou méconnaissance de ses obligations. En ce cas, les attributions de séquestre seront confiées à l'administrateur déjà nommé ou à un séquestre spécial désigné à cet effet.

ART. 7. — Les déclarations qui auraient été faites spontanément avant la publication du présent décret seront renouvelées dans les formes ci-dessus prescrites.

ART. 8. — La formalité de la déclaration ne s'applique pas aux biens dont les détenteurs se seraient dessaisis, ni aux créances dont les débiteurs auraient acquitté le montant entre les mains d'un séquestre spécial nommé antérieurement au présent décret.

---

***Décret beylical*** du 27 mars 1916 (22 djoumadi-el-aoual 1334) *relatif à la prorogation des délais en matière de loyers.*

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914, 27 mars, 25 juin, 24 septembre et 30 décembre 1915, relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ;

Vu notre décret du 15 janvier 1916 étendant les dispositions moratoriées aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre pendant les 6 mois qui suivent la date de la réforme.

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par le décret du 30 décembre 1915 et qui viendront à expiration entre le 1er avril et le 30 juin 1916 inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réserves pour une nouvelle période de trois mois à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes des militaires disparus depuis la même date et aux membres de leur famille qui vivent sous leur toit; ainsi qu'aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Les mêmes mesures moratoires de plein droit sont accordées aux militaires réformés par suite de blessures ou maladies contractées à la guerre pendant les six mois qui suivent la date de la réforme.

ART. 3. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieures telles qu'elles subsistent et qui ne sont pas contraires au présent décret.

---

***Circulaire*** du Procureur de la République de Tunis, *en date du 25 mars 1916 aux Officiers auxiliaires de police judiciaire.*

La loi du 22 janvier 1916 et le décret beylical du 20 mars courant prescrivent la déclaration obligatoire, dans les 15 jours, des biens, créances, valeurs et droits possédés en Tunisie par les sujets des puissances ennemies, ainsi que des contrats et des conventions ou ententes d'ordre économique conclus entre eux et toutes personnes résidant en Tunisie.

*1° Réception des déclarations.* — Chaque déclaration sera reçue en un procès-verbal détaillé, suivant les formules de deux modèles qui ne doivent pas être employés indifféremment. L'un est destiné aux déclarations des biens ou créances, l'autre aux déclarations de conventions ou d'ententes d'ordre économique, c'est-à dire à tous accords intervenus entre commerçants, agriculteurs, industriels, banquiers, etc., ou leurs représentants et ayant pour effet, pour but de détourner, régler ou réglementer, dans l'intérêt des contractants ou de l'un d'entre eux, l'activité économique de l'exploitation ou de l'entreprise. (Avances consenties sur marchés échelonnés, participation de firmes ennemies dans les sociétés françaises, cartels internationaux, etc.,).

Lorsqu'un même déclarant entendra révéler l'existence de biens ou de créances de plusieurs sujets de puissances ennemies ou d'ententes et conventions d'ordre économique conclues avec différents sujets de puissance ennemie, il sera fait une déclaration distincte et dressé un procès-verbal séparé pour chacun des sujets de puissance ennemie dont les biens, créances ou ententes seront déclarés. Chaque déclaration doit être détaillée et, tant pour abréger ou faciliter la tâche du déclarant que pour mieux attester sa sincérité, elle pourra être appuyée de toutes copies certifiées et de tous documents utiles qui demeureront annexés au procès-verbal.

Toute déclaration doit mentionner principalement : 1° les nom, adresse, nationalité du déclarant et du sujet de la puissance ennemie ; 2° la désignation détaillée de l'objet auquel elle s'applique : biens, créances, titres, intérêts, ententes ou conventions d'ordre économique, etc.. S'il s'agit de biens, le détenteur en fera la description (nature, situation, etc) ; s'il s'agit de créances, le débiteur indiquera le montant, la cause et la date d'exigibilité ; s'il s'agit d'actions, parts de fondateurs, obligations, leur nombre et leur numéro. Il importe de noter à cet égard que l'obligation du déclarant s'applique aussi bien aux titres nominatifs qu'aux titres au porteur. Mais pour ces derniers la déclaration ne doit porter que sur ceux dont le déclarant est à même de connaître et d'individualiser le propriétaire, au cas, par exemple, où il a été constitué gardien ou dépositaire des valeurs.

S'il s'agit d'intérêts engagés dans une entreprise quelconque il y aura lieu d'en faire connaître la nature, l'importance et la durée.

S'il s'agit enfin d'ententes ou conventions d'ordre économique, l'indication de leur nature, leurs clauses, leur portée, les personnes ou sociétés qu'elles engagent, la durée de leur solidité sera accompagnée de toutes explications et de toutes pièces, actes ou commentaires pouvant en faire comprendre l'importance et le but.

Chaque procès-verbal portera un numéro d'ordre qui sera le numéro du récépissé délivré au déclarant.

En cas de déclarations multiples, tous les procès-verbaux souscrits le même jour par un même déclarant porteront un seul et même numéro d'ordre correspondant à celui de l'unique récépissé délivré au déclarant.

2° *Récépissé des déclarations.* — D'un régistre à souche sur lequel seront mentionnées pour ordre, à leur date, les déclarations qui seront faites, il sera détaché les récépissés à remettre aux déclarants. Cette inscription, qui portera un nnméro d'ordre déjà porté sur les registres, indiquera les nom, adresse, nationalité et qualité du déclarant, avec, si elle porte sur les biens de plusieurs sujets ennemis, l'énonciation du nombre des procès verbaux souscrits par le déclarant, une déclaration détaillée devant être consignée en un procès-verbal distinct pour chaque établissement ou sujet ennemi dont le déclarant détient les biens ou envers lequel il se reconnait débiteur, comme il a été expliqué ci-dessus, mais un récépissé unique devant être délivré à chaque déclarant pour toutes les déclarations faites en même temps. Le même numéro devra figurer sur la souche, le récépissé, et les procès-verbaux de déclaration auxquels se rapporte le récépissé.

N.-B. — Sont dispensés de toute déclaration :

1° Les séquestres spéciaux déjà saisis par ordonnance individuelle antérieure ; 2° les préposés à la Caisse des dépôts et consignations aussi bien pour les sommes consignées par les débiteurs que pour les versements faits par les séquestres des biens austro-allemands ; 3° les débiteurs qui se sont libérés de leur dette entre les mains des séquestres ou en versant à la Caisse des dépôts et consignations le montant de leur dette.

Les noms des déclarants, comme ceux des sujets ennemis objet de la déclaration, devront être régulièrement orthographiés. Il sera bon, pour y arriver, de se faire représenter des factures ou en têtes de lettres les concernant.

Les récépissés pourront être libellés de la façon suivante : M. X..... demeurant rue..... N° à Tunis, déclarant être débiteur (ou créancier, locataire, gérant, associé, dépositaire, commanditaire, commandité, en relations d'affaires avec etc., etc.) des sommes marchandises, immeubles, propriété, etc., etc. de ou avec des sujets ennemis et a signé un (ou trois, etc.,) procès-verbaux le 25 mars 1916.

Les récépissés étant déjà numérotés, c'est le numéro du récépissé remis au déclarant qui devra être reporté sur chaque procès-verbal de déclaration souscrit le même jour par la même personne.

Les procès-verbaux de déclaration devront être adressés au parquet au fur et à mesure de leur réception.

---

***LOI*** du 30 mars 1916, *concernant les actions en divorce et en séparation de corps intéressant les mobilisés.*

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et jusqu'au jour de sa libération, l'époux mobilisé est autorisé à se faire représenter par avoué pour la présentation de sa requête en divorce, ainsi que pour la comparution en conciliation dans les instances en divorce ou en séparation de corps.

Dès qu'il a usé de cette autorisation, il ne peut plus opposer à l'encontre d'une demande qui serait formée par sa femme aucune fin de non-recevoir tirée de l'impossibilité où il se trouverait de comparaître en personne.

ART. 2. — L'avoué chargé de représenter l'époux mobilisé à la tentative de conciliation devra lui transmettre les observations faites par le magistrat.

Ce magistrat pourra, s'il le juge utile, ajourner l'autorisation de citer jusqu'à ce que l'époux mobilisé ait fait connaitre sa réponse.

ART. 3. — L'époux mobilisé, demandeur en divorce ou en séparation de corps, peut, mais seulement par déclaration formulée en l'exploit introductif d'instance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 4 de la loi du

5 août 1914. Il doit, dans ce cas et dans le même exploit, faire élection de domicile en l'étude de son avoué pour tous actes de procédure, significations, appels et recours en cassation.

Si l'instance avait déjà été engagée avant les hostilités, les renonciation et élection de domicile prévues ci-dessus seront faites par acte séparé signifié à la femme ou à son avoué.

ART. 4. — Les jugements et arrêts de divorce prononcés au cours des hostilités seront, si le lieu où le mariage a été célébré est occupé par l'ennemi, transcrits provisoirement à Paris sur les registres de l'état civil conformément à l'article 36 du Code civil. Dès que les communications seront rétablies, cette transcription sera régularisée d'office par le parquet, conformément à l'article 251 du Code civil.

---

## JURISPRUDENCE

### COUR D'APPEL D'ALGER (1re CH.)

*Audience du 2 décembre 1915. — Présidence de M.* PATRIMONIO, *premier président*

**I. Actes de l'Etat Civil. Demande en rectification. Voie de requête. Juridiction gracieuse. Contestation. Débats. Jugement. Autorité de la chose jugée. Rôle du ministère public.**

**Extrait des registres. Enonciations. Foi jusqu'à preuve contraire. Défaut de tenue de registres. Preuve testimoniale. Présomptions.**

**II. Nationalité. Individu né en France. Parents étrangers. Tableau de recensement. Inscription. Opérations de recrutement. Art. 9 C. C. dernier paragraphe. Acquistion de la qualité de français.**

*I. Les instances à fin de rectification des actes de l'Etat civil, introduites par voie de requête en conformité des dispositions de l'article 255 du Code de procédure civile, sont en principe du ressort de la juridiction gracieuse ; elles ne deviennent contentieuses que lorsque les jugements qui les terminent statuent sur une contestation débattue entre parties ; ces jugements peuvent, dans ce cas, acquérir l'autorité de la chose jugée,*

*Dans les instances en rectification des actes de l'Etat civil, le ministère public est le contradicteur légal et nécessaire du demandeur à la rectification ; il est tenu de prendre des conclusions écrites et orales et il a le droit de faire appel.*

*Un extrait des registres des actes de l'Etat civil établissant que telle personne est née dans telle localité du territoire français, fait foi en sa faveur jusqu'à preuve contraire de ses énonciations. S'il n'a pas été tenu de registres des actes de l'Etat civil, la preuve peut en être faite par témoins (art. 46 c. c.) et aussi par présomption (art. 1.353 c. c.)*

*II. L'individu né en France de parents étrangers devient français si, conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 9 du code civil, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.*

RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE A TUNIS C/
MARDOCHÉE KARILA (1)

La Cour ; — Attendu que Mardochée Karila soutient que, né en France de parents étrangers, et ayant satisfait aux lois sur le recrutement, il est Français, en vertu des dispositions du paragraphe dernier de l'article 9 du code civil ; — Attendu que M. le Résident Général de Tunisie reconnait que le dit intimé est né de parents étrangers et qu'il a pris part aux opérations du recrutement sans exciper de son extranéité, mais soutient qu'il n'a pas fait la preuve de sa naissance sur le territoire français ; — Attendu que Mardochée Karila base sa demande, de ce chef, sur un acte de notoriété en date du 2 décembre 1902 dressé par le juge de paix de Souk Ahras, dûment homologué par jugement en chambre du Conseil le 10 juin 1903, transcrit sur les registres des actes de l'Etat civil de la commune mixte de Souk Ahras, département de Constantine, et duquel il résulte qu'il est né en 1872 au douar Zarouria, dépendant de la dite commune ; -- Attendu que le Ministère public, agissant au nom de l'Etat, représenté en la cause par le Résí-

---

(1) V. Journal 1914 p. 174.

dent Général de Tunis, soutient que le dit jugement rendu sans contestation d'aucune sorte ne constitue pas la chose jugée et ne lui est pas opposable ; que par suite il appartient à Mardochée Karila qui est demandeur, de faire la preuve de sa naissance sur le territoire français, laquelle ne saurait en aucun cas résulter de l'acte de notoriété sus énoncé ; — Attendu qu'il est exact, ainsi que le soutient l'appelant, que les instances à fin de rectification des actes de l'Etat civil, introduites, comme dans l'espèce, par voie de requête, en conformité des dispositions de l'article 855 du code de procédure civile, sont en principe du ressort de la juridiction gracieuse ; — Attendu qu'elles ne deviennent contentieuses que lorsque les jugements qui les terminent statuent sur une contestation débattue entre les parties ; — Attendu que ces jugements peuvent dans ce cas acquérir la force de la chose jugée — Attendu qu'il ne suffirait pas que le Ministère public ait pris des conclusions reconnaissant même le bien fondé de la demande, aucune contestation n'étant alors soumise à l'appréciation des juges ; — Attendu que, dans l'espèce, le Ministère public a conclu en disant qu'il y avait lieu à l'homologation de la requête présentée par Karila ; — Attendu qu'il s'ensuit que le Résident général de Tunisie serait encore recevable dans l'intérêt de l'ordre public à intenter une nouvelle action ayant pour objet de faire déclarer, contrairement à ce qui a été décidé par le jugement du 10 juin 1903, que Mardochée Karila n'est pas né sur le territoire français ; — Mais attendu qu'il n'a pas introduit cette instance ; — Attendu que le Ministère public dans les instances en rectification des actes de l'Etat civil, est le contradicteur légal et nécessaire du demandeur à la rectification ; — Attendu qu'il est tenu de prendre des conclusions écrites et orales et qu'il a le droit de faire appel ; — Attendu qu'ayant été partie intéressée en cause, le jugement subsiste quant à lui s'il ne l'a pas fait réformer ; — Attendu qu'en l'état actuel des choses, il existe sur les registres des actes de l'Etat civil de la commune de Souk-Ahras un acte établissant que Mardochée Karila est né en la dite commune en 1872 ; — Attendu que cet acte, tant

qu'il n'aura pas été régulièrement déclaré nul, fait foi jusqu'à preuve contraire de ses énonciations ; — Attendu qu'il constitue en faveur de l'intimé une présomption déplaçant le fardeau de la preuve ; -- Attendu qu'il appartenait à l'appelant de faire la preuve que Mardochée Karila n'était pas né en territoire français ; — Attendu que les conclusions de M. le Résident Général tendent exclusivement à faire décider que l'intimé n'a pas fait régulièrement la preuve de sa naissance à Souk-Ahras, mais qu'il n'a pas fait et n'a pas fait offre de faire lui-même, la preuve contraire ; — Attendu, d'autre part, que la preuve de la naissance d'une personne, lorsque, comme dans l'espèce, il n'a pas été tenu de registres de l'Etat civil, peut être faite par témoins, ainsi qu'il résulte des termes de l'article 46 du code civil, mais qu'elle peut l'être aussi par présomption (article 1353 du même code) ; — Attendu que l'intimé produit à l'appui de ses prétentions toute une série d'actes desquels résulte nécessairement la preuve qu'il est né en territoire français ; — Attendu que l'acte de notoriété du 2 décembre 1902 contient la déclaration de sept témoins français établissant que Mardochée Karila est né à Zarouria dans le courant de l'année 1872 ; — Attendu qu'il n'est pas sans intérêt d'indiquer qu'une information a été faite contre le dit intimé sous la prévention de complicité de faux en écriture authentique pour sa participation à la confection du dit acte de notoriété, information qui n'a pas établi la fausseté des déclarations des témoins entendus et qui s'est terminée par un arrêt de non lieu ; — Attendu, que, requis de donner ses conclusions dans l'instance introduite en conformité de l'article 855 du code de procédure civile pour voir ordonner l'homologation du dit acte de notoriété, le Procureur de la République près le tribunal de Guelma a conclu en disant « qu'il y avait lieu à l'inscription demandée » ; — Attendu que Mardochée Karila produit en outre 1° une décision du juge de Paix de Souk-Ahras rendue en matière électorale de laquelle il résulte que le dit intimé a fait la preuve qu'il était né en France ; 2° un certificat du Préfet de Constantine établissant que le nommé Mardochée

Karila, né en 1872 à Zarouria, avait été déclaré bon pour le service axiliaire par le Conseil de révision dans sa séance du 28 mai 1907 ; 3° un livret militaire où il est précisé qu'il est né à *Z*arouria, commune de Souk-Ahras, en 1872 ; 4° un acte de mariage dressé le 8 octobre 1908 à Nabeul portant les mêmes indications ; 5° un arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 5 juin 1912 passé en force de chose jugée lui attribuant expressément la qualité de citoyen français, motif pris de sa naissance à Zarouria en 1872 ; — Attendu que de l'ensemble des documents ci-dessus analysés, il résulte des présomptions graves, précises et concordantes, justifiant pleinement, ainsi que le soutient Mardochée Karila, qu'il est né en 1872 à Zarouria, commune de Souk-Ahras ; — Attendu que de tout ce qui précède il découle que Mardochée Karila, né en France de parents étrangers, a été porté sur le tableau de recensement et a pris part aux opérations de recrutement, sans opposer son extranéité ; — Attendu qu'il est français aux termes de l'article 9 paragraphe dernier du code civil ; — Qu'il y a lieu, par suite, de confirmer le jugement entrepris ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel en la forme ; Au fond ; — Confirme le jugement entrepris ; — Ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Déboute l'appelant de toutes ses fins et conclusions ; — Et attendu que le Résident Général a agi dans l'intérêt de l'ordre public, laisse à la charge de Mardochée Karila les dépens par lui-même exposés.

(Min. publ. M. Binos, av. gén. — Me Tilloy, av.)

---

## COUR D'APPEL D'ALGER (Ch. des appels correct.).

*Audience du 5 janvier 1916. — Présidence de* M. Wurtz, *président*

**Première espèce.**

Juges de paix à compétence étendue. Compétence. Contraventions fiscales. Loi du 16 mars 1915 sur la prohibition de l'absinthe.

*L'attribution faite aux juges de paix d'Algérie, par le décret du 19 août 1854, de la connaissance des contraven-*

*tions de la compétence des tribunaux correctionnels est générale et absolue.*

*Elle comprend les contraventions fiscales et par conséquent les infractions à la loi du 16 mars 1915 sur la prohibition de l'absinthe.*

MINISTÈRE PUBLIC C/ GORNÈS.

La Cour ; — Attendu qu'aux termes du décret du 19 août 1854, les juges de paix à compétence étendue en Algérie sont compétents pour connaître de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, commises ou constatées dans leur ressort ; — Que cette attribution de compétence est *générale et absolue ;* qu'elle s'applique aux contraventions fiscales, lesquelles sont punies de peines correctionnelles ;

Attendu qu'en fait Gornès est poursuivi devant le tribunal correctionnel d'Alger pour avoir fabriqué et vendu de l'anisette forte, contravention fiscale prévue et punie par les articles 1er de la loi du 16 mars 1915, 1er de la loi du 28 février 1892, 19 de la loi du 30 janvier 1907 ; — Que Maison Carrée est le chef-lieu d'une justice de paix à compétence étendue ; — Que c'est donc à tort que le tribunal correctionnel d'Alger a retenu la connaissance de cette affaire ;

Par ces motifs ; — Donne défaut ; — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond, infirme le jugement dont est appel ; — Dit que le tribunal correctionnel d'Alger était incompétent ; — Renvoie le Ministère public et l'administration des Contributions diverses à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront ; — Condamne l'administration aux frais exposés par son intervention.

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (Ch. c.).

*Audience du 5 février 1916. — Présidence*
*de* M. Boutaud Lacombe, *juge faisant fonctions de président*

**Deuxième espèce.**

**Juges de paix à compétence étendue. Compétence. Délits non intentionnels. Infraction à la police des Chemins de fer.**

*En Algérie et en Tunisie, les Juges de paix à compétence étendue ont dans leurs attributions la connaissance de toutes les infractions emportant des peines correctionnelles, dont les auteurs sont punissables, indépendamment de toute intention criminelle. (1)*

---

(1) Aux termes de l'article 2, troisième alinéa du décret du 19 août 1854, « En matière correctionnelle, les juges de paix à compétence étendue « connaissent 1° de toutes les contraventions de la compétence des « tribunaux correctionnels qui sont commises ou constatées dans leur « ressort ; 2° des infractions aux lois sur la chasse ; 3° de tous les délits « n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'empri- « sonnement ou de 500 francs d'amende ».

Comme le remarque M. Larcher *(Traité de Législation Algérienne T. II. p. 50, n° 411)*, ce texte n'est pas bien rédigé. Le § 2 est inutile; il fait double emploi avec le précédent. Par « contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels » dit le même professeur, il faut entendre ce que la jurisprudence a appelé pendant un certain temps les délits contraventionnels, c'est-à-dire des infractions qui, par la peine qu'encourt leur auteur, sont des délits, mais qui sont punissables indépendamment de toute intention délictieuse. Or les délits de chasse rentrent dans cette définition.

Mais, cette réserve faite, le décret délimite nettement le domaine correctionnel des juges de paix. Il leur attribue : *a)* tous les délits non intentionnels, quelle que soit la peine encourue, alors même qu'elle excéderait six mois d'emprisonnement ou cinq cents francs d'amende ; *b)* tous les délits intentionnels dont les peines ne dépassent pas ce taux, quelque difficulté que présente l'appréciation des éléments qui les constituent en fait ou en droit.

Cependant, une pratique, qu'approuvent certains auteurs *(Zeys, Les juges de paix algériens n° 434 et Charpentier, Précis de Législation Algérienne n° 514)* s'est ingéniée à effacer, en quelque sorte, le § 1er de la disposition citée en tête de cette note, et à ne laisser aux magistrats cantonaux, avec les délits de chasse, que les délits intentionnels ou non intentionnels, qui n'emportent pas plus de six mois d'emprisonnement ou de cinq cents francs d'amende. La Cour d'Alger semblait s'être entièrement ralliée à cette manière de voir (Alger 11 novembre 1898. R. A. 99. 2. 229, 20 juillet 1901, Ibid. 01. 2. 410, 29 juin 1908, J. T. T. 12. 20, note 1).

*Ils connaissent notamment des infractions à la police des chemins de fer. (2).*

Le Tribunal ; — Attendu que le sieur Elie Namias a fait appel d'un jugement de M. le juge de paix de Béja du 23 novembre 1915 qui l'a condamné à 50 fr. d'amende pour contravention à la police des chemins de fer ; — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond ; — Attendu que Namias fait grief au premier juge d'avoir statué sur des faits entraînant une peine supérieure à celle de 500 francs d'amende, et ce contrairement aux prescriptions du paragraphe 1er, 3e alinéa de l'article 2 du décret du 19 août 1854 ; qu'il soutient que le texte de la loi sus-visé est actuellement sans application depuis que la théorie des délits contraventionnels ou non intentionnels a été définitivement condamnée par la Cour de cassation;—

---

Comment une pareille jurisprudence s'était-elle formée ? Comment, alors que le décret du 19 août 1854 n'avait pas été modifié par un autre décret, avait-on pu décider qu'il avait été abrogé dans une de ses parties ? Il était intéressant de le rechercher, et cette étude, en redressant une erreur non douteuse, permettra de montrer à quelles conséquences déconcertantes conduit l'oubli d'un principe essentiel, principe qui, dans la circonstance, n'était autre que celui de la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire.

La division des délits en intentionnels et non intentionnels n'a pas été inscrite en termes formels dans le Code pénal. Elle n'en a pas moins toujours existé, et aujourd'hui encore, si la grande majorité des infractions correctionnelles comportent, à côté de l'élément matériel, un élément intentionnel, il en est d'autres, relativement nombreuses, pour lesquelles ce dernier élément n'est pas exigé. Celui qui les commet devient punissable, même s'il a agi sans intention, de bonne foi, par simple négligence ou imprudence.

Ces délits sont, à ce point de vue, comparables aux contraventions de simple police, et ils doivent être traités par le juge correctionnel, comme les contraventions le sont par le juge de simple police, c'est-à-dire sans qu'il se préoccupe de l'intention de l'agent.

Au début, toutefois, exagérant considérablement l'importance de cette analogie, les tribunaux voulurent y voir une catégorie d'*infractions mixtes* que le législateur, en les frappant de peines correctionnelles, aurait laissées, quant à leurs *éléments constitutifs* et à leurs *effets légaux* dans la classe des contraventions (J. G. S. Complice 61). Ils devinrent des contraventions-délits ou des délits-contraventions, et on leur appliqua des règles édictées pour les contraventions de simple police. Ainsi il fut décidé que, pour les délits purement matériels, il n'y avait ni complicité (Crim. Cassation 11 septembre 1845. D. P. 46. 1. 361. Crim. Cass. 18 janvier 1867. D. P. 67. 1. 233. Angers 7 février 1870.

Mais attendu qu'il échet de remarquer que cette jurisprudence ne saurait avoir pour effet d'apporter un changement quelconque aux prescriptions générales et précises du décret de 1854 et de modifier en quoi que ce soit les règles de compétence qu'il a établies ; qu'aux termes de ce décret les juges de paix à compétence étendue connaissent, article 2, paragraphe 1er, de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, paragraphe 3, de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 francs d'amende ;

Attendu qu'il est indiscutable que des restrictions énoncées au paragrahe 3 relativement à l'importance de la peine, ne s'appliquent qu'aux délits proprement dits, tandis que les contraventions correctionnelles sont attribuées sans

---

D. P. 70. 2. 18) ni solidarité entre les co-auteurs (Crim. rej. 20 mars 1868. D. P. 69. 5. 226. Crim. rej. 3 avril 1869. D. P. 69. 1. 529) et qu'il y avait lieu au contraire au cumul des peines (Crim. rej 17 mai 1851. D. P. 51. 1. 215) ; on n'osa pas pourtant aller jusqu'à les soumettre à la prescription des contraventions (Crim. rej. 15 septembre 1843. J. G. Mines 298).

Puis une réaction se produisit. Dans la seconde moitié du siècle dernier, la Cour de Cassation, soutenue du reste par la doctrine, abandonna le système qu'elle avait consacré. Elle revint à la règle dont le Code Pénal a fait la base de sa classification des actions punissables, et assimila complètement, sous le rapport de leurs conséquences juridiques, toutes les infractions que l'article 1er qualifie de délit, soit toutes celles « que les lois punissent de peines correctionnelles ». Les délits-contraventions ne disparurent pas, comme on l'a dit quelquefois à tort, mais leur unique caractéristique demeura que la matérialité du fait suffit à les constituer. Des arrêts, trop nombreux pour qu'ils puissent être utilement cités, les mirent sur le même rang que les délits intentionnels, en ce qui concerne la complicité, la solidarité, la confusion des peines, et, bien entendu, la prescription.

C'est à ce moment, et en vertu de cette jurisprudence, que la pratique dont il a été parlé plus haut, s'attacha et finit par réussir à faire considérer comme n'existant plus le paragraphe de l'article 2 du décret de 1854 relatif aux « Contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels ».

Véritablement on demeure confondu d'un pareil résultat. On se demande pourquoi ceci a entrainé cela, comment une évolution dans les théories de la Cour suprême a pu avoir pour effet d'abroger un texte jusque-là en vigueur.

La loi — car l'Algérie est sous le régime des décrets, et le décret du 19 août 1854 était pour elle une loi — avait partagé entre les tribunaux correctionnels et les juges de paix à compétence étendue, la connaissance des délits, suivant qu'ils étaient intentionnels ou non intention-

limitation ni restriction au juge de paix ; — Qu'en un mot le législateur a envisagé deux catégories bien distinctes de faits tombant sous l'application de la loi pénale, ceux qui sont punissables indépendamment de toute intention délictueuse et ceux qui nécessitent pour être punissables, une intention délictueuse de la part de leur auteur ; — Qu'il a entendu faire entrer les premiers dans la compétence des juges de paix, *quelle que soit l'importance de la peine encourue* et au contraire n'y faire entrer les seconds que dans le cas où ils n'entraînent pas une peine supérieure à 6 mois de prison et 500 francs d'amende ;

Attendu dès lors que le juge de paix de Béja était bien compétent pour connaître de la contravention à la police des chemins de fer reprochée à Namias bien que la peine prévue par la loi dépassât 500 francs d'amende ; — Attendu

---

nels. Etait-il dans la possibilité des tribunaux de changer cet ordre de choses ? La séparation des pouvoirs ne serait-elle pas observée dans notre grande colonie, et le pouvoir judiciaire. représenté par la plus élevée des juridictions, la Cour de Cassation, s'y arrogerait-il le droit de détruire les actes du pouvoir législatif ?

Bien loin d'avoir cette prétention, la Cour de Cassation n'a cessé d'appliquer la disposition en discussion. Par des décisions qui n'ont pas varié, même dans la forme, à un long intervalle, elle a, à deux reprises, affirmé, après avoir reproduit le texte qui attribue aux juges de paix les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels « que cette attribution est générale et absolue » (Crim. rej. 18 décembre 1897, B^lle n° 398, Crim. rej. 9 janvier 1909, B^lle n° 12). Elle statuait, il est vrai, en matière fiscale. Mais, où est, en dehors du décret du 19 août 1854, l'article qui permet de déférer à un juge de paix des contraventions fiscales passibles d'amendes de 5.000 francs ? N'est-ce pas seulement parce que ces contraventions sont des délits non intentionnels, ou matériels, que le magistrat cantonal peut les retenir et les juger ?

Le Tribunal de Tunis s'est montré fidèle à cette interprétation du décret de 1854 (Jugement du 28 mars 1908 cité en note du suivant ; jugement du 27 février 1912, J. T. T. 1913 p. 20). Par le jugement rapporté, il maintient fermement sa jurisprudence. Dans l'arrêt qui précède cette décision, la Cour d'Alger parait vouloir modifier la sienne dans le même sens.

Ce retour aux principes est d'autant plus justifié, et le législateur a si peu désavoué le § 1^er du 3^e alinéa de l'article 2 du décret de 1854, que cette disposition a été empruntée au décret algérien par le Dahir du 12 août 1913 sur l'organisation judiciaire du Maroc (R. A. 1913, 3^

au surplus que la Cour de cassation dans son arrêt du 18 décembre 1897 a consacré formellement les principes ci-dessus exposés ; — Que la Cour d'Alger tout récemment dans son arrêt du 5 janvier 1916 s'est définitivement ralliée à la jurisprudence de la Cour suprême ;

Attendu que Namias soutient d'autre part que le billet n° 3255 qui a motivé la contravention n'était pas son titre de transport, mais bien celui de sa mère ; — Mais attendu qu'il est constant que c'est Namias, qui a remis à l'employé de la gare ce coupon de retour ; — Qu'il est donc bien l'auteur de la contravention qu'il cherche vainement à rejeter sur sa mère.

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond, confirme purement et simplement le jugement dont est appel.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Me Darmon, av.).

---

528), et textuellement insérée dans l'article 9, qui fixe la compétence des juges de paix en matière criminelle.

D'ailleurs, en plaçant dans la juridiction de ces magistrats du premier échelon, les contraventions correctionnelles, qui, le plus souvent, consistent dans l'omission ou la violation d'une prescription administrative, fait simple et facile à vérifier, la loi a fait une œuvre rationnelle. Elle a fait aussi une œuvre humaine ; autant, en effet, il parait naturel que le juge ordinaire de la simple police soit chargé d'infliger au délinquant, dans le canton même, les quelques francs d'amende qu'entraînent généralement les infractions de cette nature, autant on verrait avec peine s'ajouter à cette amende le surcroit de fatigues, de temps perdu et de dépenses qu'aurait à supporter le justiciable, obligé de venir, de l'extrémité d'un arrondissement africain au chef-lieu, pour entendre prononcer contre lui une pareille condamnation.

(2) Les infractions à la police des chemins de fer ont toujours été considérés comme non intentionnelles, sous l'ancienne jurisprudence et la nouvelle (D'un côté : Crim. rej. 7 avril 1870 Btin 82. — Crim. rej. 12 mars 1875 Btin 89. — Crim. rej. 27 janvier 1883 Btin 23. — Crim. cass. 12 avril 1889 Btin 156. — De l'autre : Crim. Cass. 23 octobre 1896 Btin 298. Crim. Cass. 19. Décembre 1896 Btin 378. — Crim. Cass. 22 janvier 1898 Btin 27.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 17 janvier 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Bail. Guerre. Loyers. Moratorium. Mobilisé. Non exigibilité. Demande d'expulsion. Irrecevabilité.**

*Aux termes des décrets sur le moratorium des loyers en vigueur dans la Régence, ceux qui pourraient être dûs par des locataires mobilisés ne sont pas exigibles : il suit de là que le défaut de paiement de ces loyers ne peut motiver une mesure d'expulsion.*

Antonioli c/ Société Nord-Africaine

Le tribunal ; — Attendu qu'Antonioli a interjeté appel d'une ordonnance de référé rendue par défaut par M. le juge de paix de Bizerte, à la date du 22 septembre 1915, laquelle a ordonné son expulsion d'un local appartenant à la société Nord-Africaine et qu'il occupait comme locataire ; — Attendu que cet appel est régulier en la forme ; Au fond ; — Attendu que pour demander l'expulsion de l'appelant, la société Nord-Africaiue intimée a fait valoir devant le juge des référés, 1° qu'Antonioli était débiteur envers elle d'un certain nombre de termes de loyers ; 2° qu'il ne jouissait pas de l'appartement conformément à sa destination, l'ayant sous-loué à un tiers qui en aurait fait un lieu mal famé ; — Attendu en ce qui concerne le premier grief, qu'il convient d'observer que l'appelant est sous les drapeaux, ainsi qu'il résulte de deux états signalétiques en date des 21 septembre et 23 novembre 1915 ; que dès lors et par suite des décrets beylicaux des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914, 27 mars, 25 juin, 24 septembre et 31 décembre 1915, les loyers dont il peut être redevable ne sont pas exigibles ; — Attendu qu'il suit de là que le défaut de paiement de ces loyers ne pouvait motiver une mesure d'expulsion ; — Attendu en ce qui concerne le deuxième grief, que la société Nord-Africaine n'a pas rapporté devant le premier juge, pas plus qu'elle ne rapporte présentement et n'offre même

de rapporter la preuve de son allégation ; que l'inexactitude du fait invoqué s'induit même de cette circonstance non contestée et au contraire invoquée par elle dans ses conclusions, à savoir qu'elle a loué elle-même directement dès le mois de septembre 1915, l'appartement dont s'agit au tiers précédemment sous-locataire auquel cependant elle imputait de graves abus de jouissance ; — Attendu qu'ainsi et sans même qu'il soit besoin de rechercher si un mobilisé peut-être par voie de référé, l'objet d'une mesure d'expulsion nonobstant les dispositions de l'article 4 de la loi du 5 août 1914, c'est à tort que le premier juge a ordonné l'expulsion de l'appelant ;

Par ces motifs ; — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme et met à néant l'ordonnance de référé entreprise ; — Condamne l'intimée en tous les dépens de première instance et d'appel ; — Ordonne la restitution de l'amende.

(Min. publ. M. de Chelle, subst. ; — Mes V. Piétra et Bessière, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 6 mars 1916. — Présidence de M.* Paul Dumas, *président*

**Compétence civile. Défendeur. Demande reconventionnelle Caractère de la dite. Demande en dommages-intérêts basée sur celle du défendeur. Calcul du ressort.**

*Lorsque le demandeur oppose à la demande reconventionnelle du défendeur une demande en dommages-intérêts pour la réparation du préjudice que lui aurait causé la réclamation du défendeur, cette nouvelle demande constitue une demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée exclusivement sur celle du défendeur, laquelle prend alors le caractère d'une demande principale ; elle ne saurait par suite entrer dans le calcul du taux du ressort (loi du 11 avril 1838, art. 2. § 3).*

Cie Royal Exchange c/ Andrillon

Le tribunal ; — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu toutefois que l'intimé soutient que le jugement déféré a été valablement rendu et qualifié en dernier ressort, la demande en 500 francs de dommages-intérêts formée par le demandeur en 1re instance étant basée sur la demande reconventionnelle du défendeur et ne devant pas ainsi entrer dans l'appréciation du ressort ; — Attendu que l'appelant prétend que la demande en dommages-intérêts dont s'agit est une demande additionnelle et non une demande reconventionnelle et que s'ajoutant à la demande principale elle excède le taux de la compétence du juge de paix en dernier ressort ; que d'autre part le juge du premier degré a, dans sa décision, déclaré résiliée la police d'assurance qui lie les parties; qu'en conséquence non seulement le jugement dont s'agit est en premier ressort, mais qu'il enfreint les règles de la compétence ;

Sur ce ; — Attendu que lorsque le demandeur oppose à la demande reconventionnelle du défendeur une demande en dommages-intérêts, pour la réparation du préjudice que lui aurait causé la réclamation du défendeur, cette nouvelle demande constitue une demande reconventionnelle en dommages-intérêts fondée exclusivement sur celle du défendeur qui prend alors le caractère d'une demande principale, et par suite ne sanrait entrer dans le calcul du taux du ressort ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que la demande en 500 francs de dommages-intérêts formée par la Compagnie Royal Exchange soit fondée sur la demande en paiement d'indemnité présentée par le défendeur Andrillon ; qu'en effet les qualités du jugement sont ainsi libellées: «devant les prétentions du « défendeur, la demanderesse formule une demande en 500 « francs de dommages-intérêts » ; — Attendu par suite, qu'en vertu de l'article 2 paragraphe 3 de la loi du 11 avril 1838, le jugement déféré a été à bon droit vendu en dernier ressort ;

Attendu sur le second moyen, que le juge de paix n'a pas prononcé la résiliation du contrat; qu'il s'est borné dans les motifs de son jugement, à constater que le refus par la com-

pagnie, de payer l'indemnité due pour des accidents subis par l'assuré, faisait présumer la résiliation tacite du contrat entre les parties ; — Attendu dès lors que le premier juge n'a nullement excédé sa compétence en dernier ressort ; — Attendu qu'ainsi l'appel est irrecevable ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Dit l'appel formé par la Compagnie Royal Exchange irrecevable ; — Déboute l'appelante de ses demandes, fins et conclusions ; — La condamne aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. — Mes BONAN et N. BODOY, av.)

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience 15 mars 1916. — Présidence de* M. DRAMARD, *vice-président*

**I. Commandement. Art. 673 c. proc. civ. Constitution d'avoué. Non obligation.**

**II. Saisie immobilière. Loi foncière. Article 295. Commandement. Titre inscrit ou exécutoire. Anciens textes. Loi du 15 mars 1892.**

*I. L'article 673 du code de procédure civile qui trace les règles suivant lesquelles le commandement aux fins de saisie réelle doit être fait, ne contient aucune prescription édictant l'obligation de constituer défenseur.*

*II. Aux termes de l'article 295 de la loi foncière, modifié par le décret du 15 mars 1892, la vente forcée des immeubles peut être poursuivie non seulement en vertu d'un titre exécutoire mais encore en vertu d'un titre simplement inscrit; c'est ce qui résulte du texte de cet article dont le sens précis et clair ne peut prêter à aucune équivoque et ne saurait donner lieu à aucune erreur d'interprétation. Le texte primitif n'autorisait la vente forcée des immeubles qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire ; cette formule a été modifiée par le décret du 16 mai 1886 qui a exigé que le titre fût inscrit et exécutoire ; la loi du 6 novembre 1888 l'a à son tour remanié en exigeant simplement l'existence d'un titre*

*exécutoire. La loi du 15 mars 1892 a établi le texte en vigueur d'après lequel ce titre pouvant servir de base à toute poursuite de vente immobiliére, doit être ou inscrit ou exécutoire. (1).*

STRAZZA C/ MANISCALCO

Le Tribunal : — Attendu que, par exploit de Sureau, huissier à Tunis, du 24 mars 1915, et en vertu de deux contrats sous-seings privés, en date des 16 novembre 1909 et

---

(1) Le créancier hypothécaire peut-il saisir et vendre un immeuble immatriculé après un commandement à toutes fins, en vertu d'un titre s. s. p. inscrit sur le livre foncier ?

Cette question a été posée pour la première fois devant le tribunal de Tunis en 1909. Elle a été résolue dans le sens de l'affirmative par un jugement de la 1re Chambre. (J. 1910 p. 456) « Attendu que l'on soutient à tort, était-il dit dans ce jugement, que le texte de l'article 295 de la loi foncière qui n'a pas encore été appliqué, bien qu'il date du 15 mars 1892, n'est pas entré dans la pratique parce qu'il est en contradiction avec d'autres parties de la loi foncière, notamment avec les articles 297 et 299 de cette loi ; que le tribunal n'ayant aucun moyen d'agir d'office pour obliger les parties et les officiers ministériels à user du bienfait de l'article 295 de la loi foncière, n'a rien pu faire en ce sens ; que l'ignorance et l'incurie des justiciables a produit le défaut d'application de cette disposition légale, mais que ce fâcheux résultat n'est dû en rien à une contradiction des différents articles de la loi foncière, » Ce jugement ayant été frappé d'appel fut confirmé le 23 février 1911 par arrêt de la Cour d'Alger

A la même époque, la même question était de nouveau soumise au tribunal de Tunis (jugement du 1er mars 1911, 1re Ch. J. 1911 p. 450) ; elle était résolue dans le sens contraire. Il était dit notamment que l'article 295 de la loi foncière ne doit pas être interprété comme une dérogation à l'article 545 du code de procédure civile en ce sens que la vente forcée des immeubles pourrait être poursuivie non seulement en vertu d'un titre exécutoire, c'est-à-dire revêtu de la formule exécutoire, mais encore en vertu d'une simple inscription hypothécaire prise sur le livre foncier ; les inscriptions faites par le conservateur de la propriété foncière ne pourraient, sans jugement, donner lieu à la vente forcée, que dans le cas où ce fonctionnaire les aurait revêtues de la formule exécutoire, après avoir reçu du représentant qualifié du pouvoir exécutif le pouvoir de disposer de cette formule. La promulgation du texte actuel de l'article 295 faite avec le visa du Résident général ne saurait impliquer à elle seule,

15 avril 1910, ayant fait l'objet de deux inscriptions hypothécaires prises à la conservation de la propriété foncière les 23 novembre 1909 et 6 mai 1910, sur le titre nº 11509, le sieur Strazza a fait commandement aux fins de saisie immobilière, au sieur Maniscalco d'avoir à lui payer 1º la somme de 110.000 francs en capital montant de prêts stipulés aux dits contrats, 2º celle de 3.300 francs pour deux semestres d'intérêt ; -- Attendu que, par acte du même huissier du 30 mars 1915, le sieur Maniscalco a fait opposition à ce commandement ; — Attendu que par acte du 25 septembre 1915, le sieur Strazza a fait saisir réellement un immeuble, appartenant au sieur Maniscalco faisant l'objet du titre inscrit à la conservation de la propriété foncière sous le nº 11509 ; — Attendu que, par acte de l'huissier Sureau

---

de la part de ce haut fonctionnaire, la délégation au conservateur d'un pouvoir aussi considérable et même aussi exhorbitant, eu égard à sa qualité de représentant d'une administration tunisienne, que celui d'apposer sur des actes la formule exécutoire de la loi française.

Dans un jugement du 25 juin 1913 (J. 1913. 567) la 1re chambre du tribunal de Tunis consacrait à nouveau sa dernière jurisprudence. « Le législateur tunisien n'a nullement entendu autoriser une exécution sans formule exécutoire. La volonté de maintenir la règle de l'article 545 du code de procédure civile s'est affirmée dans le 3e alinéa de l'article 299 de la loi foncière. « Les formes du commandement, celle de la poursuite, de l'expropriation, l'ordre et la distribution du prix et la manière d'y procéder, seront réglées par les lois sur la procédure ». Le rédacteur du texte actuel de l'article 295 n'avait pas en vue d'attribuer à la seule inscription la force exécutoire ; il considérait, conformément au principe général posé par l'article 545 c. pr. civ. que les inscriptions faites par le conservateur ne pouvaient donner lieu à la vente sans jugement que dans le cas où ce fonctionnaire les aurait revêtues de la formule exécutoire après avoir reçu du représentant qualifié du pouvoir exécutif français, le pouvoir de disposer de cette formule.

La Cour d'Alger saisie par voie d'appel de cette décision du tribunal de Tunis persistait dans sa première jurisprudence (10 décembre 1914 J. 1915. 61).

L'arrêt porte que le code de procédure n'est applicable à la Tunisie que dans les limites où il n'y est pas dérogé expressément par

du 6 octobre 1915, le sieur Maniscalco a fait assigner le sieur Strazza en nullité de la dite saisie ; — Attendu que les deux instances ainsi engagées sont connexes et qu'il échet de les joindre pour être statué à leur égard par un seul et même jugement ;

Attendu qu'à l'appui de son opposition, le sieur Maniscalco soutient que le commandement du 24 mars 1915 est nul 1° parce qu'il a été signifié sans constitution de défenseur ; 2°parce que les titres en vertu desquels il a été fait ne sont pas des titres exécutoires, mais de simples actes sous-seings privés ;

Attendu, sur le premier moyen, que l'article 673 du code de procédure civile qui trace les règles suivant lesquelles le commandement aux fins de saisie réelle doit être fait, ne contient aucune prescription édictant l'obligation de constituer défenseur; qu'aucune nullité ne peut donc être encourue de ce chef ;

Sur le second moyen ; — Attendu qu'aux termes de l'article 295 de la loi du 5 juillet 1885, sur la propriété foncière, modifié par le décret du 15 mars 1892, la vente forcée des

---

une autre disposition légale à ce pays ; le législateur de 1892 a pu déroger à l'article 545 du code de procédure civile ; l'article 295 de la loi foncière tunisienne précise que peuvent servir de bases aux poursuites, aussi bien les titres inscrits que les titres exécutoires. Le législateur de 1892 qui a ajouté à l'ancien texte de l'article 295 le titre inscrit, a voulu, ce qui était la tendance de la loi française, assimiler l'acte sous-seings privés inscrit, au titre authentique lui-même quant à ses effets sur le patrimoine immobilier du débiteur, affecté à la garantie de son obligation envers son créancier.

Le jugement ci-dessus rapporté adopte la première thèse du tribunal de Tunis et celle constante de la Cour d'Alger.

Ce dernier système confirmé par des décisions postérieures à celle ci-dessus publiée, rendues par la 2e Chambre du tribunal de Tunis, a l'avantage, au point de vue pratique, d'être rapide et économique, si le créancier se borne à poursuivre la réalisation de son gage.

L'intervention du législateur tunisien autorisant le conservateur de la propriété foncière à revêtir de la formule exécutoire le titre dont il délivrerait une copie en vue de la procédure de saisie réelle, mettrait fin à l'incertitude dans laquelle se débat le plaideur en cette matière.

immeubles peut être poursuivie non seulement en vertu d'un titre exécutoire, mais encore en vertu d'un titre simplement inscrit ; — Attendu que c'est là ce qui résulte du texte de cet article dont le sens précis et clair ne peut prêter à aucune équivoque et ne saurait donner lieu à aucune erreur d'interprétation ; que la volonté du législateur apparait, s'il est possible, d'une façon encore plus manifeste, si l'on rapproche la rédaction actuelle de l'article 295 des rédactions successives qui l'ont précédée ; que le texte primitif, tel qu'il figurait dans la loi du 5 juillet 1885, n'autorisait la vente forcée des immeubles qu'en vertu d'un titre «authentique et exécutoire»; que cette formule a été modifiée par le décret du 16 mai 1886 qui a exigé que le titre fût « inscrit et exécutoire » ; que la loi du 6 novembre 1888 l'a à son tour remanié en exigeant simplement l'existence d'un « titre exécutoire»; que c'est à la suite de ces diverses modifications qu'est intervenue la loi du 15 mars 1892 qui a établi le texte actuellement en vigueur d'après lequel le titre pouvant servir de base à toute poursuite de vente immobilière, doit être ou « inscrit ou exécutoire » ; qu'il est bien certain que cette dernière modification eût été vaine et sans portée si, après comme avant, le créancier poursuivant n'eût pu agir sans être muni d'un titre exécutoire ; qu'en adoptant cette dernière rédaction le législateur de 1892 a donc bien clairement et sans ambiguité, entendu décider que dorénavant il suffirait d'être nanti d'un titre simplement inscrit au livre foncier pour être autorisé à poursuivre la vente forcée d'un immeuble immatriculé ;

Attendu qu'il suit des considérations qui précèdent que le commandement fait par le sieur Strazza le 24 mars 1915, réunit toutes les conditions légales de validité et que le sieur Maniscalco doit être débouté de son opposition ; — Attendu que de cette solution découle, par voie de conséquence, celle à donner à la demande formée par Maniscalco à fin de nullité de la saisie réelle faite suivant procès-verbal sus-visé de l'huissier Sureau du 25 septembre 1915 ; que le commandement étant reconnu jugé

valable, la saisie réelle qui en a été la suite et qui a été faite en conformité des dispositions de l'article 675 du code de procédure civile doit être également déclarée valable ; que Maniscalco doit donc être débouté de sa demande ; — Attendu que Strazza demande que Maniscalco soit condamné à lui payer 10.000 francs de dommages intérêts ; — Mais attendu qu'il ne justifie d'aucun préjudice ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; joint les instances comme connexes ; — Déclare Maniscalco mal fondé tant en son opposition au commandement du 24 mars 1915 qu'en sa demande tendant à la nullité de la saisie réelle du 25 septembre 1915, l'en déboute ; — Déboute Strazza de sa demande de dommages-intérêts ; — Condamne Maniscalco en tous les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. – Mes MÉLIS et L. COULON, av.)

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 12 novembre 1914. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président*

**Jugement par défaut. Opposition. Recevabilité jusqu'à l'exécution. Jugement préparatoire par défaut. Enquête. Ordonnance du juge-commissaire. Assignation des témoins. Commencement d'exécution. Irrecevabilité de l'opposition.**

*La déchéance résultant du droit de former opposition à un jugement rendu par défaut, prononcée par l'article 162 du code de procédure civile, n'est fatale qu'autant que le jugement entrepris n'a pas été exécuté dans les termes de l'article 159 du même code ; jusqu'à cette exécution, une nouvelle opposition formée régulièrement, est recevable.*

*Si le jugement par défaut est un jugement préparatoire ordonnant une enquête, celle-ci est censée commencée par l'ordonnance obtenue du juge commissaire à l'effet d'assigner les témoins (art. 259 c. pr. civ.). Le commencement d'exécution entraine l'irrecevabilité de l'opposition au jugement par défaut.*

MOÏSE ZETLAOUI C/ DAVID AÏDAN

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit de Reffalo huissier à Sfax du 2 mars 1914, Moise Zetlaoui a formé opposition à un jugement préparatoire rendu par défaut par le tribunal de céans le 30 octobre 1913, infirmant une sentence du tribunal de paix de Sfax du 22 février 1912, et ordonnant une enquête à laquelle il devait être procédé devant M. le Juge de paix de Sfax ; — Attendu que par acte du palais signifié le 25 avril 1914, Moïse Zetlaoui a déclaré former de nouveau opposition et réitérer la première opposition du 2 mars ;

Attendu que David Aïdan soutient qu'aux termes de l'article 162 du code de procédure civile, l'acte du 2 mars 1914 devait être réitiré dans la huitaine ; que cette formalité n'ayant pas été accomplie, la première opposition serait nulle de plein droit et que la demande ne serait plus recevable ; — Attendu que l'opposant réplique que, nonobstant les termes de l'article 162, il y aurait lieu de faire application de l'article 159 et de décider que le jugement de défaut du 30 octobre 1913 n'ayant pas encore été exécuté le 25 avril 1914, date de sa seconde opposition, il y aurait lieu de déclarer cette dernière recevable ;

Attendu qu'une jurisprudence à peu près constante et une bonne partie de la doctrine semblent s'être ralliées à cette manière de voir : que de nombreux arrêts décident en effet que la déchéance prononcée par l'article 162 du code de procédure civile ne serait fatale qu'autant que le jugement entrepris n'aurait pas été exécuté dans les termes de l'article 169 du même code et que, jusqu'à cette exécution une nouvelle opposition formée régulièrement serait toujours recevable ; — Mais attendu que le jugement de défaut dont est opposition est une décision préparatoire ordonnant une enquête ; que par acte de Reffalo huissier à Sfax du 20 février 1914 il a été signifié à Zetlaoui en même temps que l'ordonnance du juge commissaire du 11 février 1914 autorisant Aïdan à faire citer ses témoins pour le mercredi 4 mars 1914; que par exploit du même officier ministériel du 2 mars 1914, Aïdan a fait notifier à Zetlaoui la liste des

témoins qu'il se proposait de faire entendre au cours de l'enquête ; qu'en ce moment là seulement Zetlaoui a fait signifier son opposition ;

Attendu qu'aux termes de l'article 259 du code de procédure civile l'enquête est censée commencée par l'ordonnance obtenue du juge commissaire à l'effet d'assigner les témoins; — Attendu que la jurisprudence admet que l'ordonnance du juge constitue le commencement d'exécution entraînant l'irrecevabilité d'une opposition conformément à l'article 159 du même code ; — Attendu, en conséquence que l'opposition formée par Zetlaoui le 2 mars 1914 était nulle pour n'avoir pas été réitérée dans le délai de huitaine et eût été d'ailleurs irrecevable comme ayant été formée après l'exécution du jugement entrepris ; que par ce dernier motif l'opposition du 25 avril 1914 ne saurait être prise en considération ;

Attendu que Aïdan invoquant le préjudice que lui aurait causé l'action inconsidérée de Zetlaoui, réclame 100 francs de dommages-intérêts, mais sans apporter de justification de sa demande ; que sur ce point la condamnation de Zetlaoui aux dépens de l'incident constituera une réparation suffisante ;

Par ces motifs ; — Déclare irrecevable l'opposition de Zetlaoui ; — Dit que le jugement entrepris conservera son plein et entier effet et sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne l'opposant aux dépens de l'incident ; — Déboute Aïdan de sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts.

(Min. publ. M. Vaissié, proc. ; — Mes Binhas et Tibi, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 9-10 — 15-31 Mai 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

**Législation :** Décret présidentiel sur les mesures conservatoires en matière de loyer. — Décret présidentiel étendant à l'Algérie les dispositions du précédent décret. - Décret beylical accordant aux fonctionnaires mobilisés à solde mensuelle et titulaires de pensions militaires, une allocation gracieuse dans la limite maximum du traitement civil net et de la pension. — Décret présidentiel attribuant aux juges de paix à compétence étendue de l'Algérie les pouvoirs réservés aux présidents des tribunaux civils à l'égard de la levée de la suspension des délais, prescriptions et peremptions en matière civile. — Décret beylical portant réglementation de la détention et de la circulation des huiles minérales, pétroles, essences et produits sanitaires.— Décret relatif au commerce des laines. — Loi relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre. Instructions relatives à la taxe des experts en vigueur devant le tribunal de Tunis.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Compétence exclusive des tribunaux français pour toutes actions, même personnelles et mobilières, touchant à un immeuble immatriculé, sans distinction de nationalité. — 2° Conditions de recevabilité de l'action possessoire par un copropriétaire indivis troublé par un tiers. — 3° Application à l'endosseur en état de cessation de paiements, des dispositions de l'article 444 c. c. malgré le moratorium du décret du 20 mai 1915. — 4° Incompétence du juge de paix à compétence étendue pour autoriser l'exécution d'une décision définitive.

## LÉGISLATION

***Décret présidentiel*** du 23 janvier 1916 *sur les mesures conservatoires en matière de loyer.*

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée de la guerre, et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, après la cessation des hostilités, aucune saisie arrêt, aucune saisie-gage-

rie et, plus généralement, aucune saisie faite à titre conservatoire ne pourront être pratiquées sans une autorisation du magistrat compétent rendue sur requête.

Cette autorisation, qui devra être motivée, ne sera accordée que pour causes graves et dans le cas où la saisie serait indispensable à la sauvegarde d'intérêts en péril.

Elle ne pourra être ordonnée que sous réserves, pour le juge, d'entendre, après la saisie, et au jour qu'il fixera, le saisi et le saisissant, ou leurs représentants.

A cet effet, ladite ordonnance, ainsi que la convocation, seront notifiées aux saisis dans les conditions prévues par les paragraphes 1 et 2 du décret du 11 mai 1915.

Au jour dit, le juge aura la faculté de confirmer, modifier ou rétracter son ordonnance, alors même que les intéressés ne comparaîtraient pas ; il devrait, en ce cas, s'entourer d'office de tous renseignements utiles et il pourra, au besoin, ajourner sa décision à une date ultérieure.

Art. 2. — En tout état de cause, le saisi pourra, soit directement soit par mandataire, se pourvoir devant le magistrat qui appréciera s'il y a lieu, eu égard à la situation du débiteur, de prononcer main-levée de la saisie totale ou partielle, immédiate ou conditionnelle.

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent ne font pas échec, pour les procédures subséquentes, aux mesures conservatoires, à l'accomplissement des formalités prescrites par les décrets des 10 août 1914, 15 décembre 1914 et 11 mai 1915, pour la levée de la suspension des délais.

Elle ne s'applique pas, en matière commerciale, aux saisies-arrêts exercées pour des créances contractées depuis l'ouverture des hostilités et non couvertes par les dispositions des décrets moratoires relatifs à la prolongation des échéances.

Art. 4. — Aucune mesure d'expulsion, au profit du propriétaire ou bailleur ne peut être prononcée, par application de l'article 1752 du code civil envers les locataires, métayers ou fermiers, auxquels des délais de payements ont été ac-

cordés, soit en vertu des décrets moratoires, soit en vertu de la décision du juge, pour le payement de leurs loyers ou fermages, et ce, avant l'expiration desdits délais.

---

***Décret*** du Président de la République française du 24 avril 1915, *étendant à l'Algérie les dispositions du décret du 22 janvier 1916.*

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre de l'agriculture.

Vu l'article 2 de la loi du 5 août 1914, relative à la prorogation des échéances des valeurs négociables ;

Vu le décret du 10 août 1914, relatif à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative ;

Vu les décrets modificatifs du 15 décembre 1914 et du 11 mai 1915 ;

Vu le décret du 22 janvier 1916, relatif aux saisies conservatoires pendant la durée de la guerre et à l'application de l'article 1752 du code civil ;

Le Conseil des ministres entendu,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 22 janvier 1916, relatives aux saisies conservatoires pendant la durée de la guerre et à l'application de l'article 1752 du code civil sont étendues à l'Algérie.

---

***Décret beylical*** du 1er avril 1916 (27 djoumadi-el-aoual 1334), *accordant aux fonctionnaires mobilisés à solde mensuelle, et titulaires de pensions militaires, une allocation gracieuse dans la limite maximum du traitement civil net et de la pension.*

Vu notre décret du 25 août 1914, relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils des fonctionnaires

et employés tunisiens qui ont cessé leur service pour répondre à l'appel sous les drapeaux ;

Vu le décret du Président de la République française du 12 août 1914, portant suspension, pendant la durée de la mobilisation, en faveur des militaires à solde journalière, des prescriptions relatives au non cumul d'une solde militaire et d'une pension militaire ;

Vu le décret du Président de la République française du 29 août 1914, stipulant que les fonctionnaires de l'Etat français, titulaires de pension militaires, qui ont repris ou reprendront du service dans l'armée pendant la guerre actuelle, et qui jouissent ou jouiront à ce titre, d'une solde militaire mensuelle, pourront cumuler leur pension avec cette solde à partir du jour de leur rappel à l'activité, dans la limite maximum de traitement civil net et de la pension ;

Considérant que les fonctionnaires tunisiens qui se trouvent dans le même cas, pouvaient avant la guerre, en vertu de l'article 37 de la loi française du 30 décembre 1913, exceptionnellement cumuler la pension militaire avec leur traitement civil ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français ;

Sur la proposition de Notre Directeur Général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat et des Etablissements publics de l'Etat tunisien, titulaires de pensions militaires, qui ont repris ou reprendront du service dans l'armée pendant la guerre actuelle et qui jouisseut ou jouiront, à ce titre, d'une solde militaire mensuelle, bénéficieront, à partir du jour de leur rappel à l'armée et pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, à titre d'allocation gracieuse, de l'équivalent des avantages accordés dans la Métropole par le décret du Président de la République française du 29 août 1914.

**Décret présidentiel** du 20 avril 1916, *attribuant aux juges de paix à compétence étendue de l'Algérie les pouvoirs réservés aux présidents des tribunaux civils à l'égard de la levée de la suspension des délais, prescriptions et péremptions en matière civile.*

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les décrets des 10 août et 15 décembre 1914 sur la suspension des délais et prescriptions en matière civile, modifiés par le décret du 11 mai 1913 ;

Vu l'article 2 du décret du 19 août 1854 portant extension de la compétence de certains juges de paix en Algérie, et la loi du 31 juillet 1913, sur la compétence civile des juges de paix de l'Algérie,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — La suspension en matière civile ou commerciale des délais, prescriptions et péremptions prononcée par l'article 1er du décret du 10 août 1914 pourra être levée, dans les cantons de l'Algérie qui ne sont pas le siège d'un tribunal de première instance, par ordonnance du juge de paix, dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 1er du décret du 16 décembre 1914 et l'article 2 du décret du 11 mai 1915.

ART. 2. — La continuation, jusqu'à décision définitive, des instances engagées en justice de paix pourra, dans les mêmes cantons, être autorisée par ordonnance du juge de paix saisi, dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 2 du décret du 15 décembre 1914 et l'article 1er du décret du 11 mai 1915.

ART. 3. — Les pouvoirs du président du tribunal de première instance sont également attribués aux juges de paix dans lesdits cantons, à l'égard de l'exécution de toute décision devenue définitive et des actes assimilés aux jugements quant à leur force exécutoire, ainsi qu'à l'égard de la levée de la suspension des effets des clauses contractuelles

stipulant une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, selon les conditions et formes prescrites par l'article 3, alinéa 2, du décret du 10 août 1914, l'article 1er alinéa 4 et 5 du décret du 11 mai 1915 et l'article 3 du décret du 15 décembre 1914.

ART. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

---

***Décret beylical*** du 24 avril 1916 (22 djoumadi-ettani 1334), *portant réglementation de la détention et de la circulation des huiles minérales, pétroles, essences et produits similaires.*

ARTICLE PREMIER. — Tout détenteur ou dépositaire actuel ou futur d'une quantité d'huile minérale, pétrole, essence, mazout, benzine, etc., et de tous produits similaires servant à l'éclairage, au chauffage et à la production de la force motrice, supérieure à 108 litres, devra en faire verbalement ou par écrit la déclaration au receveur des contributions diverses de sa circonscription dans les trois jours de la promulgation du présent décret.

ART. 2. — Tout détenteur d'une quantité des produits sus-énumérés supérieure à 108 litres doit tenir sur un registre côté et paraphé par le directeur des contributions diverses un compte présentant aux charges les quantités actuellement détenues par lui et celles qu'il recevra par la suite, et aux décharges les quantités expédiées ou utilisées sur place.

Les réceptions et les expéditions sont justifiées par des titres de monvement établis dans les conditions qui seront déterminées aux articles 3 à 6 ci-après. Les qualités utilisées sur place et celles vendues au détail sont relevées à la fin de chaque journée par le détenteur, et inscrites sur le compte, avec indication précise de leur emploi.

Les excédents sont constatés par procès-verbal et saisis.

ART. 3. — Les produits énumérés à l'article premier en quantité supérieure à 36 litres doivent, pour pouvoir circu-

ler, être accompagnés d'un titre de mouvement émanant du service des contributions diverses ou de celui des douanes. Ce titre consiste :

*a)* en un acquit à caution lorsque les quantités transportées dépassent 108 litres ;

*b)* en un laissez-passer pour les quantités supérieures à 36 litres et ne dépassant pas 108 litres. Il est exempté du droit de timbre. Ses indications doivent être conformes au chargement qu'il accompagne et répondre entièrement aux conditions du transport. Il doit être représenté par les conducteurs ou transporteurs des produits, sur le champ, à toute réquisition des agents des régies financières, des agents de la force publique et de tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser. Les dits agents sont autorisés à reconnaître, sur tous les points du territoire, la nature du contenu des récipients contenant ou susceptibles de contenir les produits, et les transporteurs sont tenus de faciliter toutes les opérations relatives à ces vérifications.

Sont interdites toute déclaration d'enlèvement sous un nom supposé, ou sous le nom d'un tiers sans son consentement, et toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement.

Art. 4. — Tout transporteur des produits énumérés à l'article premier est tenu, avant toute introduction et avant tout déchargement dans la localité de destination, d'en faire la déclaration et de soumettre le titre de mouvement accompagnant le chargement au visa des agents. Il doit également faire viser ce titre par les agents aux bureaux de perception des localités traversées.

Art. 5. — Les produits doivent être conduits à la destination déclarée dans le délai indiqué au titre de mouvement. Ce délai est fixé en raison des distances à parcourir et des moyens de transport. Il est prolongé en cas de séjour en route de tout le temps pendant lequel le transport est interrompu, si une déclaration de transit est faite dans les conditions indiquées à l'alinéa suivant.

Le conducteur d'un chargement dont le transport est interrompu ou suspendu, est tenu d'en faire la déclaration dans les vingt quatre heures et avant le déchargement, au plus rapproché des bureaux de perception désigné à cet effet, où le titre de mouvement est mis en dépôt jusqu'à la reprise du transport et visé au départ. La déclaration mentionne très exactement le lieu où les produits sont momentanément placés, et emporte obligation de les représenter à toute réquisition.

Art. 6. — Les acquits-à-caution accompagnant les produits doivent être représentés, avec les produits y mentionnés, au service, à fin de décharge, dans les délais qui y sont fixés.

Dès que les produits accompagnés d'un acquit-à-caution sont parvenus à destination, et au plus tard dans les vingt quatre heures de l'expiration du délai accordé pour le transport, le destinataire, quel qu'il soit, est tenu de faire, au receveur des contributions diverses de la circonscription ou à l'agent local désigné à cet effet, la déclaration de l'arrivée du chargement. Il en est délivré récépissé.

Les produits doivent être conservés intacts jusqu'après vérification par les agents chargés de les reconnaître. Cette reconnaissance a lieu dans les vingt-quatre heures ; passé ce délai, le destinataire peut disposer librement des produits.

Art. 7. — Toute infraction aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution, est punie d'une amende de 500 à 5.000 francs, en outre de la confiscation des produits, des récipients et des moyens de transport, sans préjudice des pénalités qui pourraient être encourues pour tous autres crimes, délits ou contraventions.

Les propriétaires des produits sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les amendes, confiscations et dépens.

Les infractions sont constatées par les agents des régies financières, par les agents de la force publique et par tous

autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjé 1301), sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret.

ART. 8. — Les agents des régies financières sont autorisés à pénétrer, même avant la déclaration prévue à l'article premier, chez tous détenteurs pour y effectuer toutes recherches et vérifications relatives à l'exécution du présent décret. A cet effet, ils sont exemptés des formalités prescrites par les articles 76 et 89 du décret du 3 octobre 1884 (12 hidjé 1301).

ART. 9.— Notre directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement. Il est autorisé à prendre tous arrêtés pour son application.

---

***Décret beylical*** du 9 mai 1916 (7 redjeb 1334) *relatif au commerce des laines.*

En vue de permettre à l'intendance militaire française de réaliser en Tunisie l'achat des laines nécessaires aux besoins de l'Armée,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné tout détenteur de laines ne provenant pas de la tonte de son propre troupeau ou excédant les besoins de sa consommation familiale, est tenu d'inscrire sur un cahier spécial avec les distinctions prévues à l'article 2 ci-après :

1° Au recto, les stocks de laines en sa possession à la date de la promulgation du présent décret et, au fur et à mesure de ses opérations, les stocks nouveaux qu'il pourra se procurer par la suivante ;

2° Au verso, à la date à indiquer de chacune de ses livraisons successives, les quantités de laines qu'il pourra livrer à des tiers dont il notera les noms et les adresses.

Le 15 mai prochain et les 1er et 15 de chacun des mois suivants, il établira la balance de ses entrées et sorties de laines, et dans les cinq jours, il en portera les résultats à la connaissance du receveur des Contributions diverses de sa circonscription.

Sa déclaration sera faite par écrit, en deux expéditions, et remise soit par la poste, soit directement au receveur qui tiendra à sa disposition l'une des expéditions revêtue de son accusé de réception.

Les 21 mai et les 6 et 21 de chacun des mois suivants, le receveur comprendra ces déclarations et énoncera leurs résultats respectifs dans un bordereau récapitulatif en double qu'il transmettra avec les déclarations à la Direction générale des Finances à destination de la Direction de l'Intendance à Tunis.

Les fonctionnaires de l'Intendance, les membres des commissions de ravitaillement, les gendarmes et les agents de la force publique et des services financiers du Protectorat sont autorisés à pénétrer dans les locaux des détenteurs de laines, à s'assurer des quantités existantes et à les rapprocher des indications du cahier dont la teneur est prescrite ci-dessus.

Toute contravention aux dispositions du présent article (défaut de tenue du cahier, inexactitudes dans cette tenue, défaut de déclaration des balances, refus de laisser pénétrer les agents dans les dépôts de laines, différences entre les indications du cahier et les stocks existants, etc...), sera constatée et punie conformément aux dispositions des décrets des 28 mars 1908, 21 août 1915 et 27 mars 1916, relatifs à la détention et à la déclaration des sucres.

Art. 2. — Il est interdit au détenteur de laine visé à l'article 1er de confondre et de mélanger dans ses magasins, ou lors de ses offres de vente à l'Intendance militaire ou du dépôt de ses laines à la douane en vue de l'exportation, les laines de toison lavées, les laines pelades, les vieilles laines à matelas, et en général, toutes les variétés de laines quelles

qu'elles soient, avec les laines de toison en suint en sa possession.

Le mélange de diverses variétés de laines à la laine de toison en suint est réputé constituer une fraude qui sera constatée et punie conformément aux dispositions de notre décret du 19 octobre 1911 sur les fraudes en matière de céréales et de laines.

Art. 3. — Les exportations de laines, dans le cas où notre Gouvernement viendrait à en autoriser par dérogation exceptionnelle à la prohibition de sortie qui frappe ce produit en vertu de nos décrets du 6 janvier 1915 et 23 décembre 1915, ne pourront avoir lieu que par le seul port de Tunis et aux conditions suivantes :

*a)* La demande écrite en autorisation de sortie ne sera susceptible d'être retenue pour examen et décision que si elle est appuyée de la justification que la laine dont la sortie sera sollicitée aura été depuis moins d'un mois présentée et offerte en vente à l'Intendance et que si celle-ci a refusé de l'acheter ;

*b)* Il ne sera donné suite à la demande, le moment venu, et si d'ailleurs il n'existe pas, d'autre part, d'empêchement à ce qu'elle soit favorablement accueillie, que sous la réserve formelle, qui devra être énoncée dans la décision d'autorisation de sortie, que les laines à exporter seront en douane, avant l'exportation, soumises à un nouvel examen de l'Intendance militaire qui s'assurera que les laines sont bien réellement impropres à l'usage qu'elle a en vue et refusera, une fois de plus, de les acheter. A cet effet, les laines seront représentées par variétés, sans mélange, suivant ce qui est prescrit à l'article 2.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera constatée et réprimée conformément à la législation douanière sur les prohibitions de sorties.

Art. 4. — Dans le cas où la procédure de la réquisition des laines serait ordonnée en remplacement de la procé-

dure d'achat à l'amiable ou concurremment avec elle, les dispositions du présent décret continueraient à être applicables avec les sanctions y attachées, sans préjudice des pénalités inhérentes à la procédure de réquisition et édictées par l'article 9 du décret du 22 octobre 1900.

---

***Loi*** du 27 avril 1916, *relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre.*

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1er de l'article 1er de la loi du 17 juillet 1901, rendant applicable l'article 463 du code pénal (circonstances atténuantes) à tous les crimes et délis réprimés par les codes de justice militaire de terre et de mer, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les tribunaux militaires, tant de l'armée de terre que de l'armée de mer, pourront, à l'avenir, en temps de paix et même en temps de guerre, admettre des circonstances atténuantes à tous les crimes et délits réprimés tant par les codes de justice militaire de l'armée de terre et de mer que par les autres dispositions pénales lorsque ces dernières prévoient l'admission de circonstances atténuantes ».

ART. 2. — L'article 1er de la loi du 28 juin 1904, modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines (lois de sursis), est remplacé par les dispositions suivantes :

« En temps de paix et en temps de guerre, au cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, la loi du 26 mars 1891 est applicable, sous les réserves ci-après, aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires de l'armée de terre et de l'armée de mer contre leurs justiciables, tant militaires que non militaires ».

ART. 3. — L'article unique de la loi du 15 juin 1899, portant extension de certaines dispositions de la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable à la procédure

devant les conseils de guerre, est complété par les paragraphes additionnels suivants :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 8 décembre 1897, relatives au délai dans lequel l'inculpé doit être interrogé, ainsi que celles des articles 5, 7 et 8 de ladite loi, sont applicables, en temps de guerre, à l'instruction devant les conseils de guerre permanents du territoire.

« Les articles 9 et 10 de la même loi sont également applicables devant les mêmes conseils en temps de guerre, sous réserve des modifications ci-après :

« Art. 9. — L'inculpé doit faire connaître le nom du conseil par lui choisi en le déclarant, soit au greffier du rapporteur, soit au gardien chef de la prison militaire.

« Le premier interrogatoire qui suit la comparution visée à l'article 3 et le dernier interrogatoire de l'inculpé détenu ou libre, ne peuvent avoir lieu qu'en présence de son conseil ou lui dûment appelé, à moins que l'inculpé n'y renonce expressément.

« Le conseil ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le rapporteur. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal.

« Le conseil sera convoqué par lettre missive au moins vingt quatres heures à l'avance.

« Art. 10. — La procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille de chacun des deux interrogatoires que l'inculpé doit subir en sa présence, et vingt quatre heures avant la clôture de l'information.

« Ces dispositions sont prescrites à peine de nullité.

Art. 4. — Les articles 27, 28, 30, 40 et 167 du code de justice militaire pour l'armée de terre, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 27. — Les conseils de révision permanents dans les circonscriptions territoriales sont composés de cinq membres : de deux magistrats de la cour d'appel du ressort

et de trois officiers supérieurs, un colonel ou lieutenant-colonel et deux chefs de bataillons, chefs d'escadron ou majors.

« Ils sont présidés par un président de chambre de la cour d'appel ou par le magistrat qui en remplit les fonctions.

« Il y a près de chaque conseil de revision un commissaire du Gouvernement et un greffier.

« Les fonctions de commissaire du Gouvernement sont remplies par un officier supérieur ou un sous-intendant militaire.

« Il peut être nommé un ou plusienrs substituts du commissaire du Gouvernement et un ou plusieurs commis greffiers, si les besoins du service l'exigent.

« Art. 23. — Un décret rendu en conseil des ministres réglera les conditions dans lesquelles seront désignés les magistrats appelés à siéger dans les conseils de revision.

« Les juges militaires sont choisis parmi les officiers en activité dans la circonscription où siège le conseil et nommés par le général commandant la circonscription. Ils peuvent être remplacés tous les six mois et même dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés dans la circonscription.

« Un tableau est dressé pour les juges militaires, conformément à l'article 19 du présent code.

« Les articles 20 et 21 sont également applicables en ce qui concerne les juges militaires des conseils de revision.

« Art. 30. — Lorsque le conseil de guerre, dont le jugement est attaqué, a été présidé par un général de division, le conseil de revision est présidé par le premier président de la cour d'appel ou par le magistrat qui en remplit les fonctions.

« Art. 40. — Les articles 23, 24 et 31 du présent code sont applicables aux conseils de revision siégeant aux armées.

« Les conseils de revision sont composés d'un président général de brigade, et de quatre juges, savoir :

« Deux colonels ou lieutenants colonels ;

« Deux chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors.

« Il y a près de chaque conseil de revision un commissaire du Gouvernement et un greffier.

« Les fonctions de commissaire du Gouvernement sont remplies par un officier supérieur ou par un sous-intendant militaire.

« Il peut être nommé un substitut du commissaire du Gouvernement et un commis-greffier si les besoins du service l'exigent.

« Lorsque le conseil de guerre dont le jugement est attaqué a été présidé par un général de division, le conseil de revision est également présidé par un général de division, le général de brigade siège alors comme juge et le chef de bataillon ou le chef d'escadron ou le major le moins ancien de grade, ou, à égalité d'ancienneté, le moins âgé, ne prend pas part à l'affaire.

« Art. 177. — Si le conseil de revision annule pour incompétence le jugement, il prononce le renvoi devant la juridiction compétente, et, s'il l'annule pour tout autre motif, il renvoie l'affaire devant le conseil de guerre de la circonscription qui n'en a pas connu, ou, à défaut d'un second conseil de guerre dans la circonscription, devant celui d'une des circonscriptions voisines.

« Si le conseil de revision reconnait que la procédure et le jugement ont été réguliers en la forme, mais s'il estime que le condamné se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 443 du code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 8 juin 1895, comme donnant ouverture à la revision des procès criminels et correctionnels, il peut ordonner qu'il soit sursis à l'exécution du jugement jusqu'à l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

« Nul n'a le droit de provoquer cette mesure. Le conseil ne peut que l'ordonner d'office.

« Le sursis ordonné en vertu du présent article cessera d'avoir effet si, dans les deux mois qui auront suivi la

signification du jugement au condamné, celui-ci n'a pas fait inscrire sa demande de révision au ministère de la justice, ou si le ministre de la justice, au cas où il a seul qualité pour introduire la demande en revision, l'a écartée après avis de la commission prévue par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

« Toute décision d'un conseil de revision ordonnant qu'il soit sursis à l'exécution du jugement rendu par un conseil de guerre est, par les soins du commissaire du Gouvernement, immédiatement transmise au général commandant la circonscription, au ministre de la guerre et au ministre de la justice.

« Il n'est dérogé en rien aux dispositions des articles 443 à 447 du code d'instruction criminelle.

« Art. 3. — Les articles 27, 28, 39 et 191 du code de justice militaire pour l'armée de mer sont remplacés par les disposition suivantes :

« Art. 27. — Les conseils de revision permanents dans les arrondissements maritimes sont composés de cinq membres: de deux magistrats de la cour d'appel du ressort et de trois officiers supérieurs du corps de la marine.

« Ils sont présidés par un président de chambre de la cour d'appel ou par un magistrat qui en remplit les fonctions.

« Il y a près de chaque conseil de révision un commissaire du Gouvernement et un greffier.

« Les fonctions du commissaire du Gouvernement sont remplies par un officier supérieur du corps de la marine ou du corps du commissariat.

« Il peut être nommé un ou plusieurs substituts du commissaire du Gouvernement et un ou plusieurs commis greffiers si les besoins du service l'exigent.

« Art. 28. — Un décret rendu en conseil des ministres réglera les conditions dans lesquelles seront désignés les deux magistrats appelés à siéger dans les conseils de revision.

« Les juges militaires seront choisis parmi les officiers en activité dans l'arrondissement maritime où siège le conseil et nommés par le préfet maritime de cet arrondissement. Ils peuvent être remplacés tous les six mois, et même dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés dans l'arrondissement.

« Un tableau est dressé pour les juges militaires conformément à l'article 19 du présent code.

« Les articles 20 et 21 sont également applicables aux conseils de revision.

« ART. 30. — Lorsque le conseil de guerre dont le jugement a été attaqué a été présidé par un vice-amiral, le conseil de revision est présidé par le premier président ou le magistrat qui en remplit les fonctions.

ART. 191. — Si le conseil de revision annule le jugement pour incompétence, il prononce le renvoi devant la juridiction compétente, et s'il l'annule pour tout autre motif, il renvoie l'affaire devant le conseil de guerre de l'arrondissement qui n'en a pas connu ou, à défaut d'un second conseil de guerre, devant celui d'un des arrondissements voisins.

« Si le conseil de revision reconnait que la procédure et le jugement ont été réguliers en la forme, mais s'il estime que le condamné se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 443 du code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 8 juin 1895, comme donnant ouverture à la revision des procès criminels et correctionnels, il peut ordonner qu'il soit sursis à l'exécution du jugement jusqu'à l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

« Nul n'a le droit de provoquer cette mesure. Le conseil ne peut l'ordonner que d'office.

« Le sursis ordonné en vertu du présent article cessera d'avoir effet si, dans les deux mois qui auront suivi la signification du jugement au condamné, celui-ci n'a pas fait inscrire sa demande de révision au ministère de la justice, ou si le Ministre de la justice au cas où il a seul qualité

pour introduire la demande en revision, l'a écartée après avis de la commission prévue par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

« Toute décision d'un conseil de revision ordonnant qu'il soit sursis à l'exécution du jugement rendu par un conseil de guerre est, par les soins du commissaire du Gouvernement, immédiatement transmise au préfet maritime de l'arrondissement où siège le conseil, au ministre de la marine et au ministre de la justice.

« Il n'est dérogé en rien aux dispositions des articles 443 à 447 du code d'instruction criminelle ».

ART. 6. — L'article 8 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les territoires déclarés en état de siège, au cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère, les juridictions militaires peuvent être saisies, quelle que soit la qualité des auteurs principaux ou des complices, de la connaissance des crimes prévus et réprimés par les articles 75 à 85, 87 à 99, 109, 110, 114, 118, 119, 123 à 126, 132, 133, 139 140, 141, 166, 167, 177 à 179, 188, 189, 191, 210, 211, 265 à 267, 341, 430 à 432, 434, 435, 439, 440 et 441 du code pénal.

« Les juridictions militaires peuvent, en outre, connaître :

« 1° Des délits prévus par la loi du 10 avril 1886, établissant des pénalités contre l'espionnage ;

« 2° Des infractions prévues par la loi du 4 avril 1915, qui sanctionne l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie ;

« 3° Des faits punis et réprimés par la loi du 17 août 1915, assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables ;

« 4° De la provocation, par quelque moyen que ce soit, à la désobéisance des militaires envers leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et réglements militaires ;

« 5° De la provocation, par quelque moyen que ce soit, aux crimes d'assassinat, de meurtre, d'incendie, de pillage, de destruction d'édifices ou d'ouvrages militaires ;

« 6° De la provocation directe, par quelque moyen que ce soit, aux attentats contre la sûreté de l'Etat ;

« 7° Des délits prévus et réprimés par les articles 177 à 179 du code pénal ;

« 8° Des délits commis par les fournisseurs en ce qui concerne les fournitures destinées aux services militaires, dans les cas prévus par les articles 430 à 433 du code pénal, ainsi que la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes et les lois spéciales qui s'y rattachent ;

« 9° Des faux commis au préjudice de l'armée, et, d'une manière générale, de tous crimes ou délits portant atteinte à la défense nationale.

« Ce régime exceptionnel cesse de plein droit à la signature de la paix.

« Si l'état de siège est déclaré au cas de péril imminent résultant d'une insurrection à main armée, la compétence exceptionnelle reconnue aux juridictions militaires, en ce qui concerne les non-militaires, ne peut s'appliquer aux crimes spécialement prévus par le code de justice militaire, ou par les articles du code pénal visés au paragraphe 1er du présent article et aux crimes connexes.

« Dans tous les cas, les juridictions de droit commun restent saisies tant que l'autorité militaire ne revendique pas la poursuite ».

ART. 7. — Est abrogé le paragraphe de l'article 1er de la loi du 30 mars 1915 ainsi conçu :

« 10° Un décret du 6 septembre 1914, relatif au fonctionnement des conseils de guerre ».

Le paragraphe 1er de l'article 33 du code de justice militaire pour l'armée de terre est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'un corps d'armée est appelé, ou que plusieurs corps d'armée réunis en armée sont appelés à opérer, soit

sur le territoire, soit au dehors, un ou plusieurs conseils de guerre sont établis, sur l'ordre du ministre de la guerre, dans chaque division active, ainsi qu'au quartier général de l'armée, et, s'il y a lieu, au quartier général de chaque corps d'armée.

« Les conseils de guerre de division peuvent être affectés à chacune des unités de la force d'un régiment au moins ».

L'article 156 du code de justice militaire pour l'armée de terre est complété par les paragraphes additionnels suivants:

« La poursuite a lieu sur l'ordre de mise en jugement décerné par le chef de l'unité à laquelle est affecté le conseil de guerre.

« L'inculpé est toujours assisté d'un défenseur ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

---

## INSTRUCTIONS

### relatives à la taxe des experts en vigueur devant le Tribunal de Tunis

J'ai pu me convaincre que les conditions dans lesquelles s'effectue ordinairement la taxe des experts ne permettent pas de fixer d'une manière toujours exacte et équitable le salaire dû à ces mandataires de Justice. Le plus souvent, en effet, cette taxe est faite ou bien avant que l'affaire ait été portée devant le Tribunal et qu'il ait été plaidé sur le rapport de l'expert, ou bien très longtemps après le jugement qui a statué sur l'expertise. Dans ces deux cas, le magistrat chargé de la taxe, n'ayant aucune connaissance de l'affaire ou n'en ayant pas conservé un souvenir précis, ne peut apprécier le travail de l'expert et la rémunération qu'il mérite que d'après un examen forcément très superficiel du rapport, pouvant aboutir au préjudice, tantôt des parties, tantôt de l'expert lui-même, à une estimation erronée.

Pour remédier dans une certaine mesure à cet état de choses, il a été antérieurement recommandé à Messieurs

les Magistrats taxateurs de ne faire aucune taxe sans avoir provoqué les observations des parties sur le mémoire présenté par l'expert. Cette manière de procéder a donné, dans certains cas, de bons résultats, mais, dans l'ensemble, elle n'a apporté qu'un palliatif insuffisant aux inconvénients que je viens de signaler.

J'estime qu'il est possible de faire mieux.

Que la taxe soit toujours effectuée par des magistrats parfaitement au courant de l'affaire qui a donné lieu à l'expertise et à même par conséquent d'apprécier à la fois le travail et les diligences que cette affaire a pu imposer à l'expert, le soin et la célérité avec lesquels il s'est acquitté de sa mission, la perspicacité dont il a fait preuve, la sagacité de ses conclusions, tel est le but à atteindre. On le réalisera en suivant rigoureusement à l'avenir les indications suivantes auxquelles je ne saurais trop recommander à Messieurs les Magistrats de se conformer, et qui sont d'ailleurs inspirées des errements suivis au Tribunal de la Seine (*V. l'Instruction de Monsieur le Président Monier du 7 janvier 1914*, Gazette des Tribunaux, *12 mars 1914*):

1° *En aucun cas* (si ce n'est dans l'éventualité prévue ci-après, n° 3), *les experts ne devront être taxés avant que l'affaire ait été plaidée et jugée et qu'ainsi le Tribunal ait eu à faire état de leur rapport.*

Si les experts ont droit à leurs vacations après le dépôt de leur rapport (article 319 du code de procédure civile), aucun délai n'est cependant imparti pour en faire la taxe, et, par suite, on est parfaitement fondé à surseoir à cette taxe jusqu'à ce que le jugement de l'affaire ait apporté les éléments nécessaires pour en fixer le montant. D'ailleurs il n'y a dans la mesure ci dessus indiquée qu'une application des dispositions de l'article 553 du code de procédure civile;

2° *La taxe des experts devra toujours être faite en même temps que le jugement sur l'expertise sera rendu, et cela par le Président ou un Juge de la Chambre saisie du litige.*

Rien de plus aisé dans la pratique. Dans toute affaire où il s'agit de statuer après expertise, le Président de la Cham-

bre saisie se fera remettre par le greffe, contre récépissé, la minute du rapport et ses annexes, y compris le mémoire des frais et honoraires établi par l'expert. Ce mémoire sera examiné au cours du délibéré en même temps que le rapport lui-même et le fond de l'affaire, et la taxe sera faite au bas de ce mémoire ou du rapport en même temps que les termes du jugement seront définitivement arrêtés. Aussitôt le jugement rendu, le rapport sera restitué au greffe qui fera mention de cette restitution en regard du récépissé du Président, ce à quoi ce dernier devra veiller.

3° Mais il arrive que toutes les expertises ne sont pas suivies de nouveaux débats et d'un jugement. Il peut y avoir transaction ou désistement soit avant, soit après le dépôt du rapport au greffe.

En pareil cas, il sera sans doute assez difficile d'éviter les inconvénients signalés plus haut : le Juge se trouvera, comme il l'est trop fréquemment aujourd'hui, insuffisamment éclairé au moment de faire la taxe. Toutefois, il convient de remarquer que l'hypothèse envisagée se présentera assez rarement : en général, le procès n'a pas pris fin par l'accord ou le désistement des parties en dehors de l'intervention de l'expert, et celui-ci qui se sera très vraisemblablement fait approvisionner au début de son expertise, n'aura pas manqué de faire donner par les parties elles-mêmes une solution à la question de ses frais et de son salaire. Il n'aura donc presque jamais, et les parties non plus, à recourir à la taxe en pareil cas. Quand cependant cette éventualité se présentera, il n'y aura évidemment, pour le Juge taxateur, qu'à recourir au moyen mis en usage jusqu'à présent, c'est-à-dire à aviser les parties ou mandataires de la demande de taxe et à les inviter à présenter leurs observations, et cela, bien entendu, sans préjudice d'un examen particulièrement attentif du travail de l'expert.

*Il conviendra de plus que la taxe ne soit faite qu'après justification de la radiation de l'affaire.*

Les règles qui précèdent sont, onle voit, des plus simples. Je me plais à espérer que Messieurs les Magistrats en assureront l'application avec la plus grande ponctualité.

M'inspirant encore des instructions données aux magistrats de son Tribunal par Monsieur le Président Monier, je crois devoir rappeler, en terminant, combien il est nécessaire de sanctionner rigoureuseument par de sévèves réductions de taxe les négligences, les retards ou les abus de toute nature que pourraient commettre les experts.

Il importe que les expertises soient faites, non seulement avec le plus grand soin, mais dans le plus bref délai. Il importe aussi que les rapports des experts soient réduits à des constatations et à des conclusions substantielles. On doit rigoureusement rejeter de la taxe les écritures inutiles telles que la reproduction *in extenso* des lettres, dires et moyens des parties, lesquels neuvent seulement être annexés à la minute du rapport et doivent simplement être mentionnés dans ce document (article 317 du code de procédure civile).

Je prie enfin Messieurs les Magistrats taxateurs et les Présidents des diverses Chambres du Tribunal de ne pas manquer de me signaler les rapports qui révèleraient, de la part de leurs auteurs, un manque de soin, des abus de procédure ou de taxe, ou des erreurs grossières. Ces observations seront jointes au dossier de chaque expert et soumises par moi à l'Assemblée générale du Tribunal à l'occasion et en vue de la revision de la liste des experts.

*Tunis, le 30 avril 1916.*

LE PRÉSIDENT.

# JURISPRUDENCE

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 24 janvier 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Compétence immobilière. Immeuble immatriculé. Loi foncière. Art. 20. Interprétation. Actions réelles. Actions personnelles et mobilières. Rapport avec l'immeuble immatriculé. Parties tunisiennes. Juridiction française. Compétence.**

*Aux termes de l'article 20 de la loi foncière du 1er juillet 1885, les immeubles immatriculés ressortissent exclusivement à la juridiction des tribunaux français. Cette interprétation large et générale du dit article, est manifestement conforme à l'intention du législateur qui a voulu donner aux parties, quelle que soit leur nationalité, des garanties particulières en les soumettant aux tribunaux français pour tous les procès qui auraient un rapport quelconque avec l'immeuble immatriculé, sans distinction entre les affaires réelles et les affaires personnelles et mobilières; c'est ce qui résulte du silence sur ce point et des termes généraux de l'article 20 sus-visé, le législateur tunisien ayant voulu assurer une unité de juridiction pour tout ce qui touche à un immeuble immatriculé.*

El Hadj Ettahar et El Hadj Othman c/
El Hadj Khalifa ben Salah (1)

---

(1) La question de savoir dans quelles conditions la juridiction française était compétente lorsqu'elle était saisie d'une demande se rapportant à un immeuble immatriculé, toutes les parties en cause étant tunisiennes, a été solutionnée de diverses façons depuis la promulgation de la loi foncière.

Le principe résultant de l'article 20 de cette loi est que la juridiction française est seule compétente pour connaître de contestations se rapportant à un immeuble immatriculé, quelle que soit la nationalité des contestants (J. 93 p. 290 — 96 p. 129).

Quelle était exactement la portée de cette règle ?

Le Tribunal ; — Attendu que El Hadj Tahar ben Jafar a interjeté appel d'un jugement rendu le 26 janvier 1915 sur opposition, par M. le juge de paix de Tunis, qui s'est déclaré incompétent, vu la nationalité tunisienne des parties, dans une instance tendant au paiement d'une somme 300 francs montant d'un semestre d'enzel grevant une propriété immatriculée ;

Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Au fond ; — Attendu que l'appel est fondé sur la violation de l'article 20 de la loi foncière du 1er juillet 1885 aux termes duquel les immeubles immatriculés ressortissent exclusive-

---

Aux termes d'un jugement du tribunal de Tunis du 20 mars 1907 (J. 07 p. 363), elle ne concernait que les actions réelles immobilières de nature à affecter soit la consistance matérielle de l'immeuble immatriculé, soit sa situation juridique ; mais elle était étrangère aux actions purement personnelles et mobilières qui s'agitent entre le propriétaire de l'immeuble immatriculé et des tiers au sujet du dit immeuble.

Antérieurement à cette décision, le même tribunal s'était reconnu compétent, abstraction faite de la nationalité des parties, pour des questions même personnelles et mobilières nées à l'occasion d'un immeuble immatriculé. (Tunis 13 juin 1892 J. 93 p. 45) ou portant sur un immeuble immatriculé (Tunis 17 oct. 1906 — J. 06.643).

Le tribunal de Sousse avait adopté la dernière jurisprudence du tribunal de Tunis et décidait que la règle de l'article 20 de la loi foncière « ne concerne que les actions réelles immobilières de nature à affecter soit la consistance matérielle de l'immeuble immatriculé, soit sa situation juridique ; elle ne saurait s'étendre aux actions purement personnelles ou mobilières (demande en résiliation de bail dans l'espèce) qui peuvent s'agiter entre le propriétaire de l'immeuble immatriculé et des tiers au sujet du dit immeuble (22 déc. 1911 J. 13.652).

La décision ci-dessus rapportée donne « une interprétation large et générale de l'article 20 », sans faire de distinction entre les actions réelles et les actions personnelles et mobilières, toutes les fois qu'elles ont un rapport avec un immeuble immatriculé.

Cette solution adoptée récemment devant les tribunaux tunisiens, ne peut manquer de donner une extension nouvelle à la juridiction française : elle ne passera pas inaperçue.

ment à la juridiction des tribunaux français ; — Attendu que ce grief est fondé ; — Attendu que c'est à tort que M. le juge de paix, pour motiver son incompétence, a déclaré qu'il se trouvait en présence d'une action purement personnelle s'agitant entre deux sujets tunisiens ; — Attendu qu'il résulte de la disposition sus visée que toutes les contestations auxquelles peuvent donner lieu les immeubles qui ont fait l'objet d'un titre foncier rentrent dans la compétence de la justice française ; qu'il en est ainsi de toutes les questions accessoires auxquelles peuvent donner naissance de semblables contestations ; - Attendu que cette interprétation large et générale de l'article 20, est manifestement conforme à l'intention du législateur qui a voulu donner aux parties des garanties particulières en les soumettant aux tribunaux français pour tous les procès qui auraient un rapport quelconque avec l'immeuble immatriculé ; que si le législateur avait voulu faire une distinction entre les affaires réelles, il n'aurait pas manqué de l'indiquer ; qu'il résulte de son silence sur ce point et des termes généraux de l'article 20 sus-visé, qu'il a voulu assurer une unité de juridiction pour tout ce qui touche à un immeuble immatriculé ; — Attendu dans l'espèce qu'on se trouve en présence d'une action personnelle relative au paiement des arrérages d'un enzel dont la propriété est grevée, enzel qui est une charge de la dite propriété, qui est inscrit sur le titre foncier et qui n'est du reste pas contesté ; — Attendu par suite qu'il importe peu que les deux parties en cause soient en fait de nationalité tunisienne et justiciables en matière ordinaire de tribunaux tunisiens ; qu'en effet la qualité de tunisien d'El Hadj Tahar a disparu devant la nouvelle individualité que l'immeuble tient du fait de son immatriculation ; qu'en un mot, ce n'est pas la nationalité du propriétaire de l'immeuble qui doit être prise en considération, mais bien la situation juridique de l'immeuble lui-même devant laquelle cette nationalité s'efface et disparait ; — Attendu qu'il était par suite insuffisant de constater, comme l'a fait le premier juge pour

trancher la question de compétence qui lui était soumise, qu'on se trouverait en présence d'une demande personnelle et mobilière pendante entre deux sujets tunisiens ; qu'une autre considération était encore à envisager, celle de savoir si cette action concernait oui ou non un immeuble immatriculé ; — Attendu que le point n'est pas douteux puisqu'il s'agit du paiement d'un enzel inscrit sur un titre foncier et intéressant par conséquent un immeuble immatriculé ; — Attendu qu'il est de principe que pour l'exercice de ses droits en pareille matière le crédi-enzéliste est armé d'une double action : 1° une action personnelle en paiement de la rente contre le débi-enzéliste ; 2° une action réelle en expropriation contre tout détenteur de l'immeuble, en cas de non paiement ; qu'il peut exercer séparément l'une ou l'autre de ces actions ; qu'on imaginerait difficilement que le législateur de 1885, soucieux d'établir l'unité de juridiction qui vient d'être mise en lumière, ait entendu renvoyer devant la justice tunisienne la solution de la première action comme personnelle pour ne réserver à la justice française que celle de la deuxième action vu son caractère réel ; — Attendu que par suite que le juge de paix était compétent pour trancher le litige qui lui était soumis ; — Attendu qu'il n'est d'ailleurs pas inutile de souligner que dans l'espèce le juge saisi devait puiser dans les énonciations du titre les éléments nécessaires pour asseoir sa décision ; — Attendu qu'il échet en conséquence, d'infirmer le jugement entrepris ; qu'il échet, en outre, d'évoquer le fond, la cause étant en état ; — Attendu que la somme réclamée ne saurait être contestée ; qu'elle résulte d'un titre.

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Aufond ; — Dit que le premier juge était compétent ; — Infirme le jugement du 26 janvier 1915 ; — Evoque et confirme le jugement de défaut du 22 décembre 1914 qui a condamné Hadj Khalifa à payer à El Hadj Tahar la somme de 300 francs pour les causes sus énoncées :

condamne le dit Hadj Khalifa en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

(Min. publ., M. DE CHELLE subst ; — Mes KEBAÏLI et N. BODOY, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience 21 mars 1916. — Présidence de M.* PAUL DUMAS, *président*

**Action possessoire. Communiste. Copropriétaire indivis. Tiers. Trouble. Exercice du droit par le communiste. Condition de recevabilité de l'action.**

*Il est de principe que l'action possessoire ne saurait être refusée à un communiste à l'encontre de ses copropriétaires indivis qui, par eux-mêmes ou par un tiers troublent sa possession exclusive d'une partie du fonds commun. Mais cette action ne lui est donnée qu'à la condition que sa possession exclusive présente les caractères exigés par l'article 23 du code de procédure civile et par l'article 2.229 du code civil, c'est à-dire qu'elle se soit manifestée depuis une année au moins, d'une manière continue et non interrompue, publique, non équivoque et à titre de propriétaire et cela par des actes agressifs, envahissants, comportant contradiction au droit des autres communistes.*

MEIMOUN ET ZEITOUN C/ BELLAICHE ET GOZLAN ET AUTRES

Le Tribunal ; — Attendu que Bellaïche et Gozlan se prétendent troublés depuis moins d'un an par Meimoun et Zeitoun dans la possession plus qu'annale qu'ils exerceraient sur des carrières de plâtre dépendant du henchir Djebel Ahmar, ont engagé contre ces derniers devant M. le Juge de Paix du canton nord de Tunis, l'action en complainte et ont demandé l'expulsion des dits Meimoun et Zeitoun des carrières dont s'agit et leur condamnation à des dommages-intérêts ; — Attendu que les défendeurs, déclarant occuper

les carrières en vertu d'un bail à eux consenti par les sieurs Othman ben el Kilani ben Hassen, dit El Haddad et consorts, ont appelées ces derniers en garantie ; — Attendu que par un premier jugement contradictoirement rendu le 10 décembre 1914, le premier juge, rejetant une exception d'incompétence basée par les défendeurs sur le prétendu caractère pétitoire de l'action de Bellaïche et Gozlan, et une fin de non recevoir tirée de ce que ces derniers, simples détenteurs à titre précaire, n'auraient pas l'action possessoire, a ordonné son transport et une enquête sur les lieux litigieux ; -- Attendu qu'à la suite de ces mesures d'instruction auxquelles il a été d'ailleurs procédé en l'absence des défendeurs et appelés en garantie, et ce en vertu d'un 2e jugement rendu sur les lieux le 13 décembre 1914, il est intervenu le 23 décembre 1914 un 3e jugement faisant droit par défaut à la complainte de Bellaïche et Gozlan, maintenant en conséquence ces derniers en possession, ordonnant l'expulsion de Zeitoun et Meimoun et de tous occupants pour eux et condamnant les dits Meimoun et Zeitoun à 500 frs. de dommages-intérêts envers les demandeurs, le tout avec exécution provisoire ; -- Attendu que sur opposition des défendeurs et à la date du 11 février 1915, le dit jugement de défaut a été confirmé par le premier juge sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts, lesquels ont été réduits à 300 francs ; — Attendu que Meimoun et Zeitoun ont, par acte de Carbonel, huissier à Tunis en date du 19 février 1915, interjeté appel des jugements susvisés ; — Attendu que cet appel est régulier en la forme ;

Au fond ; — Attendu que c'est à tort que le premier juge a déclaré recevable l'action en complainte de Bellaïche et Gozlan ; — Attendu que ces derniers se déclarent et qu'il n'est pas dénié, qu'ils sont co-propriétaires du henchir Djebel Ahmar et des carrières litigieuses qui en dépendent, dans l'indivision avec divers indigènes au nombre desquels se trouvent les bailleurs de Meimoun et Zeitoun appelés en garantie ; — Attendu qu'il est, à la vérité, de principe que

l'action possessoire ne saurait être refusée à un communiste à l'encontre de ses co-propriétaires indivis qui par eux mêmes ou par un tiers troublent sa possession exclusive d'une partie du fonds commun ; — Mais attendu que cette action ne lui est donnée qu'à la condition que sa possession exclusive présente les caractères exigés par l'article 23 du code de procédure civile et par l'article 2229 du code civil, c'est-à-dire qu'elle se soit manifestée depuis une année au moins, d'une manière continue et non interrompue, publique, non équivoque et à titre de propriétaire, et cela par des actes agressifs, envahissants, comportant contradiction au droit des autres communistes ; — Or attendu que des allégations mêmes des intimés Bellaïche et Gozlan et des pièces par eux produites, il résulte à l'évidence que la possession exclusive dont ils se prévalent sur les carrières de plâtre ne revêt pas ces caractères indispensables ; — Attendu en effet, que Bellaïche et Gozlan déclarent avoir la possession des carrières dont s'agit, du consentement de leurs co-propriétaires, en vertu d'un contrat passé devant notaires indigènes en date du 13 mars 1907, suivi de divers actes confirmatifs ; — Attendu qu'aux termes de cet acte, les dits co-propriétaires ont donné les carrières à bail à Bellaïche et Gozlan pour une durée de 10 années renouvelable de 5 ans en 5 ans pendant 50 années au prix annuel de 1.200 francs, avec promesse de vente en cas d'immatriculation de l'immeuble ; – Attendu qu'ainsi Bellaïche et Gozlan ne détiennent les carrières litigieuses que comme locataires et. par suite, à titre précaire ; — Attendu que dût-on voir dans le contrat sus-visé, un partage de jouissance et non un bail, ainsi que le soutiennent les intimés Bellaïche et Gozlan, et cela par la raison qu'll y est stipulé qu'ils abandonnent à leurs co-propriétaires la jouissance exclusive des terres de culture, la précarité de leur titre à l'égard de ces derniers et de tout occupant pour eux, n'en serait pas moins certaine ; — Attendu, en effet, que par le fait même d'un tel partage, purement provisoire et qui n'a porté que sur la jouissance, Bellaïche et Gozlan,

loin de faire contre le droit de propriété des autres communistes un acte agressif de nature à manifester leur intention de se comporter en propriétaires exclusifs d'une partie du bien commun, ont, au contraire, expressément reconnu ce droit ; que, dès lors, impuissants à le prescrire, ils ne sauraient défendre leur occupation par l'action possessoire ; — Attendu, par suite, qu'il y a lieu d'infirmer le jugement entrepris du 10 décembre 1914 qui a déclaré cette action recevable, et, par voie de conséquence, les autres jugements dont est appel ; — Attendu, d'autre part que, par voie de conséquence également, l'annulation des actes d'exécution faits en vertu du jugement du 11 février 1915, s'impose ;

Sur la demande en défense à exécution provisoire, formée par Meimoun et Zeitoun et sur l'intervention à cette instance de Othman ben Kilani ben Hasseu dit el Haddad et autres ; — Attendu que cette intervention est régulière en la forme ; — Mais attendu que l'exécution des jugements sus-visés ayant eu lieu par l'expulsion de Meimoun et Zeitoun, la demande reste sans effet ; qu'il convient seulement de statuer sur la demande en dommages-intérêts formée par les sus-nommés à l'encontre de Bellaïche et Gozlan à raison de cette exécution ; — Attendu, à cet égard, que le tribunal ne saurait apprécier le dommage allégué sans connaître le fond du droit des parties et savoir notamment si Othman ben Kilani ben Hassen et autres ont pu légitimement louer à Meimoun et Zeitoun les carrières litigieuses nonobstant le bail qu'ils en auraient antérieurement consenti à Bellaïche et Gozlan, et si Meimoun et Zeitoun ne sont pas eux-mêmes responsables envers ces derniers d'une faute ou d'un vol personnel ; — Attendu que ces questions ne sauraient être tranchées que par voie d'instance principale ; — Attendu qu'en l'état, l'allocation des dépens constituera pour Meimoun et Zeitoun et les parties intervenantes un dédommagement suffisant ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement en dernier resssort et sans s'arrêter aux autres moyens et

prétentions des parties ; — Joint les causes nos 38 et 39 ; — Reçoit en la forme l'appel interjeté par Meimoun et Zeitoun ; — Au fond dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme en conséquence et met à néant les jugements dont est appel ; — Annule toutes les mesures d'exécution qui en ont été la suite ; dit que les parties seront remises dans le même et semblable état qu'auparavant ; — Condamne Bellaïche et Gozlan en tous les dépens tant de 1re instance que d'appel lesquels tiendront lieu en l'état à Meimoun et Zeitoun ainssi qu'à Othman ben Kilani ben Hassen el Haddad et consorts de tous dommages-intérêts.

(Min. publ. M. de Chelle subst. — Mes Chailley, L. Coulon et A. Mossé av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

*Audience du 7 avril 1916. — Présidence de M.* Boutaud-Lacombe, *juge ff*ons *de président*

**I. Moratorium. Décret du 20 mai 1915, art. 4 § 2. Endosseurs d'effets. Cessation de paiements. Article 444 c. c. Application.**

**II. Faillite. Tiers porteur. A comptes reçus. Paiement avant faillite. Déduction. Distribution. Créancier. Production pour valeur nominale. Créance chirographaire. Intérêts dûs au jour du jugement de faillite.**

*I. Les endosseurs d'effets de commerce dont la cessation de paiement a été constatée par jugement du tribunal, ne peuvent se prévaloir du bénéfice de l'article 4 § 2 du décret du 20 mai 1915 qui décide qu'aucun recours ne pourra être exercé jusqu'à ce qu'il en soit autrement, contre les bénéficiaires et les endosseurs.*

*II. L'article 444 du code de commerce continue à produire ses effets et rend exigible à l'égard du failli les dettes passives non échues.*

*Aux termes de l'article 544 du code de commerce il n'y a lieu à déduction des à comptes reçus par le tiers porteur qu'au cas où ces à comptes auraient été payés avant la faillite.*

*Le créancier doit figurer aux distributions pour la valeur nominale de son titre jusqu'à parfait paiement (art. 542 c. c.).*

*Il a le droit de produire au passif pour les intérêts d'une créance chirographaire jusqu'au jour du jugement déclaratif de faillite.*

C^ie^ ALGÉRIENNE C/ CESSATION DE PAIEMENTS SADIK FRÈRES.

Attendu que la Compagnie Algérienne a produit au passif de la cessation de paiements Sadik frères pour la somme de 15.633 fr. 35 montant d'effets souscrits par des tiers à l'ordre de Sadik frères qui les ont à leur tour endossés à l'ordre de la C^ie^ Algérienne ;

Attendu que le liquidateur Grosrenaud conteste cette production et soutient ; — 1° que la C^ie^ Algérienne ne peut produire au passif dont s'agit, motif pris de ce qu'aux termes de l'article 4 § 2 du décret du 20 mai 1915, *« aucun « recours ne pourra être exercé jusqu'à ce qu'il en soit au- « trement décidé, contre les bénéficiaires et les endosseurs »* ; — 2° Qu'au cas où le tribunal admettrait cette créance même pour mémoire, la C^ie^ Algérienne ne pourrait concourir au concordat, étant spécifié en outre que le chiffre définitif de sa créance ne serait déterminé qu'au jour de l'application du nouveau décret autorisant le recours contre les endosseurs, c est-à-dire en tenant compte de toutes les sommes qui auraient été versées jusqu'à cette date par les débiteurs directs ; — 3° Que dans tous les cas, le tiers porteur ne peut exercer son recours pour les intérêts du capital ;

*Sur le premier moyen ;* — Attendu que le bénéfice des dispositions de l'article 4 § 2 du décret susvisé n'a nullement été établi en faveur des endosseurs en état de cessation de paiement qui ne sauraient s'en prévaloir en aucune façon ; qu'il importe de remarquer que le législateur, con-

sidérant que l'état de guerre a troublé les conditions économiques de la Tunisie à un degré moins général que celles de la métropole, a voulu lui faciliter la reprise du commerce tunisien et retirer aux débiteurs dans certaines mesures le bénéfice des sursis édictés d'office par la loi ; — Qu'il a décidé ainsi que ces débiteurs seraient tenus de payer le montant des valeurs par eux souscrites suivant certaines dates échelonnées ; qu'il a voulu toutefois faire une situation privilégiée aux bénéficiaires et endosseurs en déclarant que pour le moment aucune poursuite ne pourrait être exercée contre ces derniers ; que c'est uniquement dans ce sens qu'il faut interpréter l'expression *« recours »* de l'article 4 ; — Mais que rien dans le décret du 20 mai 1915 ne peut laisser supposer un seul instant que le législateur ait voulu mettre à néant l'article 444 du code de commerce et s'opposer à ce que le jugement déclaratif de faillite rende exigible à l'égard du failli les dettes passives « non échues » ; — Attendu qu'en mettant fin au moratorium des effets négociables, sous réserve de certaines dispositions de faveur prises dans l'intérêt des simples endosseurs, il n'a pas voulu accorder à ceux d'entre eux qui auraient suspendu leurs paiements une protection que rien ne justifie ; — Qu'en ce qui concerne ces endosseurs dont la situation toute exceptionnelle est régie par des dispositions spéciales du code de commerce, le décret susvisé n'a rien innové et n'a pas entendu les soustraire aux règles du droit commun ; — Attendu que le liquidateur soutient vainement que le texte dudit décret est formel et qu'aucune exception ne saurait être apportée au principe clair et précis qu'il édicte, à savoir qu'aucun recours ne peut être exercé à l'encontre des endosseurs tant qu'il n'en aura pas été autrement décidé ; — Attendu qu'il soutient encore plus vainement que ce recours peut être définitivement retiré aux tiers-porteurs par un décret ultérieur et qu'en pareille occurence, l'état de faillite ou de liquidation est inopérant pour donner aux tiers-porteurs le droit de produire ; — Attendu en effet, sur le premier

point, que ni la lettre, ni l'esprit du décret du 20 mai 1915 ne permet de soutenir uue semblable théorie ; que la production à la faillite n'est pas un acte de recours dans le sens de l'article 4 du décret du 20 mai ; qu'il est de toute évidence qu'en interdisant tout recours contre les endosseurs, le décret a entendu mettre ceux ci à l'abri de l'action en justice prévue par l'article 164 du code de commerce, éviter qu'il ne soit pris contre eux jugement et qu'ils soient poursuivis et exécutés, voir même mis en état de faillite, mais qu'il n'a nullement entendu mettre les commerçants mis état de cessation de paiement ou de liquidation judiciaire à l'abri d'une production de la part des créanciers, production qui n'est pas un acte de recours, mais une simple formalité prévue par la loi pour arriver soit à un concordat, soit à la liquidation de l'actif du failli ; — Attendu que du moment où les endosseurs ont suspendu leurs paiements, la protection qu'a voulu leur accorder le législateur n'a plus sa raison d'être ; qu'en décider autrement serait aller à l'encontre du but du décret susvisé et léser les droits des créanciers porteurs d'effets qui, ne pouvant exercer aucun contrôle sur les opérations de la liquidation ni prendre part au vote du concordat, se trouveraient à la merci d'une minorité qui ne présenterait pas légalement la masse ; — Attendu en ce qui concerne la deuxième objection soulevée par le liquidateur Grosrenaud, qu'elle mérite à peine d'être réfutée ; qu'il est évident, en effet, que le décret du 20 mai n'a pu suspendre que *momentanément* les poursuites à l'encontre des endosseurs et qu'il n'est pas téméraire d'affirmer qu'aucun décret ultérieur ne peut venir affranchir ceux-ci de leurs obligations vis-à vis des tiers-porteurs ; qu'on ne saurait envisager l'avènement de semblables mesures qui ne tendraient à rien moins qu'à exproprier le capital des maisons de crédit françaises de la Régence au profit de leurs débiteurs cosmopolites ;

*Sur le deuxième moyen ;* — Attendu qu'aux termes de l'article 544 du code de commerce, il n'y a lieu à déduction

des acomptes reçus par le tiers porteur qu'au cas où ces acomptes auraient été payés *avant la faillite ;* — Attendu qu'au jour de la production de la Cie Algérienne, c'est à-dire postérieurement à la déclaration de faillite, il est constant qu'il n'avait été versé aucun acompte par les souscripteurs ; que la Cie Algérienne ne doit donc figurer au passif pour la totalité de sa créance ;

*Attendu sur le troisième moyen*, qu'aux termes de l'article 542 du code de commerce, le créancier doit figurer aux distributions pour la valeur nominale de son titre, *jusqu'à parfait paiement ;* que, d'autre part, l'article 445 du même code prévoit que le jugement déclaratif de faillite arrête le cours des intérêts de toute créance non privilégiée ; que, par suite, il résulte de la combinaison de ces deux articles que les intérêts échus à la date de ce jugement peuvent être compris dans la production ;

Par ces motifs ; — Ouï M. le Juge commissaire ; — Déclare Grosrenaud ès-qualité mal fondé en sa contestation ; — Admet la Cie Algérienne à titre de créancière chirographaire au passif de la cessation de paiements Sadik frères pour la somme de quinze mille six cent vingt trois francs 35 centimes outre les intérêts pour mémoire ; — Met les dépens à la charge de la liquidation.

(Min. publ. M. de Chelle, subst. Me Smaja et Gueydan, av).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e Ch.).

*Audience du 15 mars 1916. — Présidence*

*de* M. Dramard, *vice président.*

**Guerre. Décrets des 10 août et 15 décembre 1914 et 11 mai 1915. Situation exceptionnelle. Interprétation stricte. Exécution d'une décision definitive. Autorisation du président du tribunal. Juges de paix à compétence étendue. Pouvoirs en cette matière. Non assimilation. (1)**

*Les décrets des 10 août et 15 décembre 1914 et 11 mai 1915 sont des décrets spéciaux, édictés en vue de circonstances résultant d'une situation exceptionnelle : ils doivent être interprétés strictement.*

*Aux termes de l'article 3 § 4 du décret du 10 août 1914 modifié par celui du 11 mai 1915, c'est au président du tribunal qu'il appartient d'autoriser l'exécution de toute décision de justice devenue définitive.*

*Les juges de paix à compétence étendue n'ont, aux termes de l'article 2 du décret du 19 août 1854, les mêmes pouvoirs que les présidents des tribunaux de 1re instance qu'en matière de référé et lorsqu'il y a lieu d'ordonner des mesures conservatoires. L'autorisation spéciale pour l'exécution des décisions de justice, exigée par le législateur de 1914 ne rentre pas dans la catégorie ci-dessus : il échet par suite d'annuler la saisie pratiquée en vertu d'une ordonnance rendue par le juge de paix.*

Auguste Blanc c/ Guy Blanc et Mazet

---

(1) Le décret présidentiel du 20 avril 1916 vient de reconnaître aux juges de paix à compétence étendue en Algérie et par voie de conséquence en Tunisie, le droit d'autoriser l'exécution des jugements définitifs. (v. le texte du décret p. 133).

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit de Carbonel huissier à Tunis du 9 décembre 1914, le sieur Auguste Blanc a fait assigner le sieur Guy Blanc en nullité de la saisie opérée à la requête de ce dernier suivant procès-verbal de Mazet, huissier à Mateur, du 12 novembre 1914, et en 5000 francs de dommages intérêts ; — Attendu que par exploit de Sureau, huissier à Tunis du 20 avril 1915, le sieur Guy Blanc a appelé en cause le sieur Mazet pour s'entendre condamner à le relever et garantir de toutes condamnations qui viendraient à être prononcées contre lui ; — Attendu qu'il échet de joindre l'appel en garantie à la demande principale ;

Attendu que c'est à tort que le sieur Guy Blanc a fait procéder à la saisie plus haut relatée sur l'autorisation qui lui a été donnée par M. le juge de paix du canton de Bizerte par ordonnance du 28 octobre 1914 ; — Attendu en effet que ce magistrat n'avait pas qualité pour rendre une semblable ordonnance ; — Attendu que les décrets des 10 août et 15 décembre 1914 et 11 mai 1915 sont des décrets spéciaux, édictés en vue de circonstances résultant d'une situation exceptionnelle ; qu'ils sont une dérogation au droit commun ; qu'ils doivent donc être interprétés restrictivement ; — Attendu qu'aux termes de l'article 3 § 4 du décret du 10 août 1914 modifié par le décret du 11 mai 1915, c'est au président du tribunal qu'il appartient d'autoriser l'exécution de toute décision de justice devenue définitive ; que l'on ne saurait tirer argument du § 2 de l'article 2 du décret du 19 août 1854, pour décider que les juges de paix à compétence étendue ont les mêmes pouvoirs que les présidents des tribunaux de première instance et que par conséquent, comme eux, dans les villes où ne siège pas un tribunal de 1re instance, ils peuvent délivrer de semblables autorisations ; — Attendu que ce texte ne donne aux juges de paix les attributions du président du tribunal que dans deux cas : 1° en matière de référé ; 2° lorsqu'il y a lieu

d'ordonner des mesures conservatoires ; que ces deux cas sont limitativement déterminés ; qu'on ne peut donc étendre l'application du texte visé à des cas qui ne se réfèrent pas à ces deux matières ; — Attendu que l'autorisation spéciale exigée par le législateur de 1914 pour l'exécution des décisions de justice ne rentre dans la catégorie de mesures comprises ni dans l'une ni dans l'autre de ces matières ; qu'il faut donc s'en tenir au sens strict des mots et décider que c'est exclusivement au président du tribunal que les décrets plus haut cités ont entendu réserver le droit d'autoriser l'exécution des jugements ; — Attendu qu'il suit de là que le sieur Auguste Blanc est fondé à demander la nullité d'une saisie faite à la suite d'une autorisation irrégulièrement donnée ; que la saisie dont il s'agit doit être déclarée nulle et de nul effet ; — Attendu que le sieur Auguste Blanc a demandé à l'encontre du sieur Guy Blanc 5.000 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice qui lui a été causé ; que par ses conclusions dernières, signifiées le 28 décembre 1915, il a déclaré réduire la demande à 3.000 francs ; que c'est le dernier état des conclusions qui doit être pris en considération par le tribunal pour la fixation de la réparation encourue ; — Mais attendu que Auguste Blanc ne justifie pas de l'importance du préjudice subi par lui ; qu'il ne faut pas perdre de vue que Guy Blanc poursuivait l'exécution d'un jugement remontant au mois de septembre 1911, devenu depuis longtemps définitif et qu'il n'avait pu jusqu'alors exécuter à cause de l'insolvabilité de son débiteur (procès-verbal de carence du 18 décembre 1914) ; qu'il échet encore de considérer que pour donner à croire que, en fait, l'exécution poursuivie contre lui était injusticiable, le sieur Auguste Blanc n'avait pas hésité à alléguer qu'il était mobilisé, alors que cette allégation était inexacte ; qu'il sera fait droit en lui allouant outre les dépenses, une somme de un franc ponr tous dommages-intérêts ;

Sur le recours de Guy Blanc à l'encontre de Mazet ; — Attendu qu'il n'est pas établi que ce dernier ait commis une faute lourde de nature à engager sa responsabilité ; qu'il avait reçu de Guy Blanc ses instructions et les pièces nécessaires en vue de l'exécution dont s'agit ; qu'il a pu de bonne foi, en présence d'un texte nouveau à appliquer, se méprendre vu la procédure à suivre, alors surtout qu'il apparait des documents versés aux débats qu'il n'a pas agi à la légère et sans avoir eu recours à des avis qu'il pouvait croire autorisés ; qu'il y a donc lieu de le mettre purement et simplement hors de cause ; mais qu'il ne saurait prétendre à des dommages-intérêts ;

Par ces motifs ; — Joint la demande principale et l'appel en cause ; — Déclare nulle et de nul effet la saisie opérée par le sieur Guy Blanc à l'encontre du sieur Auguste Blanc suivant procès-verbal de Mazet du 12 novembre 1914; En prononce la main levée ; — Condamne Guy Blanc à payer à Auguste Blanc la somme de 1 franc de dommages-intérêts ; — Met Mazet hors de cause ; — Déboute respectivement les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions ; — Condamne Guy Blanc aux dépens.

(Min. publ. M. de Chelles, subst. — Mes Grébauval et Bismut, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 11-12 — 15-30 Juin 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

**Législation :** Liquidation du moratorium des échéances. — Mesures à prendre contre la rage. — Moratorium des assurances sur la vie.

**Jurisprudence :** *Cour d'Appel d'Alger :* Régime matrimonial des israélites français mariés au Consulat de France en Tunisie. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Nationalité de l'israélite né en Tunisie de parents fixés dans la Régence depuis une époque indéterminée. — 2° Validité du congé donné par un sequestre de biens austro-hongrois au locataire d'un immeuble possédé dans l'indivision avec des sujets de puissances alliées. — 3° Preuve du dol allégué à la charge de la prétendue victime. 4° Régularité de l'obligation écrite en entier de la main du débiteur au cas d'absence des mots bon ou approuvé et validité de l'engagement umilatéral qui n'a pas été fait en plusieurs exemplaires. — 5° Annulation du bail d'un immeuble non immatriculé n'ayant pas date certaine avant la signification d'un commandement à toutes fins et ce, par application de l'article 684 pr. civ. — 6° Loi française applicable à la vente d'animaux de race bovine déclarés atteints de tuberculose et dont la livraison a été faite en France. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : 1° Pouvoir d'appréciation par le tribunal, de l'effet de la révocation du mandat vis-à-vis du tiers ayant traité avec le mandataire. — *Justice de paix du Canton Nord de Tunis*: Formalité imposée par le décret du 16 septembre 1907 en vue d'obtenir la détaxe d'immeubles non loués.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 2 juin 1916 (2 chaâbane 1334), *relatif à la liquidation du moratorium des échéances.*

Vu nos décrets des 20 mai et 30 juin 1915 relatifs à la liquidation du moratorium des échéances ;

Vu notamment celles des dispositions de ces décrets qui ont suspendu jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé le recours du porteur de l'effet contre les bénéficiaires ou endosseurs ;

Considérant que la situation agricole de la Régence, dont l'amélioration en 1915 avait déjà justifié les décrets susvisés, permet, sous réserve de la protection dûe aux personnes présentes sous les drapeaux, de lever les dernières restrictions, momentanément maintenues en 1915, qui s'opposent encore à la reprise complète des recouvrements sur les autres débiteurs ;

Sur la proposition de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Mimistre ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les porteurs des valeurs rendues définitivement exigibles par Notre décret du 20 mai 1915 pourront, si ces valeurs n'ont pas été payées dans le délai de douze mois, date pour date, couru du jour où elles sont ainsi devenues exigibles, exercer à l'encontre des bénéficiaires et endosseurs, à partir du 15 juillet 1916 inclusivement pour les dites valeurs exigibles du 30 juin au 15 juillet 1915 et à partir du lendemain de l'expiration du délai de douze mois précité, pour toutes les autres valeurs, le recours que le n° 2 de l'article 4 dudit décret, modifié par le décret du 30 juin 1915, leur a momentanément interdit.

Exceptionnellement, les porteurs pourront exercer ce recours sans attendre le 15 juillet 1916 ou l'expiration des douze mois prévus ci dessus si le débiteur est en état de cessation de paiement, alors même que la faillite n'aura pas encore été déclarée.

En aucun cas, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le défaut d'exercice par le porteur, du recours qui lui est ouvert par le présent décret, n'entraînera la déchéance de ses droits contre les bénéficiaires et endosseurs.

ART. 2. — Un mois au moins avant la date à laquelle il pourra entreprendre l'exercice de ce recours, le porteur devra envoyer aux bénéficiaires et endosseurs une lettre recommandée les avisant de l'impossibilité où il a été jusque

là d'obtenir le paiement de la valeur les concernant, de la date à laquelle ils doivent cesser de jouir de l'immunité temporaire que leur avait conférée le n° 2 précité de l'article 4 du décret du 20 mai 1915, et de la possibilité pour lui de se prévaloir à leur encontre des dispositions du présent décret.

Le coût de cette lettre recommandée s'ajoutera au principal de la valeur pour être payé en même temps.

Le porteur qui n'aura pas envoyé en temps utile la lettre recommandée, conservera son recours contre les bénéficiaire et endosseurs, mais perdra tout droit aux intérêts depuis le jour où le recours pourra être exercé jusqu'à celui du paiement de la valeur.

ART. 3. — Les dispositions du décret du 20 mai 1915, modifié par le décret du 30 juin 1915 et des arrêtés pris pour leur exécution, relatives à la faculté pour le débiteur poursuivi par le porteur de demander aux tribunaux son renvoi devant les comités de conciliation et à la procédure devant ces comités, sont applicables aussi bien aux bénéficiaire et endosseurs actionnés par le porteur qu'au débiteur poursuivi par les bénéficiaire et endosseurs.

ART. 4. — Les valeurs souscrites à dater du 4 août 1914, sans distinction entre les valeurs nouvelles et les valeurs souscrites en renouvellement de valeurs moratoriées, demeurent exigibles à leur échéance tant des bénéficiaire et endosseurs que des tirés et souscripteurs.

Le porteur de ces valeurs conservera toutefois jusqu'au 31 mars 1917 le bénéfice du dernier alinéa de l'article 1er du décret français du 29 août 1914, promulgué en Tunisie par notre décret du même jour, pour leur présentation et leur protêt dans un délai de 10 jours.

A partir du 1er avril 1917, les dispositions de ce dernier alinéa et celles de l'article 4 n° 1 de Notre décret du 20 mai 1915, modifié par Notre décret du 30 juin 1915, cesseront d'être applicables, et les porteurs devront se confor-

mer aux prescriptions des articles 161 et 162 du code de commerce.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 10 du décret du 20 mai 1915 applicables à tous les débiteurs présents sous les drapeaux sont étendues à ceux qui ont été, depuis le 1er août 1914, renvoyés dans leurs foyers pour blessures ou maladies, ainsi qu'à leurs héritiers à raison des obligations contractées par leurs auteurs.

Aucun recours ne pourra être exercé contre les bénéficiaire et endosseurs présents sous les drapeaux renvoyés dans leurs foyers ou contre leurs héritiers suivant les indications ci-dessus. Toutefois, l'action du porteur ne s'arrêtera pas à eux ; elle se poursuivra vis à vis de l'endosseur précédent.

---

***Décret beylical*** du 3 juin 1916 (3 chaâbane 1334) *fixant les mesures à prendre contre la rage.*

Vu le décret du 3 février 1885 (17 rabia-ettani 1302) fixant les mesures à prendre pour garantir les troupeaux de la Régence des maladies contagieuses ;

Vu le décret du 4 août 1895 (12 sfar 1313) autorisant les caïds à prendre des arrêtés de police en dehors des agglomérations municipales ;

Vu le décret du 14 janvier 1914 (17 safar 1332) sur l'organisation des communes ;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne la rage, de préciser et de compléter les mesures propres à combattre la propagation de cette maladie ;

Avons pris le décret suivant :

Article premier. — La rage, lorsqu'elle est constatée chez les animaux de quelque espèce qu'ils soient, entraîne l'abatage, qui ne peut être différé sous aucun prétexte.

Art. 2. — Les chiens, les chats et tous carnassiers qui ont été mordus ou simplement roulés par un animal enragé ou suspect de rage, ne peuvent être mis en observation ; ils

doivent être immédiatement abattus. Le propriétaire de l'animal suspect est tenu, même en l'absence d'un ordre des agents de l'administration, de pourvoir à l'accomplissement de cette prescription.

Art. 3. — Lorsque des animaux herbivores ont été mordus par un animal enragé ou suspect de rage, il peut être sursis à l'abatage, mais ces animaux doivent être mis en surveillance pendant six semaines au moins. Il est interdit au propriétaire de se dessaisir de ces animaux avant l'expiration de ce délai si ce n'est pour les faire abattre. L'utilisation des chevaux et des bœufs pour le travail peut être autorisée à condition qu'ils soient muselés.

Art. 4. — Tout chien circulant dans les villes sur la voie publique, en liberté ou même tenu en laisse, doit être muni d'un collier portant gravés sur une plaque de métal, les nom et demeure de son propriétaire.

Art. 5. — Les chiens trouvés sans collier sur la voie publique dans les villes et les chiens errants, même munis de colliers, seront saisis et mis en fourrière. Ceux qui n'ont pas de colliers et dont le propriétaire est inconnu dans la localité sont abattus sans délai. Ceux qui portent le collier prescrit à l'article précédent et les chiens sans collier dont le propriétaire est connu, sont abattus s'ils n'ont pas été réclamés avant l'expiration d'un délai de trois jours francs.

Les chiens destinés à être abattus peuvent être livrés à des établissements de recherches scientifiques. En cas de remise au propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais de conduite, de nourriture et de garde, d'après un tarif fixé par l'autorité municipale.

Art. 6. — L'autorité administrative pourra, dans tous les cas, ordonner que tous les chiens circulant sur la voie publique soient muselés ou tenus en laisse.

Les chiens de garde devront être tenus en laisse, attachés ou enfermés pendant la journée et ne pourront être lachés que la nuit.

ART. 7. — Lorsqu'un cas de rage a été constaté dans une commune ou dans une localité non érigée en commune, l'autorité administrative compétente prend un arrêté pour interdire, pendant trois mois, la circulation des chiens, à moins qu'ils ne soient tenus en laisse. La même mesure est prise pour les communes ou pour les localités non érigées en commune qui ont été parcourues par un chien enragé. Pendant le même temps il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens ou de les conduire en dehors de leur résidence si ce n'est pour les faire abattre. Toutefois, peuvent être admis à circuler librement, mais seulement pour l'usage auxquels ils sont employés, les chiens de berger et de bouvier, ainsi que les chiens de chasse.

ART. 8. — Les infractions aux articles 1, 2 et 3 du présent décret seront punies d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 400 francs. En cas de récidive dans l'année, ces peines pourront être doublées.

Les infractions aux articles 4, 6 et 7 du présent décret et aux arrêtés pris pour leur exécution seront punies d'une amende de 1 à 5 francs et, en outre, au cas de récidive, d'un emprisonnement de 3 jours au plus.

Les articles 463 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Les dispositions du décret du 3 février 1885 restent, au surplus, applicables à tous les cas non prévus par le présent décret dont les dispositions ne font pas obstacle aux droits des tiers, au point de vue des responsabilités civiles, telles qu'elles résultent des articles 1385 du code civil français et 94 du civil tunisien.

---

***Décret beylical*** du 3 juin 1916 (3 chaâbane 1334), *relatif au moratorium des assurances sur la vie.*

Vu l'article 5 du décret du 10 août 1914 suspendant la durée des hostilités, l'effet des clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou une date préfixe ;

Vu le décret du 15 décembre 1914, imité du décret français du même jour et dont l'article 4 modifie la disposition qui précède ;

Vu le décret du Président de la République du 23 février 1915 subordonnant pour les entreprises d'assurances sur la vie l'application du bénéfice de l'article 3 du décret présidentiel du 15 décembre 1914 à la condition que l'assuré n'a pas pris l'engagement de payer à la fin des hostilités ses primes échues ;

Vu les décrets du Président de la République des 20 novembre 1915, 18 mars et 19 mai 1916 ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Un délai de soixante jours francs est accordé sous les réserves ci-après, à dater du premier juin 1916, pour le paiement des sommes dues par les entreprises d'assurances sur la vie établies en France, en vertu de polices préparées en Tunisie mais domiciliées en France à une date antérieure au 4 août 1914, ainsi que pour le rachat des dits contrats. Ce délai commence à courir :

1° Au 1er juin 1916 pour les contrats échus à la date de la publication du présent décret et dont le capital stipulé n'a pas encore été payée :

2° A partir de leur échéance, pour les contrats à échoir depuis la publication du présent décret jusqu'au 31 juillet inclusivement.

Néanmoins, pendant la durée de cette prorogation, les entreprises d'assurances sur la vie sont tenues de payer cinquante pour cent du capital ou du rachat stipulé jusqu'à concurrence de 25.000 francs et l'intégralité des rentes viagères.

Le bénéfice de ces dispositions ne pourra être invoqué par l'assuré qu'à la condition que le montant de la prime ait été versé.

Art. 2. — En matière d'assurance sur la vie, l'assureur, un mois après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet, reproduisant le texte de la présente disposition et invitant l'assuré à acquitter les primes arrivées à éccéance ou à prendre l'engagement de les acquitter, en une ou plusieurs fois à son gré, dans le délai de deux années après la cessation des hostilités, ne sera responsable en cas de décès de l'assuré, que jusqu'à concurrence de la valeur acquise à la police conformément aux conditions du contrat.

Toutefois, les clauses des polices d'assurances retrouveront leurs pleins effets, pour les primes échues, et à échoir, à l'égard des assurés des sociétés, à forme mutuelle qui ne paient aucune commission. ni aucune rétribution, sous quelque forme que ce soit, pour l'acquisition des assurances, et qui l'ont stipulé dans leurs statuts.

Les dispositions des alinéas précédents ne vaudront pas à l'égard des assurés présents sous les drapeaux, ou domiciliés dans les régions envahies, ou retenus en territoire ennemi, ou se trouvant hors de France, d'Algérie ou de Tunisie pour service public ; le recouvrement de leurs primes échues au cours de la période pendant laquelle ils sont restés couverts de leur risque se fera dans des conditions qui seront déterminées après les hostilités.

Art. 3. — L'assureur ne pourra pas se prévaloir des dispositions de l'article 4 de Notre décret du 15 décembre 1914 si l'assuré prend l'engagement de l'article précédent.

Art. 4. — Les prorogations spécifiées aux articles précédents sont purement facultatives pour les débiteurs ; les sommes dont le paiement est suspendu en vertu des dits articles portent intérêt de plein droit au taux de 5°/₀ à partir du jour où le paiement était primitivement exigible.

L'intérêt est dû dans les mêmes conditions par l'assuré pour le montant des primes qu'il n'a pas versées à l'époque fixée par le contrat.

Les dispostions des deux alinéas ci-dessus ne font pas

obstacle à l'application de toutes clauses contractuelles qui stipuleraient un taux d'intérêt plus élevé.

Art. 5. — Les contestations auxquelles peut donner lieu l'application du présent décret sont portées, par simple requête de la partie la plus diligente, devant le Président du Tribunal civil qui statue comme en référé. Sa décision est exécutoire par provision, nonobstant appel.

Art. 6. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux polices domiciliées en France des entreprises d'assurances, opérant dans la Métropole, des pays alliés ou neutres; toutefois, le bénéfice de ces dispositions serait refusé à ces entreprises dans le cas où le pays où elles ont leur siège social prendrait des mesures analogues sans en assurer l'application aux entreprises françaises.

## JURISPRUDENCE

### COUR D'APPEL D'ALGER (1re ch.)

*Audience du 30 décembre 1915. — Présidence de M.* Patrimonio, *premier président*

**Mariage. Tunisie. Formes. Israélites français. Consulat de France. Déclaration d'absence de contrat. Mariage religieux. Kétouba. Régime matrimonial Loi française.**

*En Tunisie l'état-civil est facultatif en ce sens que chacun peut y contracter mariage soit devant l'officier de l'Etat Civil institué par le décret beylical du 29 juin 1886, soit devant le consul de sa nationalité, soit devant le ministre du Culte auquel il appartient de faire ainsi constater à la fois l'union civile et l'union religieuse des époux.*

*Si deux israélites français ont fait d'abord consacrer leur union civile au vice-consulat de France en déclarant qu'il n'a été fait aucun contrat de mariage et ensuite ont comparu devant le rabbin qui a consacré leur mariage religieux, leur régime matrimonial se trouve régi par les dispositions de l'article 1394 du code civil, soit la communauté légale et non par celle de la Kétouba tenant lieu de contrat.*

Karsenty c/ Dme Lévy (1)

(1) V. J. 1914 p. 306.

La Cour ; — Attendu que l'appelant soumet à la Cour deux griefs à l'encontre du jugement déféré ; — Sur le premier grief ; — Attendu que le tribunal civil de Tunis saisi d'un incident de liquidation après divorce, a décidé que le régime matrimonial de l'appelant et de l'intimée résultait d'un acte de Kétouba compris dans leur acte de mariage religieux célébré à Tunis le 23 mai 1907 ; — Attendu que l'appelant, et l'intimée, tous deux de nationalité française, ont le 23 mai 1907, contracté mariage par devant le vice consul de France à Tunis, remplissant les fonctions d'officier d'Etat civil ; qu'interpellés, conformément aux dispositions de l'article 75 du code civil, s'il avait été fait un contrat de mariage, les futurs époux ont répondu négativement à l'officier de l'Etat civil, qui a consigné leur déclaration dans l'acte de mariage ; — Attendu que dans ces conditions, les époux Karsenti s'étant mariés sans contrat, se sont trouvés, aux termes de l'article 1393 du code civil, soumis au régime de la communauté légale ; — Attendu en effet, qu'en Tunisie l'Etat civil, est facultatif, en ce sens que chacun peut y contracter mariage, soit devant l'officier de l'Etat civil institué par le décret beylical du 29 juin 1886, soit devant le consul de sa nationalité, soit devant le ministre du Culte, auquel il appartient ; — Attendu que les parties, de religion hébraïque, auraient pu légalement se marier devant un rabbin israélite, et que l'acte dressé par ce ministre du culte aurait constaté à la fois l'union civile et l'union religieuse des époux ; — Attendu que les parties ont fait dresser l'acte de leur mariage civil par le vice consul de France à Tunis et qu'elles ont aussi comparu devant le rabbin israélite pour le mariage religieux ; — Attendu que, dans ces circonstances, leur union civile était irrévocablement consacrée par l'acte du vice-consul de France et qu'aucun changement ne pouvait y être apporté par l'acte du rabbin israélite, qui n'avait plus qu'un caractère confessionnel ; — Attendu que ces principes ont été méconnus par le jugement déféré ; — Attendu que pour motiver sa décision, le tribunal de Tunis se fonde sur ce que le mariage religieux et la Kétouba tenant lieu de contrat, aurait été concomitant de l'acte de

l'Etat civil reçu par le vice consul de France ; — Attendu qu'il y a dans cette appréciation des premiers juges une erreur manifeste ; — Attendu, en effet, que les époux ayant déclaré, devant l'officier de l'Etat civil français, qu'il n'avait été fait de contrat de mariage et cette déclaration n'ayant même pas été contestée à aucun moment, il s'ensuit nécessairement que le mariage civil a précédé le mariage célébré devant le rabbin ; — Attendu que les parties ayant comparu devant le vice consul de France, ne pouvaient plus faire choix d'une autre forme de mariage et que l'acte dressé par le vice consul de France, seul valable désormais au regard de la loi française, excluait nécessairement l'acte purement religieux dressé ensuite par le rabbin israélite ; — Attendu, dès lors, qu'en comprenant dans leur mariage religieux un prétendu contrat dit kétouba, les époux Karsenti ont formellement violé l'article 1394 du code civil, aux termes duquel « toutes conventions matrimoniales seront redigées avant le mariage » ; que c'est donc à tort que les premiers juges ont décidé que le régime matrimonial des anciens époux Karsenti était autre que celui de la communauté légale et qu'il échet d'infirmer en ce sens le jugement déféré ; — Attendu que c'est ainsi que le vice consul de France à Bizerte, remplissant les fonctions de notaire, avait dressé, les 15 et 29 février 1912, un projet de liquidation, prenant pour base le régime de la communauté légale, mais que ce travail n'a été accepté ni par l'appelant ni par l'intimée, qui y était représentée par son mandataire, dont les déclarations, d'ailleurs contradictoires, n'ont pas été ratifiées par elle, puisqu'elle a intenté le procès actuel ; — Attendu à un autre point de vue, que l'intimée n'ayant point accepté la communauté dans les trois mois et quarante jours après le divorce définitivement prononcé, est censé y avoir renoncé aux termes de l'article 1446 du code civil dont l'appelant invoque à juste titre l'application ; qu'il échet de faire droit à ses conclusions et de déclarer fondé le 1er grief de son appel.

Sur le second grief ; — Attendu que l'appelant demande à être déchargé de la pension alimentaire à laquelle il a été

condamné par l'arrêt de divorce du 5 avril 1911 ; — Attendu que le jugement entrepris a repoussé ce chef des prétentions de l'intimée, motif pris de ce qu'elle toucherait la somme de 12.700 francs résultant de son contrat de mariage ou kétouba, et lui a néanmoins accordé cette pension jusqu'au paiement de la dite somme ; — Attendu que la cour décidant que l'intimée était mariée sous le régime de la communauté légale, il y a lieu d'infirmer également de ce chef, et de statuer que l'intimée touchera la pension alimentaire allouée par l'arrêt du 5 avril 1911 jusqu'à la fin de la liquidation conformément au droit commun ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel et l'opposition en la forme; Et y faisant droit au fond ; — Infirme et met à néant le jugement dont est appel et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Dit que le régime matrimonial des parties a été celui de la communauté légale, qui servira de base à la liquidation de leur ancienne association conjugale ; Dit que, faute par la dame Lévy d'avoir accepté la communauté dans les délais légaux, elle y a renoncé ; — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a décidé que la pension alimentaire ne serait payée que jusqu'au recouvrement par la dite dame Lévy de la somme de 12.700 francs ; — Dit que cette pension alimentaire sera servie à l'intimée jusqu'à la fin de la liquidation.

(Min. publ. M. Binos av. gén. ; — Mes Lévy et Marneur av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 3 avril 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**Nationalité. Israélite né en Tunisie. Parents fixés dans la Régence depuis une époque indéterminée. Sujet tunisien. Présomption. Admission de la preuve contraire. Inscription au Consulat de France antérieure à l'occupation. Passeport. Sa valeur au point de vue de la nationalité. Certificats de protection .But politique. Révision des patentes. Sujets français et protégés.**

*La présomption de sujet tunisien à l'encontre d'un individu de race et de religion israélite, né à Tunis d'un père*

*établi dans la Régence depuis une époque indéterminée, peut être en principe combattue par la preuve cantraire.*

*L'inscription sur le registre du Consulat de France, avant l'occupation française, ne saurait par elle-même consacrer définitivement sur la tète d'une personne la qualité de français et avoir à cet égard la force d'un jugement, si cette inscription avait été obtenue au moyen de la production d'un passeport qui n'est en définitive que l'attestation par l'autorité administrative de l'identité d'un individu autorisé à voyager librement, attestation dont les mentions et spécialement celles relatives à la nationalité du porteur demeurent toujours contestables et soumises au contrôle des tribunaux. C'est ainsi que de nombreux certificats ont été délivrés qui ne consacraient pas des droits certains, mais ils l'étaient dans un puissant intérêt politique, pour défendre l'influence française contre des entreprises rivales usant du même moyen. Après l'occupation, l'administration du protectorat reconnut la nécessité de réviser les patentes et les certificats de nationalité délivrés antérieurement ; les uns, après justifications nécessaires, furent définitivement reconnus sujets français, les autres furent considérés désormais comme protégés, faveur d'ailleurs toute personnelle et non transmissible à leur descendance.*

EPOUX COHEN GIAMI ET HASSID GIAMI C/
CONSORTS GIAMI

Le Tribunal ; — Sur la demande de sursis formée par les demanderesses et dont la jonction au fond a été ordonnée par le jugement d'avant dire droit de cette chambre du sept février 1916 ; — Attendu que les demanderesses bien qu'ayant relevé appel dudit jugement, ont plaidé au fond à l'audience indiquée, sans s'arrêter au soutien de leur demande incidente ; que d'ailleurs cette demande ne se justifiait pas ; qu'elle était, en effet, uniquement motivée par l'appel interjeté contre le jugement de cette chambre du 12 juillet 1915, lequel s'est borné à rejeter la demande en reprise d'instance formée par le sieur Sauveur Scemama au nom des héritiers mineurs de la veuve Chalom Giami ; que l'appel interjeté contre un tel jugement qui n'a statué que sur

un incident de la procédure n'est pas suspensif ; — Attendu, en conséquence qu'il convient de passer outre et de statuer au fond ;

Attendu que pour faire prononcer la nullité du testament fait par feu Messaoud Giami en conformité de la loi hébraïque, au profit de ses seuls descendants mâles, et à l'exclusion des demanderesses ses filles, comme aussi pour demander la liquidation et le partage de la succession dudit Messaoud Giami, conformément à la loi française, les dames Cohen-Giami et Hassid-Giami soutiennent que le *de cujus* était français ; — Attendu que les défendeurs dénient qu'il eût cette qualité ;

Attendu que le feu Messaoud Giami, de race et de religion israélite, est né à Tunis et était fils de Haïm Giami qui lui-même était établi, depuis une époque indéterminée, dans la Régence ; — Attendu que de ces faits, non contestés, résulte la présomption que Messaoud Giami était sujet tunisien ;

Attendu que les demanderesses, sans contester le principe de cette présomption, entendent la combattre par la preuve contraire au moyen de deux documents, savoir : 1° une copie à elle délivrée par M. le Résident Général, des renseignements portés à la matricule du Consulat de France à Tunis, à la date du 6 juillet 1871, en regard de l'inscription n° 529 concernant le nommé Messaoud ben Haïm Giami ; 2° un acte de notoriété dressé le 14 mai 1914, par le juge de paix du canton sud de Tunis ;

Mais attendu que ces deux documents n'ont pas à eux seuls une force probante suffisante ; — Attendu tout d'abord et en ce qui concerne l'inscription de Messaoud Giami sur le registre du Consulat de France, que cette inscription ne saurait par elle-même consacrer définitivement sur la tête dudit Messaoud Giami la qualité de Français et avoir à cet égard la force d'un jugement ; — Attendu qu'après avoir soutenu le contraire dans leurs conclusions signifiées le 12 juin 1914, les demanderesses se rendant à l'évidence des principes unanimement admis en la matière, se sont bornées à invoquer les énonciations de ladite inscription ; — Attendu que ces énonciations sont les suivantes : « N° 529. — « Mes-

« saoud ben Haïm Giami, né à Tunis, vers 1845, *de parents « algériens*, commerçant à Tunis. Composition de la famille : « sa femme Aziza, ses enfants Haïm, Scialom, Ghezala, « Haya, Youssef et Mariem.... *Justification de l'immatri- « culation : passeport fait à Bône le 6 juin 1871.* » — Attendu qu'il faut conclure de ce libellé que le Consul de France à Tunis, pour déclarer Messaoud Giami né de parents algériens lui-même, s'en est uniquement rapporté à un passeport dont il était porteur ; — Mais attendu que cette pièce, qui n'est d'ailleurs pas représentée au tribunal, quand bien même elle eût attesté la filiation algérienne du *de cujus*, ce qui est vraisemblable mais non établi, ne pourrait à elle seule prouver cette filiation ; que suffisante sans doute pour satisfaire aux instructions de la circulaire ministérielle du 20 janvier 1869 citée aux conclusions des demanderesses, et pour motiver, au moins provisoirement, l'inscription de son porteur à la matricule et lui valoir la protection du Consul de France, elle ne saurait avoir par elle-même, pour lui faire reconnaître définitivement la qualité de Français et les droits éminents qui s'y attachent, une valeur déterminante ; qu'en effet, un passeport n'est en définitive que l'attestation par l'autorité administrative de l'identité d'un individu autorisé à voyager librement, attestation dont les mentions et spécialement celles relatives à la nationalité du porteur demeurent toujours contestables et soumises au contrôle des tribunaux ; — Attendu qu'en l'espèce ce contrôle ne peut s'exercer ; — Attendu qu'il faudrait savoir (et rien ne le fait connaître), sur le fondement de quelles justifications, et de quelles enquêtes l'autorité administrative a cru pouvoir déclarer Messaoud Giami né de parents algériens ; — Attendu qu'à supposer même que ces justifications, si elles ont été produites, et ces enquêtes, si elles ont eu lieu, aient eu une valeur probante et qu'elles aient établi que le père du *de cujus* était lui-même de souche élgérienne, il resterait à savoir néanmoins s'il avait bien droit à la qualité d'algérien que lui ont attribuée le passeport et la matricule, spécialement si sa famille, bônoise d'origine, ne s'était pas établie en Tunisie, si lui-même n'y

était pas né avant la conquête de l'Algérie par la France et si, par suite, cette famille et lui même n'étaient pas devenus tunisiens ; — Attendu que la matricule ne fournit sur tous ces points aucune précision, aucun renseignement ; que, par suite, la mention « né de parents algériens » qui y figure et qui constitue une appréciation de droit plutôt qu'une constation de fait, ne saurait s'imposer au tribunal ; — Attendu qu'en réalité, il ne s'en dégage même pas une simple présomption ; qu'il faut aller jusqu'à dire qu'on ne peut lui reconnaître la valeur relative qui s'attache à la commune renommée ; — Attendu en effet, que l'indication d'algérien dont s'agit émanait d'une autorité administrative de la ville de Bône, alors que Messaoud Giami qu'elle concernait était né et domicilié à Tunis, et que son père qu'elle concernait également, y avait eu, lui aussi, et pendant de longues années, son domicile, y était peut-être même né, et y était décédé ; que, par suite l'autorité administrative de Bône n'était manifestement pas en mesure de certifier en connaissance de cause l'origine algérienne de Messaoud Giami ; — Attendu que le seul fait par ce dernier d'avoir recherché à Bône, hors et loin de son principal établissement, la preuve de cette origine, alors cependant que nombre de ses coreligionnaires domiciliés comme lui en Tunisie, s'y procuraient facilement cette preuve, suffirait à établir qu'il ne l'aurait pas obtenue dans la Régence des autorités ou des personnes en relations constantes avec lui et, par conséquent, bien renseignées sur son compte ; — Attendu que si le Consul de France a consenti à faire état d'un passeport délivré dans des conditions qui rendaient si précaire la preuve de la nationalité de son porteur, cette circonstance ne saurait renforcer la valeur intrinsèque de cette pièce ; qu'il a déjà été observé plus haut qu'elle pouvait parfaitement constituer un titre provisoire à l'inscription sur la matricule, sauf, ce titre, à être contesté par tous les intéressés ; qu'on ne saurait d'ailleurs perdre de vue le puissant intérêt politique qui facilitait, avant l'occupation, à nombre d'habitants de la Régence, la protection du Consulat de France, celui-ci ne faisant en cela que défendre

l'influence française contre des entreprises rivales usant du même moyen ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que de nombreuses patentes de protection et de nombreux certificats de nationalité ont été ainsi délivrés qui ne consacraient pas des droits certains ; — Attendu que cet état de choses était si manifeste qu'après l'occupation, l'administration du Protectorat a reconnu la nécessité de réviser les patentes et les certificats de nationalité délivrés antérieurement; — Attendu que cette révision a été faite avec le plus grand soin au moyen d'enquêtes admininistratives au cours desquelles les intéressés ont été appelés à produire toutes les justifications nécessaires ; qu'à la suite de ces opérations, l'administration du Protectorat a réparti les bénéficiaires des anciens certificats de nationalité en deux liste: d'une part, les individus (et c'étaient les plus nombreux) qu'elle reconnaissait définitivement comme sujets français; d'autre part, ceux à qui elle refusait la reconnaissance de cette qualité ; que, pour épargner à ces derniers une déchéance et la perte des privilèges auxquels ils avaient été admis jusqu'alors, l'administration a consenti à les considérer désormais comme *protégés*, faveur d'ailleurs toute personnelle et non transmissible à leur descendance ; — Attendu qu'il convient d'observer que Messaoud Giami a été, à la suite de cette révision, classé dans la deuxième catégorie, celle des protégés ; qu'ainsi l'administration qui l'avait, en 1871, admis à la matricule comme algérien, a, postérieurement reconnu que cette qualité n'était pas la sienne ; — Attendu d'ailleurs que le *de cujus* lui-même ne se l'est jamais attribuée au cours de sa vie, dans aucun acte public ou privé, si ce n'est en 1871, alors qu'après être resté plusieurs années sans rechercher la protection française, il s'est résolu, pour des raisons et dans des circonstances restées inconnues, à la solliciter et qu'il s'est trouvé dans la nécessité de justifier cette faveur ;

Attendu enfin, qu'un frère du *de cujus*, Achir Giami, a été reconnu sujet tunisien et ce, précisément à la demande de Messaoud Giami, par un jugement du tribunal de céans du 24 février 1904, rendu sur un litige relatif à la succes-

sion dudit Achir Giami; - Attendu que sans aller jusqu'à trouver dans les faits de ce procès un aveu judiciaire de Messaoud Giami, susceptible à lui seul de prouver sa nationalité tunisienne, l'aveu ne pouvant faire preuve dans une matière touchant l'ordre public et notamment en matière de nationalité, sans qu'il soit besoin non plus de rechercher si la chose implicitement jugée par le jugement susvisé du 24 février 1904, à savoir que le père d'Achir, qui était aussi celui de Messaoud Giami, n'était pas algérien, ne pourrait être opposée dans l'instance actuelle aux filles de ce dernier, demanderesses, il se dégage cependant de ces faits et de ce jugement une dernière présomption de la fausseté ou tout au moins de l'inexactitude des indications de la matricule dont on voudrait faire état ;

Attendu, en ce qui concerne l'acte de notoriété invoqué par les demanderesses, que ce document apparaît, en suite des considérations qui précèdent, comme dépourvu de toute valeur sérieuse ; — Attendu qu'aux termes de cet acte reçu par le juge de paix du canton sud de Tunis le 14 mai 1914, c'est-à-dire après le décès de Messaoud Giami, sept témoins israélites, d'un âge avancé, ont certifié que ledit Messaoud Giami ou Djami, était d'origine algérienne, son père étant venu de Bône, son pays natal, se fixer à Tunis vers 1840 ; — Attendu que rien n'est plus facile, ainsi que l'a constaté maintes fois le Tribunal de céans, notamment dans son jugement susvisé du 24 février 1904 (affaire Achir Giami), que de trouver dans les milieux indigènes des témoins complaisants pour attester la nationalité française d'un tunisien ; — Attendu qu'on en rencontre en l'espèce, la preuve évidente ; que, non seulement, en effet, les défendeurs ont sans difficulté trouvé des témoins et fait dresser des actes de notoriété en sens contraire, devant des rabbins, ce qui n'est d'ailleurs nullement pour diminuer la valeur d'un acte, contrairement à ce qu'ont fait plaider les demanderesses, mais encore un des témoins de l'acte de notoriété produit par ces derniers, lequel avait attesté la nationalité française du *de cujus*, n'a pas hésité

à certifier le contraire dans un des actes de notoriété dressé à la requête des défendeurs ;

Attendu, en définitive, qu'aucun des documents produits au tribunal ne l'autorise à considérer comme sujet français feu Messaoud Giami, contrairement à la présomption qui fait de lui un tunisien ; qu'il faut seulement lui reconnaitre la qualité de protégé français qui le maintient d'ailleurs sous l'empire de la loi mosaïque pour tout ce qui touche à son statut personnel et à la dévolution de sa succession ;

Attendu, par suite, que les prétentions des demanderesses qui tendent à se faire déclarer habiles à succéder audit Messaoud Giami, leur père, conformément à la loi française, alors que la loi mosaïque les prive de toute part dans son hérédité, ne sont aucunement fondées ; qu'il en est de même de leur action tendant à faire annuler, comme violant la loi française, les dispositions prises par le défunt en vue de sa mort et en conformité de la loi hébraïque ; — Attendu que c'est à bon droit, au contraire, que les défendeurs ont reconventionnellement demandé à être mis en possession de la succession dont s'agit dans les termes du testament attaqué à tort, et à l'exclusion des demanderesses; qu'ils sont également fondés à demander la main-levée du sequestre constitué par l'ordonnance de référé du 10 mars 1913 ; — Attendu que la veuve de Messaoud Giami et les sieurs Joseph Giami, Victor Giami et Achir Giami ont, en outre, conclu à la condamnation des demanderesses à des dommages-intérêts pour action vexatoire ; mais attendu qu'il n'apparait pas que les contestations soulevées aient ce caractère ; que, dans tous les cas, l'allocation des dépens constituera pour les dépendeurs une réparation suffisante.

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement, en premier ressort, et sans s'arrêter à la demande de sursis formée par les demanderesses et qui est rejetée en tant que de besoin ; — Dit que Messaoud Giami était sujet tunisien, protégé français ;dit que la dévolution de sa succession doit être réglée d'après la loi mosaïque ; que, par suite, en vertu de ladite loi, les demanderesses sont sans droit ni

qualité pour y intervenir et y rien prétendre, et que les dispositions prises par le *de cujus* en vue de sa mort et en conformité de la dite loi, suivant acte reçu par notaires israélites à la date du 27 janvier 1909, sont valables et doivent recevoir leur pleine et entière exécution ; — Déboute en conséquence les demanderesses de toutes leurs demandes, fins et conclusions ; — Et, recevant les défendeurs reconventionnellement demandeurs, les autorise à faire l'inventaire et à se mettre en possession de tous les biens de la succession de leur auteur pour se les partager et en disposer dans les termes de ses dernières volontés et suivant les prescriptions de la loi mosaïque, à l'exclusion des demanderesses ; — Lève le sequestre constitué sur les biens de l'hérédité par l'ordonnance de référé du 10 mars 1913 ; — Condamne les demanderesses aux dépens.

(Min. publ. Massé, subst. ; — Mes Meunier, du barreau d'Alger, Gueydan, Bodoy et J. Scemama, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 11 avril 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**Sequestres. Biens austro-hongrois. Copropriétaires alliés. Congé donné au locataire. Opposition. Validité du congé. Motifs.**

*Le congé signifié par le sequestre d'un immeuble appartenant à un sujet autrichien, possédé indivisement avec des sujets italiens et en même temps à la requête de ces derniers, doit être déclaré valable et régulier ; la décision contraire irait à l'encontre de l'esprit de la loi qui, ayant pour objet d'interrompre toute opération profitable aux sujets des nations ennemies, n'a pu vouloir qu'il soit porté atteinte aux intérêts des sujets des nations alliées ou neutres.*

Merz c/ Allaman ès-q. Disegni et Attias (1)

Le Tribunal ; — Vu l'ordonnance rendue le 19 décembre 1915 par M. le Président du tribunal, autorisant

---

(1) V. J. 1915 p. 400.

M. Allaman, sequestre des biens de Ladislas Drzinski, sujet autrichien à défendre à l'action à lui intentée par Merz d'Hardivillier ; — Attendu que le demandeur argue de nullité le congé à lui signifié le 10 mars 1913 à la requête de 1° Allaman, sequestre des biens de Ladislas Drzinski, 2° Adolphe Disegni, 3° Maurice Attias, motif pris de ce que le sequestre des biens d'un sujet allemand ou autrichien n'a pas qualité pour donner congé d'un bail ; — Attendu qu'en admettant même que les pouvoirs du sequestre ne s'étendent pas aux congés de baux concernant les biens qu'il a charge de conserver, on ne saurait en l'espèce décider que le congé signifié par ledit séquestre ensemble avec deux co-propriétaires sujets italiens est frappé de nullité ; que pareille décision irait à l'encontre de l'esprit de la loi qui, ayant pour objet d'interrompre toute opération profitable aux sujets des nations ennemies, n'a pu vouloir qu'il soit porté atteinte aux intérêts des sujets des nations alliées ou neutras ; — Attendu par suite, que le congé est valable et régulier ; qu'il échet en conséquence de débouter le demandeur de sa demande en nullité de congé et en dommages-intérêts ;

Sur la demande reconventionnelle ; — Attendu que le congé étant régulier et conforme aux clauses du bail, il échet d'en prononcer la validité ; — Attendu que la demande en paiement de la somme de 1.500 francs pour indue occupation du 15 juillet 1915 au 15 avril 1916 est légitimement réclamée ; — Attendu en ce qui concerne la demande en 1.000 francs de dommages intérêts, que les défendeurs ne justifient pas d'un préjudice matériel excédent le montant des loyers afférents à la durée de l'occupation des lieux loués ; que d'autre part, si le demandeur s'est mépris sur son droit d'invoquer la nullité du congé, sa bonne foi ne parait pas douteuse ; qu'il n'y a donc pas de sa part abus de procédure ;

Par ces motifs ; — Déboute le demandeur de ses demandes, fins et conclusions ; — Statuant sur la demande reconventionnelle, déclare valable et régulier le congé signifié à Merz d'Hardivillier par exploit du 19 mars 1915 ; — Dit que

le locataire susnommé devra déguerpir les lieux loués à l'expiration du délai de 15 jours à dater de la signification du présent jugement ; que faute de ce faire il en sera expulsé par toutes les voies de droit ; — Condamne Merz d'Hardivillier à payer aux bailleurs la somme de 1.500 fr. montant de l'indemnité d'indue occupation du 15 juillet 1915 au 15 avril 1916 ; — Déboute Disegni et consorts du surplus de leurs demandes, fins et conclusions ; — Condamne Merz d'Hardivillier aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. : — Mes PIÉTRA et COULON, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH ).

*Audience du 3 mai 1916. — Présidence de* M. DRAMARD, *vise-président*

**I. Dol. Allégation: Victime prétendue. Preuve à sa charge.**

**II. Obligation. Débiteur. Rédaction par ce dernier. Absence des mots bon ou approuvé. Validité. Engagement unilatéral. Défaut de doubles. Régularité. (Art. 1325 et 1326 c. c.)**

*I. Le dol ne se présumant pas, c'est à la partie qui prétend en avoir été victime d'en faire la preuve.*

*II. La mention des mots bon ou approuvé n'est pas nécessaire dans une obligation entièrement écrite par le débiteur (art. 1326 c. c.).*

*L'engagement unilatéral, entièrement aux conventions synallagmatiques, est valable s'il n'a pas été fait en autant d'originaux que de parties contractantes.*

ALBERT SCEMAMA c/ Dme veuve SCIALOM SITBON

Le Tribunal ; — Attendu que suivant lettre en date à Tunis du 26 avril 1915, enregistrée, la dame Helène Scemama, veuve Scialom Sitbon, s'engageait à servir au sieur Albert Scemama, son frère, une pension de cent francs par mois pour les peines et soins qu'il avait pris pour défendre ses intérêts dans la succession de feu de son mari ; qu'elle s'engageait en outre, pour le cas, où n'ayant plus besoin de ses services, elle annulerait la procuration qu'elle lui avait

donnée le 19 avril précédent, et surtout en reconnaissance des quinze années de service chez son mari, à lui verser une indemnité de 5.000 francs, payable en quatre termes de 1.250 francs par an, le premier versement devant avoir lieu le jour où la mensualité de 100 francs cesserait d'être payée ; — Attendu que, à la date du 10 juillet 1915, la dame veuve Sitbon faisait savoir au sieur Scemama qu'elle lui retirait la procuration qu'elle lui avait donnée ; — Attendu que le sieur Scemama n'ayant pas obtenu paiement des quatre mensualités de cent francs, courues du 1er avril à fin juillet, non plus que le premier versement de 1.250 francs convenu a, par exploit de Sureau huissier à Tunis, du 25 septembre 1915 assigné ladite dame en paiement de ces sommes ;

Attendu que la défenderesse résiste à cette demande, prétendant ne rien devoir parce que l'engagement pris par elle dans la lettre sus mentionnée n'est pas valable, ayant été surpris à sa bonne foi ; qu'elle soutient au surplus que le contrat auquel il est fait allusion dans cette lettre est sans cause, et qu'il est nul pour défaut d'observation des règles tracées par l'article 1326 du code civil ; qu'elle prétend encore qu'il s'agissait de conventions synallagmatiques et que le contrat pour être valable eut dû, conformément à l'article 1325 du même code, être fait en double original ;

Attendu tout d'abord que la dame Sitbon ne saurait valablement soutenir que l'engagement pris par elle est nul parce que son consentement n'aurait pas été libre et que sa signature aurait été surprise à sa bonne foi ; — Attendu que le dol ne se présume pas ; que c'est à la partie qui prétend en avoir été victime à en faire la preuve ; — Attendu que la dame Sitbon ne fait pas cette preuve ; qu'elle n'articule aucun fait, qu'elle ne fait valoir aucune circonstance, ne produit aucun élément d'appréciation d'où il puisse résulter que le demandeur, pour se faire reconnaitre les avantages stipulés en sa faveur dans l'écrit sus visé, ait eu recours à des manœuvros dolosives ; Qu'elle a fait plaider que Scemama avait à dessein, sans doute pour rendre ses services indispensables, amené la mésintelligence entre la défende-

resse et ses filles ; — Attendu que c'est là une insinuation qui ne repose sur aucun fondement, qui n'est étayé d'aucune preuve et qui est totalement dénuée de portée ; — Attendu que la défenderesse ne peut pas davantage soutenir que l'obligation contractée par elle est sans cause ; qu'il appert au contraire des explications produites par la dame Sifbon que le demandeur s'est activement employé à la sauvegarde des intérêts qui lui avaient été confiées ; qu'il est non moins établi que Scemama, du vivant de Sitbon, lui avait rendu par son attachement et son zèle les plus grands services et que c'est principalement en récompense de ces services que sa veuve lui avait promis la gratification qui fait l'objet de l'écrit litigieux ; — Attendu que, dans ses conclusions signifiées le 7 février 1916 la défenderesse a allégué que la lettre du 26 avril n'était pas écrite de sa main, ce qui eût rendu nécessaires les formalités prescrites par l'article 1326 du code civil et l'apposition de la formule bon et approuvé ; — Attendu que cette allégation, qui d'ailleurs n'a pas été sérieusement soutenue. ne résiste pas à l'examen des pièces produites ; qu'il est manifeste en rapprochant l'écriture de la lettre du 23 avril de celle du 10 juillet 1915, plus haut visée, et par laquelle la dame Sitbon avisait Scemama qu'elle révoquait la procuration, que les deux lettres sont de la même main ; qu'il est donc certain que la lettre du 26 avril a été entièrement écrite par la dame Sitbon et que dès lors la formalité du bon et approuvé n'était pas nécessaire ; — Attendu, sur le moyen tiré de ce que les prescriptions de l'article 1325 du code civil n'ont pas été observées, qu'il convient de remarquer que la lettre du 26 avril ne contient aucune convention synallagmatique ; que, à en prendre les termes exprès, elle n'est autre chose que l'engagement pris par la signataire, en reconnaissance des services que lui a rendus et que lui rend journellement Scemama, de lui verser une gratification convenue ; qu'on y lit en effet, que la dame Sitbon lui servira une mensualité de cent francs pour « les « peines et soins qu'il prend à défendre ses intérêts » et que « dès qu'elle n'aura plus besoin de ses services, et surtout enre connaissance des 15 années de bons et loyaux services

rendus à son mari et de l'attitude honnête prise par lui à sa mort pour défendre ses droits, elle s'engage à lui allouer une indemité de 5.000 francs ». — Attendu qu'un engagement de ce genre qui se réfère à des services rendus et qui ne comportait de la part de celui envers qui il était fait, aucune obligation, n'avait pas besoin pour être valable d'être dressé en double original ; — Attendu qu'il suit des considérations qui précèdent que le sieur Scemama est fondé à demander l'exécution d'engagements librement pris vis-à-vis de lui et à réclamer les sommes qui lui sont dûes en vertu de ces engagements, soit la mensualité de cent francs pendant les mois d'avril, mai et juin (étant observé que celle du mois de juillet ne saurait être réclamée puisque le mandat a été révoqué le 10 de ce mois) et la somme de 1.250 francs représentant la première fraction devenue exigible de la gratification promise ;

Par ces motifs ; — Condamne le dame Hélène Scemama, veuve Scialom Sitbon à payer au sieur Albert Scemama, 1° la somme de 300 francs ; 2° celle 1.250 francs montant des causes ci dessus énoncées, avec intérêt de droit à partir du jour de la demande en justice ; — Déboute respectivement les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions ; Condamne la défenderesse aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. — Mes L. COULON et V. PIÉTRA av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience du 3 mai 1916. — Présidence de* M. DRAMARD, *vice-président*

**Bail. Immeuble non immatriculé. Défaut de date certaine avant le commandement. Saisie réelle. Expropriation. Article 684 c. pr. civ. Tribunaux français. Annulation.**

**Cahier des charges. Clause relative aux loyers perçus après jugement d'adjudication. Recevabilité.**

*Les baux qui n'ont pas acquis date certaine avant le commandement, peuvent être annulés à la demande des créanciers et de l'adjudicataire, en vertu de l'article 684 du code de procédure civile, qui reçoit son application devant les*

*tribunaux français en Tunisie à l'égard des immeubles non immatriculés, dans toutes ses dispositions non incompatibles avec la situation juridique propre aux immeubles tunisiens.*

*La clause insérée dans un cahier des charges et stipulant que les payements faits des loyers dépassant le jour de l'adjudication, viendront en déduction du prix de la dite, doit recevoir son application. En conséquence l'adjudicataire est fondé à recevoir par privilège sur le montant du prix par lui déposé, la somme présentant la période pendant laquelle il a été privé des loyers.*

HAMOUDA KHATTACHE C/ TAHAR ECHERICHI et autres

Le Tribunal ; — Attendu que le sieur Hamouda Khattache a, par exploit de Sureau, du 8 mai 1904, assigné les sieurs Abdesselam Chaouch, Tahar Echerichi et Vincenzo Ponzio pour avoir prononcé la nullité d'un bail passé entre Abdesselam Chaouch et Tahar Echerichi relatif à une maison sise à Tunis, rue Sidi Boukris n° 54, et pour s'entendre les défendeurs condamner à lui payer 2.000 francs de dommages intérêts ; - Attendu qu'il expose, à l'appui de sa demande, que devenu adjudicataire, suivant jugement d'adjudication du 17 décembre 1913, de la maison sus désignée, laquelle avait été mise en vente sur les poursuites exercées par le sieur Ponzio à l'encontre de Tahar Echerichi, il n'a pas pu entrer en possession de cet immeuble parce qu'il s'est trouvé en présence du sieur Abdesselam Chaouch qui l'avait loué dudit Tahar Echerichi et qui a refusé de vider les lieux ; — Attendu que le demandeur, ayant déposé son prix d'adjudication à la caisse des dépôts et consignations, demande en outre à être autorisé à retenir sur ce prix par privilège, le montant des sommes qui lui seraient attribuées à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que sur cette assignation, et par requête signifiée le30 octobre 1914, le sieur Isidore Smadja est intervenu en la cause; — Attendu que le sieur Tahar Echerichi n'ayant pas constitué défenseur, un jugement de défaut profit-joint a été rendu à son encontre le 10 juin 1914; qu'il a été régulièrement réassigné ; qu'il persiste à faire défaut ; — Attendu

que par acte du palais du 6 avril 1916, Me Bessière, défenseur du sieur Victor Raymond, a signifié et déclaré à Mes Vignale, Bodoy et Abéasis, défenseurs des sieurs Khattache, Ponzio et Abdesselam Chaouch, que c'était à tort que la requête d'intervention ci-dessus avait été signifiée au nom du sieur Isidore Smadja ; que ce dernier n'était intervenu que comme mandataire de Victor Raymond, et que seul, Victor Raymond, créancier hypothécaire de Tahar Echerichi devait être considéré comme figurant au procès; — Attendu que l'intervention de Victor Raymond est régulière et qu'il justifie par les documents qu'il produit, de sa qualité de créancier hypothécaire et de l'intérêt qu'il a dans la cause ;

Attendu, sur la validité du bail, que le sieur Hamouda Khattache est fondé à en demander la nullité ; — Attendu en effet que le contrat d'après lequel Tahar Echerichi débiteur de Ponzio, a donné en location, pour trois années à Abdesselam Chaouch l'immeuble de la rue Sidi Boukris, n'est intervenu que bien postérieurement aux poursuites de saisie immobilière engagées par Ponzio ; que le commandement à fin de saisie-immobilière est du 29 mai 1913 ; que le procès verbal de saisie a été dressé le 18 juillet suivant et régulièrement dénoncé le 29 juillet ; que ce n'est que le 15 octobre 1913 qu'a été passé le bail, lequel a été enregistré le 29 octobre ; — Attendu qu'aux termes de l'article 648 du code de procédure civile, les baux qui n'ont pas acquis date certaine avant le commandement peuvent être annulés à la demande des créanciers et de l'adjudicataire ; — Attendu que contrairement à ce que soutient le sieur Abdesselam Chaouch, ce texte de loi est certainement applicable en l'espèce ; qu'il s'agit d'une procédure de saisie immobilière régulièrement poursuivie devant la juridiction française et qu'il est de jurisprudence que les règles édictées par le code de procédure doivent être appliquées en Tunisie, à l'égard des immeubles non immatriculés dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas incompatibles avec la situation juridique propre aux immeubles tunisiens ; — Attendu qu'il n'existe aucune incompatibilité

de cette nature relativement aux baux passés entre le débiteur saisi et des tiers ; — Attendu qu'en l'espèce la prétention du sieur Abdesselam Chaouch doit être d'autant plus écartée qu'il est manifeste que Tahar Echerichi n'a loué son immeuble à Abdesselam Chaouch que dans le but, en touchant d'avance une année de loyers, de nuire à ses créanciers et de faire échec aux droits de l'adjudicataire éventuel ; — Attendu que s'il n'est pas démontré qu'il y ait eu collusion entre le bailleur et le preneur, l'intention dolosive du bailleur ne peut être mise en doute ; — Qu'il y a donc lieu de prononcer la nullité du bail dont il s'agit ; — Attendu que comme conséquence, le sieur Hamouda et Khattache a droit à la réparation du préjudice qui lui a été causé à raison de la privation de jouissance qu'il a subie ; — Attendu qu'il évalue ce préjudice au montant du loyer qu'il aurait dû percevoir depuis le jour de l'adjudication jusqu'à celui où il a pu entrer en possession de l'immeuble et au dommage résultant du trouble apporté à sa libre possession ; — Que dans ses conclusions dernières il demande 1° 464 fr. 38 pour loyers du 13 décembre 1913 au 19 novembre 1914 ; 2° 4000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Sur le 1er chef ; — Attendu que la location convenue entre Tahar Echerichi et Adesselam Chaouch était de 500 francs ; que la privation de jouissance a été du 11 décembre 1913 au 13 novembre 1914 soit 337 jours, que l'indemnité dûe est de ($\frac{500 \times 337}{365} = 461.60$) 461 fr. 60 ; — Sur le 2e chef ; — Attendu que Hamouda Khattache a certainement droit à la réparation du tort qui lui a été causé ; que le tribunal estime que l'allocation d'une somme de 500 fr. constituera pour lui une réparation suffisante ; — Attendu que Tahar Echerichi seul doit être condamné à lui payer ces sommes ; — Que ni Ponzio ni Raymond ne peuvent être responsables vis-à-vis de lui à raison d'agissements auxquels ils sont demeurés étrangers ; — Que d'autre part Abdesselam Chaouch ne pourra être recherché que s'il était démontré que de sa part il y a eu collusion avec Tahar Echerichi ; que cette démonstration n'est pas faite ; —

Attendu que les sieurs Raymond et Ponzio déclarent qu'ils s'en rapportent à justice en ce qui concerne ta nullité du bail ; mais qu'ils s'opposent à la prétention de Hamouda Khattache de retirer sur le montant du prix d'adjudication la somme à lui louée tant à titre d'indemnité que pour dommages-intérêts ; — Attendu que tous deux font valoir que d'après le cahier des charges, l'adjudicataire devait faire son affaire personnelle de tous baux relatifs à l'immeuble vendu et non indiqués audit cahier des charges, et que le poursuivant et les créanciers ne pouvaient être recherchés à cette occasion ; — Mais attendu que d'après une clause insérée à l'article 8, il est expressément stipulé que « les payements faits des loyers et dépassant le jour de l'adjudication viendront en déduction du prix d'adjudication ; » — Attendu que cette clause doit recevoir son application dans l'espèce ; qu'il en résulte que Hamouda Khattache est fondé à retenir sur le montant du prix déposé par lui la somme ci-dessus fixée de 461 fr. 60 qui représente, pendant la période durant laquelle il en a été privé, les loyers indument touchés par Tahar Echerichi ; — Attendu au contraire, en ce qui concerne les dommages-intérêts à lui alloués, que la prétention de Hamouda Khattache ne saurait être accueillie ; qu'il ne peut invoquer pour le paiement des sommes à lui dûes à ce titre, aucune cause de privilège, ni prétendre à être payé par préférence aux créanciers de Tahar Echerichi ; qu'il y a lieu de le débouter de sa demande à cet égard ; — Attendu que les demandes de dommages-intérêts reconventionnement formées par Ponzio et par Abesselam Chaouch ne sont pas justifiées ; qu'elles doivent être rejetées ;

Par ces motifs ; — Donne itératif défaut contre Tahar Echerichi non comparant bien que régulièrement réassigné ; — Et statuant par défaut à l'égard dudit Tahar Echerichi et contradictoirement à l'égard des autres parties et ce par jugement qui ne sera plus susceptible d'opposition ; — Reçoit le sieur Victor Raymond intervenant ; — Déclare nul et de nul effet le bail passé entre Tahar Echerichi et Abdesselam Chaouch à la date du 25 octobre 1915 ; —

Ordonne l'expulsion dudit Abdesselam Chaouch et de tous occupants pour lui de l'immeuble qui faisait l'objet dudit bail ; — Condamne Tahar Echerichi à payer à Hamouda Khattache 1° la somme de 461 fr. 60 montant des loyers dont Khattache a été privé ; 2° celle de 500 francs à titre de dommages intérêts ; — Dit que Hamouda Khattache est autorisé à retenir par privilège la somme sus dite de 461 fr. 60 sur le montant du prix d'adjudication consigné par lui ; — Le déclare mal fondé dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute ; — Déboute respectivement les autres parties de toutes autres moyens, fins et conclusions ; — Condamne, sans solidarité, les défendeurs aux dépens, lesquels seront supportés par chacun d'un, dans les proportions suivantes, savoir :

6/9 par Tahar Echerichi ; 1/9 par Abdesselam Chaouch ; 1/9 par Ponzio ; 1/9 par Victor Raymond.

(Min. publ. M. de Chelle subst. : — Mes Vignale, Guellaty, Bodoy et Bessière, av.)

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience 19 mai 1916. — Présidence de M.* Berger, *vice-président*

**Contrat. Loi applicable. Vente d'animaux. Livraison en France. Race bovine. Tuberculose. Délai de recevabilité de la réclamation. Loi française**

*Les parties sont réputées avoir contracté sous le régime de la législation du pays où la marchandise a été livrée ;*

*Il s'en suit que leurs conventions sont régies par les lois en vigueur dans ce pays.*

*S'agissant de bêtes de race bovine livrées dans un port de France pour être transportées en Tunisie, au cas de tuberculose invoquée par l'acheteur, la réclamation au vendeur, pour être valable doit par application de la loi française, être faite pour ces motifs dans le mois de la livraison.*

Licata c/ Pourthier

Le Tribunal ; — Attendu que suivant exploit du 27 décembre 1915, enregistré, Vito Licata laitier à Tunis a assi-

gné Pourthier négociant en bestiaux à Marseille 1° en résiliation de vente d'une vache par lui achetée audit Pourthier et reconnue tuberculeuse par le service sanitaire et abattue par mesure de salubrité publique et ce aux torts et griefs dudit Pourthier ; 2° en paiement du prix de cette vache soit 1.200 francs ; 3° en 500 francs de dommages-intérêts ; — Attendu, que Pourthier résiste à cette demande et réclame de son côté, par demande reconventionnelle 1° le solde du prix de cette vache et des autres vendues et livrées en même temps soit 2056 francs ; 2° 200 francs de dommages-intérêts ;

Attendu que les circonstances de fait qui ont amené les difficultés entre les parties sont les suivantes : « le 25 octobre 1915 Pourthier a expédié de Marseille à Licata 5 vaches de race hollandaise aux conditions stipulées aux télégrammes des 26 septembre, 8 et 9 octobre. L'envoi était accompagné 1° d'une facture de même date enregistrée et indiquant comme prix global pour les 5 bêtes, une somme de 5056 francs y compris 36 francs pour le fourrage sur le bateau et 25 francs de tuberculination ; 2° d'un certificat du vétérinaire attestant que sur 6 vaches soumises à la visite par Pourthier, destinées à être exportées à Vito Licati à Tunis, 5 dont il donne le signalement n'ont pas donné de réaction à la tuberculine ; Licata a pris livraison des 5 bêtes expédiées à une date qui paraît être le 28 octobre ; il a payé un à compte de 3.000 francs sans élever de difficultés ; le 22 novembre Pourthier lui écrit pour lui faire connaître qu'il tirait sur lui pour le paiement du solde de 2056 francs deux effets, l'un de 1000 francs à échéance de fin janvier 1916, l'autre de 1056 francs à échéance de fin février 1916, enregistrés. Cette lettre n'est pas produite, mais son existence est dénoncée par Licata dans une lettre en réponse datée du 8 décembre 1915 enregistrée et qui contient les passagers suivants : « En réponse de votre lettre du 22 novembre dernier..... Pour les traites nous « sommes d'accord comme vous avez dit ». Cette lettre n'élève aucune protestation ni réclamation au sujet des vaches. Elle contient acquiescement au paiement du solde

de leur prix. Le 17 décembre 1915 le directeur des abattoirs de Tunis déclare avoir saisi ce jour, pour cause de tuberculose généralisée, une vache appartenant à Vito Licata laitier à Tunis et dont le signalement est donné. Le 20 décembre 1915 le vétérinaire inspecteur du port de Tunis délivre un certificat à Licata attestant que les 5 vaches expédiées par « Pourthier à Licata laitier à Tunis le 22 no- « vembre 1915 ont été soumises à l'épreuve de la tubercu- « line le 28 du même mois et que la vache n° 1 inscrite au « régistre spécial de tuberculination sous le n° 34 a donné lieu aux observations suivantes etc...., que le 10 décembre il a été procédé à une deuxième épreuve qui a donné les résultats ci-dessous. Il conclut et comme suite à ces constatations la vache a été livrée à l'abattoir etc.... ;

Attendu que de toutes ces pièces, ainsi analysées, il résulte que Licata acceptait livrées bateau Marseille les 5 vaches pour le prix global de 5.056 francs avec les frais de fourrage sur le bateau et de tuberculination à Marseille le 25 octobre 1915 ; qu'il les a reçues à Tunis et en a pris livraison vers le 28 octobre ; il en a payé une partie du prix, 3000 fr.. sans soulever ancune difficulté et faire aucune réserve ; qu'il a fait usage des bêtes jusqu'au 8 decembre avec pleine satisfaction, puisque dans sa lettre de cette date, il n'alléguait aucun soupçon de maladie ou de tuberculose chez les bêtes et acceptait de payer à leurs échéances les deux traites de 1.000 francs et de 1056 francs annoncées par Pourthier dans une lettre du 22 novembre pour fin janvier et fin février suivants ; — Attendu qu'ainsi du 25 octobre au 8 décembre le marché a été exécuté sans constestation aucune entre les parties, soit pendant 45 jours ; — Attendu d'autre part que les parties doivent être réputées avoir contracté sous le régime de la législation du pays où les bêtes ont été livrées ; que d'après les télégrammes et la correspondance ci-dessus analysés c'est bateau Marseille que le vendeur a livré ; que le fait que la nourriture des bêtes, le fourrage sur le bateau était à la charge de Licata en est aussi une preuve ; — Attendu dès lors que les conventions des parties se trouvent ainsi régies par les lois en vigueur

dans la métropole, en ce qui concerne la tuberculose des bêtes de race bovine ; — Attendu que d'après cette législation, les réclamations de l'acheteur au vendeur pour être valables doivent être faites dans le mois de la livraison ; que dans ces conditions l'action du 27 décembre soit plus 2 mois après la livraison ne saurait être accueillie ; — Attendu au surplus que la demande peut davantage se fonder sur les conventions qui déchargeaient le vendeur de toute responsabilité pourvu que les bêtes eussent été reconnues saines au départ après l'épreuve de tuberculination certifiée par un vétérinaire ; que le vendeur avait rempli cette condition ; — Attendu enfin que les certificats du 17 décembre et du 20 décembre 1915 délivrés par la direction des abattoirs de Tunis et le vétérinaire ne font pas la première que la bête de Licata abatue pour cause de tuberculose à ces dates soit une de celles expédiées par Pourthier ; — Attendu en effet que le signalement donné dans le certificat du 17 décembre ne concorde avec aucun de ceux du certificat du vétérinaire Paillet du 25 octobre ; que d'autre part le vétérinaire Naroux dans son certificat du 20 décembre parle de bêtes expédiées par Pourthier le 22 novembre, alors qu'elles l'ont été le 25 octobre et qu'il aurait soumise à l'épreuve de la tuberculination du 28 novembre ; que ces erreurs démontrent l'incertitude de l'identité de la vache reconnue tuberculeuse de Licata le 10 décembre 1915 seulement avec celle de l'une des 5 vaches livrées par Pourthier ; — Attendu qu'ainsi à aucun point de vue la demande de Licata ne peut être retenue ;

En ce qui concerne la demande reconventionnelle en paiement des deux effets de commerce ; — Attendu qu'elle est fondée ; qu'elle est conforme aux conventions du marché et à l'acquiescement postérieur de Licata dans sa lettre du 8 décembre ; — En ce qui concerne la demande en 200 francs de dommages intérêts ; — Attendu qu'il n'est pas justifié d'un préjudice appréciable ; — En ce qui concerne l'exécution provisoire ; — Attendu qu'il y a titre non contesté ; qu'elle doit être prononcée ; — En ce qui concerne les dépens ; — Attendu que Licata qui succombe doit

les supporter et qu'ils doivent comprendre les frais du protêt et de saisie conservatoire et d'enregistrement des pièces par lui occasionnés ;

Par ces motifs ; — Déboute Licata de toutes ses fins et conclusions ; — Admet la demande reconventionnelle de Pouthier et condamne Licata à lui payer : 1° la somme principale de 2.056 francs avec les intérêts de droit pour chacune des traites représentant cette somme, depuis les protêts ; 2° les frais qui comprendont ceux de protêts et de saisie conservatoire, ainsi que les frais d'enregistrement des pièces mentionnées au présent ; — Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel et sans caution.

(Min. publ. M. de Chelle subst. ; — Mes V. Piétra et Stalla-Bourdillon, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 21 janvier 1915. — Présidence de* M. Bonnefond, *président*

**Mandat. Mandataire. Révocation. Tiers. Ignorance de la révocation. Acte en conformité de la procuration. Tribunal. Fait. Pouvoir d'appréciation.**

*Pour produire ses effets à l'égard d'un tiers, la révocation du mandat doit être connue de ce tiers ; elle ne peut être opposée aux tiers qui ont traité de bonne foi ; mais il appartient au tribunal d'apprécier en fait si le tiers avec lequel a traité le mandataire a connu d'une manière quelconque la révocation du mandat ou si, dans l'ignorance de la révocation, il a passé un acte en conformité du mandat.*

Victor Boccara c/ Cts ben Hassein ben Arbia

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit de Dégut huissier du 11 mai 1911, Victor Boccara a fait assigner les consorts ben Arbia en leur réclamant 1.000 francs de dommages-intérêts pour avoir labouré et cultivé trois parcelles de terrain qu'il avait achetées par acte sous seing privé du 24 mai 1910, du sieur Chaabane ben Hassen Mohamed

Letifa, agissant au nom et comme mandataire des dits consorts ben Arbia ; — Attendu que ces derniers soutiennent que cette vente ne leur est pas opposable, en raison de la révocation *antérieure* du mandat qu'ils avaient conféré au dit Chaabane suivant acte notarié du 15 avril 1910 ;

Attendu que par un premier jugement du 11 juin 1914 le tribunal s'est déclaré compétent ; que la présente instance porte aujourd'hui sur la question de mandat ; — Attendu qu'après avoir conféré à Chaabane une procuration générale, les consorts ben Arbia ne tardèrent pas à lui retirer leur confiance et voulurent reprendre le titre de procuration par eux expressément révoqué ; que devant la résistance de Chaabane, ils portèrent plainte contre lui au cheik de Kalaa-Kébira qui les renvoya au caïd de Sousse, lequel à son tour les renvoya devant le cheik cadi ; que leur plainte parvenue ensuite à la direction des services judiciaires fut transmise le 14 octobre 1910 au tribunal régional de Sousse qui, après examen, enquête et audition de l'acquéreur Victor Boccara, rendit contre Chaabane un jugement correctionnel en date du 24 avril 1911 ; que Chaabane fut condamné à quatre mois d'emprisonnement pour escroquerie; qu'il résulte nettement de ce jugement que l'acte de vente sous seing privé consenti par Chaabane le 24 mai 1910 est postérieur à la révocation du mandat ; que Chaabane savait pertinemment agir contre la volonté formelle des consorts Arbia en vendant à Boccara les trois parcelles dont s'agit ; qu'au surplus cette révocation du mandat comme antérieure à l'acte de vente du 24 mai 1910 n'est plus contestée par Boccara qui reconnait dans ses notes de plaidoirie que la demande en révocation de la procuration est du 15 mai 1910; mais la confiscation du titre de procuration (par le dépôt entre les mains du notaire Taïeb Amar, suivant ordre du cadi) ayant eu lieu postérieurement à l'acte de vente, Boccara, qui a vu le titre entre les mains de Chaabana, soutient avoir ignoré complètement, à la date de la vente, la révocation du mandat, et invoque à son profit l'article 2.005 du code civil ;

Attendu en droit que, suivant la jurisprudence, pour produire ses effets à l'égard d'un tiers, la révocation du mandat doit en effet être connue de ce tiers ; qu'elle ne peut être opposée aux tiers qui ont traité de bonne foi, dans l'ignorance de cette révocation ; mais qu'il appartient au tribunal d'apprécier en fait si le tiers avec lequel a traité le mandataire a connu d'une manière quelconque la révocation du mandat ou si, dans l'ignorance de la révocation, il a passé un acte en conformité du mandat ;

Attendu en fait que, d'après toutes les circonstances de la cause, le demandeur a dû connaître que Chaabane n'avait pas le pouvoir de vendre les trois parcelles dont s'agit au nom des consorts ben Arbia ; — Attendu en effet que les multiples réclamations et démarches de ces derniers, en vue de retirer à Chaabane un titre de procuration qu'il refusait de restituer, ont pu difficilement rester ignorées de Victor Boccara ; que, les eût-il entièrement ignorées, le seul examen de la procuration notariée et les circonstances particulières dans lesquelles Chaabane prétendait agir au nom de ses mandats étaient de nature à éveiller tout au moins dans son esprit les doutes les plus sérieux ; — Attendu que la copie authentique de la procuration du 15 avril 1910, d'après la traduction Hubert n° 432, aussi bien que d'après la traduction David n° 9, produites l'une et l'autre par Boccara, attribue à Chaabane pouvoir général de faire pour les mandats..... tous actes pouvant être accomplis par mandat selon la loi religieuse et la coutume, et notamment de vendre tous immeubles urbains ou ruraux en général..... « *faire dresser par notaires* les actes de vente et les remettre aux intéressés » (suivant traduction Hubert) ou « *faire dresser tous actes de vente*, délivrer ces actes à leurs titulaires, et *cela par ministère* de notaire » ;

Or attendu que la vente du 24 mai 1910 a été faite au contraire par simple acte sous seing privé ; qu'il n'en pouvait être autrement, d'après Boccara, parce qu'il n'existait pas de titres de propriété pour les parcelles vendues, et qu'au surplus la mention d'actes de ventes à faire par actes notariés aurait été seulement indicative et non exclusive ; —

Attendu que, à titre purement indicatif, cette mention aurait été bien inutile, les mandants n'ayant pu envisager l'éventualité d'une vente purement verbale et un écrit étant nécessaire dans toute hypothèse ; qu'en tout cas, au point de vue du texte de la procuration, les dispositions de l'article 1989 et les principes mêmes du mandat résistent, en cas de doute, à une extension des pouvoirs ; que l'acte n'a pas été passé strictement en conformité du mandat ; — Attendu que l'inexistence alléguée de titres de propriété, loin de rassurer Boccara sur la régularité d'un acte sous seing privé, devait au contraire lui commander la prudence et l'abstention ; que par cet acte Chaabane, après avoir affirmé qu'il n'existait pas de titres de propriété, a déclaré rejeter et annuler tout titre qui viendrait à être découvert (sic) ; que, s'il a eu le soin d'indiquer les limites des parcelles vendues il n'a nullement indiqué, même d'une façon vague, l'origine de propriété, en alléguant soit un achat ancien soit une acquisition par voie successorale de biens de famille ; que, dans ces conditions, pour peu que Boccara eût tenu à se renseigner sur les droits des prétendus vendeurs, il aurait su que ces biens étaient vendus à l'insu et contre le gré des consorts Arbia ; — Que tout concourt donc à démontrer qu'il a conclu avec Chaabane une affaire qui devait paraître à ses yeux suspecte et louche, et par suite ne peut s'en prévaloir ; — Que dans ces conditions, sa demande en dommages-intérêts élevée par lui à la suite de 3.500 fr. dans ses dernières conclusions, ne saurait être accueillie ; que d'autre part la demande reconventionnelle en dommages-intérêts n'est pas justifiée sauf en ce qui concerne les dépens ;

Par ces motifs ; — Déboute le demandeur de ses demandes, fins et conclusions, et le condamne aux dépens pour tous dommages-intérêts.

(Min. publ. M. Vaissié, proc. — Mes Daninos et Tibi, av.).

---

## JUSTICE DE PAIX DU CANTON NORD DE TUNIS

*Audience foraine de Tébourba du 3 septembre 1915.*
*Présidence de* M. A. DE MATTEIS, *suppléant du juge de paix.*

**Taxe locative. Décret du 16 septembre 1902. Immeubles non loués. Droit à la détaxe. Art. 23. Formalités. Déclaration trimestrielle.**

*Aux termes de l'article 23 du décret beylical du 16 septembre 1902, ayant établi la taxe sur la valeur locative des immeubles, les propriétaires d'immeubles en tout ou en partie non loués ni occupés peuvent obtenir dans certaines conditions, le dégrèvement total ou partiel de la taxe y afférente: ils doivent à cet effet en faire la déclaration par écrit à la Municipalité, dans les quinze premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Une déclation pour toute l'année, s'appliquant à un immeuble industriel (en l'espèce une huilerie) ne fonctionnant que quelques mois ou n'ayant pu fonctionner faute de récolte, ne saurait satisfaire aux conditions exigées par le dit décret.*

VINCENT C/ MUNICIPALITÉ DE TÉBOURBA

Nous, Juge de Paix ; — Attendu qu'en vertu d'nne contrainte régulièrement délivrée, la Municipalité de Tébourba a fait commandement à Vincent d'avoir à payer pour différentes taxes municipales la somme totale de 192 fr. 85; — Attendu que Vincent a formé opposition à ladite contrainte ; — Attendu qu'il résulte des débats que sur la somme précitée de 192 fr. 85, Vincent ne conteste devoir en réalité que celle de 49 francs qui lui a été réclamée à titre de caroube de l'année 1914 afférente à un immeuble affecté à l'usage d'huilerie ; que pour le surplus il demande un délai de grâce pour se libérer ; — Attendu que Vincent ne conteste pas d'ailleurs et ne saurait contester le principe même de la taxe et son quantum, les délais pour ce faire étant expirés sans qu'il ait rempli les formaiités voulues ; qu'il prétend simplement qu'il est dans les conditions voulues pour bénéficier du dégrèvement prévu par l'article 23 du décret du 16 septembre 1902 ; — Attendu qu'il soutient que cette huilerie n'ayant pas fonctionné pendant l'année 1915, il est en droit de bénéficier de ce dégrèvement ; qu'il reconnait, à la vérité, qu'il n'a fait la déclaration prévue par l'article précité que pour le 1er trimestre ; mais qu'il prétend qu'étant donnée la nature de l'industrie

qu'il exerce dans l'immeuble dont s'agit, il y a lieu de retenir cette déclaration comme valable pour toute l'année ; — Attendu que la Municipalité de Tébourba soutient, au contraire, que Vincent ne peut invoquer le bénéfice de l'article précité parce qu'il ne se trouve pas dans les conditions de fond prévues par ce texte et que d'ailleurs il a négligé de remplir les formalités qu'il impose ; — Attendu que l'article 23 du décret du 16 septembre 1902 permet aux propriétaires d'immeubles en tout ou en partie non loués ni occupés, d'obtenir le dégrèvement total ou partiel de la taxe y afférente à charge par eux de remplir certaines formalités ; -- Attendu qu'avant d'examiner quelles sont ces formalités et si elles ont été régulièrement remplies par Vincent, il échet de rechercher si l'immeuble dont s'agit, affecté à l'usage d'huilerie, peut être considéré comme inoccupé par le fait que l'huilerie n'a pas fonctionné par suite du défaut de récolte d'olives ; -- Attendu qu'il ne parait pas possible d'admettre cettte manière de voir ; — Attendu que si le chomage peut, comme le soutient Vincent, constituer une cause de dégrèvement c'est à la condition que ce chomage provienne d'une cause réellement accidentelle et imprévue ; — Attendu que tel n'est certainement pas le cas pour la période d'inactivité de l'huilerie dont s'agit ; — Attendu, en effet, qu'il n'est pas dénié que même quand la récolte est très abondante, l'huilerie ne fonctionne que pendant deux ou trois mois au plus ; qu'on aboutirait donc à cette conséquence inacceptable que, même lorsque le propriétaire retire de son immeuble tout le profit qu'il comporte par sa nature et sa destination, il ne paierait en réalité qu'un quart de l'impôt ; — Attendu que la même solution s'impose en l'absence de récolte ; — Attendu, en effet, que nul n'ignore que cette absence est un fait prévu et en quelque sorte normal ; que la perte subie de ce chef est d'ailleurs largement compensée par des années de récoltes abondantes ; — Attendu, d'autre part, qu'il est inexact de dire que le propriétaire, même quand l'huilerie ne fonctionne pas, ne retire aucun profit de son immeuble ; qu'en effet, l'immeuble se loue en quelque sorte à lui-même le local en sa

qualité d'industriel ; que cela est tellement vrai que si dans l'espèce Vincent avait loué son immeuble à un tiers qui y aurait comme lui établi une huilerie, bien que l'huilerie n'ait pas fonctionné, Vincent ne pourrait prétendre à un dégrèvement ; — Attendu, en résumé, qu'il y a lieu de décider que Vincent ne remplit pas les conditions de fond exigées pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'article 23 du décret du 16 septembre 1902 ; — Attendu, au surplus, qu'il n'a pas rempli les conditions de forme ; — Attendu que le texte précité constitue une exception ; qu'il doit donc être interprété strictement ; qu'on ne saurait y introduire une distinction qu'il ne comporte nullement ; qu'il faut donc décider que dans le cas même où Vincent aurait été fondé à se prévaloir de ses dispositions, il serait déchu pour ne pas avoir fait les déclarations trimestrielles qu'il impose ; que loin de dire, comme Vincent, qu'à raison de la nature de l'industrie qu'il exerce, une seule déclaration suffit pour toute l'année, il faut, au contraire, constater que l'obligation imposée par le législateur, sans aucune exception, de faire des déclarations trimestrielles, indique bien comme il est dit ci-dessus, que la cause du chomage doit être accidentelle et non en réalité, comme en l'espèce, une conséquence normale et prévue de la nature de l'industrie exercée ; — Attendu que Vincent s'est, en réalité, si bien rendu compte que sa réclamation n'était pas fondée qu'en référé sur exécution il s'est borné à solliciter un délai qui lui a été accordé ; — Attendu qu'il est possible, en effet, comme le prétend Vincent qu'à la suite de récoltes déficitaires ou nulles il se trouve actuellement gêné ; qu'il n'y a lieu, étant donné les circonstances, de lui accorder un nouveau délai comme il le demande ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'opposition comme régulière en la forme ; — Dit en conséquence qu'il sera passé outre à l'exécution de la contrainte à laquelle il a été formé opposition ; — Accorde toutefois à Vincent pour se libérer un délai de trois mois à dater d'aujourd'hui ; — Condamne Vincent en tous les dépens.

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 13-14 — 15-31 Juillet 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

## SOMMAIRE

**Législation :** Décret relatif à la reprise des délais en matière de purge d'hypothèques légales et de surenchère du sixième. — Décret relatif au moratorium des loyers. — Décret portant relèvement du droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques et suppression du privilège des bouilleurs de crû. — Arrêté du Directeur général des finances prescrivant les mesures d'exécution que comporte le décret du 30 juin 1916 sur lerelèvement des droits sur l'alcool.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Vente parfaite au cas de promesse d'achat corrélative à une promesse de vente, signée par toutes les parties. 2° Amende encourue et payable moitié par les acheteurs, moitié par les vendeurs, au cas de dissimulation du prix de vente. — 3° Possibilité de vente d'un immeuble sur licitation après ordonnances de levée de suspension des délais pour arriver d'abord à la vente et ensuite pour faire courir les délais de surenchère du sixième. — 4° Exécution des jugements par défaut rendus en matière civile sans nouvelle ordonnance à ces fins. — 5° Preuve du cas de force majeure à la charge de celui qui l'invoque en matière d'inexécution de contrat en temps de guerre. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* Compétence exclusive du juge des référés en matière de délivrance de copies d'actes détenus par les notaires.

## LÉGISLATION

### *Décret du 17 juin 1916 relatif à la reprise des délais en matière de purge d'hypothèques légales et de surenchère du sixième.*

Sur le rapport du garde des Sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur; du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Vu l'art. 2 de la loi du 5 août 1915 relative à la prorogation des échéances des valeurs négociables ;

Vu le décret du 10 août 1914 relatif à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile commerciale et administrative ;

Vu le décret modificatif du 15 décembre 1914 ; ensemble le décret du 21 du même mois et celui du 11 mai 1915.

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — En matière de purge d'hypothèques légales ou de surenchère du sixième, toute personne intéressée pourra présenter requête au président du tribunal civil compétent, à l'effet de solliciter la reprise des délais.

Cette requête sera notifiée à la diligence du requérant, par lettre recommandée avec avis de réception, ou à défaut de réception de la lettre par exploit d'huissier, aux créanciers inscrits ainsi qu'aux créanciers à hypothèques légales non inscrites, dont l'existence serait révélée soit par un état d'inscription requis dans le mois qui précédera la demande, soit par les titres de propriété ou tout autre document. Il sera justifié de ces diligences devant le président du tribunal.

S'il résulte des pièces produites que parmi les tiers ainsi mis en cause il existe des citoyens présents sous les drapeaux ou légalement domiciliés dans une localité avec laquelle les communications se trouvent interrompues par suite de l'état de guerre, la reprise des délais ne pourra intervenir que du consentement formel de ces intéressés.

Sous réserve des oppositions susceptibles de se produire, le président autorisera, s'il y a lieu, la reprise des délais par une ordonnance dont il prescrira l'insertion, à la diligence du requérant, dans un journal d'annonces légales.

Toute personne intéressée pourra, dans le mois qui suivra l'insertion, former opposition motivée à la reprise des délais par simple lettre recommandée adressée au greffier du tribunal compétent.

A l'expiration de ce mois, si aucune opposition n'a été formée, les délais prendront cours et seront égaux aux délais ordinaires.

Dans le cas où une opposion serait formée en temps utile, le président statuera sur son mérite par une seconde ordonnance, le requérant et les opposants dûment appelés sur convocation délivrée par les soins du greffier et au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Cette ordonnance, au cas où elle débouterait l'opposant, fera courir les délais à l'égard de toutes les parties.

---

***Décret beylical*** du 24 juin 1916 (24 chaâbane 1334) *relatif au moratorium des loyers*.

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914, 27 mars, 25 juin, 24 septembre, 30 décembre 1915 et 27 mars 1916 relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ;

Vu notre décret du 15 janvier 1916 étendant les dispositions moratoriées aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre pendant les six mois qui suivent la date de la réforme ;

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par le décret du 27 mars 1916 et qui viendront à expiration entre le 1er juillet et le 30 septembre 1916 inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réserves pour une nouvelle période de trois mois à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes des militaires disparus depuis la même date et aux membres de leur famille qui vivent sous leur toit, ainsi qu'aux sociétés en nom collectif dont tous les

associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Les mêmes mesures moratoires de plein droit sont accordées aux militaires réformés par suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre pendant les six mois qui suivent la date de la réforme.

ART. 3. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs telles qu'elles subsistent et qui ne sont pas contraires au présent décret.

---

***Décret beylical*** du 30 juin 1916 (28 chaâbane 1334) *portant relèvement du droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques et suppression du privilège des bouilleurs de cru.*

Vu les décrets des 2 mars 1908 (29 moharrem 1326) portant révision du régime fiscal de l'alcool et 31 décembre 1909 (18 hidjé 1327) unifiant le tarif des droits de consommation sur les produits alcooliques ;

Vu les arrêtés pris le 2 mars 1908 par le Directeur général des finances en exécution du décret susvisé du même jour ;

Vu le décret du 10 janvier 1911 (10 moharrem 1329) portant relèvement du droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques de 125 à 187 francs par hectolitre d'alcool pur ;

Vu le décret du 25 août 1914 (4 chaoual 1332), portant interdiction de la consommation de l'absinthe, de l'anisette, de la boukha et des spiritueux similaires ;

Vu la loi française du 30 juin 1916 qui, en dehors de toute considération fiscale et en vue de protéger la santé publique, gravement menacée par l'abus des boissons alcooliques, vient de relever à 400 francs par hectolitre le droit de consommation sur l'alcool et de supprimer le privilège des bouilleurs de cru ;

Considérant que les mêmes mesures s'imposent avec une égale force et une égale urgence en Tunisie et qu'il échet

de les mettre immédiatement en application, sauf à ne les rendre définitives qu'après l'avis de la Conférence Consultative dans sa première réunion, en conformité du décret du 2 février 1907 ;

Après nous être d'ailleurs assuré de l'assentiment du gouvernement français ;

Sur le rapport de Notre Directeur Général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant ;

ARTICLE PREMIER. — Le droit de consommation établi par les décrets des 2 mars 1908, 31 décembre 1909 et 10 janvier 1911 sur les alcools, esprits, eaux de-vie, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et tous autres liquides alcooliques énumérés à l'article premier du décret susvisé du 31 décembre 1909, est, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, porté de 187 à 400 francs par hectotitre d'alcool pur.

Le droit fixé à 2 francs par hectolitre d'alcool pur, en ce qui concerne les alcools dénaturés pour servir au chauffage, à l'éclairage et à la production de la force motrice, les alcools dénaturés renfermés dans les vernis et dans les alcools d'éclaircissage.

ART. 2. — Un délai expirant le 10 juillet 1916 est imparti aux producteurs, commerçants, dépositaires et détenteurs d'alcools et produits alcooliques, non entrepositaires, pour faire à la recette des Contributions diverses de leur circonscription la déclaration de la nature, du volume et du degré alcoométrique des produits de l'espèce dont ils sont détenteurs à la date du 1er juillet 1916 et pour acquitter les droits complémentaires dont ces produits sont passibles. Des délais spéciaux pourront toutefois être accordés pour le paiement de ces compléments de droits, à ceux de ces producteurs, commerçants, dépositaires et détenteurs qui fourniront une caution solvable spéciale.

Pendant un délai de trois mois courant du 1er juillet 1916 inclusivement, lesdits producteurs, commerçants, dépositaires et détenteurs qui ne sont pas soumis, de par leur

profession, aux visites et vérifications des agents de l'administration des finances, seront tenus d'ouvrir à toute réquisition leurs établissements et tous leurs locaux auxdits agents pour permettre à ces derniers soit de procéder d'office à la reconnaissance des stocks, soit de vérifier l'exactitude des déclarations.

Art. 3. — Le privilège des bouilleurs de cru est supprimé. En conséquence, sont abrogés l'article 18 du décret du 2 mars 1908 et toutes les dispositions de la législation fiscale de l'alcool qui découlent dudit article. Ces producteurs sont dès lors astreints, pour leurs bouilleries de cru, à l'autorisation préalable prévue par l'article 17 du même décret, pour l'ouverture de tout atelier de fabrication, distillation ou de rectification d'alcool, ainsi qu'à toutes les obligations de droit commun résultant des décrets et arrêtés déterminant le régime fiscal de l'alcool et à celles qui pourraient être édictées dans l'avenir.

Les bouilleurs de cru sont astreints, dans les conditions et délais fixés par l'article 2 du présent décret, à la déclaration des alcools et produits provenant de leur fabrication et, par suite, non encore imposés, au paiement du droit plein édicté par l'article premier ci-dessus, soit 400 francs par hectolitre pur.

Des delais de paiement pourront leur être accordés dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus. Ils pourront au surplus, en vue d'obtenir le crédit des droits, placer sous le régime de l'entrepôt fictif les alcools et produits alcooliques dont ils sont détenteurs, en se soumettant aux obligations et formalités édictées en la matière par la législation de droit commun, notamment en ce qui concerne les garanties déterminées par l'article 10 du décret du 2 mars 1908.

Le 2e alinéa de l'article 2 du présent décret est applicable aux bouilleurs de cru.

Art. 4. — Des arrêtés de Notre Directeur Général des Finances, chargé de l'exécution du présent décret, en détermineront les détails d'application.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires à intervenir sont constatées et punies dans les conditions prévues par la législation en vigueur sur l'alcool.

ART. 6. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret qui entrera en vigueur à partir du 1er juillet 1916 inclus.

---

***Arrêté** du Directeur général des Finances prescrivant les mesures d'exécution que comporte le décret du 30 juin 1916 sur le relèvement des droits sur l'alcool.*

Vu le décret du 30 juin 1916 qui a relevé le droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques et qui a supprimé le privilège des bouilleurs de cru ;

Vu notamment l'article 4 de ce décret, qui autorise le directeur général des Finances à prendre tous arrêtés pour son application.

ARRÊTE ;

ARTICLE PREMIER. — Les autorisations qu'en exécution de l'article 17 du décret du 2 mars 1908 l'administration des Finances délivre aux personnes qu'elle admet, sur leur demande, à se livrer à la fabrication, à la distillation et à la rectification de l'alcool, ne peuvent être délivrées, pour la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits que :

1° Aux distillateurs et bouilleurs de profession et aux bouilleurs de cru distillant ou faisant distiller chez eux ;

2° Aux associations coopératives professionnelles fonctionnant dans les conditions déterminées à l'article 3 du présent arrêté ;

3° Aux viticulteurs (propriétaires ou fermiers) qui distilleront dans un atelier public de distillation, établi dans les conditions déterminées par l'article 3 du présent arrêté ;

3e Aux bouilleurs ambulants qui distilleront dans un des ateliers publics mentionnés au paragraphe 3° ci-dessus.

Ces divers producteurs sont astreints à toutes les obligations résultant de la législation sur les distilleries.

Art. 2. — L'administration des Finances pourra, si la demande lui en est faite par au moins dix viticulteurs (propriétaires ou fermiers), désigner dans les localités où il existe un poste permanent d'exercice des Contributions diverses, comprenant au moins deux agents du cadre, un emplacement ou local séparé de tous autres locaux par la voie publique où les personnes désignées aux paragraphes 3° 4° de l'article premier ci-dessus, viticulteurs, propriétaires ou fermiers et bouilleurs ambulants, pourront distiller ou faire distiller, à des jours et heures fixés par l'administration, les produits provenant exclusivement de leurs vignes.

Le loyer dudit emplacement ou local sera à la charge des viticulteurs qui en feront usage.

Les viticulteurs qui usent de cette faculté ne sont soumis aux exercices du service à leur domicile que s'ils ont placé sous le régime de l'entrepôt fictif le stock d'alcool et de produits alcooliques en leur possession au moment de la mise en vigueur du décret du 30 juin 1916 ou s'ils placent sous ce régime tout ou partie des produits qu'ils auront fabriqués à l'extérieur et qu'ils auront ramené chez eux.

Art. 3. — Seront personnellement dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de tout exercice, sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-après, les propriétaires et fermiers réunis en associations coopératives de distillation qui, après en avoir obtenu l'autorisation du service des contributions diverses, conformément aux dispositions de l'article 17 du décret du 2 mars 1908, déposeront leurs appareils et leurs alcools et effectueront sous le contrôle de l'administration, la distillation des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits autres que les figues et les dattes, provenant exclusivement de leur récolte, dans les locaux agréés par ladite administration séparés de tous autres locaux par la voie publique et gérés par lesdites associations.

Les membres de ces associations pourront à tout instant retirer leurs alcools, à la condition de payer les droits, ou, s'ils demandent le crédit de l'impôt, de se soumettre à toutes les obligations prévues par les décrets et arrêtés pour les entrepositaires d'alcool, sauf en ce qui concerne le cautionnement.

Les dispositions des décrets et règlements sur les distilleries sont applicables tant à l'agencement des locaux gérés par les associations coopératives qu'aux opérations qui y sont pratiquées.

Les membres de chaque association coopérative seront solidairement responsables de toutes les infractions aux décrets et règlements commises dans les locaux communs. Toutefois, les associations coopératives professionnelles pourront présenter à l'agrèment de l'administration deux de leurs membres, qui seront solidairement responsables des infractions commises dans le local commun et des droits sur les manquants constatés, sauf leurs recours contre les associés tel qu'il sera réglé par les statuts.

Art. 4. — Les gérants ou délégués des associations prévues à l'article premiar ci-dessus doivent fournir, huit jours au moins avant toute opération, au directeur des contributions diverses, la justification de la constitution régulière de l'association, les statuts, une liste des membres de l'association indiquant les nom, prénoms et domicile de chacun d'eux, avec la date de son admission, un plan intérieur avec légende permettant de constater que les locaux satisfont aux prescriptions réglementaires, enfin la justification de leur propre qualité de délégué ou de gérant. Les modifications apportées soit à l'organisation de l'association, soit à la liste des membres ou gérants, soit à l'agencement des locaux doivent être notifiées, dans un délai de huit jours, au directeur des contributions diverses.

Art. 5. — Les déclarations de fabrication doivent être faites huit jours au moins avant le commencement des travaux à la recette des contributions diverses dont dépend la localité où ces travaux s'effectueront.

Cette déclaration indique :

1° Les numéros et dates des déclarations de détention des alambics qui doivent être utilisés et des titres de mouvement de la régie ayant accompagné lesdits appareils à l'atelier ;

2° La date du commencement des travaux et leur durée présumée, ainsi que les heures pendant lesquelles la brûlerie sera chaque jour en activité ;

3° Les quantités d'alcool existant déjà dans la brûlerie ;

4° L'espèce des matières premières qui doivent être distillées et le lieu où elles ont été récoltées ;

5° Le volume et le rendement minimum par hectolitre pour chaque espèce de matières à distiller ou pour chaque lot de matières de même espèce ayant un degré différent.

Les distilleries professionnelles ou coopératives pourront demander dans la déclaration que le volume et le rendement minimum des matières premières soient déterminés d'un commun accord avec l'administration.

Les déclarations modificatives concernant la mise en œuvre de nouvelles matières doivent être faites dans le même délai : les autres déclarations modificatives peuvent être faites vingt-quatre heures à l'avance seulement.

Les matières déclarées pour la distillation doivent être mises à part. Si les déclarations comprennent plusieurs lots d'une même espèce de matières ayant une richesse alcoolique différente, ces lots doivent également être séparés les uns des autres.

Art. 6. — Ne peuvent être mis en œuvre dans les distilleries coopératives que des produits provenant de la récolte des membres de l'association.

La constatation des quantités d'alcool dont ces distilleries auront à rendre compte indépendamment des stocks existant au commencement des opérations de distillation est assurée :

Par une prise en charge provisoire effectuée avant la fabrication d'après le volume des matières premières qui seront mises en œuvre et d'après le rendement minimum présumé ;

Par une prise en charge définitive effectuée d'aprés les quantités réellement fabriquées.

La prise en charge provisoire a lieu en vertu de la déclaration des gérants et délégués.

La prise en charge définitive au moyen des vérifications et éventaires effectués par le service.

Le rendement minimum à déclarer par les gérants ou délégués est déterminé d'après la richesse alcoolique effective de la matière première à mettre en œuvre, et ne peut être inférieur aux quantités fixées pour chaque espèce de matières ou liquides à distiller, par l'article 31 de l'arrêté du directeur général des finances en date du 2 mars 1908, soit :

90 °/₀ de la teneur en alcool des vins, cidres et poires ;

80 °/₀ de la teneur en alcool des lies et fruits, après fermentation ;

et 70 °/₀ de la teneur en alcool des marcs de raisins.

Si la comparaison de la prise en charge définitive et de la prise en charge provisoire fait ressortir un manquant, il est soumis au droit.

Les excédents qui résultent des constatations du service comparativement à la prise en charge provisoire sont saisis par procès-verbal, lorsqu'ils dépassent de plus de 5°/₀ la limite de la réfaction admise pour la déclaration du rendement minimum présumé.

Art. 7. — Pour le contrôle de la fabrication et celui de la répartition des produits fabriqués, les gérants ou les délégués de l'association doivent inscrire sur un registre coté et paraphé par le receveur des contributions diverses de la circonscription et dont le modèle sera donné par l'administration, d'une part, les quantités de matières premières formant l'apport de chaque producteur, ainsi que le rendement présumé en alcool et l'analyse des déclarations d'introduction relatifs aux matières à distiller ; d'autre part, les livraisons d'alcool pur faites à chacun des membres, avec l'analyse du titre de mouvement dont elles auront fait l'objet.

Les employés ont la faculté de prendre communication sur place des registres et comptes de l'association relatifs aux opérations de distillation, de réception et de livraison des matières premières et alcools.

Art. 8. — Les quantités fabribriquées par les divers producteurs désignés à l'article 1er ci dessus seront intégralement passibles du droit, sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires, pour mouillage, coulage, évaporation et autres déchets de magasin, pour les quantités qui seront placées sous le régime de l'entrepôt, qu'elles soient conservées dans l'atelier de fabrication ou ramenées au domicile du producteur.

Il en est de même des stocks que possèdent les bouilleurs de cru et qui pourront être placés sous le régime de l'entrepôt fictif.

Les bouilleurs de cru qui voudront acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 % représentant à forfait la déduction accordée aux entrepositaires.

Art, 9. — Les directeurs des contributions diverses et et des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1er juillet 1916.

---

## JURISPRUDENCE

### TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 22 mai 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président.*

**1. Vente. Immeuble. Promesse d'achat. Promesse de vente corrélative. Signature des parties. Convention synallagmatique. Vente parfaite.**

**II. Enregistrement. Dissimulation du prix de vente. Amende encourue. Paiement. Vendeur et acheteur tenus par moitié.**

*I. Une promesse d'achat corrélative à une promesse de vente, signée par les parties ou leurs mandataires, contient*

*une convention synallagmatique parfaite, liant celles qui y ont concouru. Cette promesse vaut vente et devient obligatoire dans toutes ses dispositions. Elle ne saurait être annulée si elle n'a pas été faite en autant d'originaux que de parties contractantes alors que l'existence de la convention n'est pas déniée.*

*II. Au cas d'amende encourue pour dissimulation du prix de vente, elle doit être supportée moitié par les vendeurs et moitié par les acheteurs, tous également responsables de la contravention.*

VIALET ET Dme TARDIOLI C/ FATMA BENT OSMAN

Le Tribunal ; — Attendu que par un acte sous-seing-privé en date à Tunis du 31 décembre 1913 non enregistré et faisant de ce chef l'objet d'un litige actuellement pendant devant le tribunal de céans entre l'administration et les parties audit acte, Charles Vialet et la dame Tardioli Palmyre se sont engagés conjointement et solidairement entre eux à acquérir des sieurs Touhami Bouzid et Taïeb ben Ayed, agissant en qualité des mandataires, le premier de la dame Fatma bent Osman, veuve Aroussi ben Ayed, tant pour elle que pour son fils mineur Ahmed Tijani ben Ayed, le second, de la dame Chalila bent Abdallah et de la dame Tijania bent Edekar, épouse de Béchir ben Amar, un immeuble comprenant une maison d'habitation située à Tunis, rue el Mektar nº 15, pour le prix de 37.000 francs ; — Attendu qu'aux termes d'un autre écrit sous-seing-privé en date du même jour, enregistré à Tunis le 10 février 1914, nº 562, Charles Vialet et Tardioli Palmyre ci-dessus nommés, se sont en outre engagés à verser auxdits Touhami bou Zid et Taïeb ben Ayed ès-qualité, une somme de trois mille francs stipulée payable par les acheteurs le jour de leur entrée en possession, ce qui portait le prix de vente à quarante mille francs ;

Attendu que par exploit de l'huissier Carbonel, en date du 25 novembre 1915, enregistré, Charles Vialet et Palmyre Tardioli ont assigné les dames Fatma, Chalila, Tijania et

le sieur Béchir ben Amar, ci-dessus nommés, par devant le tribunal de céans pour faire déclarer nulle, non avenue et sans effet juridique la convention constatée par les actes susvisés, et s'entendre en outre, les défendeurs, condamner en 5.000 francs de dommages-intérêts, sans préjudice du remboursement de toutes sommes que les demandeurs pourraient être condamnés à payer à l'administration de l'enregistrement ; — Attendu que Vialet et la dame Tardioli soutiennent en premier lieu que l'engagement par eux pris d'acquérir l'immeuble de la rue el Mektar constitue une simple promesse d'achat unilatérale, qu'ils l'ont expressément retirée dans les termes d'un acte extra-judiciaire signifié à leur requête par l'huissier Sureau le 19 février 1914, enregistré, avant que les défendeurs eussent accepté ladite promesse, et qu'ainsi, faute d'accord entre les parties sur l'achat et sur le prix, l'engagement pris par les demandeurs doit rester sans effet ;

Mais attendu qu'il résulte, contrairement à ces prétentions, du texte même de l'acte du 31 décembre 1913, que la promesse d'achat faite par Vialet et la dame Tardioli, était corrélative à une promesse de vente faite par les mandataires des propriétaires de l'immeuble ; que cela résulte à l'évidence, tout d'abord de ce que lesdits mandataires ont apposé leurs signatures sur l'acte dont s'agit, et, en outre, de ce qu'ils ont pris de leur côté, au nom de leurs mandants et dans l'acte même, des engagements impliquant de leur part acceptation de la promesse d'achat, et, par suite, promesse de vente, et se rapportant notamment au mode de paiement du prix, à l'obligation assurée par les vendeurs de demander l'immatriculation de l'immeuble et de supporter les frais de cette immatriculation, enfin à l'époque de la prise de possession par les acheteurs pour le jour où aurait lieu l'expulsion définitive des locataires, « expulsion pour laquelle les susnommés ès-qualité s'engageaient à faire diligence » ; — Attendu au surplus que par une série d'actes rappelés ci-après, et postérieurement au retrait de leurs engagements signifié le 19 février 1914 (exploit de Sureau, huissier, en-

registré), les demandeurs ont sommé les défendeurs d'exécuter la convention dans les termes de l'acte du 31 décembre 1913, dont ils contestent aujourd'hui la portée ; — Attendu qu'il suit de là, à l'évidence, que les demandeurs sont mal venus à soutenir que l'acte dont s'agit doit être considéré comme une simple promesse unilatérale devenue caduque et sans effet ; — Attendu en réalité que l'acte considéré contient une convention synallagmatique parfaite, liant toutes les parties qui y ont concouru ; qu'il s'agit d'une promesse de vente, laquelle vaut vente et est, dès lors, obligatoire dans toutes ses dispositions pour les demandeurs ; qu'ainsi le premier moyen proposé par les demandeurs ne saurait être accueilli ;

Attendu que Vialet et la dame Tardioli se prévalent, en second lieu, de ce que l'acte du 31 décembre 1913, s'il doit être considéré comme contenant une promesse synallagmatique, est nul pour n'avoir pas été fait en autant d'originaux que de parties contractantes, contrairement à l'article 1325 du code civil ; — Attendu que cette circonstance n'est pas déniée par les défendeurs, bien que l'acte porte expressément qu'il a été fait en autant d'originaux que de parties ; — Mais attendu que ce moyen tend seulement à infirmer le mode de preuve de la convention intervenue entre les parties ; — Attendu que l'inobservation du texte de loi précité ne saurait entraîner la nullité de la convention elle-même, alors que l'existence de cette convention n'est pas déniée ; qu'il est constant au contraire que postérieurement au 19 février 1915 et malgré le retrait de leurs engagements signifié à cette date par les demandeurs, ceux-ci ont, à plusieurs reprises invité les vendeurs à passer l'acte définitif de vente ; que notamment ils leur ont demandé, par l'intermédiaire de leur avocat, à la date du 23 mars 1914, un rabais de quinze cents francs que les défendeurs déclarent d'ailleurs leur avoir accordé ; que par deux actes extra judiciaire signifiés par l'huissier Baret le 2 avril 1914, enregistrés, ils ont sommé les vendeurs et leurs mandataires de déposer entre les mains des notaires les pièces nécessaires à la pas-

sation de l'acte définitif, déclarant se réserver le droit de poursuivre à leur encontre «le remboursement des à comptes par eux payés sur le prix de la vente;» - Attendu que l'existence de la convention contenue dans l'acte considéré étant ainsi reconnue de manière la plus explicite par les demandeurs eux-mêmes, le moyen tiré par eux de l'imperfection de cet acte ne saurait être prise en considération ;

Attendu que Vialet et la dame Tardioli excipent encore pour faire prononcer la nullité de ladite convention, de ce que les mandataires qui y sont intervenus n'avaient pas justifié de leur qualité ; — Attendu que les pouvoirs de ces mandataires sont, au contraire pleinement établis et ont été confirmés par leurs mandants avec entière approbation de la promesse de vente consentie au nom de ces derniers, et ce, tant par les conclusions qu'ils ont prises dans la présente instance que par les diverses notes qu'ils ont fait signifier aux demandeurs pour obtenir l'exécution de leurs engagements, et spécialement par une sommation en date du 17 février 1915, enregistrée ;

Attendu enfin, que les demandeurs, pour se dérober à l'exécution de la convention, soutiennent subsidiairement qu'en admettant sa validité, il conviendrait toutefois de la déclarer résolue faute par les vendeurs d'avoir satisfait à leurs engagements ; qu'ils font principalement valoir que, malgré leurs sommations ci-dessus rappelées, ces derniers se sont refusés à justifier de l'accomplissement de toutes les formalités légales en ce qui concerne le mineur Ahmed Tijani, à déposer les titres de propriété de l'immeuble chez les notaires indigènes désignés d'un commun accord pour rédiger l'acte de vente définitif ; que, d'autre part, ils se sont abstenus de demander l'immatriculation de l'immeuble ; — Attendu que ces griefs sont sans plus de valeur que les précédents ; — Attendu qu'il suffit de constater qu'en fait, il résulte de tous les éléments de la cause, et notamment de l'acte extra-judiciaire susvisé du 17 février 1915, signifié à la requête des défendeurs, et d'une lettre du notaire Si Ali el Guizani, en date du 30 avril 1916, enregistrée à Tunis le

6 mai 1916, sous le n° 439, que les titres de propriété sont restés et sont encore déposés chez ce notaire à la disposition des acheteurs à qui il incombait d'en prendre connaissance avec le concours de tout interprète qu'il leur appartenait de choisir ; — Attendu d'autre part, que le fait par les vendeurs de s'être abstenus de demander l'immatriculation qui devait laisser à leur charge des frais onéreux, s'explique suffisamment par l'attitude prise au lendemain même de la promesse de vente par les acheteurs qui manifestaient nettement leur intention de ne pas donner suite à la vente ; qu'au surplus, il ne s'agirait que d'une inexécution partielle de leurs engagements par les défendeurs, inexécution qui ne pouvait autoriser les demandeurs à rompre leur contrat et qui n'était d'ailleurs pas, en fait, suffisante pour en entrainer la résolution ; -- Attendu, en définitive, que les prétentions de Vialet et de la dame Tardioli ne se justifient pas et qu'il convient de les en débouter ;

Attendu que les défendeurs se sont portés reconventionnellement demandeurs ; qu'ils concluent à la condamnation de ces derniers au paiement du prix de vente diminué du rabais de quinze cents francs qu'ils déclarent avoir consenti, soit la somme de 35.500 francs, et ce avec intérêts droit ; — Attendu que cette demande est, en principe justifiée, la validité de la vente attaquée résultant suffisamment des considérattons qui précèdent ; — Attendu toutefois que les acheteurs ne sauraient être condamnés qu'à l'exécution des engagements pris par eux aux termes des deux actes sous-seing-privé du 31 décembre 1915 ; — Attendu, à cet égard, qu'ils doivent être condamnés à payer de suite la somme de 3.000 francs dès lors que la remise des clés leur a été offerte et les occupants de l'immeuble expulsés conformément aux deux actes dont s'agit ; — Attendu qu'en exécution des stipulations tacites et expresses de la même convention, les demandeurs ne devront payer le surplus du prix diminué de 1.500 francs, soit la somme de 35.500 francs que tout autant que la demande d'immatriculation de l'immeuble aura été déposée par les vendeurs, que toutes les formalités légales exigées pour la vente des droits du mineur auront

été remplies, que les droits de propriété des vendeurs auront été établies par des titres réguliers et que l'acte définitif de vente aura été passé par les notaires qui en ont été chargés ;

Par ces motifs ; — Déboute les demandeurs de toutes leurs demandes, fins et conclusions comme non justifiées ; — Et recevant les défendeurs reconventionnellement demandeurs, déclare valable les deux actes sous-seing-privé du 31 décembre 1913 ; dit que ces actes contiennent promesse synallagmatique de vente laquelle vaut vente et doit être exécutée par les parties contractantes ; — Donne toutefois acte aux défendeurs de ce qu'ils déclarent consentir aux demandeurs une réduction de 1.500 francs sur le prix de l'immeuble vendu, fixé dans les actes ci-dessus à quarante mille francs ; — Condamne en conséquence Vialet et la dame Tardioli à payer de suite aux défendeurs, contre remise des clés et mise en possession de l'immeuble vendu, à valoir sur le prix de vente, la somme de 300 francs, avec intérêts de droit du 20 février 1914, daté de la mise en demeure ; les condamne en outre à payer aux défendeurs la somme de 35.500 francs solde du prix de vente, mais à la charge par ces derniers 1° de demander et de poursuivre à leurs frais l'immatriculation de l'immeuble par le dépôt d'une réquisition d'immatriculation à la conservation de la propriété foncière ; 2° de justifier de l'accomplissement de toutes les formalités exigées par la loi musulmane pour la vente des biens de mineurs ; 3° d'établir leur droit de propriété sur l'immeuble litigieux par des titres dont la régularité sera d'ailleurs présumée si les notaires indigènes chargés de la rédaction de l'acte les tiennent pour suffisants ; 4° de passer l'acte définitif de la vente devant les notaires indigènes ; — Réserve en tant que de besoin aux parties en cause tout recours et contestation relativement à l'exécution des conditions ci-dessus auxquelles le paiement de la somme de 35 500 francs est subordonnée ; — Dit que conformément à la convention des parties, les frais d'enregistrement des actes du 31 décembre 1913 seront supportés exclusivement par Vialet et la dame Tardioli qui auront à les rembourser aux défendeurs si ces derniers en font

l'avance ; les y condamne au besoin ; — Dit que les parties auront à supporter personnellement et sans recours contre les autres, conformément à l'article 16, 2°, du décret beylical du 19 avril 1912, l'amende mise à leur charge par ce texte, pour défaut d'enregistrement d'un des deux actes susvisés ; — Dit au contraire que l'amende prévue par le § 6 du même article pour dissimulation du prix de vente sera supportée pour moitié par les demandeurs et pour l'autre moitié par les défendeurs, tous également responsables de la contravention ; — Les condamne au besoin respectivement au remboursement de ladite moitié à celle des parties qui en aura fait l'avance ; — Déboute les défendeurs de toutes autres plus amples demandes, fins et conclusions ; — Condamne Vialet et la dame Tardioli aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst., Mes PIÉTRA ET EYQUEM, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 26 juin 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président.*

**Guerre. Vente sur licitation. Décrets des 10 août et 15 décembre 1914. Levée de la suspension des délais. Procédure. Jugement d'adjudication. Surenchère du 6e. Décret du 16 juin 1916. Levée de la suspension des délais.**

*Les délais en vue de la mise en vente d'un immeuble sur licitation, suspendus par l'effet des décrets des 10 août et 15 décembre 1914, peuvent être levés par ordonnance rendue par le président du tribunal ; la procédure est dès lors continuée jusque et y compris l'adjudication de l'immeuble sauf à renvoyer les intéressés à se pourvoir, après l'adjudication, conformément au décret du 17 juin 1916, pour obtenir la levée de la suspension des délais en matière de surenchère du sixième.*

REQUÊTE. FURIO et Vve TECLÈS

Le Tribunal ; — Vu la requête présentée d'accord avec tous leurs co-intéressés par Furio Salvatore et la dame Ventura Furio, veuve Aresco Teclès, tendant à la fixation

de la vente sur licitation ordonnée par jugement de cette chambre du 2 novembre 1914 ;

Attendu que la vente dont s'agit, primitivement fixée par ledit jugement au mercredi 6 janvier 1915, n'a pu avoir lieu à cette date, les délais étant suspendus par l'effet des décrets des 10 août et 15 décembre 1914 ; — Attendu que postérieurement et par une ordonnance en date du 19 mai 1916, la levée de la suspension des délais a été prononcée ; — Attendu qu'en cet état rien ne s'oppose à la continuation de la procédure, tout au moins jusques et y compris l'adjudication dont il convient, en conséquence, de fixer la date, les intéressés devant d'ailleurs être renvoyés à se pourvoir conformément au décret du 17 juin 1916, pour obtenir, après l'adjudication, la levée de la suspension des délais impartis par l'article 973 du code de procédure civile en ce qui concerne la surenchère du sixième ;

Par ces motifs ; — Statuant sur requête, en audience publique ; — Dit que la vente sur licitation ordonnée par le jugement du 2 novembre 1914 aura lieu dans les conditions prévues audit jugement à l'audience des criées de ce tribunal du mercredi 12 juillet 1916, sauf aux intéressés à se pourvoir ensuite, conformément au décret du 17 juin 1916.

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS

*Ordonnance sur requête du 22 juin 1916.*

M. Boutaud-Lacombe, *ff. de président.*

**Guerre. Procédure. Suspension des délais. Levée de suspension. Jugement par défaut. Tribunal civil. Demande d'exécution. Rejet de la requête. Motifs.**

*L'ordonnance ayant levé la suspension des delais en suite de laquelle un jugement par défaut a été rendu par le tribunal civil, a pour conséquence de placer les parties sous l'empire de la loi ordinaire. Il s'en suit qu'il n'est pas besoin d'une ordonnance nouvelle pour l'exécution du jugement par défaut qui reste susceptible d'opposition aux termes de l'article 158 du code de procédure civile.*

Requête Vidal, Gaudens Ravotti et Cie

Attendu qu'il n'y a pas lieu d'accueillir ladite requête qui doit être rejetée *de plano*, et qu'il n'est pas nécessaire, dans ces conditions d'adresser à la partie intéressée l'avis recommandé prévu par la loi et de provoquer de sa part une comparution inutile et sans objet ;

Attendu, au fond, que le jugement dont l'exécution est demandée n'est pas définitif, puisqu'il s'agit d'un jugement de défaut du tribunal civil et que l'opposition en est recevable, aux termes de l'article 158 du c. proc. civ. jusqu'à l'exécution ; — Attendu, d'autre part, que ce jugement constate que par ordonnance du 26 février 1916, la continuatiou de l'instance jusqu'à décision définitive a été ordonnée en conformité de l'article 1er du décret du 11 mai 1915 ; que l'effet de cette ordonnance a été de remettre les parties sous l'empire du droit commun et d'englober toutes les phases de la procédure à venir jusqu'à la solution définitive du litige ; — Attendu, par suite, que le demandeur peut continuer l'instance sans avoir besoin de recourir à une nouvelle ordonnance et poursuivre l'exécution de toute décision non définitive intervenant au cours de la procédure ; qu'il lui est loisible de faire signifier et exécuter son jugement de défaut, conformément aux règles ordinaires du droit commun ; que cette continuation de l'instance, légalement autorisée, en l'espèce, par l'ordonnance du 26 février 1916 susvisée, aura pour résultat de mettre le défendeur dans l'alternative, ou bien de se laisser saisir et vendre, ou bien de former opposition au jugement de défaut pris à son encontre ; que, dans le premier cas, le saisi ne fera qu'user d'un droit incontestable en renonçant au bénéfice des dispositions de la loi du 5 août 1914 ; — Attendu en effet, que ces dispositions n'ont aucun caractère d'ordre public, puisqu'elles interviennent, non pas dans l'intérêt de la collectivité, mais uniquement en faveur d'une catégorie déterminée de personnes qui peuvent refuser de s'en prévaloir ; que le défendeur peut donc refuser d'user de son droit d'opposition, régler amiablement le montant des causes du jugement de défaut, ou bien laisser son créancier se payer lui même en réalisant l'actif saisi ; qu'on ne se trouve

pas, dans cette dernière hypothèse en présence d'une exécution faite contre son gré, puisqu'il y acquiesce au lieu de la paralyser, et qu'on ne va pas à l'encontre des prescriptions du législateur qui n'a entendu suspendre que l'exécution forcée des jugements définitifs ; — Attendu quel dans le second cas, l'intervention du Président du tribuna, ne deviendra nécessaire que lorsqu'il s'agira d'exécuter le jugement définitif ;

Par ces motifs ; — Disons que la société Vidal Gaudens Ravotti et Cie peut exécuter sans nouvelle ordonnance le jugement de défaut dont s'agit, sauf à arrêter les poursuites en cas d'opposition lors de l'exécution ; rejetons en conséquence la requête comme étant sans objet.

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2re Ch.).

*Audience 24 mai 1916. — Présidence de M.* Dramard, *vice-président*

**Guerre. Contrat. Inexécution. Cas de force majeure invoquée. Charge de la preuve. Ateliers de constructions. Défense nationale. Justification du retard. Promesse de livraison postérieure à la date primitive. Non exécution. Résiliation des conventions. Dommages-intérêts.**

*La force majeure ne peut être une cause d'inexécution des contrats que si celui qui s'en prévaut fait la preuve qu'il a été dans l'impossibilité absolue de tenir ses engagements.*

*Le fait de l'utilisation d'ateliers de constructions pour les beoins de la Défense Nationale peut occasionner un certain retard dans la livraison de commandes acceptées antérieurement à la déclaration de guerre, surtout lorsque le fabricant reconnait être ensuite en mesure de faire face à quelques commandes de sa clientèle civile, mais ne peut constituer à son profit l'empêchement insurmontable pouvant l'affranchir de toute responsabilité civile.*

Piazza c/ Peyrard

Le Tribunal ; — Attendu que par conventions verbales intervenues entre les parties dans le courant du mois de juillet 1914, conventions définitivement fixées dans deux

lettres adressées par le sieur Peyrard au sieur Piazza à la date du 24 juillet 1914, Peyrard a vendu à Piazza deux voitures automobiles marque Peugeot, moyennant le prix de 22.000 francs, dont 12.000 francs en espèce et la reprise par Peyrard d'une voiture Berliet estimée à 10.000 francs ; — Qu'il était spécifié que la voiture Berliet serait immédiatement remise à Peyrard qui en deviendrait propriétaire, et que le solde du prix, soit 22.000 francs serait payé à la livraison, laquelle devait avoir lieu pour l'une des voitures le 17 août 1914, et pour la seconde au mois de novembre suivant ; — Attendu que le sieur Peyrard a pris possession le 26 juillet 1914 de la voiture Berliet, mais qu'il ne lui a pas été possible de livrer aux dates convenues les deux voitures par lui vendues ;

Attendu que la déclaration de guerre survenue le 2 août, les difficultés de toute nature qui se sont produites à la suite de cet évènement, l'utilisation des ateliers de la maison Peugeot pour les besoins de la défense nationale ont mis obstacle à ce que les conditions du contrat fussent rigoureusement exécutées ; que le sieur Piazza parait s'en être rendu compte de lui-même puisqu'il n'adressa, dans les premiers mois, aucune réclamation au sieur Peyrard et qu'il semble bien qu'un accord se soit établi entre les parties en vertu duquel il serait donné suite aux conventions dès que cela serait possible ; - Attendu que la correspondance échangée entre les parties indique que cette éventualité put être envisagée par elles au mois de février 1915 ; que le 26 février 1915 en effet, Peyrard adressa à Piazza une lettre contenant le passage suivant : « Comme suite au « voyage que je viens de faire aux usines Peugeot, je puis « vous assurer la livraison assez rapprochée des deux « voitures 12 H P commandées depuis le 25 juillet et dont « la livraison avait été différée par suite des circonstances « actuelles ».

Attendu que, à partir de ce moment, Peyrard était tenu par un engagement dont il n'était plus en son pouvoir de s'affranchir ; que si, jusqu'alors les évènements en cours avaient pu légitimer un retard plus ou moins prolongé à la

résiliation des promesses par lui faites, il ne pouvait plus en être de même après cet engagement ; — Attendu cependant qu'au mois d'août suivant, aucune des deux voitures n'avait encore été-livrée ; que c'est alors, et par exploit de Sureau, huissier à Tunis du 4 août 1915, que Piazza assigna Peyrard en 3000 francs de dommages intérêts pour inexécution du contrat et en payement de la somme de 10.000 francs représentant la valeur de la voiture Berliet donnée en payement ; — Attendu que le sieur Peyrard résiste à cette demande en invoquant le cas de force majeure résultant des évènements ;

Attendu qu'il ne saurait être admis à se retrancher derrière un semblable moyen ; — Attendu qu'il a été décidé par une jurisprudence constamment suivie que la force majeure ne peut être une cause d'inexécution des contrats que si celui qui s'en prévaut fait la preuve qu'il a été dans l'impossibilité absolue de tenir ses engagements ; — Attendu que Peyrard ne fait pas cette preuve ; que toute la correspondance échangée entre les parties démontre le contraire ; — Que la lettre du 26 février 1915, citée plus haut, fait voir que, malgré les évènements, les Usines Peugeot étaient en état de satisfaire, dans une certaine mesure, la clientèle civile, puisque Peyrard affirmait qu'il pourrait livrer dans un délai assez rapproché, et qu'il en donnait l'assurance ; que, par sa lettre du 19 mars suivant, il renouvelait cette assurance et promettait, à moins d'évènements imprévus, la livraison pour le 15 mai suivant ; cette restriction : « à moins d'évènements imprévus », loin de dénoncer une absolue impossibilité, ne visant qu'un nouveau retard possible ;

Qu'il est donc certain que Peyrard ne s'est pas trouvé en présence d'un cas de force majeure ; — Que cela est encore confirmé par une lettre que la maison Peugeot adressait à Piazza le 27 avril 1915 et dans laquelle ladite maison reconnaissait elle-même qu'elle était en mesure de faire face à quelques commandes de sa clientèle civile, puisqu'elle y disait qu'elle ferait tout son possible pour livrer l'une des voitures le 20 mai et l'autre fin du même mois ; — Attendu qu'il suit de là que si les évènements avaient rendu

l'exécution du contrat plus difficile, pour Peyrard et Piazza semble avoir été le premier à en convenir, — ils ne pouvaient cependant y apporter un empêchement insurmontable ; — Attendu que les conclusions prises subsidiairement par Peyrard à l'effet d'être autorisé à faire la preuve de ces empêchements ne peuvent être accueillis, les faits à prouver devenant dès lors inopérants ;

Attendu que malgré les assurances données, aucune livraison n'a été faite aux dates indiquées ; — Attendu que le 18 juin, Peyrard faisait savoir à Piazza qu'il lui était dorénavant impossible de prévoir la date de livraison et qu'il estimait que « le mieux était d'annuler tous pourparlers » : — Attendu que, à dater de ce jour Piazza était fondé à croire que Peyrard considérait l'exécution du contrat comme définitivement abandonnée ; — Que si cependant Peyrard a continué dans la suite à correspondre avec la maison Peugeot, il n'apparait pas qu'il ait tenu Piazza au courant de cette correspondance et qu'il ait laissé entrevoir à celui-ci la possibilité de donner encore suite au marché ; — Qu'il n'y a rien de surprenant dès lors à ce que Piazza ait, à la date du 4 août 1915, donné assignation à Peyrard, et que point n'était besoin de faire précéder cette assignation d'une mise en demeure ; — Que c'est donc vainement que Peyrard allègue que, sans cette assignation, qui dit-il, a rompu tous pourparlers, le marché était sur le point d'être exécuté quelques jours après ; que les pourparlers étaient rompus depuis le 18 juin, et qu'au surplus il ne démontre pas qu'il eût été plus en mesure de livrer au mois d'août, qu'il ne l'avait été aux mois de février et mai précédents ; — Attendu qu'il suit des considérations qui viennent d'être exposées que Piazza est fondé à demander la résiliation du contrat aux torts de Peyrard ; — Attendu que comme conséquence de cette résiliation, Peyrard doit être condamné à restituer la partie du prix qu'il a touchée, c'est-à-dire la somme de 10.000 francs, valeur estimative de la voiture Berliet à lui livrée ; — Attendu qu'il ne saurait prétendre se libérer de toute obligation en restituant purement et simplement la voiture

elle-même ; que cette voiture en effet n'est pas actuellement dans l'état où elle se trouvait au moment de la remise ; qu'elle a subi nécessairement une dépréciation, résultat de la détérioration normale due au temps ou du manque d'entretien, s'il est vrai, ainsi que l'affirme Peyrard, qu'elle n'ait pas été utilisée ; résultat de l'usure si, ainsi que l'affirme Piazza, elle ait été mise en service ; — Qu'il convient de remarquer, au surplus, que Peyrard en était devenu propriétaire dès le 26 juillet 1914 et que depuis cette date il pouvait en disposer librement (voir sa lettre du 24 juillet 1914) ; qu'il a même écrit qu'il avait eu occasion de la vendre ; — Attendu à la vérité, qu'il prétend que Piazza l'a mis dans l'impossibilité de la vendre parce que celui ci n'a jamais donné satisfaction à la lettre qu'il lui avait écrite le 30 décembre 1914 et par laquelle il lui demandait d'établir une déclaration de vente à l'adresse de la Direction des Travaux Publics, et de lui faire parvenir le récépissé portant le numéro d'inscription de la voiture ; — Attendu que Piazza n'avait à faire aucune déclaration de ce genre ; que le décret du 15 septembre 1904, qui dans son article 46, reproduit les prescriptions des articles 8 et 9 du décret du 15 janvier 1908, n'impose aucunement cette formalité au vendeur d'une voiture automobile et que la législation établie par ces décrets ne subordonne en rien la mutation de propriété à la mention du changement de propriétaire sur les registres tenus par l'autorité administrative ; que Piazza fait avec juste raison remarquer que la mention de changement de propriétaire d'une automobile est une simple mesure de police destinée à déplacer les responsabilités qui peuvent résulter ds l'usage de cette voiture ; que c'est bien ce qu'entendait Peyrard lorsque dans la lettre précitée du 20 décembre 1914, lui signalant l'opportunité de faire la mutation, il lui disait que, en cas d'accident arrivé au nouvel acheteur, ce serait lui, vendeur, qui en demeurerait pécuniairement responsable ; que Piazza affirme d'ailleurs qu'il ne s'est jamais refusé à faciliter à Peyraid l'accomplissement des formalités de mutation et qu'il s'y serait immédiatement prêté si celui-ci lui avait

seulement fait connaître qu'il avait trouvé un acheteur et qu'il ne lui manquait plus, pour la régularisation de la vente, que d'être en possession du récépissé visé à l'article 9 du décret du 15 janvier 1908 ; — Attendu que le sieur Peyrard, pour résister à la prétention du sieur Piazza, d'obtenir, non pas la restitution de la voiture Berliet, mais le remboursement de sa valeur, allègue encore que cette voiture ne valait pas en réalité 10.000 francs ; — Attendu que cette allégation est sans portée, puisqu'il résulte de l'accord des parties, constaté dans la lutte du 24 juillet 1914, que c'est bien là le prix auquel elle a été estimée ; que Peyrard ne saurait, au mépris de cette clause formelle du contrat, ni soutenir, ni être admis à prouver que cette évaluation était exagérée ; — Attendu enfin que si cette voiture ne vaut plus actuellement les 10.000 francs auxquels elle a été estimée, le sieur Piazza qui en est dépossédé depuis le 26 juillet et à qui ne peut être imputé à faute l'inexécution du contrat, ne peut être tenu de supporter la dépréciation survenue ; — Attendu que, en l'état des considérations qui précèdent, il y a donc lieu de décider que le sieur Peyrard devra payer au sieur Piazza la somme de 10.000 francs, valeur de ladite voiture ;

Attendu, sur les dommages-intérêts demandés par le sieur Piazza, qu'il est indéniable que celui-ci a éprouvé un préjudice ; mais que Piazza ne démontre pas que ce préjudice soit en réalité aussi considérable que celui qu'il allègue ; qu'il ne prouve pas que les voitures par lui achetées, l'une pour son propre compte, l'autre pour le compte d'un de ses neveux, leur fussent à tous deux indispensables pour l'exercice de leur profession ou l'accomplissement de leurs fonctions et qu'ils aient ainsi subi pour en avoir été privés, des pertes d'argent importantes ; — Attendu que Piazza a reconnu lui-même, implicitement tout au moins, que Peyrard s'est trouvé aux prises avec des difficultés extrêmement sérieuses dues aux circonstances ; — Qu'il ne peut être dénié que l'état de guerre est venu apporter un trouble considérable dans les affaires, trouble qui s'est fait sentir, à des degrés divers, dans toutes les manifestations de l'activité humaine ; que tous, dans des proportions

plus ou moins grandes, en ont été affectés ; — Qu'il ne serait pas équitable, dans les rapports d'affaires ayant existé entre Piazza et Peyrard, que ce dernier fût seul à subir le contre coup des évènements ; qu'il est juste au contraire que Piazza ait sa part des charges auxquelles ils ont pu donner naissance ; qu'il appartient au tribunal de faire état de ces considérations pour la détermination des dommages-intérêts auxquels le demandeur peut prétendre ; qu'il sera fait une exacte appréciation des faits en fixant à 500 francs le chiffre de ces dommages intérêts ;

Par ces motifs ; — Dit que le sieur Peyrard est en faute de n'avoir pas livré dans les délais par lui même fixés ou tout au moins antérieurement au 4 août 1915, date de l'assignation de Piazza, les deux voitures automobiles qui faisaient l'objet des conventions intervenues ; — Déclare lesdites conventions résiliées aux torts de Peyrard ; — Le condamne en conséquence à payer au sieur Piazza la somme de 10.000 francs, valeur au jour, avec intérêts de droit à partir du jour de la demande en justice, du marché de la voiture à lui remise ; — Le condamne de plus à payer au même la somme de 500 francs de dommages intérêts ; — Déboute respectivement les parties de toutes autres demandes fins et conclusions ; — Et attendu que les lettres ci-dessus visées contenant les conventions des parties, constituent un titre auquel provision est due, ordonne, sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts, l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution ; — Condamne Peyrard aux dépens qui comprendront les frais d'enregistrement des pièces produites et qui n'ont pas été soumises à cette formalité.

(Min. publ. M. DE CHELLES, subst. — Mes BODOY et EYQUEM, av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 12 mai 1914. — Présidence de* M. Bonnefond, *président.*

**Référé. Expédition ou copie d'actes détenus par les notaires. Demande en délivrance. Compétence exclusive du magistrat des référés. Notaires indigènes. Actes détenus. Défaut de formule exécutoire. Obligation d'assigner en payement. Débiteur. Faculté de prouver sa libération.**

*Le président du tribunal saisi, en matière de référé, de la délivrance d'une expédition ou d'une copie d'un acte détenu par des notaires, ne doit pas renvoyer les parties à se pourvoir au principal ; il est tenu de juger, étant seul compétent pour apprécier si le demandeur a le droit d'obtenir à ses frais et à toutes fins utiles les secondes grosses sollicitées.*

*Couverts par l'ordonnance du président, les détenteurs officiels des actes, n'encourent aucune responsabilité quant à l'usage ultérieur des copies demandées et revêtues de la formule exécutoire.*

*S'agissant d'expéditions dont la délivrance doit être faite par des notaires indigènes, le créancier s'adressera nécessairement au tribunal pour faire reconnaître et valider sa créance ; le débiteur aura toutes facilités pour contester sa dette en établissant s'il y a lieu, sa libération par toute preuve légale : par suite la délivrance de telles copies ne peut nullement compromettre les droits des débiteurs.*

Messaoudi Amar ben Mohammed Ben Saïd
c/ Mohamed Ech Chabi, Cadi de Gafsa

Nous, Président ; — Attendu que le demandeur est sujet français, kabyle algérien ; que l'ordonnance obtenue par lui sur requête le 13 novembre 1913, comme celle qu'il sollicite actuellement en référé, ont pour but de lui procurer une seconde expédition de divers titres, le constituant créancier de divers débiteurs ; — Attendu que l'examen des créances par lui alléguées ou des causes de libération qui auraient pu éteindre les dites créances, ressortit incontestablement à la compétence de la juridiction française, en vertu de l'article 1er du décret du 31 juillet 1884, s'agissant d'affai-

res personnelles et mobilières dans lesquelles un sujet français est en cause ; que dès lors la juridiction française est seule compétente pour apprécier s'il est opportum de faire délivrer au demandeur de nouvelles expéditions de ses titres adirés ;

Attendu que le demandeur a obtenu sa première ordonnance sur requête en exécution de l'article 844 du c. p. c. en ce qui concerne des actes notariés ; — Attendu qu'en cette matière le président du tribunal de première instance ne saurait, en principe, refuser son ordonnance, puisqu'il empêcherait ainsi l'exercice d'un droit reconnu par la loi, sauf bien entendu le cas où il lui serait dores et déjà démontré que l'obligation dont s'agit est légalement éteinte *(V. Merignhac-Ordonnances tome 1 nº 131)* ; — Attendu qu'en conformité de même article 844, le demandeur a, par exploit du 12 janvier 1914, fait sommation aux parties intéressées d'assister si bon leur semble aux jour, heure et lieu indiqués (22 janvier 1914) à la délivrance des expéditions des actes notariés les concernant ; — Attendu que ces parties intéressées ne se sont pas présentées ; que le cadi, actuellement détenteur des registres des années 1910 et 1911, a cru devoir se refuser à faire délivrer par les notaires les nouvelles expéditions demandées, parce que les débiteurs ne venaient pas reconnaitre devant lui ne s'être pas encore acquittés de leurs dettes ; — Attendu que nous sommes saisi aujourd'hui en vertu de l'article 845 du c. p. c. ; — Attendu qu'en cette matière, toutes les fois qu'il y a opposition. le président du tribunal ne doit pas renvoyer les parties à se pourvoir au principal ; qu'il est tenu de juger, étant seul compétent pour apprécier la seule question portée devant lui, à savoir si le demandeur a le droit d'obtenir à ses frais et à toutes fins utiles les secondes grosses sollicitées *(Merignhac Loc. cit, nº 136)* ; — Or attendu que les notaires rédacteurs, aussi bien que les détenteurs officiels de leurs actes, ne sont pas juges de cette question ; que, couverts par l'ordonnance du Président, iis n'encourent aucune responsabilité quant à l'usage ultérieur des copies demandées *(Loc. cit. nº 125)* ; qu'ils peuvent seulement résister

en cas de non paiement des frais et honoraires, soit des premières expéditions déjà délivrées, soit des nouvelles qui leur sont demandées ; — Attendu que ni le défaut de présentation des parties intéressées chez le notaire, aux jour et heure indiqués par la sommation à elles faites en vertu de l'article 844 du c. p. c., ni le défaut de leur reconnaissance expresse et formelle de la survivance de leur dette ne sauraient empêcher la délivrance des actes ; que le notaire ou le gardien officier des actes, n'a qu'à constater leur absence après dûe sommation ; que, lorsqu'il s'agit de la délivrance de véritables secondes grosses, si les parties ne se présentent pas chez le notaire, aux jour et heure indiqués, le notaire donne défaut contre elles et délivre la grosse ou les grosses en leur absence après une heure d'attente au moins, et ordinairement après trois heures d'attente (*Dalloz, c. p. c. annoté art. 841 n° 10*) ; que cette absence signifie en effet suffisamment que les parties intéressées n'entendent pas faire opposition à la délivrance ; — Attendu qu'en ce qui concerne les actes notariés, ces règles ont été édictées pour la délivrance des secondes grosses, c'est-à-dire d'expéditions authentiques revêtues de la formule exécutoire que les notaires français peuvent apposer au bas de leurs actes ; que, muni de la pièce délivrée par le notaire, le porteur peut procéder immédiatement et directement à des actes d'exécution ; — Attendu qu'en l'espèce il ne s'agit pas de secondes grosses, mais seulement de secondes exépéditions qui obligeront le créancier à s'adresser préalablement au tribunal pour faire reconnaître et valider sa créance ; que les débiteurs auront donc toute facilité de contester leur dette en établissant, s'il y a lieu, leur libération par toute preuve légale ; qu'ainsi la délivrance des copies demandées ne compromet nullement les droits des débiteurs ; qu'au contraire le refus de cette délivrance paralyserait irrémédiablement le droit pour le prétendu créancier de s'adresser à la justice ; — Attendu qu'ainsi le scrupule qui a retenu le défendeur n'est donc nullement fondé ; qu'il y a lieu en conséquence de maintenir notre première ordonnance ;

Par ces motifs ; — Donnons défaut contre le défendeur non comparant ni personne pour lui ; disons que Messaoudi Amar ben Mohamed ben Saïd a le droit de se faire délivrer sur le vu de la présente ordonnance, à ses frais et à toutes fins utiles, sauf à faire valoir ultérieurement devant la juridiction compétente ses droits de créance allegués, et ce, par tous notaires rédacteurs des actes ou par tous dépositaires officiels de leurs archives, une seconde expédition 1° d'une hodja dressée par les notaires Béchir ben Rachdi et Othman ben Lakdar à la date du 27 septembre 1910, de laquelle il résulte que Messaoudi Chaabane ben Mohamed El kbaili doit rendre compte d'une somme de 2.000 frs ; 2° d'une obligation notariée en date du 22 novembre 1911 reçue par les notaires sus nommés, par laquelle Saidane Mhamed ben Said s'est reconnu débiteur d'une somme de 220 frs ; 3° d'une obligation notariée en date du décembre 1911 reçue par les notaires Béchir ben Amor Rachdi et Ahmed Arfa ben Lakdar de Gafsa, par laquelle Guerzou Amor ben Hocine ben Slimane s'est reconnu débiteur envers Chehile El Hocine ben Mohamed d'une somme de 125 frs, cette dernière obligation ayant été remise en gage au demandeur Messaoudi ; — Dit que conformément à l'article 844 du C. P. C. il sera fait mention sur chacune des nouvelles expéditions ainsi délivrées, qu'il s'agit d'une seconde expédition délivrée en vertu des ordonnances du président du tribunal de Sousse des 13 novembre 1913 et 12 mai 1914.

(Me Habis, avocat).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 15-16 — 15-31 Août 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX
## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Décret modifiant et complétant le décret du 13 avril 1898 sur le séjour des étrangers dans la Régence. — Décret règlementant les conditions d'accès et de séjour dans les ports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français. — Décret réglementant le commerce, la détention et le port des armes dans les territoires militaires du sud et dans l'étendue des contrôles civils de Gafsa et de Gabès. — Décret concernant le moratorium des assurances sur la vie.

**Doctrine :** D. Cardoso. — L'hypothèque sur les immeubles immatriculés en Tunisie et l'article 446 du code de commerce français.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Titre égal pour les obligés au paiement de la pension alimentaire. — 2° Non admission de la preuve d'une servitude en matière d'immeuble immatriculé. — 3° Responsabilité civile d'une compagnie de chemin de fer en suite de retrait brusque d'une carte d'abonnement. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* Nécessité d'un écrit en vue de constituer la mise en demeure en matière de vente de céréales.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 24 juin 1916 (22 chaâbane 1334), *modifiant et complétant le décret du 13 avril 1898 sur le séjour des étrangers dans la Régence.*

« Article premier. — Tout étranger qui voudra établir « sa résidence en Tunisie ou y exercer une profession, un « commerce ou une industrie quelconque devra, dans un « délai de cinq jours à partir de son arrivée, faire devant « l'autorité de police locale une déclaration de résidence « en justifiant de son identité. S'il n'est pas porteur des « pièces jusfificatives nécessaires, l'autorité de police du « lieu pourra, avec l'approbation de notre Premier Ministre, « lui accorder un délai pour se les procurer.

« La même déclaration est obligatoire pour les étrangers « nés en Tunisie, dans le mois où ils auront accompli leur « seizième année et, pour ceux y résidant, qui le sont deve- « nus par suite d'un événement postérieur, dans le mois qui « suivra cet événement.

« Art. 2. — La déclaration devra comporter les noms et « prénoms du déclarant, ceux de ses père et mère, sa natio- « nalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son « dernier domicile, sa profession et ses moyens d'existence.

« Elle sera individuelle, même pour les membres d'une « même famille, à l'exception des enfants mineurs de seize « ans.

« Il sera tenu, à cet effet, un régistre d'immatriculation « des étrangers suivant la forme déterminée, par un arrêté « de notre premier Ministre. Un extrait de ce régistre sera « délivré au déclarant et devra être représenté par lui à « toute réquisition des agents de l'autorité. Cet extrait sera « frappé d'un droit de timbre de 1 fr. 80.

« *Art. 6.* — Tout étranger qui n'aura pas fait, dans le « délai déterminé, les déclarations réglementaires prescrites « par les articles 1 à 6 ci-dessus, ou qui refusera de produire « son certificat à la première réquisition, ou qui, en cas de « changement de résidence, n'aura pas visé son certificat. « sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

« Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse « ou inexacte, sera puni d'un emprisonnement de six jours « à un mois et une amende de 100 francs.

« Dans le cas prévu par l'alinéa ci-dessus, le tribunal « pourra, en outre, prononcer l'interdiction temporaire ou « indéfinie du territoire tunisien.

« Les peines édictées par le présent article seront encour- « rues quel que soit le temps écoulé depuis l'expiration du « délai donné pour remplir la formalité et si la formalité a « été accomplie tardivement, ce n'est qu'après son accom- « plissement que commencera la prescription. »

« ART. 2. — Pendant la durée des hostilités, tout étran-
« ger arrivant en Tunisie devra faire la déclaration prescrite
« par l'article premier du décret du 13 avril 1898, dans un
« délai de quarante huit heures, quels que soient le motif
« et la durée de son séjour.

« ART. 3. — Les nationaux des pays neutres devront,
« dans le délai de quinze jours, à dater de la promulgation
« du présent décret, renouveler leur déclaration de résí-
« dence devant l'autorité de police locale.

« Les nationaux des pays alliés résidant dans les com-
« munes de la Régence devront faire ce renouvellement
« dans le délai d'un mois. Ceux résidant dans le reste du
« territoire devront le faire dans un délai de deux mois.

« Le renouvellement ne sera pas passible d'un droit de
« timbre.

« ART. 4. — Les étrangers, âgés de seize ans au moins,
« résidant actuellement en Tunisie, qui n'auraient pas fait
« leur déclaration de résidence, devront remplir cette for-
« malité dans le délai d'un mois à dater de la promulgation
« du présent décret.

---

***Décret beylical*** du 15 juillet 1916 (14 ramdane 1334), *réglementant les conditions d'accès et de séjour, dans les ports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français.*

ARTICLE PREMIER. — Dans tous les ports de la Régence, il est interdit à toute personne ne faisant pas partie de l'équipage des bateaux énumérés ci-après, et non munie d'un « permis de passage » délivré par les bureaux de port sur le vu d'un « bon à délivrer » du service de la sûreté, de franchir les jetés à bord des bâteaux armés au cabotage, au bornage, à la pêche, en servitude ou en plaisance.

ART. 2. — Il est interdit, de jour comme de nuit, à tout bateau armé au cabotage, au bornage, à la pêche, en servitude ou en plaisance, de sortir du port où d'y rentrer sans

s'arrêter et se faire arraisonner au poste de permanence du port.

ART. 3. — Il est interdit, de jour comme de nuit, à tout bateau armé au cabotage, au bornage, à la pêche, en servitude ou en plaisance soit de sortir du port, soit d'y rentrer, lorsque des navires transportant des troupes ou du matériel de l'Etat doivent entrer dans le port ou en sortir.

Cette interdiction est signifiée : de jour, par un pavillon rouge ; de nuit, par un fanal rouge, hissé à mi-drisse du mât de pavillon du bureau du port.

Elle prend fin lorsque le pavillon rouge ou le fanal rouge, suivant le cas, sont amenés.

Les bateaux qui se trouvent en mouvement soit dans le port, soit dans ses chenaux d'accès au moment où l'interdiction est signifiée, doivent immédiatement manœuvrer pour accoster au quai le plus proche et s'y amarrer.

ART. 4. — Il est interdit :

1° A tout bateau, sauf aux bateaux du gouvernement tunisien ou de l'Etat français, soit de s'approcher des navires transportant des troupes ou du matériel de l'Etat, soit d'accoster les dits bateaux ;

2° A toute personne non munie d'une autorisation délivrée par le service de la sûreté, de monter à bord des navires transportant des troupes ou du matériel de l'Etat : la dite autorisation sera valable pour une seule visite ; toutefois, des autorisations permanentes pourront être délivrées aux personnes justifiant d'une occupation régulière, tels que agents commerciaux, fournisseurs, etc., les appelant fréquemment à bord des dits navires. Ces autorisations permanentes seront également délivrées par le service de la sûreté, sur l'avis motivé du service de la police des ports ;

3° A toute personne, munie d'une autorisation régulière ou munie d'une autorisation permanente, d'embarquer sur les dits navires, des bagages, colis ou paquets, qui n'auraient pas subi la visite préalable du service des douanes.

Art. 5. — Les infractions au présent décret seront constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions fixées aux articles 108, 109 et 110 du règlement général des ports de commerce précités, sans préjudice de l'inculpation possible de délit d'espionnage ou de complicité d'espionnage ou de faits et manœuvres de nature à compromettre la défense nationale.

Art. 6. — Les agents verbalisateurs, dans la limite de leurs attributions, auront le droit de requérir directement la force publique ; ils pourront également solliciter le concours du commandant d'armes pour surveiller les quais.

---

***Décret beylical*** du 20 juillet 1916 (19 ramdan 1334) *réglementant le commerce, la détention et le port des armes dans les territoires militaires du sud et dans l'étendue des contrôles civils de Gafsa et de Gabès.*

Vu le décret du 18 mars 1913, réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port des armes en Tunisie ;

Vu les décrets des 7 janvier 1914 et 1er août 1914, modifiant le décret du 18 mars 1913 susvisé ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

Article premier. — Dans les territoires militaires du Sud de la Régence et dans l'étendue des contrôles civils de Gafsa et de Gabès, l'introduction, la cession à titre onéreux ou gratuit, le port, la simple détention d'une ou de plusieurs armes de guerre en usage depuis moins de cinquante ans dans les armées françaises, étrangères et spécifiées à l'article 1er du décret du 18 mars 1913 susvisé, ainsi que celles mentionnées à l'article 1er du même décret, sont passibles d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 500 à 2.000 francs.

Art. 2. — L'introduction, la cession à titre onéreux ou gratuit, la simple détention des munitions destinées à ces armes sont passibles des mêmes peines.

Dans tous les cas la confiscation des armes et munitions saisies sera prononcée.

ART. 3. — L'article 463 du code pénal français et l'article 53 du code pénal tunisien sont applicables aux infractions du présent décret.

---

***Décret beylical*** du 26 juillet 1916 (29 ramdan 1334) *concernant le moratorium des assurances sur la vie.*

Vu l'article 5 du décret du 10 août 1914 suspendant, pendant la durée des hostilités, l'effet des clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou une date préfixe ;

Vu le décret du 15 décembre 1914 imité du décret français du même jour et dont l'article 4 modifie la disposition qui précède ;

Vu le décret du Président de la République du 23 février 1915 subordonnant pour les entreprises d'assurances sur la vie l'application du bénéfice de l'article 3 du décret présidentiel du 15 décembre 1914 à la condition que l'assuré n'a pas pris l'engagement de payer à la fin des hostilités ses primes échues.

Vu les décrets du Président de la République des 20 novembre 1915, 18 mars, 19 mai et 18 juillet 1916 ;

Vu le décret du 3 juin 1916 édictant des mesures moratoires en matière d'assurances sur la vie ;

Sur le rapport de notre Directeur général des finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Le délai accordé par l'article premier du décret du 3 juin 1916 pour le paiement des sommes dues par les entreprises d'assurances sur la vie établies en France, en vertu de polices préparées en Tunisie mais domiciliées en France à une date antérieure au 4 août 1914, ainsi que pour le rachat desdits contrats, est prorogé pour une nouvelle période de 60 jours francs à compter du 1er août prochain. Ce délai commence à courir :

1° Au premier août pour les contrats échues à la date de la publication du présent décret et dont le capital stipulé n'a pas encore été payé ;

2° A partir de leur échéance, pour les contrats à échoir depuis la publication du présent décret jusqu'au 30 septembre inclusivement.

ART. 2. — Sous réserve de la prorogation ci-dessus, les dispositions du décret du 3 juin 1916 sont expressément maintenues.

---

## DOCTRINE

### L'hypothèque sur les immeubles immatriculés en Tunisie et l'article 446 du codé de commerce français

---

L'ancien texte de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885 contenait un article ainsi conçu : Art. 235 « L'inscription d'un hypothèque sera annulée et ne produira aucun effet, même à l'égard des tiers, si elle est prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ».

Cet article ne faisait que reproduire une partie de l'article 2146 du code civil : « Les inscriptions..... ne produisent aucun effet, si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ». Il y avait en plus l'adjonction des mots « même à l'égard des tiers ».

Les actes prévus par les deux articles qui viennent d'être reproduits sont évidemment ceux visés par les articles 446 et 447 du code de commerce. Notamment le premier de ceux-ci dispose ce qui suit : « Sont nuls et sans effet, relativement à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses payements, ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque, tous actes etc..... toute hypothèque conventionnelle ou judiciaire », etc..

A la suite de la révision de la loi foncière qui a donné lieu au décret beylical du 15 mars 1892, l'arti-

cle 265 (ainsi que l'article suivant 236, qui reproduisait une autre disposition de l'article 2146 code civil) a été supprimé.

Cette suppression fait naitre la question suivante : l'article 446 du code de commerce doit-il continuer à recevoir son application en ce qui concerne les immeubles immatriculés ?

La Cour d'Alger appelée à deux reprises à trancher cette question a émis à ce sujet deux opinions diamétralement opposées.

Un premier arrêt du 19 février 1900 rendu entre Lumbroso et Lejeune, syndic Farina *(Journal des Tribunaux de la Tunisie, année 1900, page 448)* a décidé que l'article 446 devra toujours être appliqué sans restrinction et ce pour les motifs suivants :

« Attendu que le code de commerce a été promulgué en Tunisie, ce que l'appelant déclare d'ailleurs ne point méconnaitre ; — Qu'il est donc exécutoire dans toutes ses dispositions, sauf exceptions déterminées par la loi ; — Qu'aucun texte n'excepte l'article 446 relatif aux droits de créance de la masse et aux causes de préférence entre les créanciers d'une faillite ; — Que l'inapplicabilité de cet article en matière foncière tunisienne ne saurait résulter, ainsi que le soutient l'appelant, de l'abrogation par la loi du 15 mars 1892, de l'article 235 de la loi du 1er juillet 1885 ; — Que, en effet, cet article ne visait point l'article 446 du code de commerce, et n'en rappelait même pas les dispositions essentielles, et notamment celle qui restreint à l'égard de la masse seule la nullité des hypothèques et nantissements consentis par le failli dans la période prohibée pour dettes antérieurement contractées ; — Que l'abrogation dudit article 235 n'a donc pu produire aucun effet quant à la force exécutoire de l'article 446 précité résultant de la promulgation, en Tunisie, du code de commerce sans aucune réserve ; — Qu'au surplus, il n'est pas admissible que le législateur de 1892 ait entendu laisser libre carrière à des fraudes aussi faciles que préjudiciables à la masse des

faillites, et que les dispositions de l'article 446 du code de commerce ont pour objet de prévenir ».

Un second arrêt en date du 29 octobre 1902 rendu entre Bonan frères et Rassat, syndic Chaouat *(même Journal, année 1903, page 81)* a estimé, au contraire, qu'après la suppression de l'article 23 de la loi foncière tunisienne, l'article 446 du code de commerce est inapplicable aux immeubles immatriculés.

Voici les considérations qui ont déterminé la Cour :

« Qu'il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la loi foncière tunisienne est une loi spéciale, territoriale, se suffisant à elle-même et à laquelle aucune disposition ne saurait être ajoutée par voie d'analogie ; — Que son principal but a été de favoriser la circulation des biens en faisant disparaître toutes charges clandestines et occultes ; — Qu'on lit notamment dans l'exposé des motifs du projet de la loi du 1er juillet 1885 : « C'est surtout au point de vue de la clandestinité de certaines charges, résultant de statuts immobiliers, que nous avons résolument rompu avec les prescriptions de la loi française ». Et plus loin : « Nous nous proposons une législation essentiellement tunisienne répondant à la situation sociale du pays où elle devra recevoir son application et dans laquelle nous avons cherché à faire entrer tout ce qui dans les législations étrangères, pourrait aisément s'adapter aux conditions sociales actuelles de la Tunisie. Le système de la loi nouvelle a pour effet, grâce à l'accomplissement des formalités qui y sont édictées, de mettre fin à toutes les contestations relatives au passé des immeubles, de mobiliser la propriété foncière, d'en faire une sorte de valeur représentée par un titre nominatif, susceptible d'être transmis avec la même facilité qu'une valeur mobilière quelconque et avec la certitude pour celui qui l'acquiert, de n'être, en aucun cas, tenu dans l'ignorance des charges dont elle peut être grevée ; »

« Or, attendu que le législateur tunisien, après avoir déclaré dans l'article 1er de la loi du 1er juillet 1885, que les

dispositions de la présente loi ne régissent que les immeubles immatriculés conformément aux prescriptions du chapitre II du présent titre et les droits réels sur ces immeubles, décide, dans l'article 2 modifié par le décret du 16 mai 1886, que les dispositions du code civil français, qui ne sont contraires, ni à la présente loi, ni au statut personnel ou aux règles des successions des titulaires des droits immobiliers, s'appliquent en Tunisie aux immeubles immatriculés et aux droits réels sur ces immeubles ; qu'il ne fait aucune référence au code de commerce ; que, cependant, il n'est pas douteux que, lors de la confection de la loi du 1er juillet 1885, les dispositions des articles 446 et 447 n'ont point échappé à l'attention du législateur tunisien, puisque il les a reproduit en partie dans l'article 235 de cette loi ainsi conçue : « L'inscription d'une hypothèque sera annulée et ne pourra produire aucun effet, si elle est prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ».

« Attendu que cette disposition, contraire au principe même de la loi foncière tunisienne, fut abrogée par l'article 18 de la loi du 15 mars 1892, comme constituant une charge occulte, en faisant intervenir l'hypothèse d'une faillite qui est un fait personnel au propriétaire ; que cette abrogation de l'article 235, motivée par la nécessité de mettre à l'abri des charges occultes et de tous les aléas, auxquels eussent été exposés, en droit français, les immeubles immatriculés, n'a pu avoir pour effet de rendre applicables à ces immeubles les dispositions des articles 446 et 447 du code de commerce, que la loi du 1er juillet 1885 avait déjà écartées en ne se les appropriant qu'en partie ;

« Attendu enfin, que la loi du 15 mars 1892 témoigne encore davantage de la pensée du législateur tunisien d'écarter des immeubles immatriculés toutes charges occultes ; qu'il y est dit en effet : « Toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription, n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais

seulement au cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol » ;

« Attendu que l'arrêt de la Cour d'Alger du 19 février 1900, que le syndic invoque en faveur de sa thèse, paraît donc s'être mépris sur la portée de l'abrogation de l'article 235 de la loi du 1er juillet 1885, qui n'avait fait que reproduire les dispositions de l'article 446 du code de commerce sur les hypothèques, pour les rendre applicables aux immeubles immatriculés.

« Attendu que l'article 2145 c. c. dont excipe également Rassat es-qualités, à l'appui de ses prétentions reçoit au contraire toute son application dans le système de Bonan frères, puisque c'est en vertu de l'article 18 de la loi du 15 mars 1892 que l'hypothèque grevant les immeubles immatriculés ne peut plus être annulée, bien que prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites, sont déclarés nuls ».

. . . . . .

Nous ne citerons que pour mémoire un jugement de la 2e chambre du Tribunal de Tunis, jugeant en matière commerciale du 31 juillet 1913 (*même Journal, année 1913, page 618*) qui adopte la solution du second arrêt d'Alger, en l'énonçant tout simplement comme controversée et sans la discuter.

Avant d'aller plus loin, il nous semble utile de signaler quelques inexactitudes de fait qui se trouvent dans les deux arrêts de la Cour, arrêts, que, pour plus de concision, nous désignerons désormais par les expressions : 1er et 2e arrêt.

A. *à l'égard du 1er arrêt :*

1° Le code de commerce français ni aucun autre code de la Métropole n'ont jamais été promulgués en Tunisie. Toutefois les tribunaux français de la Régence les appliquent avec quelques restrictions dérivant, soit de la nature tout à fait territoriale de certaines dispositions édictées pour la France, soit de lois indigènes, soit encore de lois étrangères en matière de statut personnel et de successions.

En ceci les tribunaux actuels qui ont succédé au tribunal consulaire de France, avec une juridiction plus étendue, ne font de continuer les règles suivies par l'ancien tribunal, qui appliquait ces mêmes codes sans promulgation spéciale dans le pays.

2° Il est certain qu'aucun texte n'excepte expressement l'article 446 du code de commerce, mais il convient de remarquer qu'aux termes de l'article 2 de la loi foncière tunisienne, modifié par le décret du 16 mai 1886, ne sont point applicables en Tunisie les dispositions de la loi française, notamment du code civil, quand elles sont en opposition avec cette loi. Il resterait donc à rechercher si cette opposition existe en la matière.

3° Il semble, contrairement à ce qu'affirme l'arrêt en question, que l'ancien article 236 visait bien les articles 446 et 447 du code de commerce puisqu'il prévoyait l'annulation des actes faits pendant la période dite vulgairement suspecte. Cette période, dont parle aussi l'article 2144 du code civil est bien fixée par les articles susdits du code de commerce.

B. *à l'égard du 2me arrêt.*

1° Cet arrêt, en reproduisant l'ancien article 235, omet les mots « même à l'égard des tiers », mots dont l'importance est très grande, ainsi que nous le démontrerons plus loin.

De même, il paraît considérer l'article 38 de la loi foncière comme réglant, aussi bien la situation des immeubles immatriculés antérieurement à l'établissement du titre, que celle postérieure à cet établissement, ce qui n'est pas en réalité.

Ceci dit, notre impression générale est que ces inexactitudes et l'omission de l'examen de certaines faces du problème ont exercé une influence fâcheuse sur les décisions prononcées. Nous tâcherons à notre tour, de rechercher quelle doit être la solution, en nous aidant des divers textes de la loi, et en nous inspirant des principes qui l'informent.

Cette loi a eu pour but de créer pour les immeubles immatriculés une situation matérielle et juridique absolument inattaquable, qui ne permette aucun retour au passé. C'est ce que l'exposé de motifs qui la précède met en relief, en disant : « Le système de la loi nouvelle a pour effet, grâce à l'accomplissement des formalités qui y sont édictées, de mettre fin à toutes les contestations relatives au passé des immeubles » (Voir 2me arrêt).

C'est pour consacrer ce principe que l'article 38, modifié par le décret du 15 mars 1892, dernier article du titre premier, chapitre II, section 3, § 2, qui traite des oppositions à l'immatriculation et de la compétence et des pouvoirs du tribunal mixte, édicte que, « toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation, ou d'une inscription n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol ».

Et l'article 19 dispose que : « tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation sont inscrits sur un titre de propriété qui forme leur point de départ à l'exclusion de tous droits antérieurs ».

Le décret français du 17 juillet 1888 confirme à nouveau ce principe en déclarant à l'article 2 § 1 que « le titre dressé en suite de la décision du Tribunal Mixte prononçant l'immatriculation est définitif et *inattaquable ;* il formera devant les juridictions françaises le point de départ *unique* de la propriété et des droits réels qui l'affectent à l'*exclusion* de tous autres droits non inscrits ».

En second lieu, la loi foncière a pour objet d'assurer aux tiers pour leurs transactions à l'égard des immeubles déjà immatriculés, une sécurité parfaite qui les mette à l'abri de toute surprise. C'est ainsi que l'exposé des motifs, après avoir énoncé le principe reproduit plus haut, ajoute que le système de la loi a pour effet également de « mobiliser la propriété foncière, d'en faire une sorte de valeur représentée par un titre nominatif, susceptible d'être transmis avec la même facilité qu'une valeur mobilière quelconque et avec

la certitude pour celui qui l'acquiert de n'être en aucun cas tenu dans l'ignorance des charges dont elle peut être grevée.

Ce même principe se trouve codifié dans les articles 15 et 16, qui, sont ainsi conçus : « Article 15. Tout droit réel immobilier n'existera à l'égard des tiers que par le fait et du jour de son inscription à la Conservation de la propriété foncière ». « Art. 16 (modifié par le décret du 15 mars 1892) : l'existence d'un droit réel résultera, à l'égard des tiers, de son inscription ; l'annulation de cette dernière ne pourra, en aucun cas, être opposée aux tiers de bonne foi ».

Et encore; Art. 342 (modifié par le décret du 15 mars 1892): « Tout droit réel relatif à un immeuble déjà immatriculé n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription sur le titre par le conservateur de la propriété foncière, sans préjudice des droits et actions réciproques des parties pour l'inexécution de leurs conventions ».

Ces principes sont consacrés par le § 2 de l'article 2 du décret français précité du 17 juillet 1888 ainsi conçu : « Les inscriptions portées ultérieurement sur ces titres (les titres dressés en suite de la décision du tribunal mixte) feront foi devant les mêmes juridictions dans les limites fixées par les lois qui régissent en Tunisie les immeubles immatriculés ».

Il est facile, d'après les textes précités, de se rendre compte de la différence qui se produit entre les droits et faits antérieurs à l'immatriculation et ceux qui lui sont postérieurs. S'ils ne sont pas inscrits, les premiers sont inopposables à tous, même à l'auteur volontaire de l'omission, et ils sont opposables à tous, opposants ou non opposants à l'immatriculation, même pour celui qui en a provoqué à tort l'inscription, une fois mentionnés en vertu de la décision du tribunal mixte. Quant aux inscriptions postérieures, elles ne font pleine foi qu'à l'égard seulement des tiers de bonne foi. Vis-à-vis de ceux-ci toute inscription forme la preuve absolue de son contenu et elle ne cesse

d'avoir effet que par sa radiation ; tout fait ou convention qui ne sont pas inscrits sont, d'autre part, pour eux, inexistants.

D. Cardoso,
*avocat-défenseur*. — Tunis.

*(à suivre)*.

---

## JURISPRUDENCE

### TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 13 mars 1914. — Présidence de* Paul Dumas, *président*

**Aliments. Personnes tenues. Art. 205 et 206 c. civ. Absence de gradation. Titre égal.**

*La loi n'a établi aucune gradation entre les différentes catégories de personnes auxquelles elle impose l'obligation alimentaire : tous ceux qui doivent des aliments en sont en principe, tenus à titre égal.*

Veuve Haï Bismuth c/ V. Bismuth et Dme Duprez

Le Tribunal ; — Attendu que la veuve Haï Bismuth a assigné son fils Victor Bismuth et la dame Camille Duprez épouse de ce dernier, pour s'entendre condamner à lui payer une pension alimentaire de 200 francs par mois ; — Attendu que la dame Duprez demande sa mise hors de cause, motif pris de ce qu'elle ne serait tenue de l'obligation alimentaire envers sa belle-mère que faute par celle-ci de pouvoir réclamer des aliments à ses descendants directs ; — Mais attendu que ce moyen ne saurait être retenu ; — Attendu, en effet, que la loi n'a expressément établi aucune gradation entre les différentes catégories de personnes auxquelles elle impose l'obligation alimentaire ; que, dès lors, tous ceux qui doivent des aliments en sont en principe tenus à titre égal ; qu'il suit de là que la dame Duprez tenue à l'obligation alimentaire en vertu de l'article 206 du code civil, doit s'en acquitter concurremment avec son mari, tenu lui-même à la

même obligation, aux termes de l'article 205 du même code ; — Attendu qu'ainsi c'est à bon droit que la demanderesse a assigné la dame Duprez qui doit être maintenue en cause, et que c'est encore à bon droit qu'elle a saisi de sa demande la juridiction française dont l'incompétence a été soutenue à tort par Victor Bismuth, lequel arguant de la nationalité tunisienne de la demanderesse et de la sienne propre, a conclu au renvoi de la cause devant la juridiction tunisienne; — Attendu, en fait, qu'il est constant que la veuve Bismuth est dans le besoin ; que son fils et sa belle fille Camille Duprez sont en situation de lui venir en aide dans une certaine mesure concurremment avec ses deux autres fils, ses deux filles et ses deux gendres; qu'ils doivent donc lui fournir des aliments ; — Attendu, toutefois que la demande de la veuve Bismuth est exagérée ; — Attendu que Victor Bismuth déclare être prêt à servir une pension mensuelle de 30 francs ; — Mais attendu que cette offre est elle-même insuffisante ; que, tenant compte de la contribution que les autres frères, sœurs ou beau-frères des défendeurs peuvent et doivent apporter dans l'assistance due à la demanderesse, le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer à 40 francs par mois la provision alimentaire que les époux Victor Bismuth-Duprez doivent lui payer conjointement ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement en premier ressort; — Condamne conjointement Victor Bismuth et la dame Camille Duprez sa femme, à payer chaque mois à la veuve Bismuth à titre de pension alimentaire, la somme de 40 francs pour le premier paiement avoir lieu le 1er avril 1916 ; — Et attendu qu'il s'agit de pension alimentaire, ordonne l'exécution provisoire nonobstant appel, sans caution ; — Condamne les époux Bismuth aux dépens.

(Min. publ. M. de Chelle subst. ; — Mes Ben-Attar et L. Coulon av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience du 21 juin 1916. — Présidence*
M. DRAMARD, *vice-président.*

**Servitude. Immeuble immatriculé. Inscription de la dite. Radiation prétendue frauduleuse. Acquisition postérieure par un tiers. Demande de preuve à l'encontre de ce dernier. Non admission.**

*Les inscriptions figurant sur le titre foncier sont seules, en principe, opposables aux tiers.*

*Ne peut par suite être autorisé à établir l'existence d'une servitude de passage grevant une propriété immatriculée, le voisin qui prétend se prévaloir d'un acte inscrit et radié reconnaissant ce droit à son profit, droit qui lui aurait été consenti par l'auteur du propriétaire actuel de l'immeuble.*

RUISI GRÉGORIO C/ CARROLO BENEDETTO

Le Tribunal ; — Attendu que le sieur Ruisi Gregorio a assigné le sieur Carollo Benedetto pour voir dire que ce dernier serait tenu de combler tous les fossés par lui creusés dans sa propriété et de remettre en son état primitif le chemin sur lequel s'exerce la servitude de passage à laquelle il prétend ;

Attendu que cette prétention n'est pas fondée ; — Attendu en effet que l'immeuble sur lequel le demandeur voudrait exercer un droit de passage est immatriculé et que le titre foncier qui s'y rapporte ne contient la mention d'aucune servitude de ce genre ; — Que le sieur Ruisi allègue en vain que cette servitude a été constituée d'un commun accord entre lui et le sieur Salvia, précédent propriétaire, en vertu d'un acte sous-seing-privé passé à la date du 24 juin 1903 et qui contenait, à ce sujet une clause spéciale de constitution de servitude de passage réciproque au profit des deux fonds limitrophes ; que si cette clause ne figure pas sur le titre foncier c'est que dit-il, elle a été frauduleusement rayée par le sieur Salvia ;

Attendu qu'il n'apporte pas la preuve de son allégation ; — Attendu qu'il ressort de la copie de cet acte délivrée par

le conservateur de la propriété foncière et jointe au dossier du défendeur, que en effet la clause dont il s'agit existait audit acte, mais qu'elle avait été rayée avec approbation de la rature ; — Que dans ces conditions il n'y a lieu d'ordonner aucune des vérifications auxquelles le sieur Ruisi conclut subsidiairement, lesquelles seraient inopérantes ; que le sieur Carallo Benedetto qui a acquis un immeuble immatriculé lequel n'est grevé, d'après son titre, d'aucune charge du fonds voisin, est un tiers au regard du propriétaire de ce fonds et ne saurait se voir opposer des moyens qui n'auraient pu être valablement exercés qu'à l'encontre de l'auteur de la rature prétendue frauduleuse ; — Attendu que le sieur Carallo Benedetto demande reconventionnellement 500 francs de dommages intérêts; — Attendu que l'allocation des dépens constituera pour lui une réparation suffisante du tort que lui cause le procès.

Par ces motifs ; — Déclare le sieur Ruisi Gregorio mal fondé en ses demandes, fins et conclusions; — L'en déboute;

Le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLES subst. — Mes CARDOSO et VIGNALE av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 19 mai 1916. — Présidence de* M. BERGER, *vice-présidsnt.*

**Chemin de fer. Tarif homologué. Demande d'abonnement. Article autorisant le refus. Acceptation de la demande. Exécution du contrat. Erreur invoquée. Retrait brusque de la carte. Rupture du contrat. Action en dommages-intérêts. Recevabilité.**

*Si une compagnie de chemins de fer est autorisée par un article de son tarif homologué et ayant force de loi, à refuser un abonnement à celui qui le demande, elle ne peut ensuite, sous prétexte d'erreur et en invoquant le dit article, retirer la carte d'abonnement dont le prix a été intégralement payé pour une année, sans être tenue de dommages-intérêts.*

*Il y a eu en effet un contrat synallagmatique librement for-*

*mé et il n'appartenait pas, après coup, à l'une des parties, de rompre brusquement ce contrat, la nullité prétendue invoquée ne pouvant être prononcée que par les tribunanx compétents.*

MOHAMED BEN SALAH MOULA C/ Cie BÔNE-GUELMA

Le Tribunal ; — Attendu que Mohamed ben Salah Moula négociant à Nabeul a actionné la compagnie des Chemins de Fer de Bône-Guelma en 3.000 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice qu'elle lui a causé en lui retirant brusquement le 12 janvier 1916 une carte d'abonnement qui lui avait été consentie le 1er janvier de la même année pour le prix de 144 francs par lui versés, plus 10 francs consignés en dépôt à la même compagnie ; — Attendu que la compagnie ne dénie pas le fait du 12 janvier mais résiste à la demande et se borne à offrir de restituer le montant de la somme par lui versée ; — Attendu qu'elle explique que le retrait de la carte par elle opéré est conforme au règlement ; que le 30 novembre 1915 Mohamed ben Salah Moula a été condamné correctionnellement à 25 francs d'amende sur appel d'un jugement de la justice de paix de Grombalia, pour une contravention de la police des chemins de fer de Bône-Guelma par lui commise au cours d'un précédent abonnement le 17 mars 1915 ; que par suite de cette condamnation excédant 16 francs, aucun nouvel abonnement « ne pouvait lui être consenti sur un parcours quelconque du réseau, pendant une période de 5 ans » d'après l'art. 5bis du tarif homologué et ayant force de loi ; — Attendu que le demandeur soutient que la prohibition invoquée par la compagnie est facultative et non impérative; que la compagnie pouvait refuser l'abonnement, mais que l'ayant accordé elle ne pouvait violer la convention par elle librement consentie ; — Attendu encore que la compagnie prètend que son consentement à l'abonnement du 1er janvier 1916 n'a été donné que par erreur ; qu'elle n'a eu connaissance que fortuitement et postérieurement à la date de l'abonnement de la condamnation du 30 novembre 1915 ;

2· que d'autre part l'obligation du 1er janvier 1916 ne peut avoir aucun effet parce qu'elle est prohibée par la loi ; qu'elle invoque ainsi des moyens de vice du consentement ;

Sur le 1er moyen ; -- Attendu qu'il lui incomberait de prouver qu'elle ignorait à la date de la délivrance de la carte, la condamnation définitive de l'abonné à une amende de plus de 16 francs par jugement sur appel du 30 novembre précédent ; qu'elle ne rapporte pas cette preuve ; qu'il y a plutôt présomption contraire résultant du fait que la contravention qui a amené la condamnation avait été relevée par elle le 18 novembre 1915 suivant procès-verbal de ses agents transmis par ses soins au Ministère public et aussi de l'usage du Parquet d'aviser la dite compagnie du résultat des poursuites immédiatement aprés les décisions judiciaires ; — Attendu au surplus que cette ignorance fût-elle établie, l'erreur qui aurait résulté lors de l'abonnement du 1er janvier 1916 ne rentrerait pas dans les cas prévus aux articles 1109 et suivants du code civil pour constituer le vice du consentement et la nullité des conventions.

Sur le 2e moyen ; — Attendu que la privation du droit à l'abonnement pendant 5 ans pour les condamnés à plus de 16 francs d'amende en matière de contravention à la police des chemins de fer en Tunisie est une peine accessoire dont le ministère public n'a pas la charge de surveiller l'exécution, et qui n'intéresse pas l'ordre public ; — Attendu que cette peine complémentaire a été édictée en faveur de la partie lésée, la compagnie des chemins de fer, pour lui éviter d'être inquiétée soit par une plainte soit par une action, si elle refuse un nouvel abonnement à l'abonné et pour lui permettre d'exiger de lui le tarif entier dans ses transports ; qu'elle équivaut à une sorte de réparation civile envers la dite compagnie ; — Attendu que tout condamné peut demander à être relevé d'une déchéance par l'autorité judiciaire ; qu'il en est, *a fortiori*, ainsi lorsque cettedé chéance n'est pas du ressort de la justice ; que le condamné n'a donc pas commis un acte illicite en demandant implicitement l'amnistie à la compagnie des chemins de fer lorsqu'il a

sollicité un nouvel abonnement ; que cette dernière qui est maîtresse de ses droits était libre de lui opposer un refus ou lui faire grace ; qu'elle s'est décidée pour cette dernière détermination ; qu'elle a ainsi renoncé à se prévaloir pendant la durée de l'abonnement, de la faculté édictée en sa faveur ; — Attendu enfin, que l'un des vices invoqués par la compagnie, fût-il établi, celle-ci n'aurait pas été autorisée à se faire justice à elle-même ; que le contrat par lequel elle s'était liée avec l'abonné ne pouvait être considéré comme nul et non avenu de plein droit ; que sa nullité pour défaut de l'une des conditions essentielles pour la validité des conventions, aurait dû être demandée en justice ;

– Attendu en effet qu'il s'agit en l'espèce d'un contrat synallagmatique ; que l'une des parties, le demandeur, a rempli son obligation et payé le prix de l'abonnement ; que l'autre, la compagnie n'a pas rempli la sienne et ne lui a pas assuré le transport pendant la durée de l'abonnement ; qu'elle doit réparation du préjudice qu'elle a ainsi causé ; — Sur le quantum de ce préjudice ; — Attendu qu'il est d'abord de la somme payée par l'abonné ; 144 francs plus 10 francs soit au total 154 francs ; que la compagnie le comprend si bien qu'elle offre de restituer cette somme ; — Attendu qu'il consiste en outre pour l'abonné dans l'obligation de payer plein tarif pour ses transports pendant la durée de l'abonnement et de perdre ainsi le pourcentage dont l'abonnement le faisait bénéficier ; — Attendu qu'il consiste enfin dans les ennuis que cette affaire a causé à l'abonné, les démarches qu'elle l'a forcés à faire, l'humiliation qu'il a subie en se voyant retirer sa carte en public ; — Attendu que le tribunal possède les éléments suffisants pour apprécier la totalité du dommage ainsi souffert ;

Par ces ces motifs ; — Condamne la compagnie Bône-Guelma à payer à Mohamed ben Salah la somme de 400 francs de dommages-intérêts y compris les 154 francs du prix de l'abonnement. La condamne en tous les dépens.

(Min. publ. M. de Chelle subst. — Mes Piétra et A. Gueydan av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 7 mai 1915. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président*

**Vente de céréales. Vendeur. Non livraison. Mise en demeure. Art. 1139 c. c. Démarche de l'acheteur. Insuffisance. Nécessité d'un écrit. Contenance du dit.**

*En matière de marché relatif à des ventes de céréales, une simple démarche de l'acheteur, même prouvée, ne constitue pas la mise en demeure prévue par l'article 1139 du code civil.*

*Si la jurisprudence considère que cette mise en demeure n'est soumise à aucune forme spéciale et découle de toute déclaration formelle, il faut toutefois un écrit où l'acheteur ait exprimé d'une façon catégorique son intention de tenir le marché pour nul à défaut d'une livraison immédiate.*

ELIE NAHUM c/ LEFEVRE et LEMANN

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit de Miniconi huissier à Sousse en date du 16 janvier 1913, enregistré, Elie Nahum a fait citer Lefèbvre et Lemann et pour eux H. L, Reymond leur agent à Sousse, en résiliation d'un marché d'orge et en 6.754 fr. 90 de dommages-intérêts : — Attendu que suivant contrat du 22 novembre 1912 (enregistré à Sousse), les défendeurs par l'entremise de leur agent, ont vendu au demandeur représenté par un sieur Judas de E. Tubiana, 1.500 quintaux d'orge des Indes suivant échantillon au prix de 22 fr. 25 le quintal payable au comptant contre remise du bon à délivrer, avec livraison quai Sousse, en une ou plusieurs fois du 22 novembre au 20 décembre 1912 ; — Attendu que le 24 décembre Elie Nahum a, de Tripoli, adressé à Raymond une lettre recommandée ainsi conçue : « Je viens d'être informé que vous n'avez pas livré à M. Judas Tubiana les 1.500 quintaux orges Indes que j'avais achetés..... livraison qui devait s'effectuer au plus tard le 20 décembre 1912 ; — Maintenant, n'ayant pas reçu la marchandise en temps utile je

déclare ne la plus accepter, ayant déjà perdu l'occasion de la placer ; ainsi je vous tiens responsable pour les dommages-intérêts qui s'élèvent à la somme de 6614 fr. 10, comme par facture ci-jointe..... » ; — Attendu que par lettre du 27 en réponse, Raymond a fait connaitre à Nahum qu'il ne pouvait prendre en considération sa demande ; qu'en raison des difficultés créées par la guerre italo-turque et l'encombrement qui en résultait sur les lignes de navigation de Tunisie et de Tripolitaine, les orges n'étaient pas encore arrrivées à Sousse mais devaient y parvenir incessamment ; qu'il l'a prié en conséquence de lui télégraphier s'il désirait recevoir la marchandise ou dans le cas contraire considérer le contrat comme nul purement et simplement ; — Attendu que Nahum a, dans une lettre du 3 janvier 1913 et un télégramme du II, déclaré qu'il entendait refuser catégoriquement les céréales et persister dans sa demande de dommages ; — Attendu que Elie Nahum soutient que le 20 décembre 1912 son représentant Judas Tubiana s'est rendu chez Reymond et a demandé la livraison immédiate des orges qui n'a pu être effectuée ; que cette démarche et sa lettre du 24 décembre constitueraient la mise en demeure nécessaire pour établir la faute du vendeur ; — Attendu que pour fixer le préjudice éprouvé par lui, il verse aux débats une déclaration signée par divers négociants de Tripoli indiquant que du 20 décembre 1912 à fin janvier 1913, le prix des orges dans cette ville a varié entre 30 et 32 lires italiennes le quintal rendu au magasin de l'acheteur ; qu'ainsi la différence entre le prix d'achat de 22 fr. 25 et le prix de revente calculé à raison de 33 lires 75 seulement, et après déduction des frais, représenterait bien le chiffre des dommages réclamés, soit 6514 fr. 10 ; — Mais attendu que la démarche du sieur Tubiana qui est d'ailleurs contestée par Reymond, et la lettre de Nahum du 24 décembre 1912 ne constituent pas la mise en demande prévue par l'article 1139 du code civil : que la réclamation verbale, fût-elle prouvée, ne constituerait pas une mise en demeure légale; que si la jurisprudence considère que cette mise en demeure

n'est soumise à aucune forme spéciale et découle de toute déclaration formelle, il faut toutefois un écrit où l'acheteur ait exprimé d'une façon catégorique son intention de tenir le marché pour nul à défaut d'une livraison immédiate ; que par sa lettre du 24 décembre, en notifiant à Reymond sa résolution de refuser les orges, le délai de livraison étant expiré, Nahum ne s'est pas conformé aux dispositions de la loi ; qu'il a manifesté une volonté nettement contraire au vœu de l'article 1139 ; — Attendu au surplus qu'il est de notoriété publique qu'au moment où la difficulté soumise au tribunal a pris naissance, le trafic entre la Tunisie et la Tripolitaine était devenu extrêmement difficile ; que les compagnies de navigation ne pouvaient garantir le transport et la livraison entre les divers ports de la côte tunisienne et la Tripolitaine dans des délais normaux ; que même si Nahum avait pu obtenir l'exécution du marché en temps voulu, il n'aurait reçu les céréales à Tripoli qu'avec des retards considérables ; qu'au surplus si, comme il le prétend, il avait eu la possibilité de faire porter la marchandise sur un voilier affrêté par lui, on ne comprendrait pas pourquoi il aurait refusé l'offre de Reymond qui, par télégramme du 6 janvier 1913, la mettait à sa disposition ; — Attendu dans ces conditions, que la demande d'Elie Nahum ne parait nullement justifiée.

Par ces motifs ; — Déclare résilié aux torts et griefs de Nahum le marché du 22 novembre 1912 ; — Déboute Nahum de son action injustifiée et le condamne en tous les dépens.

(Min. publ. M. Vaissié proc. - Mes Boccara et Habib, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 17-18 — 15-30 Septembre 1916.

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Erratum concernant le décret réglementant le séjour des étrangers en Tunisie. — Décret fixant les remises allouées au receveur général des finances. — Décret relatif aux délais impartis aux personnes non mobilisées qui sont parties d'une procédure d'immatriculation.

**Doctrine :** D. Cardoso. — L'hypothèque sur les immeubles immatriculés en Tunisie et l'article 446 du code de commerce français, *(suite et fin)*.

**Jurisprudence :** *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Non opposition de la nationalité française à sa femme par le mari italien, qui, postérieurement à un jugement de séparation de corps, a acquis cette nationalité et qui s'en prévaut pour demander la conversion en divorce du jugement de séparation. — 2° Autorisation préalable ponr l'exécution des jugements définitifs. Refus d'autorisation d'éxécuter des jugements civils portant exécution provisoire, frappés d'appel. Autorisation possible par le président du tribunal d'exécuter, au cas d'appel, des jugements commerciaux avec exécution provisoire. — 3° Circonstances permettant de rejeter la demande de nullité d'une obligation notariée contractée par un indigène en dehors de l'assistance de son tuteur nommé par le cadi. — 4° Circonstances permettant au tribunal d'ordonner la forme judiciaire de liquidation entre associés malgré le mode de liquidation prévu par le contrat. 5° Révision possible des bilans approuvés par les commanditaires au cas d'allégation de fraude ayant pu vicier leur consentement. — 6° Absence d'intention criminelle de la femme au cas de délit d'adulture après arrêt non encore définitif confirmant le jugement de divorce et porté à la connaissance des époux.

## LÉGISLATION

***Erratum*** au décret du 24 juin 1916 *modifiant et complétant le décret du 13 avril 1898 sur le séjour des étrangers en Tuntsie.*

L'article 1er du décret doit être complété comme suit :

Les articles 1, 2 et 6 du décret du 13 avril 1898, sur le séjour des étrangers dans la Régence, sont modifiés et complétés comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Tout étranger qui voudra établir sa résidence en Tunisie, etc.. (1)

---

***Décret beylical*** du 13 juillet 1916 (1er chaoual 1334) *fixant, à pàrtir du 1er août 1916, les remises allouées au Receveur général des finances tunisiennes.*

Vu le décret du 6 janvier 1906 (11 Kaada 1323) fixant les tarifs des remises instituées pour rémunérer le titulaire et couvrir les frais de gestion de la Recette générale des Finances tunisiennes ;

Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement Français.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Le décret sus-visé du 6 janvier 1906 est modifié ainsi qu'il suit, avec effet du 1er août 1916.

Il sera fait masse du montant des remises calculées en vertu du décret du 6 janvier 1906 et des rénumérations diverses provenant de la société de prévoyance des fonctionnaires français et tunisiens ou de toute autre origine, à l'exclusion toutefois des taxations de la Caisse française des dépôts et consignation et des remises et commissions accordées éventuellement par le trésor français.

---

(1) Voir la suite du texte du décret dans les n° 15-16 du journal 1916 p. 241.

Sur cette masse, il sera prélevé tout d'abord :

1° Le traitement fixe annuel du Receveur général des Finances fixé à 16.000 francs ;

2° Les frais de personnel et de matériel de la Recette générale des Finances prévus par l'article 4 du décret précité pour l'exact et égal accomplissement de toutes les opérations quelles qu'elles soient, aussi bien métropolitaines que tunisiennes, confiées à la Recette générale des Finances. Ces frais seront fixés et, le cas échéant, revisés tant dans leur principe que dans leur quotité, sur la proposition du Receveur général des Finances et avec approbation du Ministre des Finances, par le Gouvernement du Protectorat.

Le loyer du logement personnel du Receveur général n'entre pas dans la composition de ces frais.

Le Receveur général justifiera chaque mois, en rapportant l'acquit des parties prenantes, ses dépenses de frais de ervices.

ART. 2. — Si la masse prévue à l'article premier est insuffisante pour couvrir les prélévements autorisés par ce même article, le déficit sera supporté par le budget tunisien.

Si au contraire, la masse présente un excédent, cet excédent sera attribué au Receveur général des Finances dans la proposition de 40 °/₀ sans que cette attribution puisse avoir pour effet de porter à un chiffre supérieur à 50.000 francs l'ensemble de ses émoluments de toute nature, y compris les taxations de la Caisse des dépôts et consignations, à l'exception seulement des remises accordées éventuellement par le Trésor français ; le surplus de l'excédent sera attribué au budget tunisien.

ART. 3. — Notre directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

***Décret beylical*** du 22 août 1916 (22 chaoual 1334) *relatif aux délais impartis aux personnes non mobilisées qui sont parties d'une procédure d'immatriculation.*

Considérant qu'il importe d'assurer l'expédition des affaires d'immatriculation dans tous les cas où les intérêts de mobilisés ne courent aucun danger d'être compromis.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la promulgation du présent décret, les personnes non mobilisées qui sont parties à une procédure d'immatriculation seront tenues de déposer leurs requêtes, réponses ou productions dans le délai qui leur sera imparti par le juge rapporteur conformément à l'article 41 de la loi foncière.

ART. 2. — Le fonctionnaire chargé de la remise des sommations devra s'assurer que le destinataire est bien présent en Tunisie et n'est pas mobilisé, et ce n'est que sur le vu de son attestation en ce sens, que le tribunal mixte pourra déclarer déchu l'opposant qui n'aura pas déposé sa requête et les pièces à l'appui ou prononcer le rejet contre le requérant qui n'aura pas fait les diligences nécessaires.

A cette fin, de nouvelles sommations devront être adressées aux parties qui jouissaient encore le 31 juillet 1914 à 24 heures d'une partie du délai à elles primitivement imparti.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 41 de la loi foncière, le tribunal pourra, après avoir pris connaissance des explications des parties, relever de la déchéance qu'elles auraient encourue celles qui justifieraient s'être trouvées par suite des hostilités, dans l'impossibilité de faire les diligences nécessaires dans le délai qui leur avait été imparti.

# DOCTRINE

## L'hypothèque sur les immeubles immatriculés en Tunisie et l'article 446 du code de commerce français

(suite et fin)

En ce qui concerne l'inscription des droits nés postérieurement à la réquisition d'immatriculation et avant le prononcé du jugement qui l'ordonne et qui n'ont pas formé l'objet de la publicité, entrainant purge légale, le décret du 16 juillet 1889, relatif à la conservation des droits en cours d'immatriculation devant le tribunal mixte dispose à l'article 4 : « Tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment du dépôt de la réquisition à la Conservation sont, en conformité de la législation en vigueur, définitivement consacrés par le jugement d'immatriculation et forment le point de départ unique de la propriété et des charges qui l'affectent, à l'exclusion de tous droits antérieurs.

Le même jugement ordonnera l'inscription de tous droits postérieurs regulièrement dénoncés conformément aux articles ci-dessus § 2. Ces inscriptions feront foi dans les limites fixées par les lois qui régissent, en Tunisie, les immeubles immatriculés.

Les droits postérieurs qui n'auraient pas été régulièrement dénoncés au tribunal mixte en temps utile n'existeront à l'égard des tiers que par le fait et du jour de leur inscription à la Conservation foncière.

On peut donc bien proclamer que, par le système créé par la loi foncière, le titre forme l'état civil unique de la propriété immatriculée et que les immeubles qui y sont soumis n'ont d'autre histoire que celle qui est consignée dans ce titre.

Mais si les inscriptions du titre font foi absolue vis-à-vis des tiers de bonne foi, tant qu'elles n'ont pas été radiées il n'en est pas moins vrai qu'elles pouvent être attaquées par les intéressés afin d'en obtenir la radiation, sous la réserve toutefois, que cette radiation ne porte pas de préjudice à ces

tiers ayant contracté sur la foi de leur existence. Cela résulte virtuellement des textes que nous avons examinés et notamment de l'article 16 précité qui parle expressément du cas d'annulation ; cela résulte également par voie encore plus expresse, d'autres textes.

Ainsi l'article 53 modifié par le décret du 15 mars 1892, relatif aux oppositions conservatoires dit que : « Toute demande tendant à faire prononcer l'annulation ou la modification des droits réels immobiliers pourra être mentionnée sommairement sur le titre, avant d'être portée devant le tribunal. Cette inscription devra être autorisée par ordonnance du Président rendue sur requête à charge de lui en référer. La validité des inscriptions ultérieures restera subordonnée à la décision judiciaire ».

Et l'article 54 ajoute : « Si la demande n'a pas été inscrite le jugement n'aura d'effet, vis-à-vis des tiers, qu'à dater du jour de son inscription.

Il est donc un point acquis, qui paraît avoir été négligé par le 2e arrêt, à savoir, que si les inscriptions des faits et conventions antérieurs à la requisition d'immatriculation sur le titre foncier établi en vertu de la décision du tribunal mixte sont inattaquables, par contre les inscriptions des faits et conventions postérieurs peuvent être attaqués pour être radiées ou modifiées à la condition toutefois que cela ne porte préjudice aux tiers de bonne foi.

En dernier lieu le but principal du législateur a été celui de placer les immeubles immatriculés sous un régime spécial, fruit des progrès accomplis dans divers pays en matière immobilière. Cette préoccupation se révèle dans l'exposé des motifs « Nous vous proposons », il y est dit, une législation essentiellement tunisienne répondant à la situation sociale du pays où elle devra recevoir son application et dans laquelle nous avons cherché à faire entrer tout ce qui dans les législations étrangères, pourrait aisément s'adapter aux conditions sociales actuelles de la Tunisie » (Voir 2e arrêt).

Cette pensée se traduit dans l'article 1er de la loi : « Les dispositions de la présente loi ne régissent que les immeubles immatriculés conformément aux prescriptions du chapitre 2 du présent titre et les droits réels sur ces immeubles» Et l'article 13 ajoute « L'immatriculation a pour objet de placer l'immeuble qui a été soumis sous le régime de la présente loi ».

La commission chargée de la confection de la nouvelle loi avait donc, sur plusieurs points, inauguré des systèmes nouveaux qui ne sont pas ceux de la loi française et qui forment la base du nouveau régime. Il fallait que toutes les dispositions concernant les divers cas spéciaux se trouvassent en harmonie parfaite avec les principes adoptés comme règles générales. Les membres de la Commission se sont attachés à réaliser cette œuvre de concordance. Mais il est difficile, même à des hommes animés de la plus ferme volonté, de créer un nouvel état de choses, de ne pas se laisser entrainer parfois, sans s'en rendre compte, par l'influence de l'enseignement qu'ils ont reçu et de l'ambiant dans lequel ils ont vécu jusqu'alors. C'est ainsi que dans la loi foncière s'étaient glissées des dispositions rappelant le passé, qui étaient en complète opposition avec le système nouveau. On a tâché successivement d'y remédier par plusieurs modifications et notamment par le décret du 15 mars 1892.

On a fait disparaître tout ce qui concernait l'usucapion, c'est-à-dire l'acquisition par la possession, moyennant la prescription, institution en désaccord absolu avec les principes de la nouvelle loi qui veut qu'il n'y ait d'autres moyens d'acquisition que les faits et conventions régulièrement inscrits et que l'inscription fasse foi de la condition de l'immeuble tant qu'elle n'est pas radiée. Et il convient de constater que, même actuellement, on trouve encore, pas ci par là, des dispositions spéciales qui mériteraient d'être modifiées pour être mises en harmonie avec le texte général.

Or, parmi les dispositions contraires à l'esprit de la loi, se trouvait l'article 235 qui rendait possible, sous certaines conditions en cas de faillite, *même à l'égard des tiers*, l'annulation des hypothèques inscrites. En effet comment concilier cette disposition avec ces paroles de l'exposé des motifs ? « C'est surtout en vue de la clandestinité de certaines charges résultant de statuts immobiliers, que nous avons résolument rompu avec les prescriptions de la loi française » (Voir 2e arrêt). Non seulement on n'avait pas, dans ce cas, rompu avec la loi française, mais on l'avait même aggravée, puisque au lieu de reproduire, tel qu'il est, le texte de l'article 2146 du code civil, on y avait ajouté les expressions « même à l'égard des tiers ». On avait ainsi créé une charge clandestine. En conséquence cet article fut supprimé par le décret du 15 mars 1892.

.....

Cela posé, il s'agit d'examiner quelle est l'influence que peut avoir exercé cette suppression sur l'état de choses précédent.

Les immeubles immatriculés sont soumis aux règles de la loi foncière tunisienne ; c'est un point qui ne souffre pas de discussion. C'est à juste raison que le 2e arrêt a dit « qu'elle est une loi spéciale, territoriale, se suffisant à elle-même et à laquelle aucune disposition ne saurait être ajoutée par voie d'analogie ». Mais ne laisse-t-elle place à l'application d'aucune autre loi ? L'article 2, modifié par le décret 16 mai 1886 y répond : « Les dispositions du code civil français qui ne sont contraires, ni à la présente loi, ni au statut personnel, ni aux règles des successions des titulaires de droits réels immobiliers, s'appliquent, en Tunisie, aux propriétés immatriculées et aux droits réels sur ces immeubles.

Donc, en matière de statut personnel et de succession, on se rapportera toujours à la loi nationale, quelle qu'elle soit, du titulaire.

Pour le reste, on fera application de la loi française, (le texte dit code civil français), toutes les fois qu'elle n'est pas

contraire à la loi foncière et, ajoutons-nous, alors que le cas ne serait pas prévu par cette loi.

Pour savoir si une disposition française est applicable à un immeuble immatriculé, il faut donc rechercher s'il existe une antinomie entre les deux lois.

L'annulation d'un droit réel quelconque et, par suite, d'une hypothèque, n'est pas prohibée par la loi foncière ; elle est au contraire permise ainsi que nous l'avons déjà démontré, mais à une condition, à savoir, que cette annulation ne porte aucun préjudice aux droits acquis par les tiers de bonne foi.

De même l'annulation de l'hypothèque, telle qu'elle est prévue par l'article 446 du code de commerce n'est pas, non plus, en opposition avec la loi foncière ; elle est donc permise implicitement par cette loi. Le 1er arrêt observe même avec beaucoup de raison, qu'il n'est pas admissible que le législateur de 1892 ait entendu laisser libre carrière à des fraudes aussi faciles que préjudiciables à la masse des faillites et que les dispositions de l'article 446 du code de commerce ont pour objet de prévenir ». Mais là où l'application de cet article deviendrait abusive, c'est quand on voudrait en faire supporter les effets aux tiers de bonne foi.

La suppression de l'ancien article 236 de la loi foncière n'a eu d'autre but que d'empêcher ces effets qui étaient autorisés expressément par les mots « même à l'égard des tiers » et qui étaient tout à fait en opposition avec le but que cette loi se propose.

Mais dira-t-on, pourquoi alors le législateur a-t-il abrogé l'article en entier, au lieu d'en retrancher seulement les expressions objet de la critique ? Cet argument est facile à réfuter. L'article débarrassé de ce malencontreux membre de phrase n'est plus que la reproduction d'une partie de l'article 2.146 du code civil. Or, les dispositions du code civil qui ne sont pas contraires à la loi foncière étant applicables aux immeubles immatriculés, l'existence de l'article ainsi amputé aurait constitué un pléonasme et par suite, n'aurait plus eu aucune raison d'être.

L'article 2146 du code civil suffit à lui seul, pour provoquer l'annulation des actes faits dans les conditions auxquelles il est fait allusion. Quant aux articles 446 et 447 du code de commerce, ils forment le complément du même article, en déterminant quels sont ces actes, dans quelles circonstances et dans quelle période ils doivent avoir été faits pour être annulables.

L'article 446 du code de commerce continuera donc à régir le sort des hypothèques faites dans les conditions et dans le délai qu'il prévoit. Mais l'annulation, nous le répétons encore, ne pourra pas être prononcée au préjudice des droits légalement acquis par les tiers de bonne foi.

Il nous semble que les motifs qui ont amené la Commission chargé de la révision de la loi foncière à supprimer l'article 436 par le décret du 15 mars 1892, doivent nous conduire à cette conclusion. En effet cette commission a pensé que l'article 235 constituait « une charge occulte en faisant intervenir l'hypothèse d'une faillite, qui est un fait personnel au propriétaire » (Voir 2e arrêt). Or il est certain que cet article, en disant due l'inscription d'une hypothèque, une fois annulée, serait sans effet, même à l'égard des tiers, constituait reellement une charge occulte alors que dans le système de la loi il ne doit y avoir rien de clandestin.

Mais ainsi que nous l'avons dit, une inscription peut bien être attaquée, pourvu que l'on respecte les droits des tiers de bonne foi. C'est pourtant à la thèse de l'inattaquabilité absolue qu'est arrivée la cour d'Alger dans le 2e arrêt, surtout parce qu'elle s'est appuyée exclusivement sur l'article 38, modifié par le décret du 15 mars 1892 relatif à la situation de l'immeuble antérieurement à la confection du titre, qui est absolument inattaquable *erga omnes*, sans tenir compte des articles 15 et 16 qui régissent la situation postérieure, qui est inattaquable aussi, mais seulement vis à-vis des tiers de bonne foi.

Les raisons que nous venons d'expliquer nous empêchent donc de nous ranger aux conclnsions du 2e arrêt et nous conduisent, au contraire, à adopter celles du 1er arrêt, mais

pour des motifs différents, et avec la limitation de la réserve des droits des tiers qui doivent toujours être sauvegardés.

.....

Nous avons tâché, dans l'étude que nous avons entreprise de ne laisser de côté aucun aspect de la question, en nous attachant toujours à l'esprit qui domine la loi foncière. Le résultat peut se résumer dans les propositions suivantes, qui forment comme une série de prémisses et corollaires :

1° Le titre établi à la suite de la décision du tribunal mixte est inattaquable dans tout son contenu *erga omnes* (à l'excepton toutefois, de mutations et modifications survenues au cours de l'instance d'immatriculation, dont l'instance d'immatriculation, dont l'inscription a été ordonnée par ce même tribunal) sous la réserve de l'action personnelle en dommages intérêts, en cas de dol contre l'auteur du dol.

2° Les inscriptions des faits et conventions postérieurs à la réquisition d'immatriculation peuvent être annulés dans les cas prévus par les lois, pourvu que leur annulation ne lèse pas les droits légalement acquis par les tiers sur la foi des dites inscriptions.

3° La loi française et, plus spécialement le code français, est applicable aux immeubles immatriculés, à moins qu'elle ne soit en contradiction avec la loi fonçière.

4° Par conséquent, en vertu de l'article 2146 du code civil et de l'article 446 du code de commerce qui en est le complément, les hypothèques consenties depuis la date fixée comme étant celle de la cessation de paiement ou dans les dix jours précédents en garantie de dettes antérieures et inscrites sur le titre foncier, peuvent être annulées, mais l'annulation ne produira aucun effet à l'égard des tiers de bonne foi.

5° La suppression de l'ancien article 236 de la loi foncière n'a eu pour but que d'empêcher que ces tiers fussent victimes de l'annulation et ne fait pas obstacle à l'application de

l'article 446 du code de commerce toutes les fois que les tiers n'en subissent pas les effets.

Nous croyons devoir ajouter que toutes les fois que l'annulation de l'hypothèque n'est pas possible à cause des droits acquis par les tiers, la faillite aura toujours un recours en dommages-intérêts contre celui qui en a obtenu à tort la constitution et l'inscription.

Nous pensons qu'ainsi comprise, notre solution se trouve en harmonie parfaite avec toutes les dispositions législatives dont l'examen s'imposait.

D. Cardoso,

*avocat-défenseur*, — Tunis.

---

## JURISPRUDENCE

---

### TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 22 mai 1914. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Mariage. Italien. Française. Jugement de séparation de corps. Acquisition postérieure et par jugement de la nationalité française par le mari. Art. 8 § 4 c. c. Demande par celui-ci de conversion du jugement de séparation de corps en divorce. Irrecevabilité en l'état. Motifs.**

*L'italien qui, ayant épousé une française, obtient la nationalité française postérieurement à un jugement de séparation de corps prononcé par application de son statut personnel, est irrecevable en l'état dans sa demande en conversion en divorce et ce tant qu'il n'a pas fait régler par la juridiction compétente et contradictoirement avec sa femme la question de nationalité de cette dernière. Le jugement qui lui a reconnu la qualité de français, par application de l'article 8 § 4 du code civil et qui a statué implicitement sur*

*la nationalité de son épouse qui n'était pas partie en cause n'a pas à l'égard de celle-ci l'autorité de la chose jugée.*

BARAGHIA C/ CELINE GAUBERT

Le Tribunal ; — Attendu que par jugement en date du 16 mars 1910, signifié le 16 mars suivant par exploit de Sureau, huissier à Tunis, le tribunal de céans a prononcé la séparation de corps entre Baraglia Jean Ange et la dame Gaubert Céline, son épouse, à leurs torts réciproques ; — Attendu que Baraglia, se fondant sur les dispositions de l'article 310 du code civil a assigné la dame Gaubert dans les formes prévues audit article pour entendre prononcer la conversion de la séparation de corps en divorce ; — Attendu que la défenderesse oppose à cette demande une fin de non-recevoir tirée de ce que Baraglia serait sujet italien, qu'elle même, française d'origine, aurait suivi la condition de son mari, et que la loi italienne seule applicable en raison du statut personnel des époux, n'admettant pas le divorce, l'article 310 susvisé ne saurait recevoir son application en l'espèce ;

Attendu que Baraglia oppose à cette fin de non-recevoir un jugement du tribunal de céans en date du 17 mai 1915, c'est-à dire postérieur au jugement de séparation de corps, rendu contradictoirement entre lui et M. le Résident général de la République française en Tunisie, et qui lui a reconnu la qualité de français par application de l'article 8 § 4 du code civil, ledit jugement ayant en outre ordonné que l'acte de mariage de Baraglia avec la dame Gaubert serait rectifié en ce sens que sur cet acte Baraglia serait déclaré français ; — Mais attendu que ce jugement qui statuait implicitement et nécessairement sur la nationalité de la dame Gaubert et auquel cependant ladite dame n'a pas été partie, ne saurait avoir à son égard l'autorité de la chose jugée ;

Attendu qu'en cet état, Baraglia doit être débouté de sa demande, sauf à faire régler par la juridiction compétente

et contradictoirement avec la dame Gaubert la question de nationalité ;

Par ces motifs ; — Le Tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboute Baraglia de sa demande; Le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. ; — Mes BISMUT et EYQUEN, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (RÉFÉRÉS).

*Audience du 11 septembre 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président.*

**Guerre. Exécution de jugements définitifs. Autorisation préalable. Jugements civils. Exécution provisoire. Appel. Exécution non autorisée. Jugements commerciaux. Exécution provisoire. Appel. Exécution demandée. Autorisation. Compétence exclusive du président du tribunal civil.**

*Aucune exécution de jugement ne peut être poursuivie sans avoir été autorisée dans les formes prévues par les décrets des 10 août, 15 décembre 1914 et 11 mai 1915.*

*Ne peuvent être exécutées que les décisions définitives et non celles des jugements civils, au cas d'appel, malgré l'exécution provisoire ordonnée (1re espèce).*

*Par contre les jugements commerciaux sont considérés comme définitifs au point de vue de leur exécution provisoire et les présidents des tribunaux civils ont seuls qualité pour autoriser cette exécution (2e espèce).*

1re espèce

BOISSEAU et FARRUGIA c/ NESSIN CATTAN

Nous, Président ; — Ouï les mandataires des parties en leurs dires et explications ; — Attendu que l'exécution est poursuivie sans avoir été autorisée dans les formes prévues par les décrets du 10 août. 15 décembre 1914 et 11 mai 1915; que par suite elle est illégale ;

Attendu au surplus que les termes formels du décret du 10 août 1914 (article 3) qui ne permettent au pré-

sident d'autoriser l'exécution que des décisions définitives s'opposent à ce qu'il autorise l'exécution des jugements non encore passés en force de chose jugée, bien que leur exécution provisoire ait été ordonnée, ce qui est le cas en l'espèce ; — Attendu que c'est seulement en ce qui concerne l'exécution des jugements des tribunaux de commerce et en argumentant de l'article 647 du code de commerce, qu'une solution contraire peut-être admise ; mais qu'en ce qui concerne les jugements de tribunaux civils, le décret susvisé du 10 août ne laisse place à aucune interprétation ;

Par ces motifs ; — Ordonnons la discontinuation des poursuites ;

2me espèce

BELLINO et Cie c/ MANCUSO et frères

Nous, Président : — Ouï les mandataires des parties en leurs dires et explications ; — Attendu que l'exécution du jugement rendu en matière commerciale le 28 janvier 1916 est régulièrement poursuivie par Bellino et Cie à l'encontre de Mancuso et frères, malgré l'appel interjeté par les dits Mancuso frères ; — Attendu en effet, que le dit jugement est exécutoire par provision ; que d'autre part cette exécution a été autorisée par notre dévolutaire le 21 juin 1916, dans les formes prescrites par les décrets des 10 août et 15 septembre 1914 et 11 mai 1915; — Attendu que vainement les sieurs Mancuso frères s'opposent à l'exécution, en faisant valoir qu'aux termes du décret sus-visé du 10 août 1914 le Président du tribunal civil ne peut ordonner l'exécution que des décisions devenues définitives ; — Attendu qu'une pratique constante (*recueil de la gazette des tribunaux 3e et 4e fascicule 1915 page 184*) fondée sur l'article 647 du code de commerce qui interdit aux cours d'appel d'empêcher par des défenses l'exécution provisoire des jugements des tribunaux de commerce, admet à bon droit que ces jugements doivent être ainsi considérés comme définitifs au point de vue de leur exécution provisoire et que par conséquent les présidents des tribunaux civils ont

qualité pour autoriser cette exécution ; — Attendu au surplus que le président du tribunal, juge des référés, ne saurait, en arrêtant l'exécution, rétracter indirectement l'autorisation d'exécuter qu'il a donnée lui même ou par le magistrat qui le remplaçait, dans les formes prévues aux décrets sus-visés ;

Par ces motifs ; — Ordonnons la continuation des poursuites.

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

*Audience du 21 juin 1916. — Présidence de* M. DRAMARD, *vice-président.*

**Minorité. Droit musulman. Cadi. Nomination d'un tuteur. Publication au journal officiel. Obligation notariée contractée par le prétendu mineur. Circonstances. Actes antérieurs. Suspicion de fraude. Validité de l'obligation.**

*L'état prétendu de minorité d'un indigène ne résulte nécessairement pas de la nomination d'un tuteur par le cadi et sa publication au journal officiel tunisien : l'indigène qui a comparu devant notaires, dont l'état de capacité a été reconnu par ces derniers et qui s'est obligé solidairement avec celui qui se dit plus tard son tuteur, est mal venu à demander la nullité de l'obligation par lui contractée, surtout lorsqu'antérieurement il a figuré sur les listes de recrutement et a participé seul à un acte de partage de succession.*

MORÉNO C/ MUSTAPHA BEN MOUSSA
et AHMED BEN HAMOUDA ES-ZAGHOUANI

Attendu que par jugement par défaut rendu à leur encontre le 29 juillet 1914, le sieur Mustapha ben Ali ben Tahar ben Moussa et le sieur Ahmed ben Hamouda Ezzaghouani ont été condamné conjointement et solidairement à payer aux héritiers de feu Rafaello Moreno, le premier comme débiteur principal et le second comme caution solidaire 1° la somme de 1500 francs montant d'une obligation passée devant notaires indigènes le 17 juin 1907 ; 2° la somme de

200 francs montant d'une obligation en date du 23 mars 1913, et le sieur Ahmed Ezzaghouani seul, la somme de 500 fr. montant d'une obligation notariée en date du 7 novembre 1910 ; — Attendu que par actes de Anouilh, huissier à Bizerte, du 3 décembre 1914, contenant l'un constitution de Me Cardoso pour Mustapha ben Moussa, l'autre de Me Bodoy, pour Ahmed Ezzagouani, ceux-ci ont régulièrement fait opposition au jugement de défaut dont il s'agit; — Attendu que par requête signifiée le 5 janvier 1915, le sieur Mohamed ben Ali ben Moussa, agissant en qualité de tuteur de son frère Mustapha ben Moussa, est régulièrement intervenu dans l'instance engagée ; qu'il y a lieu de joindre cette intervention à la cause principale ;

Au fond ; — Attendu que la créance des consorts Moreno résulte de façon indiscutable des obligations ci-dessus mentionnées ; — Attendu que le sieur Ahmed Ezzaghouani n'a fait valoir aucun moyen d'où il pourrait résulter que les sommes qui lui sont réclamées ne sont pas dûes par lui ou qu'il s'est libéré en tout ou partie ; — Attendu en ce qui concerne Mustapha ben Moussa, qu'il est allégué que les obligations contractées par lui sont nulles comme ayant été prises par un incapable ; — Attendu que Mohamed ben Mustapha produit un extrait du Journal Officiel tunisien constatant la publication d'une décision en date du 22 avril 1906, par laquelle le sieur Ahmed ben Hamouda Ezzaghouani est nommé tuteur du mineur Mustapha ben Moussa, et une seconde décision rendue le 15 décembre 1914 par laquelle Mohamed ben Moussa a remplacé ledit Ahmed Zaghouani en la même qualité ;

Attendu que l'état prétendu de minorité dans lequel se serait trouvé Mustapha ben Moussa à l'époque où ont été contractées les obligations ci dessus mentionnées ne saurait le soustraire à l'exécution des engagements qu'il a pris ; — Attendu qu'il convient de remarquer en effet que Mustapha ben Moussa ne dénie pas lors de la passation de l'acte du 17 juin 1907, avoir comparu en personne devant les notaires rédacteurs ; que ceux-ci ont constaté le versement des

fonds à Mustapha lui-même de la remise par lui du titre de propriété au créancier ; qu'ils ont constaté de plus que l'emprunteur se trouvait dans l'état de capacité admissible et que son identité a été certifiée par les témoins requis ; — Attendu que antérieurement à cette date, et au mois de novembre 1905, était intervenu, à la suite du décès de leur mère, un acte de partage entre les deux frères Mohamed et Mustapha ben Moussa et leur sœur Khadidja ; qu'il peut paraître étrange qu'un acte de cette nature ait pu être fait sans l'intervention d'un tuteur pour la sauvegarde des droits et des intérêts du prétendu mineur ; que rien ne démontre qu'à cette époque, Mustapha, bien qu'il soit qualifié de « jeuue homme », fût effectivement mineur ; que le fut-il, rien ne démontre en tout cas qu'il le fût encore au mois de juin 1907, époque à laquelle a été contractée la première obligation ; — Attendu, à la vérité, que dans l'intervalle, était intervenue la décision du Cadi nommant tuteur du mineur Mustapha le sieur Ahmed Ezzaghouani ; — Mais attendu que rien ne parait plus suspect que la façon dont cette décision a été rendue, surtout si l'on considère que le tuteur désigné est précisément cet Ahmed Zaghouani qui, un an plus tard, et sans y être également autorisé, se rendait avec son pupille devant les notaires et là, s'engageait comme caution solidairement avec lui, vis-à-vis du sieur Moreno ; que la suspicion qui s'attache à cet acte est encore fortifiée par les circonstances dans lesquelles en 1914, et le 5 décembre, Mohamed ben Moussa est nommé tuteur de son frère Mustapha ; que à cette dernière date, Mustapha n'était certainement plus mineur (il avait figuré sur les listes de recrutement de 1912 et indiqué comme étant âgé de 20 ans, c'est-à-dire comme ayant, d'après la loi tunisienne, atteint sa majorité depuis au moins deux ans) ; que d'autre part rien n'indique qu'il ait été mis en état d'interdiction, que l'acte de tutelle constate en effet que Mohamed ben Moussa remplaçait purement et simplement Ahmed Zaghouani qui avait été nommé, huit ans auparavant, tuteur du « mineur » Mustapha ; — Attendu qu'il apparait donc

clairement des circonstances ci-dessus reproduites, que les décisions du Cadi, tant celles du 23 avril 1906, que celle du 5 décembre 1914, ont été surprises à la bonne foi de ce magistrat ; — Attendu que si des éléments d'appréciation produits il ressort que la dation d'un tuteur n'a été faite que dans le but de tromper les tiers, les tribunaux sont en droit de considérer cet acte comme inexistant;—Attendu que dés lors le sieur Mustapha ben Moussa doit être tenu comme s'étant valablement engagé vis à vis du sieur Moreno et qu'il doit être débouté des fins de son opposition ; — Attendu que les consorts Moreno demandent que les opposants soient condamnés à leur payer 1000 francs à titre de dommages-intérêts pour procédure vexatoire ; — Attendu que l'allocation des dépens constituera pour eux une réparation suffisante du tort qui leur a été causé.

Par ces motifs ; — En la forme reçoit les sieurs Moustapha ben Ali ben Moussa et Ahmed ben Hamouda Ezzaghouani opposants au jugement de défaut du 29 juillet 1914; — Reçoit Mohamed ben Ali ben Moussa intervenant ; — Joint les causes ;

Au fond ; — Déclare les opposants mal fondés en leurs moyens, fins et conclusions, les déboute ; — Confirme purement et simplement le jugement dont est opposition ; — Dit qu'il produira son plein et entier effet ; — Condamne les opposants et l'intervenant en tous les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. — Mes V. CATTAN, CARDOSO et BODOY, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 23 juin 1916. — Présidence de* M. BERGER, *vice présidence.*

**Société commerciale. Mode de liquidation convenu. Dissolution avant échéance. Difficultés sérieuses entre associés. Formes de la liquidation. Art. 966 et s. c. pr. civ. Bilan. Commandataires. Approbation. Allégation postérieure de fraude, erreurs, omissions. Consentement vicié. Faits articulés. Admissibilité de la preuve. Révision.**

*Malgré la clause ayant prévu le mode de liquidation d'une société à son échéance, le tribunal peut, au cas de difficultés sérieuses entre associés et en prononçant, d'accord entre les parties, la dissolution avant terme, décider que cette liquidation sera faite dans les formes de l'article 966 du code de procédure civile par analogie avec le cas des difficultés entre co-héritiers et par application des articles 823 du code civil, 631 § 2 du code de commerce et de la loi du 17 juillet 1856.*

*Quoique approuvés par les commanditaires, les bilans annuels peuvent être sujets à révision s'il est allégué des faits de fraude, d'erreurs ou d'omission qui auraient pu vicier leur consentement et si ces faits articulés et susceptibles de preuve pouvaient être établis au moyen d'une expertise.*

LUMBROSO, BOCCARA et époux CATTAN c/ HAIM ASSOUS

Le Tribunal ; — Attendu que Lumbroso, Isaac Boccara et les époux Cattan Boccara actionnent Haïm Assous en dissolution d'une société en commandite existant entre eux pour les opérations de banque et de tous genres de commerce avantageux, suivant contrat sous-seing privé du 12 février 1905, enregistré à Tunis le 17 février 1905 et suivant autre contrat de renouvellement, prorogation et modification du 12 mai 1912, enregistré ; — Attendu que Haïm Assous, déclare ne pas résister à cette demande et conclut également à la dissolution de la société ; — Attendu que les parties sont en désaccord seulement, *Premièrement, sur le mode de la liquidation ;* — Que Haïm Assous soutient qu'elle doit être conforme aux conventions des parties aux actes constitutifs, c'est-à-dire par licitation amiable entre parties, les étrangers exclus ; — Que les demandeurs soutiennent que la liquidation étant prononcée par justice, doit être faite dans les formes des partages judiciaires (article 966 et suivants du code de procédure civile ; — *Deuxièmement, sur les exercices, bilans et inventaires d'après lesquels* les comptes doivent être établis et arrêtés entre les parties ; —

Que Haïm Assous soutient que les pièces de comptabilités qui doivent servir de base ou de réglement, sont celles de l'arrêté de comptes au 31 décembre 1913, approuvé par les demandeurs le 15 avril 1914, et celles postérieures jusqu'à ce jour ; — Que les demandeurs soutiennent, au contraire, que les comptes doivent être révisés et redressés depuis 1905, malgré les approbations annuelles, et ce, pour cause d'erreurs, d'omissions et de faux ou doubles emplois dans les termes de l'article 541 du code de procédure civile, et que la liquidation doit être faite d'après les résultats de ces vérifications et redressement ;

Attendu que le désaccord des parties sur ces points amène les demandeurs à réclamer qu'il leur soit réservé le droit de demande de dommages-intérêts après le redressement des comptes et le défendeur à demander, d'ores et déjà 90.000 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que lui causent les allégations de fraude, de dol et d'erreurs formées par ses associés.

*Sur la forme de la liquidation et du partage et de la licitation des biens de la société ;* — Attendu que ces contestations sont soulevées par trois de ces co associés ; — Qu'il y a lieu de procéder par analogie avec le cas de difficultés entre co-héritiers et de faire application de l'article 823 du code civil et de l'article 631 § 2 du code de commerce et de la loi du 17 juillet 1856 et d'ordonner le partage et la licitation des biens de la société dans les formes des articles 966 et suivants du code de procédure civile ;

*Sur les pièces de comptabilité qui doivent servir de base la liquidation ;* — Attendu qu'il ne saurait y avoir de difficultés depuis la date du 31 décembre 1913, puisqu'il n'y a eu aucun compte approuvé depuis cette date par les commanditaires ; – Qu'ils doivent être vérifiés et approuvés depuis cette date.

*Sur les comptes antérieurs depuis 1905 qui ont été approuvés par les demandeurs ou leurs auteurs ;* — Attendu que les demandeurs articulent des faits d'omission, d'erreurs,

de faux, de fraude et de dol; qu'ils apportent de plus un adminicule de preuves tirées 1° de l'accroissement exagéré dans les dix dernières années de 1905 à 1915 de la part sociale en capital et du compte courant créditeur d'Haïm Assous; 2° de l'omission de son débit de toutes dépenses personnelles, alors qu'au début de l'association, en 1888, il avait mis toute sa fortune dans la société, s'était toujours interdit depuis de faire d'autres affaires que celles de la société et avait toujours mis toute part de bénéfices annuels dans la société et ne pouvant par conséquent, avoir vécu qu'avec des prélèvements sur les fonds sociaux; 3° des opérations de jeu sur les céréales par des marchés à terme révélées par un accroissement de contentieux en 1914; — Attendu qu'ils offrent de prouver par expertise les faits par eux avancés; que ces faits sont de nature, s'ils étaient établis, à constituer des actes erronés, frauduleux et dolosifs de la part d'Haïm Assous et, par conséquent admissibles en preuve même par expertise d'après les articles 1900 et suivants du code civil, 1353 et 2053 du même code; qu'ils ont pu, s'ils ont existé, vicier le consentement des demandeurs dans leurs approbations des comptes annuels de 1903 à décembre 1913; que le défendeur ne saurait valablement soutenir qu'il n'y aurait pas lieu à application de l'article 551 du code de procédure civile;

*Sur les réserves des demandeurs en ce qui concerne leurs droits à des dommages-intérêts au cas où le redressement des comptes ferait apparaître le bien fondé de leurs prétentions sur ce point et sur la demande en dommages-intérêts formée par Haïm Assous pour réparation du préjudice pouvant résulter des imputations des demandeurs à son égard si elles sont infondées;* — Attendu que le tribunal doit surseoir à statuer de ce chef jusqu'après l'expertise;

Par ces motifs; — Prononce la dissolution de la société ayant existé entre les parties d'après leurs conventions du 12 février 1905 et 12 mai 1912; — Ordonne la liquidation judiciaire de la société; nomme à cet effet

Monsieur Grosrenaud, liquidateur ; — Et pour parvenir à cette liquidation, nomme expert Monsieur Lejeune avec mission de, serment préalablement prêté, vérifier les comptes de la société depuis 1905 ; — Rechercher notamment si les faits d'omission, d'erreurs, de faux, de fraude et de dol articulés par les demandeurs sont fondés ou non ; — Dans l'affirmative, redresser les comptes, dresser le bilan définitif à la date de la dissolution.

(Min. publ. M. DE CHELLES subst. — Mes COULON, DE GENTILLE et MOSSÉ, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (4e CH.).

*Audience du 30 mars 1916, — Présidence de* M. LOTH, *vice-président.*

**Adultère. Jugement de divorce. Confirmation en appel. Fait connu des époux. Flagrant délit. Arrêt non définitif. Présomption de bonne foi. Acquittement.**

*En matière d'adultère, l'intention criminelle, élément essentiel du délit, n'existe pas lorsqu'après un jugement ayant prononcé le divorce, jugement confirmé par arrêt de la cour, connu des deux époux mais non encore définitif, le mari a fait constater le flagrant délit à l'encontre de sa femme qui pouvait de bonne foi croire le mariage définitivement dissous.*

C. M. c/ M. C. et P. (1)

Le Tribunal ; — Attendu qu'à la suite d'une plainte portée par le sieur C. M. le 18 janvier 1916, il a été établi que la dame M. C. avec qui C. M. avait contracté mariage le 24 décembre 1894. avait eu des relations intimes avec le sieur P. à la date du 20 janvier 1916 ; — Attendu que la dissolution du mariage contracté entre les sus-nommés a

---

(1) Jugement confirmé par adoption des motifs en juin 1916 par la Cour d'Alger.

été demandée en justice par l'un et l'autre des époux il y a plusieurs années déjà ; — Attendu que dès le 28 janvier 1914 le tribunal civil de Tunis, statuant sur une demande en divorce introduite par la dame M. C. et sur une demande reconventionnelle formée par le sieur C. M. avait prononcé le divorce aux torts et griefs de la femme ; — Attendu que celle-ci ayant interjeté appel de cette décision, la cour d'Alger a, par un arrêt en date du 23 décembre 1915, confirmé le jugement dans certaines de ses dispositions relatives au régime matrimonial des époux ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger a été porté immédiatement à la connaissance de la dame M. C. et du sieur P. ; — Attendu dans ces conditions que le 20 janvier 1916 les deux prévenus pouvaient de bonne foi croire que le mariage sus-visé était dissous définitivement ; qu'en conséquence les relations intimes qu'ils ont eues à cette date ne sont pas punissables, l'intention criminelle, élément essentiel du délit d'adultère, n'existant pas en l'espèce ;

Attendu qu'il échet pour ces motifs de débouter la partie civile de ses conclusions, et de renvoyer les deux prévenus des fins de la poursuite sans dépens ;

Par ces motifs ; — Renvoie les prévenus des fins de la poursuite sans dépens ; déboute la partie civile et la condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Massé subst, ; — Mes V. Piétra et Grébauval, av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 19-20 — 15-31 Octobre 1916

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Décret relatif à la spéculation illicite. — Réglementation de la police maritime en temps de guerre. — Conditions d'accès et de séjour dans les ports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français. — Réglementation de la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture. — Moratorium des loyers. -- Taxation du prix des céréales.

**Jurisprudence :** — *Cour d'Appel d'Alger :* Application des conventions pour le remboursement du prix au cas de manquant dans un immeuble dont la contenance était subordonnée au jugement d'immatriculation. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Droit exigible en matière d'enregistrement d'acte entrainant mutation de propriété d'après les formalités extérieures. Amende et droit en sus pour présentation de l'acte après les délais et au cas de dissimulation de prix. — 2° Conditions et délais de l'action en désaveu de paternité. — 3° Motifs de l'ordonnance autorisant l'exécution des jugements commerciaux frappés d'appel. — 4° Irrecevabilité de l'opposition à un jugement par défaut rendu à la suite d'un défaut profit-joint. — 5° Nécessité d'ordre public de la représentation par un sequestre habilité, des intérêts étrangers ennemis dans une action en justice. -- *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : — 1° Défaut de qualité de tiers au sens de l'article 15 de la loi foncière, de la part du co-propriétaire indivis d'un immeuble immatriculé. — 2° Responsabilité civile et solidaire du co-propriétaire et du locataire d'un établissement industriel au cas d'incommodités graves pouvant troubler le commerce des voisins. — 3° Conditions d'abandon du navire et du frêt par le propriétaire désirant s'affranchir de la responsabilité civile. — 4° Effet juridique vis-à-vis de la masse, de la cession de créance consentie à un tiers par le failli et signifiée au débiteur cédé avant le jugement de faillite.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 8 septembre 1916 (10 kaada 1334) *relatif à la spéculation illicite.*

Vu notre décret du 1er août 1916 sur le cours forcé des billets de la Banque de l'Algérie dont l'article 5 édicte les pénalités applicables aux manœuvres frauduleuses ayant provoqué la hausse ou la baisse des denrées et marchandises et des papiers ou effets publics ;

Vu la loi française du 20 avril 1916 dont l'article 10 a pour objet de réprimer la spéculation illicite ;

Attendu qu'il y a lieu, notamment, pour assurer la bonne exécution de nos décrets des 14 et 20 août 1914 organisant la taxation et la réquisition des denrées alimentaires, d'édicter en Tunisie des mesures analogues de coercition.

Avons pris le décret suivant :

ARTILE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de mille francs à vingt mille francs tous ceux qui, soit personnellement, soit en tant que chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toute société ou association, même sans emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifié par les besoins de leurs approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales, auront opéré ou tenté d'opérer la hausse du prix des denrées ou marchandises au-dessus du cours qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce. L'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus pourra, en outre, être prononcée contre les coupables.

ART. 2. — Les dispositions des articles 463 du code pénal français et 53 du code pénal tunisien relatives aux circonstances atténuantes seront applicables.

***Décret beylical*** du 9 septembre 1916 (11 kaada 1334) *réglementant la police maritime en temps de guerre.*

Vu la loi française du 2 juillet 1916 sur la police maritime;

Vu le décret du 15 décembre 1906 sur la police administrative de la navigation et notamment les articles 33 et 34 relatifs, le 1er à l'embarquement sur les bateaux étrangers, le second à l'embarquement des marins étrangers ;

Vu le décret du 10 février 1896 approuvant le règlement des ports maritimes de commerce ;

Vu le décret du 15 juillet 1916, réglementant les conditions d'accès et de séjour, dans les sports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne même étrangère, embarquée sur un navire français, tunisien ou étranger qui, dans les eaux maritimes et jusqu'à la limite des eaux territoriales tunisiennes ne se conforme pas aux réglements ou aux ordres émanant des autorités maritimes et relatifs, soit à la police des eaux et rades, soit à la police de la navigation maritime, est punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de cinq cents francs (500) au maximum ou l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — La même peine est encourue par toute personne embarquée sur un navire tunisien qui, hors de Tunisie, refuse d'exécuter les ordres régulièrement donnés par un consul général, consul ou vice-consul de France, ou par le commandant d'un navire de guerre français, dans un intérêt d'ordre général concernant les nationaux français ou tunisiens ou pour les nécessités du service maritime, ou pour l'honneur du pavillon français ou tunisien.

ART. 3. — Si l'une des infractions prévues aux articles précédents a été commise pendant la durée de la mobilisation de l'armée de mer française, la peine peut-être portée au double ; en outre, la connaissance des dites infractions

appartient, en ce cas, au Conseil de guerre maritime français, soit d'arrondissement, soit de bord, conformément aux dispositions de l'article 82 du code de Justice militaire français pour l'armée de mer ou du deuxième paragraphe de l'article 98 du même code, complété par la loi du 24 juillet 1915. Le conseil de guerre peut accorder le bénéfice des circonstances atténuantes dans les conditions de l'article 86 du décret-loi français du 24 mars 1852.

ART. 4. — Des arrêtés du Directeur général des Travaux publics, insérés au « Journal Officiel » fixeront, s'il y a lieu, les mesures et le détail que comporte l'application du présent décret.

ART. 5. — Notre Premier Ministre et Notre Directeur général des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

---

***Décret beylical*** du 13 septembre 1916 (15 kaada 1334) *modifiant les pénalités prévues par le décret du 15 juillet 1916 réglementant les conditions d'accès et de séjour dans les ports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français.*

Vu le décret du 15 juillet 1916, réglementant les conditions d'accès et de séjour, dans les ports de la Tunisie, des navires autres que les bâtiments de guerre français ;

Vu notamment l'article 5 relatif à la répression des infractions au dit décret ;

Vu le décret du 9 septembre 1916 sur la police maritime ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 5 du décret du 15 juillet 1916 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 5. — Les infractions au présent décret seront constatées et poursuivies dans les conditions fixées à l'article 108 du règlement général des ports maritimes de commerce ;

elles seront punies d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'uue amende de cinq cents francs au maximum ou l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'inculpation possible de délit d'espionnage ou de complicité d'espionnage ou de faits et manœuvres de nature à compromettre la Défense nationale ».

---

***Arrêté** du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation réglementant la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture en date du 15 septembre 1916.*

Vu le décret du 10 janvier 1910 ;

Considérant que la pullulation du gibier et des animaux nuisibles par suite de l'interdiction de la chasse depuis le début des hostilités constitue un danger pour l'agriculture.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les propriétaires, possesseurs et fermiers peuvent être autorisés à détruire sur leurs propres fonds, tous les animaux dont les dégâts mettent manifestement en péril leurs intérêts agricoles.

Ils peuvent procéder à cette destruction par l'intermédiaire de toutes personnes attachées à leur exploitation, qui doivent être constamment porteur de l'autorisation individuelle, visée à l'article ci-après.

ART. 2. — Les autorisations de destruction sur les propriétés particulières seront délivrées par les contrôleurs civils sur la demande dûment motivée des intéressés, qui fourniront la liste nominative des personnes attachées à leur exploitation, qu'ils désirent faire participer aux actes de destruction.

S'il s'agit du Domaine privé ou public de l'Etat, les autorisations seront délivrées par le chef de service chargé de sa gestion.

Les autorisations individuelles indiqueront le nom et le domicile du bénéficiaire, l'espèce des animaux à détruire,

la propriété sur laquelle le droit de destruction doit être exercé, la nature des récoltes à protéger, les modes de destruction permis et la durée de l'autorisation.

Art. 3. — La destruction peut être opérée à l'aide des collets, filets et pièges ; l'usage des armes à feu ne doit être autorisé qu'au profit de ceux qui ont obtenu le permis de port d'armes spécial, délivré par le Directeur de la Sûreté publique conformément aux dispositions de l'arrêté du Général Commandant la Division d'Occupation en date du 12 novembre 1915.

Art. 4. — Les animaux comestibles détruits ne peuvent être colportés et vendus que par les bénéficiaires d'autorisation de destruction. Cette restriction n'ast pas applicable à la vente et au colportage du sanglier.

L'autorisation de destruction doit être représentée à toute réquisition des agents de l'autorité chargés d'assurer la police de la chasse et, obligatoirement, à l'entrée des villes sujettes, aux préposés des régies financières.

Sous réserve de l'acquittement des droits d'entrée dans les conditions déterminées par la législation fiscale, le colportage et la vente des animaux détruits sont libres à l'intérieur des villes sujettes.

Art. 5. — Aucun acte de destruction de perdrix ou lièvres ne sera toléré après le 15 janvier 1917.

Est rapporté l'arrêté du 12 novembre 1915 relatif à la destruction des moineaux, allouettes, grives, merles, étourneaux, et à l'interdiction de colportage.

---

***Décret beylical*** du 25 septembre 1916 (28 kaâda 1334) *relatif au moratorium des loyers.*

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914, 27 mars, 25 juin, 24 septembre, 30 décembre 1915, 27 mars et 24 juin 1916, relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu Notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ;

Vu Notre décret du 15 janvier 1916 étendant les dispositions moratoires aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre pendant les 6 mois qui suivent la date de la réforme ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par le décret du 24 juin 1916 et qui viennent à expiration entre le 1er octobre et le 31 décembre 1916 inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réserves pour une nouvelle période de trois mois à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes de militaires disparus depuis la même date et aux membres de leur famille qui vivent sous leur toit, ainsi qu'aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Les mêmes mesures moratoires de plein droit sont accordées aux militaires réformés par suite de blessures ou de maladies contractées à la guerre pendant les six mois qui suivent la date de la réforme.

ART. 3. — Les locataires appelés sous les drapeaux et qui, par la suite, auraient été placés en sursis d'appel ou renvoyés dans leurs foyers conserveront dans tous les cas le bénéfice des prorogations qui leur ont été accordées pour les termes courus pendant la période correspondant à leur présence effective sous les drapeaux.

En cas de décès du locataire après sa mise en sursis d'appel ou son renvoi dans ses foyers, sa veuve ou ses héritiers

en ligne directe jouiront dans les mêmes limites du bénéfice de la prorogation.

ART. 4. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs telles qu'elles subsistent et qui ne sont pas contraires au présent décret.

---

***Décret beylical*** du 28 septembre 1916 (2 hidjé 1334) *sur la taxation du prix des céréales.*

Vu le décret du 2 août 1914 établissant l'état de siège en Tunisie ;

Vu le décret du 22 octobre 1900 sur les réquisitions militaires ;

Vu l'article 5 du décret du 1er août 1914 fixant les pénalités encourues par les personnes qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, opèrent la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ;

Vu les décrets des 14 août et du 20 octobre 1914 sur les réquisitions à exercer pour les besoins du ravitaillement et des ensemencements ;

Vu le décret du 20 août 1914 autorisant Notre Premier Ministre et, en vertu de sa délégation, les Présidents des communes et Caïds à établir dans les diverses communes et localités de la Régence la taxe des subsistances sur certaines denrées alimentaires ;

Vu le décret du 6 janvier 1915 prohibant l'exportation des céréales et de leurs dérivés ;

Vu le décret du 21 septembre 1914 relatif aux avances nécessitées par les opérations dérivant de l'état de guerre ;

Vu la loi française du 29 juillet 1916 relative à la taxation et à la réquisition des céréales ;

Vu le décret du 8 septembre 1916 sur la spéculation illicite ;

Sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1er octobre 1916, pendant la durée des hostilités et pendant l'année qui suivra la

démobilisation générale, les prix des blés, orges et avoines, récoltés en Tunisie, ne pourront dépasser, sur wagons en gare des ports de Tunis, de Bizerte et de Sousse, 32 francs pour le blé dur pesant 79 kilos et le blé tendre pesant 78 kilos à l'hectolitre, 20 francs pour l'orge pesant 60 kilos et 23 francs pour l'avoine pesant 48 kilos.

Ces prix pourront être majorés de 0 fr. 25 pour le blé et de 0 fr. 15 pour l'orge et l'avoine par kilogramme de poids spécifique excédent les poids déterminés ci-dessus.

ART. 2. — Les prix de vente maximum des céréales ailleurs qu'en gare des ports sus-visés seront fixés pour chaque localité ou marché par arrêté de Notre Premier Ministre dans les formes tracées par le décret du 20 août 1914; ils seront établis de façon à rester toujours en parité des prix spécifiés à l'article 1er, compte tenu en plus ou en moins de tous frais de transport, de camionnage et de manutention à exposer pour conduire la denrée de la propriété à celui des ports de Bizerte, Tunis ou Sousse, le plus rapproché, ainsi que de la rémunération des commerçants et de tous autres intermédiaires.

ART. 3. — En cas de réquisition, les indemnités qui seront allouées soit par les autorités administratives, soit par les tribunaux ne devront jamais excéder les prix ci-dessus.

ART. 4. — Les acheteurs et vendeurs de blé, d'orge ou d'avoine à des prix supérieurs à ceux déterminés conformément aux dispositions qui précèdent, les acheteurs et vendeurs de farines, semoules ou des sous-produits de la mouture à des prix supérieurs à ceux des taxes qui sont ou pourront être établies en conformité de la législation antérieure ou du présent décret, seront punis d'une amende du simple au décuple de la majoration totale qui aura été stipulée illégalement.

Cette amende sera supportée par moitié par les deux parties contractantes; elle sera prononcée par le tribunal de simple police pour les ressortissants de la juridiction française et par le tribunal régional pour les justiciables des tribunaux indigènes.

En outre le tribunal pourra ordonner que son jugement sera intégralement ou par extraits, affiché dans les lieux qu'il fixera et inséré dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse dépasser 500 francs.

Art. 5. — Il est défendu d'annoncer, de publier ou d'afficher pour le blé et l'orge, les produits et sous produits de la mouture du blé, des cours supérieurs aux prix fixés par le présent décret ou les taxations officielles.

Toute contravention à cette disposition sera punie de 11 à 15 francs inclusivement ; la peine d'emprisonnement pourra, selon les circonstances, être prononcée pendant 5 jours au plus ; en cas de récidive la peine d'emprisonnement pendant 5 jours aura toujours lieu.

L'affichage et l'insertion du jugement pourront toujours être ordonnés dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus.

Art, 6. — Les autorités civiles et militaires ayant pouvoir d'exercer des réquisitions peuvent dans la mesure du crédit qui leur aura été ouvert à cet effet dans les conditions fixées par le décret susvisé du 21 septembre 1914, réquisitionner directement pour les besoins du ravitaillement de la population civile, les céréales et les produits et sous produits de la mouture de ces céréales, qu'ils soient détenus par le producteur ou déposés dans un magasin, un entrepôt ou une gare, ou qu'ils soient en cours de transport, ainsi que le personnel et le matériel des minotiers et de tous services et établissements industriels ayant pour objet la subsistance de la population.

Art. 7. — Les prix de toutes denrées ou produits quelconques fixés par le Résident général sur les propositions de la commission centrale des réquisitions instituée par le décret du 22 octobre 1900 (Article 16) devront, en cas de réquisition, servir de base au calcul de l'indemnité qui pourra être allouée, soit par l'autorité civile ou militaire, soit par les tribunaux.

# JURISPRUDENCE

## COUR D'APPEL D'ALGER (1re CH.).

*Audience du 20 janvier 1916. — Présidence de M.* PATRIMONIO, *premier président.*

**Vente. Immeuble non immatriculé. Contenance approximative subordonnée à l'immatriculation. Jugement d'immatriculation. Déficit Action en éviction. Article 1637 c. c. Inapplicabilité. Motifs. Indemnité basée sur la convention.**

*La vente d'une propriété non immatriculée dont la contenance est subordonnée à une demande d'immatriculation qui a révélé par la suite une consistance inférieure à celle primitivement portée dans le contrat, ne saurait donner lieu pour le manquant ainsi établi par le jugement d'immatriculation, à une action en éviction basée sur les dispositions de l'article 1637 du code civil. Les acheteurs n'ayant pas été mis en possession des parcelles dont le prix était litigieux n'ont pas eu à soutenir une action en éviction et n'ont été l'objet d'aucune demande en revendication ; il doit par suite être fait application des conventions quant au remboursement du prix de la contenance exclue par l'immatriculation.*

SOCIÉTÉ FONCIÈRE DE TUNISIE C/ FAIVRE et LAMBERGER

La Cour ; — Attendu que par acte sous-seing privés, en date à Tunis des 18 et 20 septembre 1906, la société Foncière de Tunisie a vendu à Faivre et Lamberger pour le prix de 37.000 francs le lot n° 8 du domaine de Gafour, d'une contenance de 977 hectares environ, tel que le dit lot était délimité au plan de Gafour, dont une copie était remise aux dits acquéreurs ; — Attendu qu'il était en outre stipulé au dit acte que les intimés avaient un délai de six mois pour requérir l'immatriculation de la propriété vendue et que si le plan dressé à l'appui de cette immatriculation révélait une contenance inférieure ou supérieure à celle prévue au contrat, les parties devaient s'en tenir réciproquement compte au prix de 25 fr. l'hectare, déduction faite toutefois d'une quantité égale à 5% laquelle ne devait donner lieu à aucun supplément ou diminution de prix ; — Attendu que l'imma-

triculation a révélé que la propriété vendue n'avait qu'une contenance de 567 hectares 40, au lieu de 977 hectares énoncés à l'acte de vente ; — Attendu qu'en défalquant le 5 % prévu au contrat, il ressort que le déficit, dans la contenance, sujet à remboursement, s'est élevé à 360 hectares 75 ;

Attendu que le litige porte essentiellement sur le point de savoir à quel prix doit être payée aux intimés cette quantité de 360 hectares 75 ; — Attendu que la Cie appelante soutient qu'elle en doit le prix à raison de 25 fr. l'hectare, ainsi que cela a été convenu au contrat ; — Attendu que Faivre et Lamberger prétendent au contraire que la valeur de ces terrains doit être appréciée au moment de l'éviction ; — Attendu que le jugement entrepris, homologuant sur ce point le rapport des experts commis par un précédent jugement interlocutoire en date du 26 octobre 1910, a fait droit à la demande des intimés ; — Attendu qu'à l'appui de leur décision, les premiers juges ont admis qu'il y avait eu éviction d'une partie de l'immeuble vendu et que par suite la résiliation de la vente n'étant pas demandée, la valeur de la partie dont les acquéreurs s'étaient trouvés évincés, devait leur être remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, conformément à l'article 1637 du code civil ; — Mais attendu que Faivre et Lamberger ne peuvent sérieusement soutenir avoir été l'objet d'une éviction ; qu'en effet, ils n'ont même pas allégué s'être mis en possession des 360 hectares 75, dont le prix est litigieux, ni surtout avoir été l'objet d'aucune demande en revendication ; — Attendu que la consistance de l'immeuble vendu, c'est-à-dire ses limites et sa contenance, devait dépendre de l'immatriculation à laquelle étaient tenu de procéder les acquéreurs, dans les six mois de la vente ; — Attendu que l'immatriculation a précisément pour objet l'établissement d'un titre formant le point de départ unique de tous droits réels existant sur l'immeuble et contenant la description de l'immeuble par ses tenants et aboutissants, sa contenance, les constructions qui s'y trouvent, etc. ; — Attendu que le prix de la vente dépendait de la contenance qui serait ainsi fixée, puisqu'il était

stipulé que tout déficit ou excédent sur la contenance, résultant de l'immatriculation, serait remboursé ou payé à raison de 25 francs l'hectare ; - Attendu que, dans ces conditions Faivre et Lamberger ne pouvaient baser leur action que sur le défaut de délivrance d'une partie de la chose vendue, c'est à dire sur un déficit de la contenance prévue au contrat, déficit qui, suivant les énonciations du même contrat, devait être payé à raison de 25 francs l'hectare ; — Attendu que vainement les intimés soutiennent que l'acte des 18 et 20 septembre 1906 contient des clauses distinctes, l'une relative à la garantie des limites, l'autre relative à la garantie de contenance ; — Attendu que les dits intimés ne précisent pas quelle est la clause qui leur garantit les limites indiquées à l'acte ; — Attendu qu'aucune clause de cette nature n'existe au dit acte ; - · Attendu qu'il y a lieu d'observer que ces limites ne sont déterminées ni par leur nature ni par la dénomination des tenants et aboutissants ; qu'il est dit seulement que les limites sont celles figurant au plan de Gafour, lesquelles consistent en de simples traits sans autre indication ; — Attendu que Faivre et Lamberger ne font même pas connaître l'intérêt qui pouvait s'attacher pour eux aux limites précisées au dit plan ; — Attendu d'autre part, qu'en stipulant que la contenance de l'immeuble vendu devait dépendre des opérations de l'immatriculation, les dits intimés reconnaissaient par cela même que les limites indiquées à l'acte pouvaient ne pas être celles qui leur seraient définitivement attribuées ; — Attendu que cela est si vrai qu'ils ont eux-mêmes requis l'immatriculation pour une superficie de 1.280 hectares, supérieure à celle prévue au contrat et qui ne pouvait être contenue dans les limites indiquées au plan annexé à l'acte de vente; — Attendu que s'agissant d'un défaut de délivrance de partie des fonds vendu, le litige existant entre les parties est régi non pas par l'article 1637 du code civil, mais par les articles 1616 et suivants du même code ; — Attendu que les parties ont elles-mêmes précisé dans leurs conventions le prix de la superficie manquante ; — Attendu que cette superficie étant de 360 hectares 75, ainsi que cela

a été établi plus haut, et le prix convenu étant de 25 francs l'hectare, c'est la somme de 9.018 fr. 75 seulement que Faivre et Lamberger pouvaient réclamer ; — Attendu qu'il y a lieu de modifier dans ce sens le jugement entrepris ;

Sur l'appel incident ; — Attendu que les intimés demandent l'infirmation de ce même jugement en ce qu'il les a déboutés de leur demande tendant à obtenir : 1° les intérêts composés de la somme représentant la partie de l'immeuble par eux acquis dont ils avaient été évincés : 2° Des dommages-intérêts ;

Sur le premier point ; — Attendu que les intérêts réclamés par les intimés doivent leur être attribués en compensation de la jouissance qu'ils n'ont pu avoir de la portion de l'immeuble qui ne leur a pas été délivrée ; — Mais attendu que Faivre et Lamberger n'expliquent pas pourquoi ces intérêts doivent être composés ; qu'il y a lieu de leur allouer des intérêts simples et ce du jour où ils ont payé eux-mêmes les sommes auxquelles ces intérêts sont attachés ;

Sur le deuxième point ; — Attendu que les intimés ne peuvent demander des dommages-intérêts pour le préjudice que leur aurait causé la diminution qu'ils ont subie de la contenance de l'immeuble prévue au contrat ; qu'en effet, cette diminution avait fait l'objet d'une stipulation spéciale qui en a déterminé le prix à raison de 25 fr. l'hectare ; — Attendu qu'il en résulte que Faivre et Lamberger devaient s'attendre à cette diminution et qu'ils sont dès lors sans fondement à demander des dommages-intérêts; — Attendu que de ce chef, il y a lieu de confirmer le jugement dont est appel pour les motifs qui viennent d'être exposés ; — Attendu que c'est à bon droit aussi que les premiers juges ont alloué aux intimés la somme de mille fr. avec les intérêts de droit pour frais de mutation et d'immatriculation de la partie de l'immeuble vendu qui a fait l'objet d'un retranchement après l'immatriculation ; que de ce chef, il y a lieu d'adopter les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs ; — Reçoit les appels en la forme ; — Au fond ; — Fixe à la somme de 9.018 fr. 75 la valeur de la partie de l'immeuble vendu qui n'a pas été délivrée aux

intimés ; — Infirme, en conséquence, le jugement entrepris, en ce qu'il a fixé cette valeur à la somme de 23.076 fr.; — Condamne en tant que de besoin, la société appelante au paiement de la dite somme de 9.018 fr. 75, avec les intérêts de droit, à partir du jour où la dite somme a été payée à l'appelante ; — Confirme le même jugement entrepris en ce qu'il a condamné la même société au payement avec les intérêts de droit de la somme de mille francs, pour les causes sus-énoncées et en ce qu'il a débouté Faivre et Lamberger de leur demande en payemeut de 40.000 fr. ; — Dit, que de ce chef, il sera exécuté ; — Décharge la Cie appelante de toutes autres condamnations ; — Déboute les parties de leurs plus amples fins et conclusions ; — Dit que les dépens de 1re instance et d'appel feront masse et seront supportés pour un qnart par la Société Foncière de Tunisie et pour les trois quarts restants par Faivre et Lamberger.

(Min. publ. M. Binos, av. gén. ; — Mes Soubiranne et Tilloy, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (1re ch.).

*Audience du 22 mai 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Enregistrement. Décret beylical du 12 avril 1912. Acte. Formalités extérieures. Mutation de propriété. Droit proportionnel exigible. Présentation de l'acte après les délais. Dissimulation de prix. Amende et droits en sus.**

*Au regard de l'administration de l'enregistrement, il suffit qu'un acte présente les formalités extérieures propres à constater une mutation de propriété, pour que le droit proportionnel devienne exigible et ce, sans que l'administration ait à considérer la validité intrinsèque des actes ou des conventions qu'ils constatent.*

*Tout acte qui n'a pas été présenté dans le délai de la loi à la formalité de l'enregistrement ou qui est entaché de dissimulation de prix de vente, est passible du paiement des amendes et droits en sus prévus par l'article 16 numéro 2 et 6 du décret beylical du 19 avril 1912.*

VIALET ET Dᵉ TARDIOLI C/ DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES.

Le Tribunal ; — Attendu que par acte sous seing privé du 31 décembre 1913, Vialet et la dame Tardioli se sont engagés conjointement et solidairement envers la dame Fathma bent Otman, veuve Aroussi ben Ayed, Si Ahmed Tijani ben Ayed, les dames Chahla bent Abdallah et Tijania bent Edekar, épouse de Béchir ben Amar, représentés par leurs mandataires Touhami bou Zid et Taïeb ben Ayed, à acquérir une maison d'habitation sise à Tunis, rue El-Mektar numéro 15, pour le prix de 37.000 francs ; – Attendu que cet acte n'a pas été enregistré ; – Attendu que par un autre acte en date du même jour, 31 décembre 1913, les acquéreurs sus-nommés se sont obligés à verser aux mandataires des vendeurs, la somme de 3000 francs outre celle de 37.000 francs, prix d'achat de l'immeuble ; — Attendu que l'Administration ayant relevé dans ces actes une double contravention prévue par l'article 16, numéros 2 et 6 du décret beylical du 19 avril 1912, a décerné le 7 mars 1914, à l'encontre de Vialet et de la dame Tardioli une contrainte qui a été visée et rendue exécutoire par le juge de Paix du canton sud de Tunis le 7 mars 1914 ; — Attendu que les sus nommés ont formé opposition à cet acte de poursuite ; – Mais attendu que cette opposition régulière en la forme, ne saurait au fond être accueillie ; — Attendu que pour la justifier, Vialet et la dame Tardioli soutiennent que les actes sus-visés ne contiendraient pas une vente parfaite et que les parties au dit acte y ont les unes et les autres renoncé ; — Attendu que ce moyen n'est pas fondé en fait ; — Que, par jugement de ce jour, le tribunal de céans, déboutant Vialet et la dame Tardioli d'une demande formée par eux à l'encontre des consorts Ben Ayed et tendant à faire prononcer la nullité de la vente dont s'agit, a, au contraire, fait droit à la demande reconventionnelle des dits consorts Ben Ayed et déclaré la vente parfaite et valable ; — Attendu au surplus et en droit, qu'en regard de l'Administration, il suffit que les actes du 31 décembre 1913, présentent les formalités extérieures propres à constater une mutation de propriété,

pour que le droit proportionnel devienne exigible et ce, sans que l'Administration ait à considérer la validité intrinsèque des actes ou des conventions qu'ils constatent ; — — Or attendu que toutes ces formalités se trouvent réunies dans les actes dont s'agit qui constatent non pas seulement une promesse d'achat unilatérale, soumise à une condition suspensive, mais bien une promesse de vente synallagmatique dans laquelle vendeurs et acheteurs manifestent à l'évidence leur accord définitif sur la chose et sur le prix, et qui par suite vaut vente ; — Attendu, en conséquence, qu'il convient de débouter les opposants des fins de leur opposition ; — Attendu qu'il est d'ailleurs constant que l'un des actes du 31 décembre 1913, n'a pas été présenté dans le délai de la loi, à la formalité de l'enregistrement, et que d'autre part, en indiquant le prix de 37.000 francs alors que, par un acte séparé, les parties convenaient qu'il serait payé aux mandataires des vendeurs et en leur dite qualité de mandataires un supplément de prix de 3000 francs, le prix de 37.000 francs était entaché de dissimulation ; — Que c'est donc à bon droit que l'Administration réclame le paiement des amendes et droits en sus prévus par les textes sus-visés ; — Attendu toutefois, qu'aux termes du dernier mémoire en date du 29 janvier 1916, signifié le 31 janvier, l'Administration a déclaré abandonner les poursuites en cours contre Vialet lequel est sous les drapeaux, et vouloir les restreindre à la dame Tardioli, débitrice solidaire des causes portées dans la contrainte ; — Attendu qu'il convient de donner acte à l'Administration de cette déclaration et de mettre Vialet hors de cause ;

Par ces motifs ; – En la forme, reçoit l'opposition ; — Au fond ; — Donne acte à l'Administration de ce qu'elle déclare abandonner les poursuites à l'égard de Vialet actuellement sous les drapeaux ; — En conséquence, met Vialet hors de cause sans dépens ; et statuant à l'égard de la dame Tardioli, la déboute de son opposition à la contrainte du 7 mars 1914 ; — Déclare en conséquence bonne et valable en ce qui la concerne la dite contrainte et condamne la dite dame Tardioli au paiement de la somme

de 2.358 francs réclamée par l'administration sauf à augmenter pour la pénalité du retard ; — La condamne en outre aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. — Me PIÉTRA, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 26 juin 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président*

**Désaveu. Art. 316 c. c. Délai. Action en divorce en cours. Domicile séparé. Assimilation au mari auquel la naissance a été cachée Délai de deux mois. Point de départ.**

*Aux termes de l'article 316 du C. C. l'action en désaveu n'est recevable qu'à la condition pour le mari de l'intenter dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant.*

*Dans le cas d'une instance en divorce, la femme ayant été autorisée d'avoir un domicile séparé, il est légitime d'assimiler la situation du demandeur à celle du mari auquel la naissance a été cachée : il bénéficie par suite du délai de deux mois prévu par le § 3 de l'article 316 du code civil : ce délai court du jour où le mari a eu la connaissance certaine de la naissance de l'enfant.*

JEAN T. c/ De L. épouse T.

Le Tribunal; — Attendu que les époux Jean T. et Annette L. se sont mariés le 14 novembre 1896 à Chareil-Cintrat (Allier) ; — Attendu qu'à la date du 13 janvier 1912 la dame L. a présenté à M. le Président du tribunal de céans la requête à fin de divorce prévue par l'article 234 du code civil : qu'elle a été autorisée par ordonnance du même jour à avoir un domicile séparé chez le sieur R., à la Mornaghia ; — Attendu qu'aux termes d'un acte de naissance dressé le 9 août 1913 par l'Officier de l'état-civil de la Municipalité de Tunis et d'après les déclarations du sieur Edouard Tiffy, secrétaire à l'hôpital civil de Tunis et d'après les déclarations des témoins Clément Béteille, commis à l'hôpital et Séraphin Combaz, est née en ladite ville, ledit jour, 9 avril 1915, un enfant du sexe féminin à laquelle a

été donné le prénom d'Andrée, et qui a été inscrite comme fille de Jean T. et de Annette L. son épouse ; — Attendu que par acte extra judiciaire signifié par l'huissier Sebaut, le 12 juillet 1913, enregistré, à la dame L., ledit sieur T. a déclaré désavouer cette enfant ; — Attendu que suivant délibération du conseil de famille de la mineure Andrée, régulièrement assemblé sous la présidence de M. le Juge de paix du canton sud de Tunis, M. Rivaux a été nommé tuteur *ad hoc* de ladite mineure pour défendre à l'action en désaveu, en conformité de l'article 318 du code civil ; — Attendu que par exploit de l'huissier Sebaut en date du onze avril 1913, enregistré, c'est-à-dire dans le délai d'un mois imparti par le même texte, T. a engagé à l'encontre tant de Rivaux ès qualité, que de la dame L. Annette, l'action en désaveu ; — Attendu que cette action est recevable en la forme ; — Attendu à la vérité, qu'aux termes de l'article 316 du code civil, l'action en désaveu n'est recevable qu'à la condition pour le mari de l'intenter dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant et qu'il n'est pas allégué que le demandeur, qui a déclaré dans son assignation et dans tous les actes de la procédure être domicilié à Tunis, fût absent au moment de la naissance ; — Mais attendu qu'à ce moment les époux T. L. étaient en instance de divorce et avaient un domicile séparé ; — Attendu qu'il est constant que la dame L. n'a pas informé son mari de la naissance de l'enfant, postérieure de 471 jours à leur séparation de fait ; — Attendu que le contraire n'est d'ailleurs pas allégué par la dame L ; — Attendu qu'il est, dans ces conditions, légitime d'assimiler la situation du demandeur à celle du mari auquel la naissance a été cachée ; — Attendu qu'il bénéficie donc du délai de deux mois prévu par le § 3 de l'article 316 du code civil ; — Attendu que ce délai n'a couru que du jour où le demandeur a eu la connaissance certaine de la naissance ; — Attendu qu'il incomberait aux défendeurs de faire la preuve que le délai dont s'agit était expiré le jour de l'introduction de la demande ; — Attendu qu'ils ne rapportent pas cette preuve ; — Attendu, en fait, que T. ne peut être considéré comme ayant eu la connaissance

certaine de la naissance que le 17 juin 1913, jour où il a demandé l'assistance judiciaire, laquelle lui a été accordée le 27 juin 1913; qu'il ne s'était donc pas écoulé deux mois entre cette date et l'exploit introductif d'instance; — Attendu qu'ainsi la demande doit être déclarée recevable; — Attendu qu'elle est justifiée au fond, par application du deuxième alinéa de l'article 313 du code civil, l'enfant étant née plus de 300 jours après la décision qui a autorisé la dame L. à avoir un domicile séparé; — Attendu qu'il ne pourrait en être autrement que s'il était démontré qu'il y a eu réunion de fait entre les époux; — Attendu que cette circonstance n'est pas démontrée ni même alléguée par les défendeurs; — Attendu, en conséquence, qu'il échet de faire droit à la demande de Touzin;

Par ces motifs; — Déclare recevable l'action en désaveu; — Dit et juge que la mineure Andrée née à Tunis le 9 avril 1913, n'est pas la fille de T. Jean; — Lui fait défense de porter le nom dudit T.; — Dit que le dispositif du présent jugement sera transcrit sur les deux registres des naissances tenus pour l'année courante par l'Officier de l'état-civil de la ville de Tunis, et que mention de ladite transcription sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant; — Fait défense à tous dépositaires des registres de l'état-civil de délivrer extrait ou expédition dudit acte sans transcrire la dite mention; — Condamne la dame L. au dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst.; — Mes GUEYDAN et PIÉTRA, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS

*Ordonnance sur requête. — 4 octobre 1916*
*de M.* BOUTAUD LACOMBE, *juge f. f. de président.*

**Guerre. Décret du 10 août 1914. Jugements définitifs. Exécution. Jugements commerciaux. Exécution provisoire. Appel. Défenses à exécution. Impossibilité d'obtention. Ordonnance du président du tribunal. Exécution suivant les circonstances.**

*Aux termes de l'article 3 § 2 du décret du 10 août 1914, les jugements définitifs peuvent seuls être exécutés.*

*Toutefois les jugements des tribunaux de commerce sont exécutoires par provision et de plein droit, avec ou sans caution, même frappés d'appel. Aucune défense pour surseoir à leur exécution ne peut être accordée par les cours d'appel (article 647 c. com.) Il s'en suit que malgré le terme « définitif » du § 2 du décret du 10 août 1914 leur exécution peut-être ordonnée suivant les circonstances.*

Nous, juge du tribunal civil de Tunis, siégeant en remplacement de Monsieur le Président empêché ;

Vu les décrets des 10 août, 15 décembre 1914 et 12 mai 1915 après avis adressés aux intéressés par les soins du greffier ainsi que cela résulte des avis de réception qui nous ont été représentés ; — Attendu que le défendeur ne comparait pas ; — Attendu que le jugement du tribunal de commerce dont l'exécution est sollicitée a été rendu en premier ressort ; — Attendu qu'il semblerait au premier abord et à s'en tenir au sens littéral et apparent des mots, que son exécution ne saurait être ordonnée en vertu du paragraphe 2 de l'article 3 du décret du 10 août 1914 qui ne prévoit que l'exécution des jugements *définitifs ;* — Mais attendu que les jugements des tribunaux de commerce sont même, quand ils sont frappés d'appel, exécutoires par provision et de plein droit, avec ou sans caution, selon les distinctions qui résultent de l'article 439 c. p. c. et que l'appel n'a à leur égard *aucun effet suspensif* ; — Que les dispositions du dit article 439 qui les revêt de cette prérogative, leur donne un caractère définitif, en ce qui concerne leur exécution par provision ; — Que cela est si vrai, qu'aux termes de l'article 647 c. com. les cours d'appel ne peuvent en aucun cas, à peine de nullité et même de dommages-intérêts des parties, s'il y a lieu, accorder des défenses ni surseoir à leur exécution ; — Attendu par suite que le Président du tribunal peut, vu les circonstances, ordonner l'exécution des jugements de commerce, même susceptibles d'appel, cette exécution étant inhérente au jugement, comme l'empreinte du sceau de la juridiction qui l'a rendu ; — Attendu qu'on objecterait vainement que les termes du

décret du 10 août 1914 sont précis et généraux, que seule l'exécution des jugements définitifs peut être ordonnée et qu'on ne saurait confondre une décision *définitive* avec une décision simplement *exécutoire* ; — Attendu en effet qu'il ne faut pas se laisser influencer par une expression peut-être ambigue, qui a pu se glisser dans un texte législatif, mais se pénétrer au contraire de l'esprit dans lequel il a été édicté ; — Qu'il est évident qu'en se servant du terme « définitif » dans le § 2 du décret sus-visé, le législateur a voulu seulement mettre en opposition *d'une part*, les jugements avant dire droit et par défaut auxquels il fait allusion dans le paragraphe précédent qui donne au président de la juridiction saisie, compétence pour ordonner la continuation des instances engagées ; *d'autre part*, les jugements qui tranchent le litige au fond, dont l'exécution est subordonnée à l'autorité préalable du président du tribunal civil; mais qu'il n'a sûrement pas voulu parler de décisions qui ne soient plus susceptibles de voie de recours et encore moins apporter des modifications aux règles particulières qui régissent la procédure commerciale et diminuer les garanties données par la loi aux justiciables des tribunaux consulaires ;— Qu'on trouve en effet la preuve de ce souci de ne rien innover sur ce point dans des textes législatifs postérieurs au 10 août 1914 ; — Que c'est ainsi que le § 2 du décret du 21 août 1914, sur les faillites et liquidations judiciaires, spécifie que, nonobstant certaines modifications apportées au régime des faillis ils n'en resteront pas moins régis par les dispositions du livre III du c. com. ;— Or, attendu que dans ce livre III se trouve notamment compris l'article 440 qui prescrit que les jugements déclaratifs de faillite seront exécutoires par provision ; — Qu'il est donc naturel d'en conclure implicitement que le même traitement ne saurait être refusé aux autres jugements de commerce ; — Attendu qu'en admettant une interprétation contraire on en arriverait à des résultats déconcertants et inacceptables ; — Qu'il faudrait en effet décider également et par analogie, que contrairement aux principes édictés par l'article 16 de la loi du 27 novembre 1790, le président du tribunal ne peut

ordonner l'exécution des jugements qu'après l'expiration des délais de pourvoi en cassation ; — Attendu qu'il résulte surabondament des considérations qui viennent d'être exposées que l'exécution des jugements commerciaux susceptibles d'appel peut légalement être ordonnée ; — Que toute autre solution irait à l'encontre des intérêts supérieurs du commerce que le législateur de 1914 n'a pas voulu compromettre et serait la négation de la faveur toute spéciale dont la loi a entouré ces jugements quant à l'étendue de leur puissance exécutoire ; — Attendu qu'en l'espèce les circonstances permettent d'accueillir favorablement la requête.

Par ces motifs ; — Autorisons l'exécution du jugement dont s'agit.

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e Ch.).

*Audience du 28 juin 1916. — Présidence de* M. Dramard, *vice président*

**Jugement par défaut. Jugement profit-joint antérieurement prononcé. Opposition. Art. 153 c. pr. civ. Irrecevabilité. Délai prescrit par jugement. Décret du 10 août 1914. Non application.**

*Aux termes de l'article 153 c. pr. civ. le jugement de défaut rendu à la suite d'un jugement de défaut profit-joint n'est pas susceptible d'opposition.*

*Le décret du 10 août 1914 qui édicte la suspension de tous les délais de procédure établis par la loi ne peut s'appliquer au cas d'un délai prescrit par jugement.*

Luigi Canuto c/ Disegni

Le Tribunal ; — Attendu que par requête signifiée le 4 février 1916, le sieur Luigi Canuto a formé opposition à un jugement de défaut congé rendu à son encontre le 3 novembre 1915 par lequel il a été débouté d'une demande de revendication introduite par lui et relative à divers objets mobiliers antérieurement saisis par le sieur Disegni ; — Attendu que cette opposition est irrecevable ; — Attendu

en effet qu'à la suite de la revendication formée par ledit sieur Luigi Canuto, un jugement de défaut profit-joint avait été rendu à sa requête le 4 novembre 1914, ledit jugement ordonnant la réassignation de la dame Canuto, partie saisie ; — Attendu que le sieur Canuto n'ayant pas procédé à cette réassignation, le sieur Disegni était fondé, aux termes du même jugement, à lui donner avenir à comparaître à l'audience afin de prendre jugement de défaut congé contre lui ; — Attendu que d'après la règle édictée par l'article 153 du code de procédure, le jugement de défaut rendu à la suite d'un jugement de défaut profit joint n'est pas susceptible d'opposition ; — Attendu que le sieur Luigi Canuto allègue vainement que le jugement du 4 novembre 1914 lui impartissait pour la signification de la réassignation de la partie défaillante un délai de quinzaine et qu'aux termes du décret du 10 août 1914 ce délai a été suspendu ; — Attendu que le décret du 10 août 1914 qui édicte la suspension de tous les délais de procédure établis par la loi ne peut s'appliquer en l'espèce où il s'agit d'un délai prescrit par jugement ; que d'ailleurs, tous les délais de procédure avaient été régulièrement suspendus par ordonnance rendu par M. le Président de ce tribunal le 10 octobre 1914 qui avait autorisé la continuation de l'instance ; qu'enfin il ne peut appartenir au sieur Canuto qui est demandeur, de se prévaloir, au cas même où elles seraient applicables en l'espèce, de mesures édictées par le décret du 10 août 1914, uniquement en faveur du défendeur ;

Par ces motifs; — Déclare l'opposition formée par le sieur Luigi Canuto au jugement de défaut du 3 novembre 1915 irrecevable ; — Maintient le dit jugement qui sera exécuté selon sa forme et teneur.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. ; — Mes ABÉASIS et PIÉTRA, av.).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

*Audience du 7 juillet 1916. — Présidence de* M. Berger, *vice président.*

**Guerre. Société. Intérêts allemands. Intérêts français ou alliés. Absence de dissolution ou de liquidation. Conseil d'administration. Non fonctionnement régulier. Motifs. Action en justice. Représentation. Intérêts ennemis. Nomination d'un sequestre. Habilitation préalable à l'action. Ordre public.**

*Dans une demande en justice où des intérêts étrangers ennemis sont en jeu, c'est une obligation pour le tribunal, l'ordre public étant intéressé, de se préoccuper d'office de la question de recevabilité de la demande et d'apprécier, avant l'examen au fond, si elle est conforme au décret du 27 septembre 1914 et à la loi du 4 avril 1915.*

*Dans une société composée d'intérêts allemands et d'intérêts français ou alliés, non dissoute ni en état de liquidation, il y a dissociation entre ses éléments constitutifs et même ses éléments directeurs ; son conseil d'administration ne peut plus fonctionner s'il comprend des administrateurs allemands avec lesquels les autres administrateurs ne peuvent, sans délit, s'aboucher pour quelque tractation que ce soit. Seuls peuvent être représentés en justice les éléments français, alliés ou neutres ; les éléments ennemis ne peuvent l'être que par le sequestre, régulièrement nommé et dûment habilité. Par suite l'action en justice n'est recevable qu'après l'accomplissement de cette formalité.*

Syndicat de la Mine du Djebel Trozza c/
Société des minerais de Liège.

Le Tribunal; — Attendu que l'affaire se présente dans la situation de faits suivante : Par acte sous-seing privé en date du 16 mars 1914, enregistré à Tunis le 9 juillet 1915, le sieur Portelli, président du conseil d'administration du syndicat de la mine du Djebel Trozza, société anonyme française, agissant pour le compte dudit syndicat, *d'une part*, et le sieur Ignazi, représentant la Cie des Minerais, à Tunis, d'après l'original aux mains de ce sieur Portelli, aujourd'hui demandeur, et

la Cie des Minerais, société anonyme, 1, Quai Marcelli à Liège (Belgique), représenté par M. Marlier, président du conseil d'administration, et, M. Simon, fondé de pouvoirs, d'après l'original aux mains de la Cie des Minerais défenderesse (les deux originaux n'étant pas d'accord sur les qualités) *d'autre part*, il a été convenu : 1° Que le syndicat du Djebel Trozza vendait à la Cie des Minerais mille tonnes de minerai de calamine à livrer du 1er mai 1914 au 30 novembre 1915, trois mille du 1er décembre au 30 novembre 1916, et quatre mille du 1er décembre 1916 au 30 novembre 1917, livrables à Sousse au prix du cours moyen de cette marchandise à Londres d'après une formule convenue; — 2° Que pour lui faciliter l'extraction et la préparation de cette calamine, la Cie des Minerais faisait une avance de 50.000 fr. au syndicat du Djebel Trozza, devant s'éteindre au fur et à mesure des livraisons et être renouvelée d'après l'importance du stock restant à livrer. Le syndicat avait livré, prétend-il, avant le début des hostilités, à la Cie des Minerais, cent onze tonnes représentant une somme d'environ 8.000 francs. Par lettres des 31 juillet et 3 août 1914, Ignazi, représentant de la Cie des Minerais à Tunis, a avisé Portelli, président du Djebel Trozza, que les circonstances ne lui permettaient pas d'exécuter les conventions et qu'il y avait lieu de les considérer comme suspendues pendant la durée des hostilités. Le 22 juin 1915, Portelli, du Djebel Trozza, a écrit à Ignazi pour le mettre en demeure de prendre livraison ; Ignazi, dans sa réponse du 5 juillet 1915 s'est cantonné dans sa prétention de fin juillet et commencement d'août 1914 en disant que les événements suspendaient pour lui, l'exécution des conventions. Suivant exploit du 31 juillet 1915, enregistré, Portelli ès-qualité a alors assigné Ignazi également ès-qualité : 1° en 600.000 fr. de dommages-intérêts pour arrêt de l'exploitation et des travaux de la mine ; 2° en une somme de dommages-intérêts à évaluer par expertise et basée sur les cours avantageux actuels de la calamine et sur le stock de calamine non pris en livraison. La Cie des Minerais a répondu par une demande reconventionnelle en un franc de dommages-intérêts pour

procès vexatoire. Dans ses dernières conclusions à l'audience, le syndicat du Djebel Trozza augmente sa demande et réclame la résiliation du marché aux torts et griefs de la Cie des Minerais et demande acte de ce que la Cie des Minerais ne s'oppose pas à la vente par le syndicat et pour le compte de celui-ci, des stocks de calamine préparés tant à Sousse que sur le carreau de la mine à Hadjet Belaïam. Au cours des débats il a été révélé, et cela résulte d'ailleurs des statuts, que la Cie des Minerais, défenderesse, comprenait des intérêts allemands dans la proportion de 60 °/₀ ; que le Ministère public avait d'abord requis et obtenu la mise sous sequestre des biens entiers de ladite Cie de Minerais ; qu'ensuite cette mise sous sequestre a été limitée et restreinte aux intérêts allemands ; que, notamment, dans l'arrondissement et le ressort judiciaire de Tunis, les intérêts allemands de cette compagnie sont encore sous sequestre ; que M. Guillot, inspecteur des Finances, reste chargé de la fonction d'administrateur sequestre desdits biens ; — Attendu qu'en l'état de cette procédure, et bien que l'avocat de la Cie des Minerais ait conclu et plaidé pour cette société sans distinction des intérêts étrangers ennemis qu'elle comprend et comme s'il avait mandat de représenter la société *in globo* et sans faire connaître de qui il pouvait tenir ce mandat, c'est une obligation pour le tribunal, l'ordre public étant intéressé, de se préoccuper d'office de la question de recevabilité de la demande et d'apprécier, au préalable, avant de l'examiner au fond, si elle est conforme au décret du 27 septembre 1914 et à la loi du 4 avril 1915;—Or, attendu que la Cie des Minerais apparait, en l'état, comme une société mixte, c'est-à-dire composée de 60 °/₀ d'intérêts allemands et de 40 °/₀ seulement d'intérêts français ou alliés ; que le tribunal ne peut le méconnaître et fermer les yeux sur cette situation; que si la société n'a pas été dissoute judiciairement ni amiablement (ce qui n'aurait pu se faire sans infraction au décret du 27 septembre 1914 et à la loi du 4 avril 1915), et si elle n'est pas en état de liquidation, il n'en est pas moins vrai qu'il y a dissociation et scission entre ses éléments constitutifs et même ses éléments direc-

teurs ; que son conseil d'administration ne peut plus fonctionner puisqu'il comprend des administrateurs allemands avec lesquels les administrateurs ne peuvent, sans délit, s'aboucher pour quelque tractation que ce soit ; qu'en l'état de la procédure, les éléments français, alliés ou neutres peuvent seuls être représentés par maître Gaudiani, avocat, auquel ils ont seuls pu donner mandat, d'après la jurisprudence, généralement approuvée et suivie aujourd'hui, de M. le président du tribunal civil de la Seine dans son ordonnance du 18 mai 1916 ; — Attendu, d'autre part, que l'instance engagée contre la société est de nature à exercer une répercution importante directe sur les intérêts allemands de cette société qui ont été placés sous main de justice et qui forment « l'ôtage économique » que le législateur, en publiant le décret du 27 septembre 1914, et le Ministère public en requérant l'ordonnance de sequestre, ont eu en vue de constituer ; que dans ces conditions, la mise en cause du sequestre, préalablement et dûment habilité, ou tout autre mandataire *ad litem* à sa place, s'impose ; — Attendu qu'il doit d'autant plus en être ainsi, que la demande au fond, tend à faire obtenir à une société au capital de 100.000 francs, (encore débitrice de la Cie des Minerais d'une somme liquide et certaine d'environ 40.000 francs de son propre aveu, sur les 50.000 francs qu'elle en avait reçus à titre d'avance et de provision), tend à faire obtenir à ladite société demanderesse, une indemnité de plusieurs millions ; que la demande atteint ainsi un chiffre énorme ; que si elle était accueillie, elle aurait pour résultat de faire passer dans le patrimoine du syndicat la plus grande partie de l'actif de la Cie des Minerais et absorberait au de là les valeurs réalisées et consignées par le sequestre, d'après les faits révélés aux débats ; que la présence du sequestre s'impose donc encore à ce titre dans la présente instance ; — Attendu, enfin, que le syndicat du Djebel Trozza, demandeur, ne saurait se plaindre du retard apporté à la solution de sa demande par la régularisation de sa procédure ; qu'en effet, c'est sa faute, pour partie, si, dès l'abord, son assignation n'a pas été dirigée contre tous les représentants des intérêts

opposés aux siens et dont il connaissait et ne devait pas ignorer les éléments ennemis et leur mise sous sequestre ; que, de plus, s'il avait été bien pressé d'obtenir satisfaction et s'il avait estimé que le cas requérait célérité et qu'il y avait urgence, il lui eût été facile de saisir le juge des référés ou de requérir des mesures conservatoires par la procédure unilatérale des requêtes ; qu'il n'en a rien fait ; qu'il ne peut, par conséquent, s'en prendre qu'à lui-même des lenteurs de la procédure ;

Par ces motifs ; — Déclare l'action irrecevable en l'état et renvoie l'affaire aux fins de mise en cause du sequestre des biens allemands préalablement et dûment habilité, ou de tout mandataire *ad litem* à sa place et ce à la requête de la partie la plus diligente ; — Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst., Mes GUEYDAN et GAUDIANI, av.),

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 31 mars 1915. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président*

**Immeuble immatriculé. Loi foncière. Article 15. Droits réels Inscription. Tiers. Co-propriétaire indivis. Prétention infondée à se considérer comme un tiers. Motifs.**

*D'après l'article 15 de la loi foncière, il est dit que tout droit réel immobilier n'existera à l'égard des tiers que par le fait et du jour de son inscription à la conservation de la propriété foncière. Il ne peut s'agir que des tiers qui, ayant un droit sur l'immeuble immatriculé, se le voient contesté par une autre personne dont le droit, bien qu'antérieur au leur, n'a pas été inscrit. Le co-propriétaire d'une moitié indivise ne peut par suite être considéré comme un tiers, puisqu'il n'a aucun droit réel sur l'autre moitié indivise, d'après le titre même.*

HADJ SALEM BEN HADJ MOHAMMED BELLHADJE
c/ AHMED BEN HADJ AHMED BACCOUCHE MARAOUI CHERIBI

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 6 mai 1913 enregistré, Hadj Salem ben Hadj Belladje et son frère

M'hamed ont interjeté appel d'un jugement de la justice de paix de Sfax du 22 avril 1913 qui les a débouté d'une demande formée contre Ahmed ben Hadj Ahmed el Baccouche el Meraoui ;

En la forme ; — Attendu que l'appel est recevable ;

Au fond ; — Attendu qu'à la date du 16 décembre 1912 Hadj Salem et Mohamed Belladje appelaient en référé Baccouche pour demander la nomination d'experts ayant pour mission d'évaluer la récolte d'une olivette dénommée « La Rose Quinze » titre foncier nº 80955, déclarant être co-propriétaires indivis pour moitié de la dite olivette, en indivision avec Baccouche, et prétendant que ce dernier se serait emparé abusivement de la presque totalité de la récolte, et se serait opposé à ce qu'ils fassent la cueillette de leur part ; — Attendu que malgré l'opposition de Baccouche, trois experts furent nommés par ordonnance du juge de paix de Sfax du 18 décembre 1912 et déposèrent leur rapport le 10 janvier 1913 enregistré ; que d'après leur évaluation la totalité de la production de l'olivette litigieuse s'est élevée à environ dix huit caffis d'olives ; — Attendu qu'en conséquence les consorts Belladje assignèrent Baccouche en paiement de 900 francs représentant à raison de 100 francs le caffis la valeur de 9 caffis, outre 100 fr. à titre de dommages-intérêts ; -- Attendu qu'il fut établie que la propriété « La Rose Quinze », immatriculée précèdemment au nom de Ali ben Mohamed Esseghir et de Ahmed Baccouche appartenait indivisément pour moitié au dit Baccouche et pour l'autre moitié aux frères Belladje qui ont acquis la part de Ali ben Mohamed Esseghir par acte du 10 février 1911 enregistré, inscrit sur le titre foncier à la date du 5 février 1913 ; — Attendu que Baccouche a prétendu qu'il n'existait aucun lien de droit entre les demandeurs, et que dans tous les cas il n'avait lui, Baccouche même pas pris sa part de récolte ; — Attendu que le premier juge a débouté sans enquête les consorts Belladje parce que leurs droits n'avaient été inscrits sur le titre foncier qu'à la date du 5 février 1913 et ce par interprétation de l'article 15 de la loi foncière où il est dit «Tout

droit réel immobilier n'existera à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription à la Conservation de la propriété foncière ; — Mais attendu qu'il ne peut s'agir que des tiers qui, ayant eux-mêmes un droit sur l'immeuble immatriculé se le voient contesté par une autre personne dont le droit bien qu'antérieur au leur n'a pas été inscrit ; — Qu'il en serait ainsi si Baccouche avait un droit réel quelconque sur la moitié indivise litigieuse, mais qu'il en est autrement puisque, d'après son propre titre, il n'a droit lui-même qu'à l'autre moitié indivise ; que si par hypothèse, comme les consorts Belladje demandent à en rapporter la preuve, Baccouche a pris plus que sa moitié dans la récolte, il ne saurait exciper à son profit de l'article 15 susvisé ; — Attendu qu'il ne peut même pas prétendre avoir ignoré les frères Belladje comme substitués aux droits de son co-propriétaire Ali ben Mohamed Esseghir, antérieurement à l'inscription du 5 février 1913, puisque d'une part les consorts Belladje affirment et offrent de prouver qu'ils auraient disposé avec Baccouche chacun pour moitié de larécolte 1911 1912 et surtout parce que suivant acte notarié du 16 octobre 1912, Baccouche lui-même a vendu à un nommé Maklouf Nahmias la récolte de sa moitié indivise, en spécifiant qu'elle était indivise avec Hadj Salem Belladje et que, suivant ces indications, Nahmias a signifié son acte de vente à Hadj Salem ainsi qu'à son frère M'hamed par exploit de Refalo, huissier des 25 et 29 octobre 1912 dont les appelants produisent les copies ;

Attendu qu'au cours de l'instance d'appel, Baccouche aurait disposé également de la récolte 1913-1914 dont la part revenant aux appelants est évaluée par ceux-ci à mille francs ; qu'en vertu de l'article 464 *in fine*, il y a lieu d'accueillir l'offre qui tend à prouver le préjudice subi depuis le jugement ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel en la forme ; — Autorise les appelants à prouver devant M. le Juge de Paix de Sfax, autre que celui qui a rendu le jugement entrepris : — 1° Qu'ils ont après leur acquisition du 10 février 1911 disposé avec Ahmed el Baccouche, chacun pour sa part

de la récolte 1911-1912 de la propriété dont s'agit ; — 2° Qu'Ahmed el Baccouche a enlevé ou fait enlever la totalité de la récolte 1912-1913 ; — 3° Que le même a disposé de la totalité de la même récolte de 1913-1914. — Dépens réservés.

(Min. publ. M. Vaissié, proc. — Mes Gallini et Daninos, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 7 mai 1915. — Présidence de* M. Bonnefond, *président.*

**Etablissement industriel. Voisins. Trouble. incommodités graves. Intensité et persistance du dommage. Tribunal. Pouvoir d'appréciation. Propriétaire. Faute lourde. Responsabilité solidaire avec le locataire.**

*Si le voisinage des établissements industriels nécessite une certaine tolérance au point de vue des incommodités inhérentes à l'exercice de la profession, il est admis par la jurisprudence que les voisins ne sont pas tenus de supporter sans indemnité les incommodités intolérables pouvant résulter par exemple du bruit, si ces incommodités sont assez graves pour empêcher les voisins d'exercer leur profession. Il y a à cet égard à tenir compte et de l'intensité et de la persistance du dommage : les tribunaux ont sur ce point un pouvoir d'appréciation.*

*Le propriétaire qui a consenti un bail à un industriel peut être déclaré solidairement responsable avec son locataire s'il a commis une faute lourde en lui consentant la location d'un immeuble qui par ses dispositions et ses dimensions n'était pas manifestement destiné au genre d'industrie y exercé.*

Kraft et Gosset c/ Macotta et Bortino

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit de Miniconi huissierà Sousse du 31 juillet 1913 enregistré, Louis Kraft et Léon Gosset agissant dans un intérêt commun, ont fait citer Jean-Baptiste Bortino, Modeste Bortino et Tomaso Macotta en 4.000 francs de dommages-intérêts ; — Attendu

que les demandeurs basent leur action sur ce fait que les sieurs Bortino auraient installé, dans une boutique située en face de l'immeuble occupé par eux, soit à titre de locataire soit à tout autre titre, Tomaso Maccotta qui y exerçait le métier de zingueur ferblantier et chaudronnier ; que Maccotta et ses ouvriers depuis mai 1913 frapperaient constamment à coups de marteau sur des pièces de métal, et que le bruit résultant de ce genre de travail empêcherait totalement Kraft et Gosset de se livrer à un travail intellectuel quelconque ou même de converser avec leurs clients ; — Attendu que les défendeurs ne contestent pas avoir donné à bail la boutique leur appartenant à Macotta, mais qu'ils déclarent avoir agi dans la plénitude de leur droits en louant à un ferblantier ; qu'ils allèguent d'autre part que les bruits dont se plaignent les demandenrs ne sauraient donner lieu à des dommages intérêts car ils n'auraient pas été d'une manière continue portés à un degré excédent la mesure des obligations ordinaires du voisinage ; — Attendu qu'il y a donc lieu de rechercher si en fait et en droit l'action est fondée ;

Attendu en fait qu'il résulte des procès-verbaux de constat dressés par Miniconi, huissier à Sousse les 30 mai 1913, 2, 11 et 12 juin 1913 (enregistrés) qu'à ces différentes dates, des ouvriers, dans la boutique de Macotta, étaient occupés à frapper à coups de marteau soit sur une chaudière, soit sur un cylindre en tôle, soit sur une caisse doublée de zinc, soit encore sur divers objets métalliques ; que ces coups très violents et répétés pendant des heures entières résonnent dans tout le quartier, provoquant un bruit épouvantable et rendant tout travail impossible, autant chez Kraft que chez Gosset ; que de plus l'atelier de Macotta est très exigü (30 mètres carrés environ) ; qu'il ne reçoit l'air et la lumière que par une porte à deux battants donnant sur la rue, porte qui doit rester constamment ouverte de façon à permettre aux ouvriers de travailler ; — Attendu que les mêmes constatations ont été faites du 18 juin au 8 juillet 1913 par M. Phémolant expert nommé par ordonnance de référé du 17 juin même année ; que le rapport relate à la date du

20 juin « Des bureaux de l'étude de Me Kraft, provenant de chez Macotta, nous avons entendu et pu apprécier l'intensité d'un bruit très violent causé par des marteaux frappant assez régulièrement sur un tube appelé moule à glace. La porte de l'atelier étant grande ouverte, les ouvriers au nombre de trois travaillaient à l'intérieur mais sur le devant de la porte, le bruit qu'ils faisaient était tel qu'il était presque impossible de tenir une conversation » ; à la date du 21, à neuf heures du matin un bruit d'une violence extrême encore plus intense que celui fait la veille ; il était impossible de s'entendre à moins d'être très près et de parler à haute voix »; le même jour à dix heures « nous avons constaté la continuation du travail avec un bruit toujours aussi assourdissant », etc.; — Attendu que toutes ces constatations qui sont du 30 mai au 8 juillet 1913 démontrent bien que par leur fréquence et leur intensité les bruits provenant de l'atelier Macotta étaient de nature à troubler profondément la tranquillité des demandeurs et à les gêner dans l'exercice de leurs professions ;

En droit ; — Attendu que si le voisinage des établissements industriels nécessite de la part des voisins une certaine tolérance au point de vue des incommodités inhérentes à l'exercice de la profession, il est admis du moins par la jurisprudence que les voisins ne sont pas tenus de supporter sans indemnité les incommodités intolérables pouvant résulter par exemple du bruit, si ces incommodités sont assez graves pour empêcher les voisins d'exercer leur profession ; qu'il y a à cet égard, à tenir compte et de l'intensité et de la persistance du dommage et que les tribunaux ont sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation *(Tribunal Sousse 12 juillet 1900 affaire Kraft contre P. Kuntz)* ; — Attendu que sans aucun doute Macotta doit par conséquent être tenu d'indemniser Kraft et Gosset du préjudice qu'il leur a directement causé ;

En ce qui concerne J. B. Bortino et Modeste Bortino ; — Attendu que leur responsabilité comme bailleurs de l'immeuble loué à Macotta, découle des règles de la responsabilité civile ordinaire, qu'il y a lieu d'appliquer en l'espèce;

qu'en effet ils ont commis une faute lourde en donnant à bail à un ferblantier un immeuble qui par ses dispositions et ses dimensions, n'était manifestement pas destiné à ce genre d'industrie ; qu'ils ont aggravé cette faute en n'intervenant pas immédiatement auprès de leur locataire lorsqu'ils ont été avisés des inconvénients qui pouvaient résulter pour les voisins de l'exercice de la profession de leur preneur et qu'en ce faisant ils ont indissolublement lié leur sort à celui de leur locataire ; — Attendu qu'ils sont donc tenus au même titre que Macotta à la réparation du dommage causé par celui-ci ;

Sur le quantum des dommages-intérêts ; — Attendu que la demande de 4.000 francs est manifestement exagérée; que Kraft et Gosset n'ont d'ailleurs pas insisté, au moins dans leur plaidoirie, pour voir maintenir ce chiffre ; — Attendu qu'en raison des circonstances de la cause le tribunal estime qu'une condamnation à un francs de dommage-intérêts et aux frais constituera une réparation suffisante.

Par ces motifs ; — Condamne J. B. Bortino, Modeste Bortino, et Macotta conjointement et solidairement à payer aux demandeurs la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts ; — Les condamne en outre sous la même solidarité aux dépens.

(Min. publ. M. Vaissié, proc. ; — Mes Kraft et Boccara, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 7 mai 1915. — Présidence de* M. Bonnefond, *président.*

**Navire. Propriétaire. Responsabilité civile. Faute du capitaine. Abandon du navire et du frêt. Offre en appel. Conditions d'acceptation.**

*Le propriétaire d'un navire peut s'affranchir de la responsabilité civile qu'il a encourue par la faute du capitaine en faisant abandon du navire et du frêt, conformément à l'article 216 § 2 du code de commerce.*

*L'abandon peut être offert et en principe être accueilli en appel, à la condition toutefois que cette offre soit faite en temps opportun et utile.*

ELLETAIEF EL KALLEL C/ PIO RICOTTINI

Le Tribunal ; — Attendu que, par acte d'avoué à avoué du 18 juin 1913, Elletaief El Kellel a fait opposition à un jugement de défaut-congé du 24 avril précédent qui l'avait débouté d'un appel par lui interjeté contre un jugement contradictoire du Juge de Paix de Gabès en date du 25 janvier 1913, rendu au profit du sieur Pio Ricottini ; — Et la forme ; — Attendu que l'appel et l'opposition sont recevables.

Au fond ; — Attendu que Ricottini a réclamé solidairement à Elletaief El Kallel, reconnu co propriétaire du voilier « Bise » ainsi qu'à Mohamed Hassen, capitaine et co-propriétaire, la valeur d'un chargement de 25 tonnes de charbon de terre, embarquées à Sfax sur la « Bise » à destination de Gabès et destinées à Ricottini ; qu'il est établi que ce voilier dit « loud » ou « barque » a sombré en cours de route le 1er juin 1912 et que toute la cargaison de charbon a été perdue ; que d'après le procès-verbal de l'enquête administrative mentionnée au jugement entrepris, cet accident est dû à une faute grave du capitaine qui a laissé effectuer le voyage hors sa présence et a laissé embarquer un nombre de tonnes notablement supérieur à celui que pouvait supporter la barque ; — Adoptant au surplus les motifs du premier juge ; — Attendu que Elletaief El Kellel, persistant à contester la responsabilité de son capitaine, articule en appel quatre faits dont il offre la preuve ; — Mais attendu que ces faits qui tendraient à rejeter la responsabilité, soit sur un marin subordonné du capitaine, soit sur le chargeur qui n'a pas à vérifier la capacité du navire, soit sur le bureau du port qui n'aurait pas remis en mains propres du capitaine les papiers du bord, ne sont nullement pertinents ; — Attendu que subsidairement il demande acte de ce que, en sa qualité de propriétaire, il fait abandon du navire et du frêt conformément à l'article

216 § 2 C. Commerce ; — Qu'en effet, en principe, le propriétaire d'un navire, peut s'affranchir par ce moyen de la responsabilité civile qu'il encourt par suite de la faute du capitaine ; que l'abandon peut être offert même à titre subsidiaire et peut encore en principe être accueilli en appel ; — Mais attendu que cette offre subsidiaire d'abandon doit être tout au moins faite en temps opportun et utile ; — Que si elle avait été faite soit en première instance en janvier 1913, soit dans l'acte d'appel du 15 mars 1913, soit encore dans la requête d'opposition du 18 juin 1913, soit même, à une date rapprochée, en cours d'instance, l'intimé aurait pu encore, éventuellement par tels moyens appropriés aux circonstances, chercher à tirer parti de la barque naufragée, et en utiliser partiellement la valeur ; — Mais que l'offre faite seulement *in extremis*, par conclusions du 29 avril 1915, a été à bon droit refusée à la barre par le défenseur de l'intimé, comme actuellement dérisoire ; — Qu'on ignore si l'appelant n'a pas déjà disposé lui-même des épaves de sa barque sombrée en juin 1912 ; Qu'il n'en était pas d'ailleurs seul propriètaire, le capitaine Mohamed ben Hassen qui s'est abstenu de faire opposition au jugement de défaut congé ayant déclaré, en première instance, être en même temps co-propriétaire avec Elletaief El Kellel qui n'y a pas contredit ; — Qu'il n'y a donc pas lieu, en l'espèce, d'accueillir la demande subsidiaire.

Par ces motifs ; — Reçoit comme régulière en la forme, l'opposition au jugement de défaut congé du 24 avril 1913, ainsi que l'appel du 15 mars 1913, mais les dit mal fondés ; — Rejette les conclusions de l'opposant, tant principales que subsidaires ; — Confirme purement et simplement le jugement du 24 avril 1913 dont opposition et celui du 25 janvier 1913 dont appel ; — Dit n'y avoir lieu, au profit de l'intimé, à autres dommages intérêts que l'allocation des dépens ; — Condamne l'opposant aux dépens distraits au profit de Me Kraft aux offres de droit.

(Min. publ. M. Vaissié, subst. ; Mes Boccara et Kraft, avocats).

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 28 mai 1915. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président*

**Cession de créance. Dette du cédant ou du cédé. Défaut de mention dans l'acte. Absence de nullité. Faillite du cédant. Signification antérieure au jugement. Conséquences juridiques.**

*En matière de cession de créance, aucun texte n'exige, à peine de nullité, la mention formelle de la dette du cédant vis-à-vis du cessionnaire ou de celle du cédé envers le cédant.*

*Les créanciers du failli ne passent de la classe des ayants-droit dans celle de tiers que par l'effet du jugement déclaratif de faillite ; la signification du transport d'une créance cédée par leur débiteur, opère en ce qui les concerne, saisine complète au profit du cessionnaire, lorsqu'elle a eu lieu avant ce jugement.*

J. B. PACE c/ MENOTTI, syndic faillite BARBOT.

Le Tribunal ; — Attendu que par acte de Degut, huissier à Sousse du 11 novembre 1914 (enregistré le 12, folio 13, case 13) J. B. Pace a fait citer Menotti pris en qualité de syndic de la faillite Barbot, en restitution de 4032 fr. 35; — Attendu que par acte sous seing-privé du 29 octobre 1913 (enregistré à Sfax le 13 novembre 1913, folio 90, case 734) Barbot a déclaré céder au demandeur toutes les sommes lui restant dûes par l'Administration pour les travaux effectués par lui dans l'entreprise des têtes de siphon et maisons de garde de l'adduction d'eau de Sbeitla à Sfax ; Que cette cession a été dénoncée à M. le Receveur général des Finances par exploit d'Arnol, huissier à Tunis du 29 novembre 1913, enregistré ; — Attendu que par jugement du tribunal de céans du 26 décembre 1913, Barbot a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire; Que cette liquidation a été convertie en faillite par jugement du 26 juin 1914 et la date de la cessation des paiements fixée au 6 décembre 1913 ; — Attendu qu'au moment où le mandat afférent à la

cession susvisée et s'élevant à 12.097 fr. 05 fut remis à Pace, l'Administration des Finances exigea les acquits du demandeur, de Barbot, de Menotti et Alacchi liquidateur et coliquidateur judiciaires. (P. V. Constat Refalo du 4 juin 1914 enregistré à Sfax) : que Menotti ne consentit à donner sa signature qu'à la condition expresse que le tiers du mandat resterait entre les mains, et les deux tiers seulement seraient versés à Pace, ce qui eut lieu le 20 juillet 1914 ; — Attendu que Menotti a soutenu par voie de conclusions et et verbalement à l'audience que s'il a consenti à remettre au demandeur 8.064 fr. 70, c'est parce que ce dernier lui a affirmé qu'il était associé dans l'entreprise d'eau de Sbeïtla à Sfax dans la proportion de 1/3 pour Barbot, 2/3 pour lui et son fils, mais qu'il entendait et entend toujours se réserver la faculté de vérifier la comptabilité de Pace, relative à cette entreprise ; Que cette vérification serait nécessaire pour permettre de se rendre compte si la cession ne résulterait pas d'un concert frauduleux entre les associés ; Qu'en outre la délégation serait nulle : 1° Parcequ'elle ne mentionne ni le montant de la créance du cessionnaire par le cédant, ni le montant de celle dùe au cédant par le débiteur cédé ; 2° Parcequ'elle a été faite dans la période suspecte du 26 novembre au 6 décembre 1913 ; Que si en effet elle a date certaine du 13 novembre elle ne pouvait produire d'effet à l'égard des tiers que du jour de sa signification (Art. 1690 C. C.) qui a été formulée seulement le 29 novembre 1913 ; 3° Parcequ'elle constitue un contrat synallagmatique et qu'elle n'a pas été établie en double exemplaire conformément aux dispositions de l'art. 1325 du C. C. ; — Attendu que le syndic demande en conséquence au tribunal de déclarer nulle la cession, d'ordonner la restitution des 8064 fr. 70 versés à Pace, et subsidairement de faire procéder au préalable à la vérification des comptes du demandeur devant M. le juge-commissaire en conformité de l'art. 498 C. Commerce; — Mais attendu que les prétentions du défendeur ne paraissent pas fondées en droit ; — Qu'en effet aucun texte n'exige à peine de nullité la mention formelle

de la dette du cédant vis-à-vis du cessionnaire, ou de celle du cédé envers le cédant ; Que d'autre part les créanciers du failli ne passent de la classe des ayants-cause dans celle de tiers que par l'effet du jugement déclaratif de faillite et qu'ainsi la signification du transport opère, en ce qui les concerne, saisine complète au profit du cessionnaire lorsqu'elle a eu lieu avant ce jugement (*Aubry et Rau, tome V page 207 note 15*) ; Qu'enfin la cession n'a jamais été considérée comme un contrat bilatéral et qu'à part de très rares exceptions (par exemple art. 1 et 2 de la loi du 12 mars 1900 relative aux cessions à crédit des valeurs de bourse) le législateur n'a pas entendu subordonner la validité des cessions à une rédaction en double exemplaire de l'acte ; — Attendu en conséquence que si Menotti n'est pas en droit de réclamer la restitution des deux tiers du mandat remis à Pace il n'est pas fondé davantage à retenir le tiers qu'il a conservé par devers lui ; qu'il lui appartiendra seulement, s'il le juge utile, d'actionner le demandeur en réglement de comptes au sujet de l'entreprise générale des têtes de siphon et maison de garde de l'adduction des eaux de Sbeïtla à Sfax ;

Par ces motifs ; — Condamne Menotti en qualité de syndic de la faillite Barbot à restituer à Pace la somme de 4032 fr. 35 ainsi que les intérêts de droit ; — Le déboute de ses demandes reconventionnelles fins et conclusions ; — Le condamne aux dépens de l'instance qu'il emploiera en frais de syndicat.

(Min. publ. M. Vaissié. — Me Boccara, av. et Menotti en personne).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 21-22 — 15-30 Novembre 1916

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Institution des associations facultatives de propriétaires d'olivettes. — Arrêté du Premier Ministre réglementant les dites associations. — Paiement des dépenses de l'Etat au moyen de virements de Banque. — Réglementation de la fabrication et de la vente des produits de la mouture du blé

**Doctrine :** V. Sureau : De l'exécution des jugements non définitifs, mais contenant exécution provisoire, en matières civile et commerciale.

**Jurisprudence :** — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* : 1° Procédure à suivre au cas de revendication de la qualité de français ou de celle d'une nation étrangère. — 2° Effets, en droit italien, du défaut de consentement des père et mère, au mariage de leur fils mineur. — 3° Dignité du mari compromise par des dépenses exagérées de sa femme, des dettes contractées par celle-ci, des plaintes portées aux supérieurs de son mari, avec intention de lui nuire, faits constituant l'injure grave. — 4° Incompétence du tribunal de commerce, basée sur l'interprétation d'un précédent jugement, en suite d'une nouvelle demande tendant à obtenir l'exécution provisoire non demandée dans la précédente instance. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : — 1° Délai de prescription des créances des particuliers à l'encontre de l'Etat tunisien. Exception à la règle. 2° Effets du jugement de validation de saisie arrêt.

## LÉGISLATION

***Décret beylical*** du 23 octobre 1916 (29 hidjé 1334) *instituant des associations facultatives des propriétaires d'olivettes.*

Nous, Mohammed en Nacer Pacha-Bey, possesseur du Royaume de Tunis,

Vu le décret du 19 mai 1870 organisant le service de la Ghaba ;

Vu les décrets des 28 décembre 1902 et 17 décembre 1904 sur l'organisation de ce service ;

Vu le décret du 17 juillet 1914 confiant à l'administration des Habous les soins culturaux des olivettes habous publics ou appartenant à des incapables ou à des absents ;

Vu le décret du 4 juillet 1907 réglementant les sociétés coopératives agricoles ;

Vu le décret du 15 décembre 1896 sur la police rurale ;

Sur la proposition de notre premier ministre,

Avons pris le décret suivant ;

ARTICLE PREMIER. — Les propriétaires et toutes personnes ayant à quelque titre que ce soit la jouissance ou l'administration d'olivettes pourront former librement une association destinée à assurer les opérations ayant trait à la garde de ces olivettes, à leur conservation, à leur gestion ou à la vente des produits.

ART. 2. — Les associations seront administrées par des commissions composées de propriétaires d'olivettes adhérents dans les conditions prévues dans les règlements propres à chaque association.

Chaque commission aura qualité pour proposer les dispositions à prendre dans le périmètre de l'association en vue de réglementer :

*a*) la police générale des plantations ;

*b*) le pâturage ;

*c*) la cueillette des olives ;

*d*) le transport, l'achat et la vente des olives pendant la durée de la cueillette ;

*e*) la part contributive de chaque propriétaire ou détenteur d'olivettes, proportionnelle au montant du canoun payé par chacun d'eux et plus généralement tous droits d'entrée, cotisations ou centimes additionnels aux impôts directs.

Ces dispositions seront sanctionnées par notre premier ministre sur l'avis du conseil de contrôle et de perfectionnement prévu à l'article 3 du présent décret.

ART. 3. — Il est institué à Tunis un conseil de contrôle et de perfectionnement de ces associations comprenant, sous la présidence du secrétaire général du gouvernement ou de son délégué, un fonctionnaire de chacune des directions générales de l'agriculture et des finances, un fonctionnaire des services économiques indigènes et un membre de la Djamaïa des Habous.

Un fonctionnaire du secrétariat général ou de la direction générale de l'agriculture remplit auprès de ce conseil les fonctions de secrétaire.

ART. 4. — En attendant que leur réglementation ait pu être établie dans les conditions prévues à l'art. 2 ci dessus, les associations seront régies par arrêté réglementaire de notre premier ministre.

Jusqu'à la formation d'associations entre eux, les propriétaires, dévolutaires et administrateurs d'olivettes obligatoirement soumis au régime de la Ghaba seront régis par la législation en vigueur et par tous arrêtés réglementaires pris par notre premier ministre pour la période transitoire.

ART. 5. - - Des coopératives oléïcoles ayant pour objet l'industrialisation des produits et tous travaux d'intérêt collectifs pourront se constituer dans les formes et conditions déterminées par le décret du 4 juillet 1907 réglementant la constitution des coopératives agricoles.

Peuvent en faire partie, entre les personnes désignées à l'article premier, les industriels, fabricants, commerçants et, en général, toutes personnes vendant ou achetant des produits oléïcoles.

ART. 6. — Les infractions aux arrêtés réglementaires pris en exécution du présent décret seront constatées par les agents assermentés soit de la force publique soit des associations, et punies d'une amende de 20 à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive l'amende pourra être élevée jusqu'à 200 francs et la prison jusqu'à 2 mois.

L'article 463 du code pénal français et l'article 53 du code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues au présent décret.

ART. 7. — Les dispositions des articles 48 et 49 du décret du 15 décembre 1896 relatifs à la compétence des caïds en matière de police rurale seront applicables aux infractions commises dans les forêts des adhérents.

ART. 8. — Les maris, pères, mères, tuteurs, maitres, entrepreneurs de toute espèce seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants, pupilles, mineurs n'ayant pas plus de 20 ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers, bergers et autres subordonnés.

ART. 9. — Sont abrogés les décrets du 17 avril 1906, 11 juin 1907, 29 juillet 1911, réglementant le pacage et le parcours dans les olivettes du Sahel.

ART. 10. — Notre premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

---

***Arrêté*** du premier ministre de S. A. le Bey, en date du 24 octobre 1916.

Vu le décret du 13 octobre 1910 instituant des associations facultatives de propriétaires d'olivettes.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les commissions chargées, par application de l'art. 2 du décret du 23 octobre 1916 de l'administration des associations locales des propriétaires d'oliviers de la circonscription du contrôle civil de Sousse porteront le nom de commissions locales de la Ghaba.

ART. 2. — Le nombre des membres composant des commissions sera proportionnel à celui des propriétaires et à l'importance de la forêt, sans qu'il puisse être inférieur à 6 ni supérieur à 12. Ne pourront être désignés comme membres que les propriétaires payant une cote de canoun de 25 francs au moins.

Les membres de ces commissions locales seront présentés par les notables ayant adhéré à l'association. Ils seront nommés par arrêté du premier ministre sur la proposition du caïd et après avis du contrôleur civil.

Font partie de droit des dites commissions, les naïbs et oukils de la Djemaïa des habous.

Des amines dits « amines de la Ghaba » seront nommés par décret et assermentés ; ils seront désignés sur la proposition du caïd, au vu d'une liste de trois noms présentés par la commission locale. Ils assistent aux séances et prennent part aux délibérations avec voix consultative.

Un secrétaire comptable sera présenté par la commission à l'agrément du caïd ; il sera choisi autant que possible parmi les notaires du centre de l'association.

Les séances sont présidées par le khalifa ou le cheikh.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix : en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Le caïd remplit auprès des commissions les fonctions de délégué du gouvernement. Il transmet à l'administration générale les procès-verbaux des séances après vérification, les comptes de gestion de chaque commission.

ART. 3. — Les commissions de la Ghaba se réunissent obligatoirement aux mois de mai et de septembre de chaque année et, facultativement, chaque fois que le président le juge utile, après en avoir référé au caïd, délégué du gouvernement.

ART. 4. — Les commissions de la Ghaba ont pour attributions, outre celles prévues à l'article premier du décret du 23 octobre 1916 :

1° D'établir la liste des candidats aux fonctions d'amine de la Ghaba ;

2° De présenter à la nomination du caïd les gardes permanents ;

3° De désigner les gardiens temporaires, d'en fixer le nombre et la durée de leur surveillance ;

4° De taxer la rémunération de ces agents ainsi que celle du secrétaire comptable ;

5° D'examiner et de suggérer aux adhérents les mesures ayant pour but la conservation des oliviers, l'augmentation de leur rendement, l'amélioration des soins culturaux, les abonnements collectifs à l'eau, etc.

Lorsque la commission locale devra s'occuper de questions définies à l'alinéa précédent, le caïd devra en saisir le gouvernement tunisien, avec indication de la date de la séance pour qu'un agent technique de l'agriculture et un fonctionnaire des services économiques indigènes puissent y assister.

Art. 5. — Le secrétaire comptable dresse les procès-verbaux des séances sur un registre coté et paraphé par le caïd et tient en recettes et dépenses la comptabilité de l'association.

Il est dépositaire provisoire des fonds destinés à la rémunération de l'amine et des gardes permanents et temporaires et assure le paiement de cette rémunération aux intéressés, défalcation faite, le cas échéant, en ce qui concerne les gardes temporaires, des retenues destinées à indemniser les propriétaires victimes de vols ou de dégâts, ainsi qu'il est prévu à l'art. 9 ci-après. Il tient à cet effet : 1° un quittancier à souche : 2° un registre de comptabilité en recettes et dépenses d'après un modèle uniforme arrêté par nous sur la proposition du contrôleur civil. Le secretaire comptable aura droit à une indemnité mensuelle qui sera fixée par la commission locale.

Art. 6. — A la réunion du mois de mai, le secrétaire comptable présentera à la commission le bilan de sa comptabilité appuyé de toutes les pièces justificatives.

Le président de la commission, après vérification et approbation des comptes par l'assemblée, les fera parvenir au caïd qui les transmettra au gouvernement tunisien pour approbation définitive.

Art. 7. — L'excédent des recettes sur les dépenses sera déposé à la Banque de l'Algérie en compte-courant au nom de la commission locale de la Ghaba. Il ne pourra être retiré, en tout ou en partie, que sur acquit du président de la commission et contre signature du caïd, délégué du gouvernement.

Art. 8. — L'amine de la Ghaba est chargé de la surveillance de la forêt : il constate les délits ou contraventions et en dresse procès-verbal qu'il adresse au caïd pour être transmis à la juridiction compétente.

L'amine peut être secondé par un ou plusieurs gardes permanents choisis par lui, agréés par la commission locale et nommé par le caïd.

Art. 9. — L'amine de la Ghaba, est en outre, assisté pour la période de ramassage et de gardiennage par des gardiens temporaires désignés par la commission locale, sur la proposition de l'amine de la Ghaba qui les répartira dans les différents secteurs de la forêt. Lenr nombre sera fixé d'après l'importance de la forêt et celle de la récolte.

Conformément à l'usage établi, les gardiens temporaires sont pécuniairement et solidairement responsables pendant la période de surveillance de la récolte de tous les vols et de tous les dégats commis dans le secteur des olivettes dont ils ont la garde. Leur responsabilité est toutefois dégagée par l'arrestation du délinquant et lorsque les dommages sont causés par une force majeure, grêle, vent, foudre, sauterelles, etc. L'estimation des vols et des dégâts est faite sur la réquisition du caïd par un amine d'agriculture en présence

de l'amine de la Ghaba et des gardiens temporaires intéressés. Le montant des sommes mises ainsi à leur charge sera retenu sur leurs salaires.

Art. 10. — Le pacage des chameaux, des chèvres et des porcs est interdit, en toute saison, sur les terrains complantés d'oliviers et sur les terrains dits « meskats » de la circonscription.

Le pacage de ces animaux est également interdit sur les chemins traversant les olivettes et « meskas ». Les chameaux et les bœufs employés aux transports ou aux labours pourront cependant y pénétrer, mais devront, au repos, être entravés ou attachés ; les chameaux devront, en outre, être muselés.

Art. 11. — Le pacage des ovins et des bovins est également interdit, en toute saison, sur ces mêmes terrains, sauf les deux exceptions ci-après :

1° Chaque famille pourra laisser pacager dans l'olivette dont elle est propriétaire ou dont elle a la disposition, à quelque titre que ce soit, cinq moutons ou brebis et cinq bœufs ou vaches, mais à la condition que ces animaux seront mis dans l'impossibilité de pénétrer dans les olivettes voisines par une clôture ou par tout autre moyen.

2° En cas de sécheresse persistante et de nécessité absolue, les propriétaires de moutons pourront être individuellement autorisés par le caïd à faire pacager leurs ovins dans les « meskats » qu'ils détiennent en qualité de propriétaires ou dont ils peuvent avoir la jouissance. Le caïd devra, lors de la délivrance de chaque autorisation, indiquer les mesures de protection à prendre pour préserver les olivettes voisines et aviser sans délai le contrôleur civil et le gouvernement tunisien.

Art. 12. — L'usage des fléaux et bâtons destinés à faciliter la cueillette des olives est rigoureusement interdit dans l'étendue des forêts d'oliviers de la circonscription.

ART. 13. — La récolte devra être faite à la main et les ouvriers devront être munis d'échelles leur permettant d'atteindre et de cueillir les fruits se trouvant hors de portée.

Toutefois, en raison du très grand développement de certains oliviers, l'emploi d'une baguette flexible, n'excédant pas un mètre de longueur, est toléré pour la cueillette des fruits inaccessibles dans les conditions susindiquées.

ART. 14. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 6 du décret du 23 octobre 1916.

---

***Décret beylical*** du 20 octobre 1916 (24 hidjé 1334) *relatif au paiement des dépenses de l'Etat au moyen de virements de Banque.*

Vu notre décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique en Tunisie.

En vue de tendre comme la Métropole, d'une part, à éviter aux créanciers de l'Etat des démarches, des formalités et des retards ; d'autre part à réduire la circulation métallique et fiduciaire par une plus large utilisation des virements et compensation en Banque ;

Sur la proposition de Notre Directeur général des Finances et la présentation de notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant ;

ARTICLE PREMIER. — Tout créancier de l'Etat Tunisien, qui a un compte de dépôt ouvert à son nom à la Banque de l'Algérie ou dans une banque tunisienne possédant elle-même un compte à la Banque de l'Algérie, peut, sous les conditions indiquées au présent décret, obtenir paiement de sa créance, sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme qui lui est due au crédit de son compte de dépôt.

ART. 2. — Les paiements par virement ne sont applicables qu'aux sommes payables en Tunisie par le Receveur général des Finances ou sur son visa par les Receveurs des régies financières des villes où il existe une succursale ou une agence de la Banque de l'Algérie. Ces versements sont effectués en vertu soit d'une clause formelle des marchés soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit à défaut de facture ou de mémoire, d'une simple lettre missive adressée à l'ordonnateur compétent du trésor tunisien.

ART. 3. — L'ordonnateur prend note de l'indication et la signale sur ses ordonnances ou mandats de paiement, par l'apposition de l'emprunt d'une griffe spéciale au-dessus de l'endroit réservé au visa pour paiement du Receveur général des Finances. Si l'indication résulte d'une lettre missive, il transmet cette lettre missive au Receveur général.

Ce comptable doit, de son côté, faire état de l'indication au vu du marché, du mémoire, de la facture ou de la lettre missive, dans la forme usitée pour la surveillance et l'utilisation des procurations ordinaires que lui remettent les créanciers du trésor.

ART. 4. — Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de l'ordonnance au mandat et celle du titulaire du compte à créditer le Receveur général appose sur le titre de paiement la mention datée « Vu bon à payer » à la Banque désignée par le créancier et indique à l'encre rouge, à l'angle gauche du titre de paiement, la somme nette à porter au crédit du compte.

ART. 5. — L'ordonnateur transmet l'ordonnance ou mandat ainsi visé pour paiement à la banque désignée par le créancier, laquelle lui en accuse réception, revêt l'ordonnance ou mandat de son acquit avec mention d'inscription au crédit du compte de dépôt indiqué, et la verse soit au

Receveur local des régies financières près la succursale ou l'agence de la Banque de l'Algérie, soit au Receveur général des Finances. Ces comptables paient la Banque en un récépissé de prélèvement sur le crédit personnel qui leur est respectivement ouvert par la Banque de l'Algérie. Ce récépissé est conservé par la Banque de l'Algérie si c'est elle qui a fait le versement ; sinon la banque à qui il est délivré, le remet à la Banque de l'Algérie qui la crédite de son montant.

ART. 6. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance, ne peuvent avoir d'effet en ce qui concerne la somme portée sur une ordonnance ou mandat de paiement s'ils sont notifiés au Receveur général des Finances après que le comptable a revêtu le titre de la mention datée « vu bon à payer » dans les conditions prévues par l'article 3 du présent décret.

ART. 7. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er novembre 1916.

---

***Décret beylical*** du 18 novembre 1916 (23 moharrem 1335) *réglementant la fabrication et la vente des produits de la mouture du blé.*

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit aux meuniers, marchands de grains, boulangers, pâtissiers, sauf, pour ces derniers, la dérogation prévue à l'alinéa suivant, épiciers et marchands de denrées alimentaires, de vendre ou mettre en vente, dans toute la Régence, des farines de blé tendre, si elles ne sont pas mélangées dans la proportion d'un cinquième (20 %) au taux de blutage de 70 % avec quatre cinquièmes (80 %) de la farine de blé dur blutée et additionnée, s'il y a lieu, conformément au premier alinéa de l'article 2 ci-après. Ce mélange constitue légalement le type

supérieur pour la panification, exclusion faite de celle destinée aux hôpitaux qui sera régie, s'il y a lieu, par des arrêtés spéciaux de notre Premier ministre.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, sont autorisés la fabrication et la vente aux pâtissiers et l'emploi par les pâtissiers pour la confection des gâteaux de la farine de blé tendre blutée à 70 % sans addition de farine de blé dur. Les pâtissiers ne pourront obtenir de livraisons de farines pures de blé tendre que contre remise aux minotiers de bons qui seront délivrés par le président de la commune en quantités limitées par notre Premier ministre; ces bons seront conservés par les minotiers pour la justification de leurs ventes.

Art. 2. — Il est défendu de fabriquer, vendre ou mettre en vente de la farine de blé dur blutée autrement qu'à 70 % sans extraction de semoule. Toutefois des arrêtés de notre Premier ministre pourront, le cas échéant, autoriser l'addition à cette farine de 10 % au maximum de gruau fleur extra provenant du blutage des semoules à 60 % dont il va être ci après question.

La fabrication et la vente de la semoule de blé dur, au taux uniforme d'extraction de 60 %, sont exceptionnellement autorisées pour la consommation familiale et la fabrication des pâtes alimentaires.

Il est défendu aux boulangers de fabriquer, avec les produits de la mouture du blé dur, du pain destiné à être mis en vente ou vendu à un prix supérieur à 0 fr. 40 le kilogramme pour Tunis

Art. 3. — Les produits de la mouture de blé ne pourront circuler, être détenus ou livrés qu'en sacs portant soit sur eux-mêmes, soit sur un scellé de plomb ou d'autre métal ou sur une étiquette fixée de façon à ne pouvoir être involontairement détachée, le nom et l'adresse du minotier producteur.

Ces indications, inscrites en caractères apparents et sans abréviations, doivent être complétées, en ce qui concerne

les farines, autres que les farines pures de blé dur, et les farines de blé tendre blutées à 70 % pour la pâtisserie, par la mention « farine décret 1916 ».

Art. 4. — Les minotiers doivent inscrire sur un registre spécial, au fur et à mesure de l'entrée dans leurs moulins, les quantités de blé qu'ils achètent ou qui leur sont cédées par l'administration, et au fur à mesure de la sortie de leurs moulins, les quantités de farines, semoules et sous produits qu'ils vendent.

Ces inscriptions comportent notamment l'origine, la qualité et le prix de la marchandise, les noms et adresses des acheteurs.

Les boulangers et les pâtissiers doivent également inscrire sur un registre spécial, au fur et à mesure des livraisons, les quantités de farines qu'ils achètent, avec indication des noms et adresses des vendeurs et du prix.

Art. 5. — Des arrêtés de notre Premier ministre pris d'accord avec notre Directeur général des finances et notre Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation fixeront pour toute la Tunisie les prix de vente en gros et en détail des farines et des semoules dont le présent décret autorise la fabrication, ainsi que du pain à en provenir.

Les farines, leur mélange et les semoules ne peuvent être vendues qu'au poids, à l'exclusion de toute vente à la mesure.

Art. 6. — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution seront punies des peines inscrites à l'article 5 de notre décret du 28 septembre 1916.

En outre, le tribunal pourra ordonner que son jugement sera, intégralement ou par extraits, affiché dans les lieux qu'il fixera et dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné, sans que la dépense puisse dépasser cinq cents francs.

ART. 7. — Concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, les agents des régies financières et les agents du service de la répression des fraudes inspectent les locaux où sont fabriqués, détenus en vue de la vente ou de l'emploi, mis en vente ou vendus les produits de la mouture du blé, ainsi que ceux de la boulangerie, de la pâtisserie, de la biscuiterie et de la fabrication des pâtes alimentaires.

Ils procèdent à la vérification du registre, et, s'il y a lieu, à des prélèvements d'échantillons. Ces prélèvements seront effectués conformément aux dispositions de notre décret du 6 février 1898.

En cas d'infraction dont la constatation ne comporte pas la prise d'échantillons, un procès-verbal est dressé séance tenante, sur lequel l'agent verbalisateur doit consigner les observations de l'intéressé et, à son défaut, de son représentant.

L'intéressé ou le représentant est invité à signer le procès-verbal qui sera ensuite transmis à l'autorité judiciaire compétente.

ART. 8. — Notre Premier ministre, notre Directeur général des finances et notre Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur dans toute la Régence le 1er décembre 1916.

# DOCTRINE

## De l'exécution des jugements non définitifs, mais contenant exécution provisoire, en matières civile et commerciale.

L'exécution des jugements définitifs contre les non-mobilisés a été suspendue par les décrets des 10 août et 15 décembre 1914 et 11 mai 1915. Elle ne peut plus s'exercer, pendant le moratorium, qu'en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal. Mais la délivrance de cette ordonnance, lorsqu'il s'agit de l'exécution provisoire accordée dans une décision non définitive, semble ne pas avoir reçu à ce jour de solution, tout au moins en ce qui concerne les jugements en matière civile.

Dans l'exposé des motifs qui a précédé le décret du 11 mai 1915, M. le Garde des Sceaux s'est cependant exprimé ainsi :

« On a prétendu que la partie des motifs du second paragraphe (article 3) ne vise que les décisions devenues définitives, celle des décisions par défaut ne pouvant être autorisée, mais on n'a pas pris garde que l'autorisation d'exécuter les décisions par défaut rentre dans celle que prévoit le 1er paragraphe « continuation des instances ».

« L'expression *instance* est, en effet, employée dans le paragraphe 1er de l'article 3, dans son sens le plus large et elle englobe toutes les phases de la procédure nécessaire pour arriver à la solution du litige, depuis l'acte initial d'ajournement jusqu'à la décision finale. Le nouveau texte de l'article 3 lèvera tout doute à cet égard. Il y est spécifié, comme dans l'article 2 du décret du 15 décembre dernier, que moyennant l'autorisation du Président du Tribunal devant lequel a été portée la demande, l'instance engagée pourra être continuée jusqu'à décision définitive, c'est-à-dire jusqu'à la décision mettant fin au procès. De sorte qu'il faut conclure que lorsqu'une instance sera engagée devant le tribunal de commerce, par exemple, l'ordonnance du Président du Tribunal aura autorisé par ce fait même, l'exécu-

tion du jugement qui suivra, si ce jugement est rendu par défaut, ou s'il est simplement rendu en premier ressort, et cela par la raison qu'on ne serait pas arrivé à la solution du litige et que la décision n'a pu et pourra ne pas être une décision finale ».

Il faut en conclure, dit M. Schaffauser, directeur des « Lois nouvelles » et du « Moniteur des huissiers » que les décisions des jugements par défaut ou rendus simplement en 1er ressort, pourront être exécutées en vertu de l'autorisation du Président du Tribunal saisi. Toutefois il faudra avoir soin de faire préciser dans l'ordonnance qui autorisera la continuation des instances, l'étendue de cette autorisation, et de dire notamment qu'elle s'étendra à l'exécution de la décision à intervenir dans le cas où cette décision ne serait pas définitive.

Préalablement à ce décret du 11 mai 1915, la Cour de Pau a décidé, par arrêt du 8 mars 1915, au sujet de l'exécution d'un jugement commercial, que l'autorisation du Président du Tribunal était nécessaire, mais que cette autorisation ne pouvait être accordée parce qu'il avait été interjeté appel de la décision.

Suivant cet arrêt, le jugement commercial exécutoire par provision, mais frappé d'appel, ne peut faire l'objet d'une ordonnance d'exécution, la décision n'étant pas définitive selon les termes formels du § 2 de l'article 3 du décret du 10 août 1914.

Et la Gazette des Tribunaux annotant le même arrêt s'est exprimée ainsi :

« La solution consacrée paraît conforme au texte comme à l'esprit du décret du 10 août 1914. Si l'on étendait le pouvoir du Président aux jugements des tribunaux de commerce on obligerait ce magistrat à faire, non seulement des recherches sur la situation du débiteur, mais encore à examiner le litige en lui même, afin d'apprécier qu'elles seraient les probabilités d'une information au cas où l'appel serait porté à l'audience. »

Le 20 mars 1915, la Cour de Rouen, dans une espèce

semblable, a jugé que nonobstant les termes de l'article 647 du code de commerce, les cours d'appel avaient qualité pour vérifier si l'exécution provisoire, sans caution, d'un jugement d'un tribunal consulaire a été ordonnée légalement et réparer les illégalités commises à cet égard en première instance (1).

Mais après avoir reconnu que le tribunal du Hâvre avait régulièrement usé de ses pouvoirs, en ordonnant l'exécution provisoire sans caütion, la dite cour s'est déclarée incompétente sur l'application des décrets des 10 août et 15 décembre 1914.

Il ne restait donc plus, semble-t-il, avant le décret du 11 mai 1915, que l'arrêt de Pau et la note de la Gazette des tribunaux sus rappelés. Cependant à Paris, nous dit Mr Schaffauser, le Président du tribunal de 1re instance accordait, malgré l'appel, l'autorisation d'exécuter les jugements commerciaux, exécutoires par provision.

Mais depuis le décret du 11 mai 1915, et l'exposé des motifs si lumineux qui l'a précédé, une pratique constante acceptée par la " Gazette des Tribunaux " admet que les jugements des tribunaux consulaires ordonnant l'exécution provisoire, avec ou sans caution, peuvent bénéficier de l'ordonnance permettant d'exécuter, l'article 647 du code de commerce considérant ces jugements comme définitifs au point de vue de leur exécution.

Et M. le Président du tribunal civil de Tunis, statuant en référé sur exécution, a décidé par ordonnance du 11 septembre 1916 dans une affaire Ghezlane Salah ben Ali, contre la société des mines de Bou Jaber, que le jugement commercial y afférent pouvait être exécuté au moyen de l'ordonnance, nonobstant l'appel interjeté.

Mais le même magistrat a également déclaré le même jour au sujet d'un jugement civil frappé d'appel, que le décret du 10 août 1914 ne pouvait être interprèté et que par

---

(1) Limoges 17 août 1857. — Cassation 27 janvier 1880. — Contrà : Alger 6 août 1858. — Besançon 8 août 1868. — Gazette des tribunaux 1915-2-189.

suite, en dépit de l'exécution provisoire ordonnée, le jugement n'étant point définitif, ne pouvait faire l'objet d'une ordonnance d'exécution.

En un mot la jurisprudence à ce jour, semble donc être celle-ci : Pour les jugements commerciaux frappés d'appel l'exécution peut être ordonnée, mais pour ceux civils portant exécution provisoire, aucune exécution ne saurait être demandée si les délais d'appel ne sont pas expirés, ou aussi longtemps que la décision sur l'appel ne sera point, elle-même, devenue définitive.

Ainsi la différence de traitement est telle, que le débiteur d'un jugement civil en 1er ressort, portant exécution provisoire, peut, en usant, de l'appel et des artifices de la procédure, faire légalement attendre son créancier un an, ou deux, et devenir insolvable, alors que le débiteur d'un jugement commercial, également en premier ressort, pourra être exécuté dans le délai de deux mois environ.

Et celà, uniquement parceque l'article 647 du code de commerce qui interdit aux cours d'appel d'empêcher, par des défenses, l'exécution provisoire des tribunaux consulaires, veut que ces jugements soient considérés comme définitifs au point de vue de l'exécution provisoire. Cependant pour atténuer les rigueurs de cette disposition, le même article édicte que, suivant l'urgence des cas, la cour pourra accorder la permission de citer extraordinairement à jour et heure fixes, pour plaider sur l'appel.

Il peut donc se faire que l'appelant du jugement commercial obtienne satisfaction avant que l'appelant d'une décision en matière civile n'ait pu faire statuer sur les défenses à exécution provisoire.

D'autre part, en dépit du moratorium, on peut bien admettre que le bénéficiaire et le débiteur d'un jugement civil soient aussi intéressants que ceux d'un jugement commercial.

Si le tribunal de commerce ne peut ordonner l'exécution provisoire, nonobtant appel et sans caution, que s'il y a titre non attaqué ou condamnation précédeute, dont il n'y

aura pas d'appel (art. 439 du c. p. c.) le tribunal civil accorde l'exécution provisoire dans les mêmes circonstances.

Aussi bien, avant les hostilités ces deux exécutions provisoires ne pouvaient être enrayées, si ce n'est, dans le premier cas, par la décision sur citation extraordinaire et dans le second cas, par l'arrêt sur les défenses à exécution provisoire. Par interprétation, on peut donc dire qu'il est possible de considérer comme définitive au point de vue de la poursuite, l'exécution provisoire ordonnée dans un jugement commercial, comme celle résultant d'un jugement civil, l'un et l'autre frappés d'appel.

Et comme Mr Schaffauser, nous estimons que le Président du tribunal saisi, peut ordonner l'exécution dans les deux cas, Mr le Garde des Sceaux dans l'exposé des motifs qui a précédé le décret du 11 mai 1915 n'ayant visé les jugements du tribunal de commerce, qu'à titre d'exemple, a évidemment laissé place aux jugements civils exécutoires par provision.

V. Sureau,
*huissier à Tunis.*

---

## JURISPRUDENCE

### TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

*Audience du 3 juillet 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Etat français. Tunisie. Représentant. Résident général. Français. Qualité contestée. Action principale en justice. Contradicteur naturel. Nationalité étrangère. Revendication au profit d'un tiers. Procédure à suivre.**

*Le Résident général de la République française représente l'Etat français en Tunisie : il se trouve être comme les préfets en France, le contradicteur naturel et légitime, devant les tribunaux français de la Régence, de toute personne qui prétend se faire reconnaître la qualité de français.*

*Ce haut fonctionnaire ne saurait, à aucun titre, contredire valablement à une action tendant à la reconnaissance au profit d'un tiers, d'une nationalité étrangère.*

DAVID de MOÏSE BONAN c/ M. le RÉSIDENT GÉNÉRAL

Le Tribunal ; — Attendu que David de Moïse Bonan a assigné devant le tribunal de céans M. le Résident général de la République française pour faire dire et juger « qu'il « est sujet anglais et que, depuis sa naissance, il a le droit « de jouir de tous les avantages qui s'attachent à cette qua- « lité » ;

Mais attendu que pour un double motif cette demande est irrecevable ; — Attendu, en premier lieu, que Bonan se borne à alléguer que la qualité de sujet anglais lui a été contestée, sans fournir aucune preuve antérieure à l'introduction de son instance, de l'existence de cette contestation, sans fournir aucune précision ni sur le contestant, ni sur les circonstances dans lesquelles la contestation se serait produite ; — Attendu qu'ainsi le demandeur ne justifie pas avoir un intérêt né et actuel à engager et à poursuivre sa procédure, et que, dès lors, cette procédure manque de base ;

Attendu, en second lieu, que M. le Résident général serait dans tous les cas sans qualité pour défendre à l'action du demandeur, si elle était à ce premier point de vue jugée recevable ; — Attendu, en effet, que si M. le Résident général de la République française en Tunisie représente dans ce pays l'Etat français, et par suite, se trouve être comme les préfets en France, le contradicteur naturel et légitime, devant les tribunaux français de la Régence, de toute personne qui prétend se faire reconnaître la qualité de français, ce haut fonctionnaire ne saurait à aucun titre, contredire valablement à une action tendant à la reconnaissance au profit du demandeur, d'une nationalité étrangère, et spécialement de la nationalité anglaise ; — Attendu qu'on ne saurait d'ailleurs concevoir aucun cas dans lequel les

tribunaux français pourraient compétemment et utilement, en présence d'un contradicteur légitime, reconnaître à un individu une nationalité étrangère, si ce n'est dans l'hypothèse où s'agissant d'un procès relatif à des intérêts particuliers, la question de la nationalité étrangère se poserait accessoirement au litige principal, soit pour déterminer la loi applicable, soit pour décider de la compétence, et où, par conséquent, le contradicteur serait une des parties en cause ; — Attendu, en effet, qu'en dehors de cette hypothèse et sur une demande principale formulée comme la présente, le seul contradicteur légitime ne pourrait être que le Gouvernement étranger dont le demandeur se dirait ressortissant, solution inadmissible, un gouvernement étranger ne pouvant être appelé devant les tribunaux français sans qu'il soit porté atteinte au principe de son indépendance et de sa souveraineté ; — Attendu qu'à supposer que la demande de Bonan ait été imparfaitement formulée et que son action tende en réalité, moins à le faire reconnaître sujet britannique qu'à le soustraire par une déclaration judiciaire d'extranéité à la juridiction tunisienne, cette action ne serait pas davantage recevable, faute d'un contradicteur qualifié et d'un intérêt démontré ; — Attendu que cet intérêt existe, à la vérité, dans le cas assez fréquent où la juridiction tunisienne, saisie d'un litige mettant en jeu la personne ou les biens d'un individu qui se réclame d'une nationalité étrangère, surseoit à statuer jusqu'après décision de la juridiction française sur la question de nationalité ; — Mais attendu qu'en pareil cas et dès lors que seuls les individus prétendant à la qualité de *français* sont en mesure de faire trancher par voie d'action principale la question de leur nationalité en prenant pour contradicteur le Résident général, les parties ainsi renvoyées devant la juridiction française n'ont d'autre ressource que de porter devant cette juridiction, dans son entier, le litige primitivement introduit devant la juridiction tunisienne et de recourir ou de defendre de nouveau à l'exception de nationalité ; que c'est pour elles, en effet, dans cette hypothèse, le seul moyen de

rencontrer devant le tribunal français un contradicteur légitime, lequel n'est autre que l'adversaire de la partie qui se réclame de son extranéité ; — Attendu que le tribunal ne peut que renvoyer Bonan à se pourvoir ainsi, s'il y échet;

Par ces motifs ; — Déclare irrecevable la demande de Bonan ; en conséquence la rejette et condamne ledit Bonan aux dépens.

(Min. publ. M. de Chelre, subst. ; — Me Tibi, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 24 juillet 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Mariage. Droit italien. Mineur. Consentement des ascendants. Défaut. Faculté de demander la nullité. Cas de restriction.**

*Aux termes de l'article 63 du code civil italien, le fils âgé de moins de 25 ans, ne peut se marier sans le consentement de ses père et mère. A défaut de consentement, ces derniers peuvent demander la nullité du mariage (art. 108 c. c. italien). Toutefois cette faculté leur est refusée par l'article 109, s'ils ont expressément ou tacitement approuvé le mariage.*

Epoux Vita Calvo c/ Juliette Dumont et Moïse Calvo

Le Tribunal ; — Attendu que le 30 novembre 1915, à Tunis, Moïse Calvo, alors âgé de 19 ans, a contracté mariage avec Juliette Dumont, Française, devant deux notaires israélites, dans les formes de la religion hébraïque à laquelle appartient Moïse Calvo ; — Attendu que par exploit de l'huissier Carbonel en date du 10 décembre suivant, Vita Calvo et son épouse Mennana Calvo, père et mère dudit Moïse Calvo, ont assigné ce dernier et Juliette Dumont devant le tribunal de céans, pour faire dire et juger que leur mariage est nul pour défaut de consentement des demandeurs et par application de l'article 63 du code civil italien ; — Attendu qu'il est constant que les père et mère de Moise Calvo n'ont

pas concouru à l'acte des notaires israélites susvisés ; que, d'autre part, et en l'état de la procédure, il ne résulte d'aucune pièce qu'ils aient donné leur consentement à ce mariage ;

Attendu que cette circonstance serait certainement de nature, aux termes de l'article de la loi invoqué et aussi de l'article 108 du code civil italien, incontestablement applicables en la cause comme règles se rapportant au statut personnel de l'un des époux, à justifier l'action des demandeurs et à entraîner la nullité du mariage ; — Mais attendu qu'aux termes de l'article 109 du code civil italien, l'action en nullité ouverte par l'article 108 aux ascendants dont le consentement n'a pas été requis, n'est plus recevable si ces ascendants ont expressément ou tacitement approuvé le mariage ; — Attendu que les défendeurs se prévalent de ce texte et soutiennent qu'en fait les demandeurs ont tacitement consenti au mariage, et ce notamment en autorisant leur fils mineur à ne plus cohabiter avec eux et en le recevant et le fêtant chez eux avec sa femme ; qu'ils expliquent que l'instance actuelle n'a d'autre origne qu'une discussion d'intérêt survenue quelques jours après le mariage entre Calvo père et son fils ; — Attendu que si ces faits étaient établis, ce serait effectivement le cas d'appliquer l'article 109 susvisé et, en conséquence, de rejeter la demande ; qu'il échet donc d'autoriser les défendeurs à en rapporter la preuve ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, avant dire droit au fond, autorise les défendeurs à prouver tant par titres que par témoins, dans la forme ordinaire des enquêtes, devant M. Versini, juge à ce siège, que le tribunal commet à cet effet, les faits suivants par eux articulés, savoir : 1° que les demandeurs ayant eu connaissance du mariage de leur fils mineur Moïse Calvo avec Juliette Dumont, l'ont autorisé à quitter le domicile paternel pour cohabiter avec sa femme ; — 2° que les demandeurs ont, en outre, et en connaissance de cause, reçu chez eux, les nouveaux époux et fêté leur union ; — 3° qu'une discussion d'intérêts est survenue postérieurement au ma-

riage et antérieurement à l'introduction de l'instance entre Vita Calvo et son fils Moïse Calvo ; — Réserve aux demandeurs la preuve contraire ; — Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst.; — Mes PIÉTRA, ATTIAS et BISMUT, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1er INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 31 juillet 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président*

**Divorce. Dépenses exagérées de la femme. Fortune du mari. Disproportion. Dettes contractées. Caprices de la femme. Dignité du mari compromise. Plaintes portées par la femme aux supérieurs de son mari. Intention de nuire. Motifs constituant l'injure grave.**

**Femme catholique mariée avec un musulman. Enfant issu de leur union. Prénom catholique donné à l'enfant par la mère. Décès de l'enfant. Obsèques catholiques. Absence du mari. Motifs insuffisants de divorce.**

*En matière de divorce les dépenses exagérées de la femme, en disproportion avec la situation de fortune du mari, les nombreuses dettes contractées pour satisfaire ses caprices peuvent être de nature à compromettre le mari dans sa dignité et constituer l'injure grave prévue par l'article 231 du code civil*

*Par contre ne saurait avoir le même caractère, le fait, de la part d'une chrétienne épouse d'un musulman, en l'absence de son mari faisant campagne au Maroc, d'avoir déclaré sous un nom catholique à l'état civil de Tunis où elle résidait, l'enfant né de leur union, et lors du décès de celui-ci, de l'avoir fait inhumer, suivant la religion de la mère, sans que le père en ait été avisé.*

*L'injure peut découler du fait de plaintes déposées par la femme, entre les mains des supérieurs de son mari, dans le but de lui nuire, sans y être obligée par une faute de ce dernier ou par la nécessité.*

H..... c/ Dame D.....

Le Tribunal ; — Attendu que H..., sujet français, marié le 27 mars 1912 à Tunis, avec la dame A... D..., a assigné sa femme en divorce ;

Attendu que cette demande n'est pas, en l'état, suffisamment justifiée ; — Attendu que le demandeur allègue, en premier lieu, que la dame D.... se serait livrée à des dépenses exagérées, en disproportion avec la situation de fortune de son mari, et que, pour satisfaire à ses caprices, elle aurait contracté de nombreuses dettes ; — Attendu que la preuve de ces faits n'est pas rapportée ; que fût-elle produite, il faudrait qu'il fût en même temps établi que les dépenses et les caprices de la défenderesse étaient de nature à atteindre le mari dans sa dignité et qu'ainsi ils constituent l'injure grave prévue par l'article 231 du code civil ; — Attendu que sous le bénéfice de cette dernière précision, l'articulation ci-dessus, non encore établie, est du moins pertinente et admissible ; qu'il échet, en conséquence, d'en autoriser la preuve ;

Attendu que le demandeur prétend en second lieu trouver la justification de sa demande dans le fait non contesté par la défenderesse que l'enfant né du mariage a été contrairement « à sa volonté et à ses sentiments religieux, dé« claré à l'état civil le 13 décembre 1912, jour de sa nais« sance, sous le nom de Robert, et, lors de son décès, in« humé, sans qu'il en fût avisé, suivant la religion catho« lique » ; — Mais attendu que ce grief ne saurait avoir le caractère d'injure grave que lui attribue le demandeur ; — Attendu que ce dernier faisait campagne au Maroc et était éloigné de sa femme qui résidait à Tunis, à l'époque de la naissance et du décès de l'enfant ; qu'il n'est pas démontré, ni même allégué par lui qu'il ait interdit à sa femme de donner un prénom français à son enfant, ni qu'il ait jamais manifesté d'une manière expresse sa volonté de faire élever cet enfant dans la croyance musulmane, ni de le faire inhumer, en cas de décès, selon le rite musulman ; qu'on ne saurait donc voir dans les actes reprochés à la défenderesse des manifestations intentionnellement injurieuses pour la

religion du mari et, par conséquent, pour lui-même ; que cette intention est d'autant moins vraisemblable que la dame D., tout en donnant à son enfant le prénom français de Robert, lui a donné aussi le nom arabe de Driss qui figure à l'acte de naissance ; qu'il ne saurait, d'autre part, lui faire un grief sérieux de ce que dans l'affliction et le désarroi moral que lui causait la perte de son enfant, alors que son mari musulman était loin d'elle et ne pouvait agir sur elle ni par la persuasion, ni, au besoin, par son autorité maritale, elle ait obéi à ses scrupules religieux et fait donner à son enfant une sépulture chrétienne ; qu'au surplus il suffit de se reporter à la lettre en date du 23 février 1913, par laquelle la défenderesse a répondu à ce sujet dans les termes les plus affectueux aux reproches de son mari, pour se convaincre de la parfaite droiture du sentiment qui a inspiré les actes incriminés par le demandeur ; — Attendu, en conséquence, que le grief dont s'agit ne saurait être retenu ;

Attendu qu'en troisième lieu le demandeur reproche à sa femme l'accusation qu'elle aurait faussement portée contre lui à diverses reprises, et notamment le 4 janvier 1914, de lui avoir communiqué une grave maladie vénérienne ; — Attendu qu'il est, à la vérité, constant et non dénié, que dans une lettre en date du 4 janvier 1914, la dame D. écrivait à son mari : « Il y a six mois que je suis dans mon lit « avec une maladie contagieuse par toi qui s'appelle syphi- « lis, comme du reste du dois bien savoir » ; — Mais attendu qu'on ne saurait isoler ce passage et l'imputation qu'il contient du reste de la lettre, laquelle, loin de renfermer les reproches véhéments auxquels le fait annoncé eût pu servir de prétexte, est au contraire empreinte d'affection ; — Attendu qu'en informant son mari de la maladie dont elle se croyait atteinte, la dame D. n'a fait que lui rapporter le premier diagnostic des médecins tel qu'il paraît d'ailleurs résulter des prescriptions de ces derniers ; que si, à la vérité, ce diagnostic a été plus tard reconnu inexact, la bonne foi de la défenderesse n'en était pas moins entière ; qu'il ne

saurait donc être fait état contre elle de la lettre sus-visée ; — Attendu que l'articulation relève, il est vrai, que la dame D. aurait renouvelé son imputation fausse « à plusieurs reprises » ; — Mais attendu qu'une allégation ainsi formulée qui ne précise pas les circonstances, autres que la lettre du 4 janvier 1914, dans lesquelles le fait incriminé se serait reproduit, ne saurait être admise en preuve ; — Attendu, en définitive, qu'il échet de rejeter dès à présent, le grief dont s'agit ;

Attendu que le demandeur allègue encore que, dans le but de lui nuire, sa femme n'a cessé de déposer contre lui des plaintes entre les mains de ses supérieurs ; — Attendu que dans une lettre du 14 juillet 1912, la défenderesse a reconnu, il est vrai, qu'elle a réclamé au général, mais ajoute qu'elle ne l'a fait qu'une seule fois et qu'elle justifie cette réclamation par un certain nombre de griefs, notamment par l'insuffisance des envois d'argent que lui faisait son mari et la rareté de ses lettres ; — Attendu que le caractère injurieux de la démarche faite par la défenderesse auprès de l'autorité militaire supérieure reste donc à démontrer ; que la preuve en est d'ailleurs admissible ; qu'il y a lieu d'autoriser le demandeur à la rapporter ;

Attendu que ce dernier fait encore grief à sa femme de l'avoir injurié sur l'avenue de France à Tunis, en novembre 1914, alors qu'il était de retour du Maroc, en le traitant notamment de lâche et de canaille ; — Attendu que la défenderesse a reconnu, dans ses conclusions, la matérialité du fait allégué ; mais qu'elle soutient que ses violences de langage ont été provoquées en cette circonstance par l'attitude de son mari ; — Attendu que le tribunal ne saurait en l'état des renseignements qui lui sont fournis par les parties, apprécier la gravité de cet incident ; qu'il échet pour lui de s'éclairer à l'aide d'une enquête ;

Attendu enfin que le demandeur accuse sa femme de « mener une vie désordonnée » ; — Attendu qu'aucune preuve n'est en l'état rapportée par lui à cet égard ; qu'il y a lieu de l'autoriser à faire cette preuve ;

Par ces motifs ; — Avant dire droit au fond ; — Autorise le demandeur à prouver tant par titres que par témoins devant M. Versini, juge à ce siège, que le tribunal commet à cet effet, les faits suivants, à savoir : 1° que la dame D. a fait des dépenses exagérées, en disproportion avec la situation de fortune du demandeur ; que pour satisfaire ses caprices elle a contracté de nombreuses dettes et qu'elle a ainsi gravement compromis la dignité de son mari qui a été obligé de régler ses dettes ; — 2° que dans le but de nuire à son mari, sans y être obligée par une faute de ce dernier ou par la nécessité, la dame D. a déposé plusieurs plaintes entre les mains de ses supérieurs ; 3° qu'en novembre 1914, sans provocation ni excuse légitime la dame D. a injurié son mari publiquement sur l'avenue de France à Tunis, le traitant notamment de lâche et de canaille ; 4° que la dame D. mène une vie désordonnée ; — Réserve à la défenderesse la preuve contraire ; — Déclare dès à présent insuffisants et non fondés tous autres griefs articulés dans les conclusions du demandeur ; en conséquence rejette l'offre de preuve en ce qui les concerne ; — Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. ; — Me SMADJA et TIBI, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.).

*Audience du 7 juillet 1916. — Présidence de* M. BERGER, *vice président*

**Jugement. Commerce. Exécution provisoire non demandée ni accordée. Demande nouvelle à ces fins. Interprétation prétendue. Conséquences.**

*L'exécution provisoire du jugement à intervenir n'ayant pas été demandée dans l'exploit introductif d'instance, le tribunal ne peut statuer sur une telle question sans juger* ultra petita. *Il ne peut, par une nouvelle décision, ordonner l'exécution provisoire, sous prétexte d'interprétation, alors qu'en réalité il connaîtrait ainsi de l'exécution de ce jugement dont la cour d'appel est saisie en vertu d'un acte d'appel.*

LUMBROSO, BOCCARA et époux CATTAN c/ HAÏM ASSOUS

Le Tribunal ; -- Attendu que les consorts Lumbroso, Boccara et époux Cattan, d'une part, formant avec Haïm Assous, d'autre part, une société commerciale sous le nom de Haïm Assous et Cie suivant contrats sous-seing privé du 12 février 1905, 12 mai 1912 et 13 avril 1914, enregistrés ont assigné Haïm Assous en dissolution et en liquidation de cette société ; qu'ils ont fondé cette demande sur des difficultés graves survenues entre les associés ; qu'en raison de ces difficultés, Haïm Assous, défendeur à cette action, n'a pas résisté à la dissolution, et a même conclu à ce qu'elle fût immédiate ; — Attendu que dans cette instance, les parties ne se trouvaient en désaccord que sur deux points savoir : le mode de liquidation et la date à laquelle remontent les comptes à établir ; — Attendu que : 1°) les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, demandaient que la liquidation fût ordonnée conformément aux règles générales pour la liquidation de toutes les indivisions, en raison des difficultés existant entre les parties indivises, tandis que Haïm Assous soutenait que la liquidation devait être conforme aux conventions des parties dans leurs contrats sociaux ; — Attendu que : 2°) les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, invoquant l'erreur, la fraude et le dol, demandaient que les comptes fussent repris, vérifiés et rétablis depuis 1905, tandis que Assous soutenait que les comptes approuvés par toutes les parties jusque et y compris ceux de 1913, devaient être respectés et que la liquidation devait être basée sur les comptes seulement depuis fin de l'exercice 1913; Attendu que le tribunal a solutionné ce différend par jugement du 23 juin dernier dont le dispositif est ainsi conçu :

« Le tribunal prononce la dissolution de la société ayant existé entre les parties d'après leurs conventions du 12 février 1905, 12 mai 1912 et 15 avril 1914; — Ordonne la liquidation judiciaire de la société ; nomme à cet effet M. Grosrenaud, liquidateur ; — Et pour parvenir à cette liquidation nomme expert M. Lejeune avec mission de, serment

préalablement prêté, vérifier les comptes de la société depuis 1905 ; rechercher si les faits d'omission, d'erreur, de faux, de fraude et de dol articulés par les demandeurs sont fondés ou non ; — Dans l'affirmative, redresser les comptes, dresser le bilan définitif à la date de la dissolution.

Donner son avis sur tous les points qui divisent les parties, etc., etc. ; — Réserve les droits des parties en ce qui concerne les dommages-intérêts, réserve les dépens ».

Attendu que le tribunal estimait ainsi que les difficultés survenues entre les parties rendaient impossible toute liquidation amiable dans les termes de l'article 13 de l'acte constitutif du 12 février 1905 non modifié sur ce point par les deux actes postérieurs et donnait en conséquence satisfaction aux consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, sur le mode de liquidation ; -- Qu'il décidait que la liquidation serait judiciaire parce qu'elle ne pouvait être statutaire dans l'état des relations des parties entre elles ; — Attendu que le tribunal donnait aussi satisfaction aux mêmes demandeurs contre Haïm Assous en ce qui concerne le point de départ des comptes à vérifier et établir ; — Attendu que Haïm Assous estimant que cette décision lui faisait grief, en a fait appel par acte du 3 juillet 1916, enregistré ; — Que cet appel est rédigé en termes généraux et comprend ainsi tous les chefs du jugement attaqué ; — Attendu que cet acte d'appel contient en même temps, assignation des adversaires de l'appelant devant la Cour d'Alger en annulation et infirmation du jugement dont s'agit ; — Attendu que les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, malgré cet appel, considérant la dissolution de la société comme prononcée et, par suite, la nécessité de la liquidation comme urgente, ont demandé au liquidateur Grosrenaud de commencer ses opérations ; — Que celui-ci, parties dûment assistées, s'est présenté dans ce but, le 12 juillet 1916, au bureau de la société à Tunis ; — Que le mandataire de Haïm Assous s'est opposé à l'accomplissement de sa mission ;

Attendu qu'à la suite de ce fait, ces derniers ont alors, suivant exploit du 13 juillet 1916, assigné de nouveau,

devant le tribunal de céans Haïm Assous et le liquidateur aux fins de faire juger : 1° Que le jugement du 23 juin dernier est exécutoire par provision sans caution ; — 2° Qu'il doit être procédé aux opérations de liquidation sans attendre la fin de l'expertise sur les comptes ; — 3° Ordonner que ce nouveau jugement sur ces points sera exécutoire nonobstant toute voie de recours et vu l'urgence et le péril en la demeure par minute et avant l'enregistrement ;

Attendu que Haïm Assous a, par exploit du même jour 13 juillet, appelé les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan en référé, devant M. le Président du tribunal civil de Tunis, pour :

« Au principal, renvoyer les parties à se pourvoir, mais statuant dès à présent par provision vu l'urgence, dire que le jugement du 23 juin 1916 ne sera pas exécuté, ayant été régulièrement frappé d'appel, et n'ordonnant pas l'exécution provisoire sans caution ; — Dire que la liquidation de la société sera suspendue jusqu'après qu'il aura été statué sur le rapport de M. Lejeune, expert nommé par le dit jugement ; — Dire enfin que l'autorisation d'exécuter, même si elle est donnée dans l'intervalle, ne saurait faire obstable aux deux demandes ci-dessus indiquées » ; — Attendu qu'enfin les établissements financiers : la Banque de l'Algérie, le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte, se disant créanciers de la société Haïm Assous et Cie ont chacun, par exploit séparé, toujours de même date, c'est-à-dire du 13 juillet, formé tierce opposition au jugement du 23 juin dernier et assigné devant le tribunal de céans : 1° Haïm Assous ; 2° les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, aux fins de : — « Voir recevoir leur tierce opposition ; — Voir dire et ordonner que c'est contrairement au droit que le jugement a modifié les conventions régulièrement intervenues entre les parties au point de vue du mode de liquidation ; — Entendre dire en conséquence que la liquidation Haïm Assous et Cie se fera suivant les termes des accords intervenus entre les associés, c'est-à-dire conformément à l'article 16 du contrat du 12 février 1905 ; —

S'entendre en outre faire défense aux requis d'exécuter le jugement dont est opposition à peine de tous dommages-intérêts ».

Sur cette profusion de procédure ;

Attendu qu'il y a lieu de la souligner et de la retenir comme une preuve nouvelle: 1° De l'intensité de désaccord des parties; — 2° De l'impossibilité, dans ces conditions de se régler entre elles, pour le partage et la liquidation des biens de la société, conformément aux conventions statutaires de l'article 16 du contrat du 12 février 1905, qui présumaient la réalisation d'une entente sur l'établissement des comptes, sur la composition et la fixation de l'actif, sur son lotissement, sur son partage amiable ou sa licitation, la présence de telle personne ou tel officier ministériel qu'ils désigneront ; — 3° De la nécessité pour le tribunal de leur imposer comme il l'a fait, les règles habituelles du partage judiciaire des articles 966 et suivants du C. P. C. comme en cas de désaccord entre co-héritiers ;

*Sur la jonction des tierces oppositions à l'action nouvelle* des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan contre Haïm Assous ; — Attendu qu'elle est demandée par les premiers dans leurs conclusions ; — Attendu que Haïm Assous paraît conclure aussi, au moins implicitement à la jonction ;

Attendu qu'il ajoutait, il est vrai à ses conclusions, que la tierce opposition, ferait l'objet de conclusions séparées ; — Qu'il n'en a pas déposé d'écrites, mais qu'il a accepté de laisser les établissements financiers plaider leur tierce opposition en même temps que l'affaire entre les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan d'une part et lui, d'autre part ; — Qu'il a donc bien dès lors, accepté la jonction en fait ; — Attendu que de leur côté les établissements financiers par leur attitude aux débats et leurs plaidoiries en même temps que celles de l'affaire sur l'assignation des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, semblent bien aussi avoir acquiescé à la jonction ; — Attendu au surplus que les deux affaires : action des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan contre Haïm Assous et le liquidateur, et tierce opposition

des établissements financiers, sont connexes comme étant entre les mêmes parties et ayant le même objet ; — Qu'ainsi de toute façon et à tous les points de vue, il convient de les joindre et de statuer par un seul et même jugement ;

*Sur l'action des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan ;*

Attendu qu'il convient d'abord de rappeler aux parties, que si le tribunal, dans son jugement du 23 juin 1916, n'a pas statué sur la question d'exécution provisoire, c'est parce que les parties ne l'ont demandé ni dans l'exploit introductif ni dans leurs conclusions et qu'il ne pouvait statuer *ultra petita ;*

Attendu que c'est dans ces conditions que le tribunal doit apprécier 1° les conclusions nouvelles sur ce point, des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, dans l'affaire présente, tendant à faire décider que le jugement du 23 juin dernier, ne prononçait pas de condamnations pécuniaires et étant, d'autre part, entre co associés dont la part sociale est la plus sûre caution possible, le dit jugement doit être considéré comme exécutoire sans autre caution que la part des demandeurs dans la société ;

2° Celles de Haïm Assous tendant à faire décider que si cette interprétation était donnée au jugement du 23 juin, ce serait pour le tribunal connaître de l'exécution de son jugement et statuer contrairement à la règle de l'article 442 du C. P. C. ; que ce serait en outre empiéter sur les attributions de la Cour saisie de son appel et contrevenir aux prescriptions de l'article 458 du même code ;

3° Celles du même, tendant à faire décider que la liquidation ordonnée au jugement du 23 juin doit être subordonnée à l'expertise prescrite par la même décision ;

*Sur l'exécution provisoire du jugement du 23 juin :*

Attendu que contrairement aux prétentions des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, du moment où il n'a pas été statué sur ce point et où il ne pouvait l'être, les parties n'y ayant pas conclu, le tribunal ne pourrait, sans connaître de l'exécution de son jugement, décider aujourd'hui que l'exécution provisoire de ce jugement s'impose sans caution

autre que la part des demandeurs dans la société ; — Attendu que ce serait commettre un véritable abus de mots que de soutenir qu'en ordonnant par une nouvelle décision l'exécution provisoire d'un jugement, quand elle ne l'a pas été, le tribunal ne connaîtrait pas de l'exécution de ce premier jugement et ne ferait que l'interpréter ; — Attendu d'autre part, que les conclusions des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan tendent au fond, à mettre en échec l'effet suspensif et dévolutif de l'appel du 3 juillet et à faire exécuter au moins provisoirement le jugement ; — Or attendu que le tribunal ne peut plus connaître de cette question; — Qu'elle est soumise expressément par les articles 457 et suivants du C. P. C., à l'appréciation de la Cour saisie par l'acte d'appel et l'assignation qu'il contient ; — Qu'il s'agit là d'une difficulté dont la connaissance est attribuée par la loi à une autre juridiction que celle du tribunal ; — Que le tribunal de céans est incompétent *ratio materiæ* ; qu'il devrait même d'office, prononcer cette incompétence au cas où elle n'aurait pas été requise, tant que Haïm Assous ne se sera pas désisté de son appel;— Que loin d'apporter ce désistement, il invoque, au contraire, cet appel ;

*Sur la subordination de la liquidation à l'expertise ;*

Attendu que le tribunal n'a pas prononcé cette subordination et dit par exemple, que l'expertise aurait lieu préalablement à la liquidation ; mais, a, au contraire, spécifié que l'expertise était ordonnée pour parvenir à la liquidation, c'est-à-dire, pour en faciliter l'exécution complète et l'achèvement ; — Qu'il n'y a pas lieu à interprétation ; — Que ce chef du dispositif du jugement rentre dans les points frappés d'appel ; — Que sur cette question encore, il y a lieu de renvoyer les parties devant la juridiction saisie par l'acte du 3 juillet 1916 ;

*En ce qui concerne les tierces oppositions :*

*Sur leur caractère d'intervention ;* — Attendu que si on les considère à ce point de vue, comme le demande Haïm Assous, ces interventions doivent suivre le sort de l'ins-

tance où elles se sont produites et être renvoyées devant la Cour ;

*Sur leur caractère d'action principale ;* — Attendu que les tiers opposants se prétendent créanciers de la société dont la dissolution a été prononcée ; — Qu'à supposer cette qualité justifiée, ils ne sauraient, par analogie avec les cas prévus à l'article 882 du C. C., intervenir au procès entre les co-associés que pour éviter que le partage et la liquidation soient faits en fraude de leurs droits, et pour empêcher qu'il y soit procédé hors leur présence ; — Que l'article 1167 du même code ne fait que confirmer cette règle en disant que les créanciers peuvent attaquer les actes faits par les débiteurs en fraude de leurs droits ; — Que pour que leur action en tierce opposition soit fondée, il leur incomberait de prouver que la liquidation judiciaire, ordonnée au jugement du 23 juin dernier, est une décision rendue en fraude de leurs droits ; — Qu'ils ne rapportent pas cette preuve ni ne l'offrent ; — Qu'au surplus le mode de liquidation ordonné par le tribunal est celui institué par la loi pour assurer le plus de garantie possible aux intérêts contraires des co-partageants ; — Que les établissements financiers ne sauraient donc s'en plaindre sans faire injure à la loi ;

Attendu enfin que pour la situation de toutes ces questions le tribunal ne saurait s'impressionner de l'argument des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan consistant à dire que si le tribunal ne fait pas droit à leur conclusions :

1° la société, d'un côté, va se trouver dissoute par le commun accord des parties ; — 2° D'un autre côté, elle sera sans son liquidateur en fonctions pour gérer ses intérêts ; — Que cette situation fâcheuse pourra se prolonger pendant une assez longue durée avant que la Cour ait pu statuer ;

Attendu que la situation n'est pas telle que la présentent les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan ; — Que par suite de l'appel du 3 juillet dernier, le liquidateur désigné par le tribunal ne pouvant entrer en fonctions avant que la Cour ait confirmé, c'est l'administrateur gérant, c'est-à-

dire Haïm Assous qui reste responsable de la direction des intérêts de la société, d'après l'article 6 de l'acte constitutif du 12 février 1905 et les deux autres contrats postérieurs ;

Qu'il le reconnait ; — Qu'en fait, il continue sa gestion, et ce, à la satisfaction des créanciers intervenants ;

Attendu qu'ainsi, à quelque point de vue qu'on envisage le litige, le tribunal ne peut que renvoyer les consorts Lumbroso, Boccara et Cattan, d'une part, Haïm Assous et le liquidateur, d'autre part, les établissements financiers, pris en tant qu'intervenants, encore d'autre part devant la juridiction d'appel, et débouter les mêmes établissements financiers de leur tierce opposition considérée en tant qu'action principale.

*Sur l'application de l'article 479 du C. P. C.* aux tiers opposants et leur condamnation à l'amende :

Attendu qu'en raison du double caractère de leur tierce opposition qui apparaît d'un côté comme une intervention dans le procès entre les co-associés, et de l'autre comme une action principale, il n'y a lieu de prononcer l'amende.

Par ces motifs ; — En la forme, joint la tierce opposition considérée tant comme intervention que comme action principale à l'action des consorts Lumbroso, Boccara et Cattan contre Haïm Assous et le liquidateur ;

Au fond, renvoie.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subst. ; — Mes GUEYDAN, MOSSÉ, L. COULON et DE GENTILE, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 20 juin 1915. — Présidence de* M. BONNEFOND, *président*

**I. Etat tunisien. Décret du 12 mars 1883. Créances. Prescription à son profit. Délais. Décret du 12 mai 1906. Maintien. Exceptions.**

**II. Saisie-arrêt. Jugement de validation. Effets. Tiers-saisi. Jugement à son encontre. Débiteur pur et simple. Conséquences.**

*I. Aux termes de l'article 43 du décret du 12 mars 1883 sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat, toutes les créances qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice. Ces dispositions ont été maintenues par l'article 55 du décret du 12 mai 1906. Toutefois elles ne sont pas applicables si l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déterminés par le fait de l'administration ou par suite d'action judiciaire.*

*II. Un jugement de validation de saisie-arrêt n'emporte pas de plein droit une novation par changement de créancier: il a seulement pour effet d'empêcher qu'un paiement soit fait au créancier saisi au mépris des droits du saisissant ; seul un jugement rendu contre le tiers-saisi comme débiteur pur et simple, par application de l'article 577 c. pr. civ. pourrait équivaloir à une novation.*

Consorts Houri c/ Directeur général des Travaux publics

Le Tribunal ; — Attendu que par décret du 18 février 1902 une parcelle appartenant au sieur Youssef ben Ahmed ben Youssef ben Ahmed El Saheli El Mejoughi était expropriée pour cause d'utilité publique ; que le prix en fut fixé à l'amiable à la somme de 1.800 fr. suivant acte notarié du 2 mars 1904, et que dès le 22 avril 1904 un mandat de pareille somme fut ordonnancé au nom du propriétaire.

Attendu que les consorts Houri, créanciers du dit Youcef, avaient, par exploit du 20 mai 1903, pratiqué une saisie arrêt entre les mains de M. le Receveur Général des Finances tunisiennes sur le montant de l'indemnité d'expropriation ; qu'après l'avoir régulièrement dénoncée et contre-dénoncée, ils obtinrent à la date du 31 mars 1904, un jugement de défaut validant cette saisie ; Que ce jugement devint définitif ; qu'il fut alors établi une nouvelle ordonnance de paiement en date du 8 novembre 1905 par un mandat de 1.800 fr. au nom de Youcef, avec mention de l'opposition ;

Or attendu que par exploit du 12 septembre 1911, les consorts Houri faisaient assigner M. le Directeur Général des Travaux publics comme tiers-saisi, en lui demandant condamnation à leur profit au paiement de la dite somme de 1.800 fr. avec intérêts à partir du 31 mars 1904, outre 3.000 fr. de dommages-intérêts ; Qu'ils expliquaient n'avoir pu jusqu'alors obtenir le versement de cette somme malgré le jugement de validation, et malgré leurs multiples démarches, s'étant heurtés à une prétention de l'Etat qui leur a opposé comme acquise en 1909 la prescription quinquennale édictée par l'article 43 du décret du 12 mars 1883 ;

Attendu que cet article dispose en effet que « sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat.... toutes les créances quelles qu'elles soient, qui n'ayant pas été acquittées avant la clôture de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications snffisantes, êtres liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années à partir de l'ouverture de l'exercice.... » ; Que ces dispositions ont été formellement maintenues par l'article 55 du décret du 12 mai 1906 « faute par les créanciers de la Régence de réclamer le paiement de leurs créances avant le dernier jour du mois d'avril de la seconde année, les mandats délivrés à leur profit sont annulés, sans préjudice de leurs droits, et sauf réordonnancement jusqu'à terme de déchéance fixé et réglé par les dispositions des articles 43 et s. du décret du 12 mars 1883, qui demeurent expressément maintenues ».

Or attendu que la créance étant née à partir du contrat notarié du 2 mars 1904, a été éteinte par prescription en 1909 ; — Attendu toutefois que l'article 44 est ainsi conçu. « Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux créances dont l'ordonnancement et le paiement n'ont pu être effectués dans les délais déterminés, par le fait de l'Administration, ou par suite d'action judiciaire » ; que les demandeurs prétendent bénéficier de cette exception, en reprochant à l'Administration d'avoir entravé le règlement de la créance de Youcef soit par des exigences excessives,

soit par une longue négligence, qu'ils prétendent que, par l'effet du jugement de validation Youcef aurait cessé d'être le véritable créancier de l'Etat, les consorts Houri ayant été substitués à ce dernier. Qu'au surplus, Youcef étant mort, laissant pour héritiers sa veuve et un fils mineur, la prescription n'aurait pas couru contre eux ; — Mais attendu que les demandeurs n'ont pas justifié de la négligence de l'Administration ni d'exigences excessives de sa part : Qu'elle avait dû, pour se conformer à l'article 36 du décret du 12 mai 1906, établir les mandats successifs au nom de Youcef, véritable créancier de l'Etat, et aurait exigé, en vertu de l'article 46 l'acquit de ce dernier, le tout en présence des consorts Houri qui auraient pu toucher en donnant main-levée ; — Qu'on ne peut lui reprocher d'avoir refusé d'établir directement au nom des consorts Houri le dit mandat qu'on ne justifie même pas avoir été réclamé en temps utile;

Attendu qu'un jugement de validation de saisie-arrêt n'emporte pas de plein droit une novation par changement de créancier ; qu'il a seulement pour effet d'empêcher qu'un paiement soit fait au créancier saisi au mépris des droits du saisissant ; que seul un jugement rendu contre le tiers saisi comme débiteur pur et simple, par application de l'article 577 P. C. pourrait équivaloir à une novation ; que les dispositions des art. 548 et 550 P. C. ne sont nullement inconciliables avec celles des décrets précités.

En ce qui concerne l'effet de la prescription à l'égard des mineurs ; — Attendu qu'elle n'est établie ni en fait ni en droit ; qu'on ne précise ni la date du décès de Youcef ni le point de départ de la suspension du cours de la prescription qui par hypothèse n'aurait pas encore été acquise ; qu'en droit, d'après l'article 2.778 du C. C. les petites prescriptions courent contre les mineurs et les interdits et ne sont pas, par suite suspendues par l'effet de la minorité et de l'interdiction ; Qu'à la vérité cet article vise principalement les petites prescriptions prévues par le code civil mais que l'article 2.252 C. C. relatif à la suspension pour cause de minorité, prévoit non seulement les exceptions prévues à l'article

2.278, mais encore celles pouvant résulter de tous autres cas déterminés par la loi ; Que d'après tous les auteurs l'exception contenue dans cet article 2.252 *in fine* vise même une exception virtuelle résultant de l'esprit de la loi et des motifs qui l'ont inspirée ; — Attendu que tel est précisément le caractère et l'esprit des décrets susvisés, qui ont établi la prescription de 5 ans non pas comme étant une présomption de paiement, mais pour des motifs d'ordre public; qu'en effet les formalités administratives qui accompagnent la gestion des deniers publics et les règles de comptabilité qui protègent les finances de l'Etat n'ont pas seulement pour objet d'assuser le contrôle des dépenses, leur sincérité et leur liquidation, mais encore celui de permettre à l'Etat de se libérer dans un délai connu et déterminé ; — Que si le paiement dont s'agit avait été empêché par des exigences injustifiées de la part de l'Administration, les intéressés auraient pu tout au moins interrompre la prescription par une action judiciaire intentée avant l'expiration du terme de 1909, alors qu'ils n'ont introduit leur demande qu'en 1911; — Attendu que les demandeurs ont fait valoir enfin que les véritables victimes de la prescription ne seraient, en l'espèce que les héritiers de Youcef, dont la dette ne pourra être éteinte et contre lesquels ils se verront contraints d'exercer des poursuites ruineuses; — Attendu que si cette considération parait exacte, elle ne saurait modifier la loi, étant d'ordre purement sentimental ; qu'elle ne pourrait être invoquée qu'à l'appui d'une demande de décision purement gracieuse et humanitaire que l'Administration, seule juge en cette manière, croirait pouvoir accueillir.

Par ces motifs ; — Déboute les consorts Houri de leurs demandes fins et conclusions et les condamne aux dépens de l'instance.

(Min. publ. M. Vaissiè ; — Mes Gallini et Kraft av.).

---

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

28me Année, Nos 23-24 — 15-31 Décembre 1916

# JOURNAL DES TRIBUNAUX

## DE LA TUNISIE

### SOMMAIRE

**Législation :** Moratorium des assurances sur la vie. — Fixation des délais de prescription de l'action publique et de l'action civile pour les infractions prévues par le livre III du code pénal tunisien. — Circulaire du ministre de la justice contenant des instructions aux juges de paix pour la tenue du plumitif d'audience en vue d'un recours en cassation.

**Jurisprudence :** — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* : 1° Tarif des vacations et des frais de transport des experts en Tunisie. — 2° Conditions d'application du décret de 1870 aux israélites domiciliés en Tunisie et se disant d'origine algérienne. 3° Validité et forme des donations testamentaires d'après la loi mosaïque. — 4° Extension du moratorium des loyers des mobilisés aux locaux servant à leur commerce ; bénéfice du dit aux veuves des mobilisés morts pour la France. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Formalités légales en matière d'exercice du droit de chefaâ. — 2° Conditions d'application des dispositions de l'article 728 c. pr. civ. à l'encontre des personnes sommées de prendre communication du cahier des charges. — *Justice de Paix du Canton Nord de Tunis :* Droits et obligations du porteur d'un effet de commerce souscrit par un non mobilisé ou tiré sur lui vis-à-vis de ce dernier, des bénéficiaires et endosseurs.

## LÉGISLATION

***Décret*** du 24 novembre 1916 (28 moharrem 1335) *relatif au moratorium des assurances sur la vie.*

Vu l'article 5 du décret du 10 août 1914 suspendant, pendant la durée des hostilités, l'effet des clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou dans une date préfixe ;

Vu le décret du 15 décembre 1914 limité au décret français du même jour dont l'article 4 modifie la disposition qui précède ;

Vu le décret du Président de la République du 23 février 1915 subordonnant pour les entreprises d'assurance sur la vie l'application du bénéfice de l'article 3 du décret présidentiel du 15 décembre 1914 à la condition que l'assuré n'a pas pris l'engagement de payer à la fin des hostilités ses primes échues ;

Vu les décrets du Président de la République du 20 novembre 1915, 18 mars, 19 mai, 18 juillet et 23 septembre 1916 ;

Vu nos décrets des 3 juin, 26 juillet et 25 septembre 1916 édictant des mesures sur la vie ;

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances et la présentation de notre premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Le délai accordé par l'article 1er du décret du 25 septembre 1914 pour le paiement des sommes dûes par les entreprises d'assurances sur la vie établies en France, en vertu de police préparées en Tunisie mais domiciliées en France à une date antérieure au 4 août 1914 ainsi que pour le rachat desdits contrats, est prolongé pour une nouvelle période de 60 jours francs à compter du 1er décembre prochain. Ce délai commence à courir :

1° Au 1er décembre pour les contrats échus à la date de la publication du présent décret et dont le capital stipulé n'a pas encore été payé ;

2° A partir de leur échéance, pour les contrats à échoir depuis la publication du présent décret jusqu'au 31 janvier 1917 inclusivement.

ART. 2. — Sous réserves de la prorogation ci-dessus les dispositions des décrets des 3 juin, 26 juillet et 25 septembre 1916 sont expressément maintenues.

***Décret*** du 13 décembre 1916 (17 sfar 1335) *fixant les délais de prescription de l'action publique et de l'action civile pour les infractions prévues par le livre III du code pénal tunisien.*

Vu le décret du 23 mai 1900 sur la compétence judiciaire des Caïds et Présidents des tribunaux régionaux ;

Vu les articles 313 à 321 du code pénal tunisien ;

Vu les articles 28 du décret du 7 mars 1886 sur la protection des objets d'art et antiquités ; 1er du décret du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation du domaine public ; 10 du décret du 21 novembre 1897 sur les obligations des aubergistes et logeurs ; 12 du décret du 13 janvier 1898 sur les débits de boissons ; 2 et 3 du décret du 6 février 1898 sur la recherche et la saisie des denrées alimentaires, médicaments, boissons, etc. sujettes à la falsification, altération, etc. 8 du décret du 25 mai 1904 sur les loteries et jeux de hasard ; 19 du décret du 30 juin 1904 sur les bureaux de placement ; 12 du décret du 25 juillet 1904 sur la tenue des fondouks ; 2 du décret du 28 novembre 1904 sur l'échenillage ; 12 du décret du 13 mars 1905 sur les réunions publiques ; 6 du décret du 5 avril 1905 sur les attroupements ; 14 du décret du 7 décembre 1906 réglementant la profession de guide; 14 du décret du 6 juillet 1908 portant approbation du règlement sanitaire de la commune de Tunis; 6 du décret du 17 juillet 1908 sur les accidents du travail ; 4 du décret de la même date sur le repos hebdomadaire ; 3 du décret du 1er septembre 1908 sur la protection des olivettes contre la mouche de l'olivier ; 36 et 37 du décret du 29 juillet et 1909 sur la vérification des poids et mesures ; 8 du décret du 20 avril 1910 sur le mesurage et le pesage des marchandises ; 30 du décret du 15 juin 1910 sur la réglementation du travail ; 10 et 23 du décret du 13 mars 1913 sur l'introduction, le commerce, la détention et le port des armes en Tunisie ; 3 du décret du 8 mai 1915 portant approbation du règlement sanitaire de la ville de Sfax ; 3 du décret du 8

avril 1916 portant approbation du règlement sanitaire de la commune de la Marsa ;

Vu les décrets 17 du décret 14 octobre 1884 sur la presse ; 52 du décret du 15 décembre 1896 sur la police rurale ;

Vu l'article 1er § 2, du décret du 28 avril 1910 sur l'institution d'un Secrétaire général du Gouvernement Tunisien pour la Justice ;

Sur le rapport et les propositions du Secrétaire général pour la Justice.

Avons décrété ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Pour les infractions prévues et réprimées par le livre III du code pénal tunisien et pour les infractions prévues par nos décrets, à condition qu'elles soient punissables au maximum de 15 jours d'emprisonnement et de 20 francs d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement, l'action publique et l'action civile seront prescrites après une année grégorienne révolue, à compter du jour où elles auront été commises, même s'il y a eu procès-verbal, instruction ou poursuite, si, dans cet intervalle, il n'est point intervenu de condamnations.

ART. 2. — Les peines portées par les jugements rendus pour les infractions désignées à l'article précédent seront prescrites après deux années grégoriennes révolues, à compter du jour du jugement.

ART. 3. — Les condamnations civiles portées par les jugements de l'espèce se prescriront d'après les règles établies par le code des obligations.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret ne dérogent point aux règles particulières relatives à la prescription des actions résultant de certaines contraventions.

***Circulaire** du Ministre de la Justice aux juges de paix, contenant des instructions pour la tenue du plumitif d'audience en vue d'un recours en cassation.*

La loi du 21 décembre 1915 en ouvrant aux justiciables le pouvoir en cassation pour violation de la loi contre les décisions en dernier ressort rendues par les juges de paix, accroit l'intérêt qui s'attache à ce que les qualités de ce jugement soient rédigées avec le plus grand soin. Il est constant en effet que l'une des fins de non recevoir le plus fréquemment opposées aux pourvois en cassation existe dans l'exception de « nouveauté du moyen »; c'est à l'aide des qualités de la décision attaquée que l'on détermine habituellement si les moyens invoqués à l'appui d'un pourvoi en cassation ont été ou non présentés au juge du fond. Les qualités prennent donc, de ce chef une importance capitale puisqu'il suffirait qu'une mention y fût omise ou mal formulée pour qu'un pourvoi en cassation soit exposé à devenir irrecevable.

On est cependant journellement amené à constater que, dans la pratique les qualités des jugements de justice de paix dont la rédaction appartient aux greffiers comme devant toutes les juridictions où le ministère des avoués n'existe pas, ne contiennent que des énonciations absolument insuffisantes, quand elles ne font pas pour ainsi dire presque totalement défaut. On n'y trouve en général que les termes de la citation avec une formule type qui se borne à mentionner que « les parties ont été entendues dans les explications, plaidoiries et conclusions » sans qu'il y soit ajouté aucune indication de nature à spécifier les moyens de droit respectivement invoqués.

Il convient de mettre un terme à de pareils errements qui ne sauraient subsister, sans tenir gravement en échec l'application de la nouvelle loi, et il est essentiel de préciser les mesures qui doivent être adoptées à cet effet.

Sans doute le caractère oral de la procédure des justices de Paix qui autorise les parties à présenter en personne

leurs moyens de défense ne peut comporter un système de rédaction et de réglement de qualités analogues à celui qui est institué devant les tribunaux civils, mais il apparait néanmoins que, sans qu'il soit nécessaire d'introduire dans la procédure actuellement suivie aucune innovation proprement dite, une organisation méthodique du travail des greffiers de justice de paix réalisée avec le concours et la surveillance des magistrats tenant les audiences, suffira à assurer aux qualités une rédaction irréprochable et, en remédiant ainsi aux lacunes que l'expérience révèle, facilitera conformément aux instructions du législateur, l'application de la loi du 22 décembre 1915.

A cet effet, j'attacherai le plus grand prix à ce que les instructions suivantes soient scrupuleusement observées par les juges de paix et leurs greffiers ;

*A*. Les juges de paix devront consigner sous leur dictée à l'audience même, sur le plumitif tenu par leurs greffiers, l'énumération sommaire de tous les moyens de droits invoqués oralement par les parties respectives. Celles-ci auront d'ailleurs la faculté de demander la rectification de ce qui viendra d'être dicté en leur présence si leurs prétentions ne s'y trouvent pas fidèlement traduites.

*B*. Les plumitifs seront visés par les juges de paix aussitôt que possible, en tous cas avant que les qualités soient rédigées par les greffiers.

*C*. Au surplus lorsque les parties en cause invoquent les moyens de droit, il conviendra, tout en les laissant entièrement libres de s'en tenir à un débat purement oral, d'appeler leur attention sur l'intérêt qu'elles pourraient avoir à déposer un bulletin de conclusions écrites afin de justifier, le cas échéant, d'un façon particulièrement précise, des moyens par elles invoqués à l'audience.

*D*. Si celles-ci déféraient à cette suggestion, les conclusions ainsi déposés seront visées par les juges de paix qui pourront au besoin, opérer le retranchement des développements inutiles pour la rédaction des qualités.

*E.* Les qualités seront rédigées par les greffiers au moyen des éléments fournis par la citation et par les mentions consignées sur leurs plumitifs, ou lorsque les conclusions écrites auront été déposées en reproduisant ces conclusions soit intégralement soit en tenant compte des retranchements qui seraient opérés par les juges de paix.

Les prescriptions ainsi formulées ont pour objet de coordonner les modes de procédure strictement nécessaires pour aboutir le plus simplement possible à un résultat efficace. Elles apporteront sans doute un surcroît de travail aux juges de paix et à leurs greffiers, mais ces derniers trouveront une compensation légitime dans l'augmentation des droits de rôle qui résultera du développement plus étendu donné aux expéditions. Au surplus outre qu'il échet d'accomplir ainsi une nécessité pressante de relater fidèlement dans les qualités tous les moyens de droit respectivement invoqués, puisque le sort des pourvois en dépendra fort souvent.

En conséquence, j'insiste tout particulièrement pour que les juges de paix et leurs greffiers fassent porter toute leur attention sur cette partie importante de leurs fonctions.

---

## JURISPRUDENCE

### TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 16 octobre 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président.*

**Expert Tunisie. Taxe. Décrets du 16 février 1807. Art. 159 et 161 du 1er décret. Art. 2 du 3e décret. Tarif. Vacations. Frais de transport.**

*Aux termes des articles 159 et 161 du premier décret du 16 février 1807 et de l'article 2 du troisième décret de la même date, les architectes et autres artistes commis par un tribunal dans une ville de plus de 30.000 âmes, ont droit au tarif de Paris diminué d'un dixième, d'où il suit que les*

*vacations des experts commis par le tribunal de Tunis doivent se compter à 7 fr. 20 et les frais de transport à 5 fr. 40.*

*Il est erroné de prétendre que le tarif de Paris est seul applicable aux experts en Algérie et en Tunisie : aucune disposition légale particulière du ressort de la cour d'Alger n'est venu modifier dans ce sens les tarifs de 1807 qui font corps avec le code de procédure civile appliqué en Algérie et en Tunisie* (1).

ABITA c/ X.

Le Tribunal ; — Attendu que par ordonnance de référé du 12 juillet 1915, M. X. a été nommé expert dans un différend entre Abita et Kébaïr Bacha, avec mission « de constater l'étendue exacte de deux parcelles sur lesquelles ont été faites les coupes de fourrages par le demandeur Abita ;

Attendu qu'après avoir procédé à cette expertise, X. a déposé son rapport suivi de son mémoire comportant 38 vacations comptées à 8 francs, 44 myriamètres parcourus, comptés à 4 fr. 50 et débours montant à 24 fr. 50, au total *526 fr. 50 ;* — Attendu que X a obtenu taxe et exécutoire pour la somme de *526 fr. 50* et a fait signifier cet exécutoire avec commandement à Abita, par exploit de l'huissier Sureau du 11 avril 1916, pour avoir paiement de la somme de *326 fr. 50*, représentant le solde à lui dû, défalcation faite de la provision antérieurement versée par Abita ; - Attendu que ce dernier a régulièrement fait opposition à l'exécutoire dont s'agit ;

Attendu que cette opposition est pleinement justifiée ; — Attendu en effet que la taxe requise et obtenue par l'expert était exagérée tant en fait, en ce qu'il a compté des frais de voyage et un nombre de vacations excessif, qu'en droit, en ce qu'il a méconnu le tarif fixé en la matière ;

Attendu tout d'abord que la mission donnée par le juge des référés à l'expert consistant dans une simple opération de mesurage de terrain, X n'avait pas à étudier le dossier qui se réduisait d'ailleurs à l'ordonnance de référé, à réunir

---

(1) V. *Journal 1915 Cass. 17 nov. 1914, p. 292.*

et surtout par deux fois en convoquant par huissier les parties dans son cabinet, avant de se transporter sur les lieux; — Que les seules diligences préliminaires qu'il eût à faire consistaient dans les convocations à envoyer aux parties pour leur indiquer le jour, l'heure et le lieu de son transport, ce qui ne saurait lui être compté comme vacations ; — Attendu qu'ainsi les trois premiers articles du mémoire comportant trois vacations et un débours de 6 fr. 70 pour sommation d'huissier doivent être retranchées ; — Attendu que le défendeur fait figurer dans son mémoire quatre transports sur les lieux litigieux avec dates des 10, 17, 21 et 22 août ; — Attendu que c'est là une prétention abusive ;

Qu'en effet l'expert s'étant transporté sur les lieux, n'avait pas à revenir à Tunis chaque jour tant que dureraient les opérations ; — Attendu que, si pour des motifs de convenance personnelle, il préférait revenir à Tunis au lieu de rester sur les lieux, il n'avait pas à faire supporter aux parties les frais de chacun de ses voyages que ne lui imposaient pas sa mission, ni la nécessité de l'expertise et dont il était d'ailleurs en fait largement rénuméré par une seule indemnité de transport, la dite indemnité étant pour 11 myriamètres à 5 fr. 40 de59 fr. 40, alors que le voyage en chemin de fer de Tunis à Bordj Toum ne coûte en 1re classe que 5 fr. 70 et en 2e classe que 4 fr. 35 ;

Attendu en troisième lieu, que la visite des lieux litigieux et leur mensuration auxquelles l'expert déclare avoir consacré 16 vacations, c'est-à-dire 4 journées auraient pu certainement être faites en un temps beaucoup plus court et au plus en trois journées, surtout si l'expert était resté sur les lieux et n'avait pas perdu de temps à aller et venir entre Tunis et la propriété ; — Attendu en effet qu'il ne s'agissait pas de toute évidence de lever des lieux litigieux un plan mathématiquement exact comparable au plan d'un titre foncier ; — Qu'il s'agissait seulement de déterminer avec une approximation aussi exacte que possible les surfaces sur lesquelles avait pu se faire la récolte de fourrage ; — Attendu qu'en consacrant trois jours à ses opérations, soit

douze vacations, l'expert était donc à mesure de remplir très convenablement sa mission ; — Attendu qu'on relève la même exagération dans le décompte des vacations consacrées à l'établissement du plan et au calcul des contenances (huit vacations, soit 24 heures) alors que six vacations soit 18 heures étaient certainement plus que suffisantes pour permettre à l'expert de faire ses calculs et de dresser un plan qui bien évidemment ne devait pas avoir une rigueur d'exactitude absolue, mais être un simple croquis ;

Attendu qu'on peut regretter également que l'expert ait cru pouvoir réclamer onze vacations pour la rédaction, la lecture aux parties, la mise au net et le dépôt de son rapport; — Qu'il suffit de se reporter à ce travail, d'ailleurs consciencieusement fait, pour se convaincre qu'il n'a pu nécessiter à son auteur 33 heures de travail pour le rédiger, le copier et le déposer ; — Attendu qu'en comptant de ce chef cinq vacations c'est-à-dire 15 heures, il sera fait reste de droit au défendeur ; — Attendu enfin, que l'exposant a fait une fausse application du tarif à son avantage en ce qui concerne le prix des vacations, à son détriment en ce qui concerne les frais de transport ; — Attendu en effet qu'aux termes des articles 159 et 161 du 1er décret du 16 février 1807 et de l'article 2 du 3e décret de la même date, les architectes et autres artistes commis par un tribunal siégeant dans une ville de plus de 30.000 âmes ont droit au tarif de Paris diminué d'un dixième, d'où il suit que les vacations des experts commis par le tribunal de Tunis doivent se compter à 7 fr. 20 (et non à 8 fr.) et les frais de transport à 5 fr. 40 (et non pas seulement à 4 fr. 50) prix demandé par l'expert ; — Attendu qu'il est d'ailleurs erroné de prétendre que le tarif de Paris est seul applicable aux experts en Algérie et en Tunisie ; — Qu'en effet aucune disposition légale particulère au ressort de la cour d'Alger n'est venue modifier dans le sens ci-dessus les tarifs de 1807 qui font corps avec le code de procédure civile appliqué en Algérie et en Tunisie ;

Attendu qu'en définitive il suit des considérations ci-dessus que l'expert a droit :

| | |
|---|---|
| 1° pour son transport sur les lieux litigieux : (11 myriamètres à 5 fr. 40..... | 59.40 |
| 2° à 23 vacations à 7 fr. 20..... | 165.60 |
| 3° pour débours divers ..... | 17.80 |
| TOTAL..... | 242.80 |

Attendu qu'ainsi, Abita ayant déjà versé à l'expert 200 fr. il n'est plus dû à ce dernier que la somme de 42 fr. 80 ;

Par ces motifs; — Statuant contradictoirement en dernier ressort ; — Dit régulière et justifiée au fond l'opposition de Abita à l'exécutoire de taxe délivré à X pour la somme de 526 fr. 50 et réformant la taxe et l'exécutoire dont est opposition, fixe à la somme de 242 fr. 80 la rénumération de l'expert ; — Dit qu'il n'est dû sur la dite somme par Abita qu'un solde de 42 fr. 80 ; — Condamne en tant que de besoin Abita à payer la dite somme à X ; — Condamne ce dernier aux dépens.

(Min. publ. M. MASSÉ subst. — Mes L. COULON et GRÉBAUVAL, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

*Audience du 24 juillet 1916. — Présidence de* M. Paul DUMAS, *président*

I. Nationalité Israélite. Domicile. Tunisie. Présomption tunisienne. Preuve contraire. Naissance en Algérie. Preuve de l'établissement du père en Algérie. Bénéfice du décret de 1870.

II. Droit hébraïque. Donation testamentaire. Usage en Tunisie Motifs. Aliénation possible. Conditions.

*L'individu de race et de religion israélite domicilié en Tunisie doit être présumé tunisien, jusqu'à preuve contraire.*

*Le fait de sa naissance en Algérie après la conquête ne pourrait avoir que la valeur d'une présomption, susceptible*

*de corroborer la preuve de l'établissement du père en Algérie à l'époque de la conquête, preuve qui seule lui permettrait de bénéficier des dispositions du décret du 24 octobre 1870 et d'être considéré comme citoyen français.*

*D'après le droit hébraïque, les donations sous forme testamentaire, dénommées mehayen mlahaz mitah sont parfaitement régulières ; elles sont d'un usage courant en Tunisie, notamment la clause permettant au disposant d'aliéner de son vivant les biens donnés mais sous une forme différente : elles ont pour objet d'atténuer dans une certaine mesure la rigueur des prohibitions de la loi mosaïque en matière de dispositions testamentaires* (1).

Veuves Haddad c/ consorts Haddad

Le Tribunal ; — Attendu que par acte en date du 6 juin 1910, rédigé en langue hébraïque et passé devant deux notaires israélites de Tunis, Youda ben Ephraïm Haddad, domicilié à Nabeul, (Tunisie), a fait donation de

(1) Le testament, dans l'acception admise dans les autres lois, ne peut valablement exister en droit rabbinique.

La formule par laquelle le testateur opère le transfert d'un bien lui appartenant au profit d'un tiers, en dehors de ses héritiers légitimes, ou lègue par préciput et hors part, une somme ou une valeur à ceux-ci contre les règles régissant les successions, consacrées par la loi, telle que : Je lègue après mon décès à X..... J'institue pour mon héritier..... est nulle et sans aucune portée.

La propriété des objets légués étant acquise par ses héritiers légimes immédiatement après le décès de celui qui les a possédés, la volonté de ce dernier est sans effet et inopérente.

D'autre part, les lois de la succession etant intangibles, comme tous les autres principes fondamentaux du droit mosaique, il n'est donné à personne ni de les révoquer, ni de les modifier.

Pour obvier aux dites difficultés, le législateur a institué la donation dite « Méhayom ( ulahar Mitah » (la nue propriété dès aujourd'hui, et l'usufruit après le décès) assimilée à celle dite « de chekhib Merah » (infirme) qu'on pourrait qualifier de donation testamentaire.

Celle-ci peut être dressée soit par ministère de notaires, soit par le donateur lui-même, en observant certaines conditions indiquées par la loi.

Par cette donation, le disposant cède et transfère, dès la passation de l'acte, la nue propriété des objets, valeur ou l'immeuble lui-même, au profit du bénéficiaire, et se réserve l'usufruit, les revenus ou l'usage de la chose donnée, jusqu'au moment de son décès.

l'universalité de ses biens pour une moitié à sa femme Rachel, fille de Mardochée Doukha Guez et pour l'autre moitié à sa nièce Djemila, fille de son frère Salomon Haddad, sous cette réserve que, jusqu'à son décès, le disposant conserverait l'usufruit des dits biens et qu'il pourrait même en disposer librement et les aliéner comme bon lui semblerait, et aussi à charge par les donataires de faire, après le décès du disposant, certaines libéralités et d'assurer l'accomplissement de certains rites pour le repos de son âme ;

Attendu que Youda Haddad est décédé à Nabeul le 12 janvier 1915, sans laisser de descendants ; — Attendu que le 20 du même mois, un des frères du *de cujus*, Saïd Haddad,

---

De cette façon le donataire, tout en étant censé posséder celle-ci dès le jour où la donation lui en a été consentie par le donateur, n'en devient en réalité propriétaire absolu qu'après le décès de celui-ci.

Dans ces conditions, la donation réelle ayant été faite au moment où le propriétaire de la chose donnée avait le droit d'en disposer, est légalement valable et devient définitive le jour où ce dernier n'est plus.

Toutefois, si la donation de la nue propriété sortait son plein et entier effet contre le disposant, dès le moment où elle a été par lui consentie, celui-ci se trouverait complétement paralysé pendant toute sa vie, dans la gestion de ses biens; il ne pourrait en aucune façon en disposer et n'aurait qu'à jouir de leurs revenus jusqu'à son décès.

Afin d'applanir cette difficulté, le donateur est autorisé à se réserver, dans l'acte même de la donation, la faculté de disposer librement de tous les biens donnés comme il avisera jusqu'au jour de son décès ; ainsi tant qu'il sera vivant, il pourra gérer ses biens, les engager, hypothéquer, aliéner, en modifier la nature et la valeur etc., etc. sans que le bénéficiaire puisse s'y opposer, le droit de celui-ci étant exclusivement limité à recueillir les biens laissés par le donateur le jour de son décès.

Néanmoins, la réserve doit avoir pour conséquence de laisser le disposant libre d'administrer sa fortune à son gré, d'en modifier la composition par des ventes ou des remplois et même par des dons, à titre gratuit, à la condition que ceux-ci soient suivis de remise immédiate et effective des choses données, mais non de disposer à nouveau des biens déjà donnés par un acte devant recevoir son exécution dans un temps à venir et, notamment, après son décès.

Cette interprétation de la dite réserve est incontestable et ne peut avoir d'exception que dans le seul cas où le donateur se serait réservé explicitement dans l'acte de donation, la faculté de révoquer celle-ci et de disposer des biens y mentionnés par un nouvel acte au profit d'autres personnes.

a requis l'apposition des scellés sur les biens de la succession ; que la dame Rachel Guez, veuve de Youda Haddad, s'est opposée à cette mesure en invoquant la donation qui la rendait seule propriétaire, avec sa nièce Djemila, de tous les biens laissés par le défunt ; que, néanmoins, et la validité de la dite donation étant contestée, le juge des référés a ordonné qu'il serait passé outre à l'apposition des scellés ;

Attendu que par exploit en date du 12 février 1915, les dames Rachel Guez et Djemila Haddad ont assigné devant le tribunal de céans les deux frères du défunt, Saïd Haddad et Cheloumou (Salomon) Haddad de Nabeul, ses deux sœurs Louna, épouse de Cheloumou Haddad de Tunis, Hbaïka, épouse de Mardochée ben Freidja Haddad, et ses neveu et nièce Haï Guez et Zaïza, épouse d'Ephraïm ben Mardochée Haddad, pour faire dire et juger que les femmes défenderesses n'ont aucun droit, d'après la loi mosaïque, dans la succession du défunt, que ses frères en sont déchus par l'acte du 5 juin 1910, que tous les biens laissés par Youda Haddad doivent être attribués aux demanderesses en vertu du dit acte; en conséquence voir ordonner la levée des scellés sans inventaire et la remise des biens aux deux donataires, s'entendre enfin tous contestants condamner en dix mille francs de dommages-intérêts, le tout avec exécution provisoire ;

Attendu que sur cette assignation Cheloumou (Salomon) Haddad de Nabeul, Hbaïka, Haï Guez et Zaïza sus nommés ont déclaré s'en rapporter à justice ; — Attendu que Saïd Haddad et la dame Louna Haddad résistent au contraire, à la demande, contestant la validité de la donation et concluant à la dévolution et au partage de la succession d'après les règles du droit français entre les frères et sœurs du *de cujus*, comme seuls habiles à lui succéder, la dame Louna demandant, en outre, la condamnation des demanderesses en dix mille francs de dommages-intérêts, et Saïd Haddad demandant subsidiairement la désignation d'un administrateur provisoire à la succession ;

Attendu que pour contester la validité de la donation dont se prévalent les demanderesses, Saïd Haddad et la dame Louna Haddad soutiennent : 1° que le *de cujus* était citoyen français et que la donation par lui faite réservant au donateur la faculté de disposer des biens donnés, cette donation doit être déclarée nulle comme faite en violation du principe de l'irrévocabilité des donations et de la règle « donner et retenir ne vaut » ; 2° que la donation est d'ailleurs nulle au regard de la loi mosaïque dont elle violerait les dispositions ; 3° qu'enfin la donation doit être annulée comme ayant été faite par Youda Haddad alors qu'il ne jouissait pas de la plénitude de ses facultés mentales et était hors d'état de donner un libre consentement ;

*Sur le premier moyen : Nullité de la donation au regard de la loi française.*

Attendu qu'une première observation s'impose, à savoir qu'en admettant que Youda Haddad fût citoyen français et que la donation, objet du litige, doive être régie par la loi française comme le soutiennent les défendeurs, il n'apparaît pas que cette donation puisse être déclarée nulle comme faite en violation du principe de l'irrévocabilité des donations, tout au moins en ce qui concerne la libéralité consentie par le disposant au profit de Rachel Guez, sa femme ; Qu'en effet, s'agissant, en ce qui concerne cette dernière, d'une donation entre époux, c'est précisément le principe de la révocabilité et non celui de l'irrévocabilité qui gouvernerait la disposition litigieuse, de sorte qu'en stipulant la réserve pour lui du droit d'aliéner jusqu'à son décès les biens donnés, le disposant n'aurait fait, en définitive, que rappeler expressément un des caractères essentiels de ces sortes de donations inclus dans l'article 1096 du code civil ; — Mais attendu qu'il faut aller plus loin et dire que le premier moyen est sans valeur et qu'on ne saurait apprécier la validité de l'acte du 6 juin 1910 d'après la loi française qui est inapplicable en l'espèce ; — Attendu, en effet, qu'il s'agit d'un acte de disposition passé en Tunisie par

un sujet tunisien qui était seulement protégé français ; — Attendu que cette qualité est attribuée à bon droit au *de cujus* Youda Haddad dans une patente de protection délivrée par le Contrôleur civil, Vice-consul de France à Grombalia ; — Attendu que Youda Haddad de race et de religion israélites, domicilié en Tunisie, doit être en effet présumé tunisien, jusqu'à preuve contraire ; — Attendu que les défendeurs ne rapportent pas cette preuve ; — Attendu qu'ils s'efforcent de démontrer que Youda Haddad est né à Oran vers 1836 ou 1837, d'un père qui était lui même établi en Algérie au moment de la conquête, et qu'ainsi il bénéficierait des dispositions du décret du 24 octobre 1870 et devrait être considéré comme citoyen français ; — Attendu que seule, la deuxième partie de cette allégation, à savoir que le père du *de cujus* était établi en Algérie à l'époque de la conquête, a de l'intérêt pour la détermination de la nationalité, aux termes de l'article 1 du décret du 7 octobre 1871, et que le fait de la naissance de Youda Haddad en Algérie après la conquête, (premier terme de la même allégation) n'est pas déterminant en lui-même, et ne pourrait avoir tout au plus que la valeur d'une présomption susceptible de corroborer la preuve de l'établissement antérieur du père en Algérie ; — Attendu que c'est seulement à ce titre et dans cet esprit qu'il y a lieu d'examiner la preuve que les défendeurs prétendent rapporter de la naissance de Youda Haddad en Algérie ; — Or, attendu que les justifications rapportées à cet égard sont manifestement insuffisantes ; — Attendu qu'elles consistent, d'une part, dans un acte de notoriété dressé à Aïn-el-Arba le 10 mars 1916 et dans un certificat délivré le 14 mars 1916 par un certain nombre d'habitants de la commune de Bou-Tlélis (enregistré à Aïn Temouchent le 16 mars 1916 folio 38 numéro 656), d'autre part, dans les déclarations émanant de Youda Haddad lui-même, et contenues soit dans des actes transcrits sur des titres fonciers, soit dans une lettre du dit Youda à son frère Saïd en date du 9 février 1896 (non enregistrée mais qui le sera en même temps

que le présent) et dans laquelle il déclare : « que d'après ce « qu'il a appris de son père, ce dernier avait pris sa mère, « la fille de Messaoud Saïd, d'Oran, l'avait épousée à Oran, « trois enfants y compris lui, Youda, étaient nés de ce mariage « à Oran, d'où leur père les avait emmenés en bas âge... »; — Mais attendu que l'acte de notoriété du 10 mars 1916 a pour témoins, et que le certificat du 15 mars 1916 a pour signataires, des personnes qui ne sont manifestement pas en mesure d'attester avec certitude la date très ancienne et le lieu de naissance du *de cujus ;* qu'au surplus, ces pièces sont contredites par un acte de notoriété en date du 19 juin 1916 (traduction Chemla n° 13390) produit par les défendeurs, dressé à Nabeul et duquel il résulte que Youda Haddad serait bien né dans cette ville ; — Attendu, d'autre part, que les déclarations de ce dernier, si elles peuvent établir la conviction qu'il avait sans doute d'être originaire d'Oran, ne sauraient, en aucune mesure, à défaut d'une preuve authentique, établir ce fait lui-même ; — Attendu que s'il est impossible de trouver dans les documents produits la justification de l'allégation des défendeurs suivant laquelle Youda Haddad serait né en Algérie, il est non moins impossible, même par voie d'induction, d'y trouver une preuve quelconque de l'établissement du père de Youda Haddad en Algérie, au moment de la conquête, seul fait déterminant en la matière ; — Attendu que les défendeurs ont, il est vrai, fait valoir que l'un d'eux, Saïd Haddad et son fils Fraïem dit Alfred, le premier, frère et le deuxième, neveu du défunt, étaient citoyens français, Saïd ayant été inscrit sur les listes électorales de Bou Tlelis et d'Aïn-el-Arba, et Fraïem ayant fait son service militaire comme appelé de la classe 1907, et que, par conséquent, Youda Haddad devait, comme eux, avoir bénéficié du décret de 1870 ; — Mais attendu qu'il a été reconnu, au cours de la procédure, que Saïd Haddad, qui effectivement, avait été inscrit sur les listes électorales d'abord à Bou Tlelis, puis à Aïn-el-Arba, en a été rayé dans cette dernière commune comme étant d'origine tunisienne, et qu'il n'a exercé aucun recours contre cette décision (certificats du maire et du

greffier de la justice de paix d'Aïn-el-Arba en date du 2 septembre 1916 enregistrés à Tunis nos 1112 et 1114 le 9 octobre 1916) ; que, d'autre part, son fils Fraïm a été appelé sous les drapeaux, non pas comme ayant acquis de son père la qualité de citoyen français, mais bien comme fils d'étranger, né et domicilié en France à l'époque de sa majorité (certificat du maire d'Aïn-el-Arba en date du 2 septembre 1916 enregistré à Tunis le 1er octobre 1916) ; — Attendu que les justifications proposées par les défendeurs se retournent ainsi contre eux ; — Attendu, au surplus, que la présomption sur laquelle se fonde la nationalité tunisienne de Youda Haddad se trouve confirmée par tous les éléments de la cause et spécialement par la possession d'état ; — Attendu qu'il a de tout temps été considéré par les autorités de la Régence et par ses coreligionnaires de Nabeul, comme sujet tunisien ; — Attendu que c'est en cette qualité qu'il a été nommé en 1887 conseiller municipal de Nabeul par un décret qui le désignait comme étant « caïd des israélites » dans cette région ; — Attendu que si le *de cujus* a exercé pendant un certain temps les fonctions d'agent consulaire de France à Nabeul, cette circonstance ne prouve nullement qu'il ait jamais été réputé citoyen français, les agents consulaires ne faisant pas partie des cadres et étant choisis parmi les habitants recommandables du pays sans condition de nationalité française ; — Attendu que lors de la révision de la liste des protégés français qui a été faite dans la Régence en 1896 1897 avec le plus grand soin, à la suite d'enquêtes approfondies en vue d'arrêter définitivement cette liste et de distinguer des simples protégés, les algériens d'origine, investis de la qualité de sujets ou de citoyens français, Youda Haddad a été maintenu comme tunisien protégé, qualité qui était d'ailleurs reconnue en même temps à ses frères, sans qu'aucun d'eux ait fait entendre aucune protestation ; — Attendu enfin que la possession d'état de tunisien de Youda Haddad résulte encore de ce que, sans y avoir aucun intérêt apparent, il s'est constamment comporté lui-même, dans tous les actes de sa vie, comme tunisien, ne revendiquant rien d'autre que la pro-

tection française et continuant ainsi la tradition de ses ascendants qui appartenaient avant lui à la communauté israélite de Nabeul, habitaient cette ville et y ont été inhumés ; — Attendu qu'il est ainsi surabondamment établi que Youda Haddad était tunisien ; que, dès lors, la loi française ne saurait ni gouverner la dévolution des biens composant sa succession, ni servir à l'appréciation de l'acte par lequel il a disposé de ses biens ;

*Sur le deuxième moyen : Nullité de la donation au regard de la loi mosaïque) ;* — Attendu que ce moyen ne saurait être non plus accueilli ; — Attendu que la donation attaquée qui relève exclusivement du droit hébraïque, en raison de la nationalité du disposant, satisfait à toutes les conditions de validité exigées par le droit et par la coutume immémoriale des israélites tunisiens ; — Attendu que ces sortes de donations qui sont dénommées « Mehayem mlahaz mitah » (la nue-propriété, dès aujourd'hui, et l'usufruit après le décès), et ont pour objet d'atténuer dans une certaine mesure la rigueur des prohibitions de la loi mosaïque en matière de dispositions testamentaires, sont d'un usage courant en Tunisie et leur validité est constamment consacrée par le tribunal rabbinique ; qu'il en est ainsi spécialement de la clause particulièrement critiquée par les défendeurs qui permet au disposant d'aliéner de toute manière de son vivant les biens donnés, pourvu que ce ne soit pas par une donation semblable faite au profit d'un tiers ; — Attendu que les défendeurs ont fait plaider sans plus de raison qu'il y aurait violation de la loi rabbinique dans une clause de la donation par laquelle le *de cujus* attribuait en cas du décès de l'une des donataires, Jamila Haddad, les biens donnés à ses descendants ; qu'ils ne rapportent aucune justification légale de leurs prétentions à cet égard, et qu'au surplus l'évènement du décès de Jamila ne s'étant pas produit, la question de la validité de la donation faite à ses descendants n'a pas à se poser et doit, en conséquence, rester sans influence sur le droit de Jamila elle-même ;

*Sur le 3e moyen : (Absence de consentement du donateur) ;* — Attendu que ce troisième moyen n'est pas mieux fondé que les précédents ; — Attendu que la donation litigieuse a été faite par Youda Haddad, devant notaires, c'est-à-dire avec toutes les garanties de liberté désirables; qu'elle a été signée par le donateur et qu'aucune de ses dispositions ne révèle un trouble quelconque dans l'esprit ou les intentions de ce dernier ; que cet acte porte ainsi en lui-même la preuve suffisante de la libre détermination de son auteur ; — Attendu que les défendeurs n'allèguent d'ailleurs aucun fait précis contemporain de la donation et susceptible d'établir l'insanité du disposant ou une contrainte quelconque exercée sur son consentement ; — Attendu que, vivant dans l'intimité de Youda Haddad, ou ayant tout au moins avec lui des rapports constants et étroits, ils en ont eu connaissance dès l'origine ; qu'ils n'ont cependant élevé sur le champ contre l'exhérédation dont ils étaient l'objet aucune protestation ; que spécialement Saïd Haddad après avoir, postérieurement à la donation, marié son fils Fraïm avec la demoiselle Jamila, une des donataires, n'a songé à attaquer la donation qu'après le décès du dit Fraïm ; — Attendu qu'il est constant que, même à cette époque, c'est-à-dire près de cinq ans après la donation, le *de cujus*, bien que très âgé et fortement ébranlé par le meurtre de son neveu accompli sous ses yeux, avait conservé la plénitude de ses facultés mentales et le libre exercice de sa volonté ; — Attendu qu'aucun doute ne saurait subsister à cet égard en présence des premiers résultats d'une procédure d'interdiction engagée par une de ses parentes contre le *de cujus* et qui a été interrompue par son décès ; qu'au cours de cette procédure le conseil de famille de Youda Haddad a donné un avis défavorable à l'interdiction demandée, et cela après vérification par un rabbin, de son état mental ; que, d'autre part, l'interrogatoire auquel le *de cujus* a été soumis par le magistrat commis au cours de la même procédure ne révèle nullement chez lui une abolition de la volonté et de la lucidité mentale ; — Attendu qu'en cet état, la preuve offerte par les défendeurs de l'insanité du

*de cujus* est dénuée de pertinence et doit être rejetée ; — Attendu, en définitive, qu'aucun des griefs allégués par les défendeurs ne résiste à l'examen et ne saurait être retenu ; qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande des dames Rachel Guez et Jemila Haddad en ce qui concerne la levée des scellés et leur envoi en possession ; — Attendu qu'il est d'autre part indéniable qu'en résistant à la demande dont ils ne pouvaient méconnaître la légitimité, et, en retardant leur entrée en jouissance des biens du *de cujus*, Saïd Haddad et Louna Haddad ont causé aux demanderesses un préjudice dont ils leur doivent réparation ; — Attendu que le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer à cinq cents francs pour chacun de ces défendeurs le montant de ce préjudice ; — Attendu qu'il y a lieu, par voie de conséquence, de débouter les défendeurs de leur demande reconventionnelle tendant pour la dame Louna à des dommages-intérêts et pour Saïd à la désignation d'un administrateur provisoire ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement, en premier ressort ; — Déclare valable au regard de la loi mosaïque, seule applicable en l'espèce, à l'exclusion de la loi française, la donation du 6 juin 1910 ; — Autorise en conséquence, les donataires, dames Rachel Guez et Jemila Haddad à se mettre, par toutes les voies de droit, en possession de tous les biens de feu Youda ben Ephraïm Haddad, tels qu'ils existaient au jour de son décès et ce, sans être tenues d'en faire inventaire et de rendre compte de la gestion de ceux de ces biens qu'elles auraient pu détenir depuis le décès du disposant ; -- Condamne, en tant que de besoin, tous détenteurs des dits biens et spécialement les défendeurs, à en faire la remise aux dites dames Rachel Guez et Jemila Haddad ; — Ordonne qu'il sera procédé à leur requête et par les soins du magistrat compétent à la levée des scellés ; — Condamne Said ben Ephraïm Haddad et Louna, épouse Cheloumou Haddad, à payer chacun la somme de 250 francs à chacune des deux demanderesses à titre de dommages intérêts ; — Déboute les demanderesses de toutes plus amples demandes, fins et conclusions, et les défendeurs

des fins de leurs demandes reconventionnelles ; — Donne acte aux défendeurs Cheloumou ben Ephraïm Haddad, épouse Mardochée ben Freidja Haddad, Haïm ben Haïm ben Haïm Guez, épouse Ephraïm ben Mardochée Haddad, de ce qu'ils ont déclaré s'en rapporter à justice ; — Condamne Saïd ben Ephraïm Haddad et la dame Louna, épouse Cheloumou Haddad conjointement en tous les dépens.

(Min. publ. M. Massé, subst. ; — Mes Jacques Scemama, Coulon, Smaja, Nataf, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (Référés).

*Audience du 23 novembre 1916. — Présidence de* M. Paul Dumas, *président*

**Guerre. Mobilisés. Appartements. Locaux à usage de commerce ou d'industrie. Loyer. Non exigibilité. Terme de droit (1re espèce).**

**Veuves de mobilisés ou disparus. Membres de la famille habitant avec eux. Loyer. Situation identique (2e espèce).**

*Les loyers dûs par les mobilisés ne sont pas exigibles, même ceux s'appliquant aux locaux où ils exercent leur industrie ou leur commerce : ils bénéficient d'un véritable terme de droit et aucune mesure conservatoire ne peut être prise à leur encontre (1re espèce).*

*Ce délai de droit bénéficie aux veuves des mobilisés morts ou disparus et aux membres de leur famille habitant avec eux les lieux loués (2e espèce).*

**1re Espèce**

De Lamothe c/ Jossé

Nous Président ; — Attendu qu'aux termes du décret beylical du 2 novembre 1914 et des décrets subséquents qui ont prorogé l'échéance des loyers en faveur des mobilisés, ces loyers ne sont pas exigibles ; — Attendu qu'il suit de là que Jossé, qui est actuellement sous les drapeaux ne saurait être tenu de payer ses loyers ; — Qu'il importe peu qu'il s'agisse de locaux dans lesquels il exerce une industrie ou un commerce; qu'en effet aux termes de l'article 2 du décret sus-visé, le moratorium des loyers s'étend aux locaux servant au commerce ou à l'industrie du mobilisé ;

Attendu que dans ces conditions il ne saurait être pris une mesure d'aucune sorte à l'encontre du défendeur qui bénéficie d'un véritable terme de droit.

Par ces motifs ; — Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir ; — Déboutons de Lamothe de sa demande.

(Mes Piétra et Mifsud, av.).

---

**2e Espèce**

De Clermont-Tonnerre c/ veuve Weber

Nous Président ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1er du décret beylical du 2 novembre 1914 et des décrets subséquents pris en la matière, les loyers des mobilisés ne sont pas exigibles ; — Attendu d'autre part qu'aux termes de l'article 2 du décret beylical du 27 mars 1915, le délai de droit ainsi institué bénéficie aux veuves des mobilisés morts ou disparus et aux membres de leur famille habitant avec eux les lieux loués ; — Attendu que les décrets subséquents ont maintenu aux veuves des mobilisés cette faveur qui s'étend d'ailleurs même aux locaux dans lesquels le mobilisé exerçait un commerce ou une industrie et ce, aux termes de l'article deux du décret sus-visé du 2 novembre 1914 ;

Attendu que la dame Virginie Olmi est veuve de Aloïs Weber mort sous les drapeaux ; qu'elle est donc fondée à invoquer le bénéfice des dispositions qui précèdent ; — Attendu que cela étant, il ne saurait être pris à son encontre une mesure conservatoire d'aucune sorte ;

Par ces motifs ; — Au principal renvoyons les parties à se pourvoir ; Déboutons le demandeur de sa demande.

(Mes Piétra et Eyquem, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 24 juin 1915. — Présidence de* M. Bonnefond, *président*

**Chefaa Exercice du droit. Rites hanéfite et malékite. Formalités légales. Accomplissement. Délai utile.**

*D'après le rite hanéfite, le droit de chefaa peut être exercé par le propriétaire voisin : ce droit n'appartient qu'au copropriétaire, d'après le rite malékite.*

*Quel que soit d'ailleurs le rite, l'exercice du droit de chéfaa est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités légales qui doivent être accomplies dans un délai utile.*

MOHAMED BEN MESSAOUD C/ GEORGES AVVOCATO

Le Tribunal ; — Attendu qu'à la suite d'une saisie réelle pratiquée par un sieur Portelli à l'encontre de Brahim Sahmoum, les 17/24 en indivis d'une maison portant le n° 9 de la rue « Cadi » à Sfax furent adjugés à un sieur Sabban par jugement du 13 janvier 1911 ; mais qu'à la suite d'une surenchère, Georges Avvocato fut, par jugement du 18 janvier 1911, déclaré adjudicataire de la portion saisie, pour le prix principal de 2.700 francs ; que peu après, et suivant acte sous-seing privé daté du 14 février 1911 enregistré, il la revendit au saisi Brahim Sahmoun, qui lui en avait demandé la rétrocession, pour le prix de 3.500 francs payable en trois années ; — Attendu que par acte notarié du 16 février 1911 Mohamed ben Said ben Messaoud déclara vouloir exercer le droit de cheffaa à l'encontre d'Avvocato ; que par exploit du 20 février il signifia cet acte en faisant offre d'une somme de 2.950 francs ; que Georges Avvocato étant absent, l'exploit fut remis à son frère Joseph qui déclara n'avoir aucune connaissance de l'affaire et refuser les offres ; — Attendu que Mohamed renouvela cette signification par exploit du 22 février 1911 en offrant cette fois à Georges Avvocato la somme de 3.037 francs que ce dernier refusa en déclarant « que sur les instances du propriétaire saisi, Brahim Sahmoun, il lui avait vendu le lot acheté par lui à la barre du tribunal » ; que Mohamed ben Said Messaoud s'adressa ensuite le 16 mars 1911 au Mufti hanéfite de Sfax pour faire confirmer la chaffaa ; que les notaires procédèrent à cette formalité par acte du 22 mars 1911 qui fut notifié à Avvocato par exploit du 28 mars ; — Attendu que jusqu'alors les offres faites et refusées n'avaient été suivies d'aucune consignation ; que Mohamed ben Said ben Messaoud les renouvela par exploit du 9 juillet 1912 enregistré, puis en opéra, le lendemain la consignation à la caisse des dépôts ;

Attendu que c'est dans ces conditions qu'il a assigné Georges Avvocato par exploit du 23 juillet 1912, enregistré, pour voir prononcer la validité des offres et consignation comme régulières, suffisantes et libératoires; que cette validité les faisait assimiler à paiement définitif et aurait pour résultat de faire reconnaitre la validité de la cheffaa que le demandeur a cru pouvoir exercer ; — Mais attendu que le cheffaa n'était pas recevable en l'espèce ; Que l'eût-elle été, les conditions exigées par la loi n'en ont pas été remplies ;

Attendu que l'immeuble saisi appartenait pour les 17/24e au saisi et pour le surplus à une dame Fahtouma dite El-Beya ; qne Mohamed ben Saïd ben Messaoud n'en était pas co propriètaire mais voisin ; que seul le rite hanéfite pourrait lui conférer à ce titre le droit de chefaa, le rite mal ekite ne l'autorisant qu'au profit du co-propriétaire ; que c'est en effet le rite hanefite que Mohamed ben Saïd a entendu exercer ayant eu le soin de recourir au Mufti Hanéfite de Sfax ; — Attendu que, quel que soit d'ailleurs le rite, l'exercice du droit de cheffaa est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités légales qui doivent être accomplies dans un délai utile ; que notamment la consignation du prix (à défaut d'offres acceptées) doit être effectuée immédiatement après l'autorisation donné par le cadi aux notaires, de dresser l'acte de cheffaa, ou dans un bref délai imparti par ce magistrat ; or attendu que l'autorisation étant du 16 mars 1911 et l'acte notarié ayant été, en exécution, fait le 22 mars 1911, Mohamed n'a finalement consigné le prix que le 10 juillet 1912, près de 16 mois après ;

Attendu au surplus que la cheffaa ne pouvait plus être exercée utilement le 16 février 1911 à l'encontre d'Avvocato, puisqu'il avait cessé d'être propriétaire dès le 14 février par sa revente au saisi ; Que tout concourt à démontrer que le dit acte a bien été dressé a sa date, bien qu'il n'ait été enregistré que le 20 février ; que sans doute, c'est cette dernière date qui seule peut être opposée aux tiers ; mais que dès l'instant où le voisin a su par acte du 22 février, que l'immeuble n'appartenait plus à l'acquéreur primitif, ce

voisin n'avait plus aucun intérêt à exercer la cheffaa, dont la seule utilité était pour lui d'écarter le voisinage d'un européen, alors qu'il n'avait aucun motif pour écarter Brahim Salmoun ;

Attendu que Avoccato demande reconventionnellement 500 fr. de dommages-intérêts, mais que l'allocation des dépens sera pour lui une réparation suffisante.

Par ces motifs ; — Dit que la cheffaa était impossible par suite de la revente de l'immeuble à la partie saisie ; — Dit qu'en tout cas la procédure engagée est irrégulière pour n'avoir pas été faite notamment, pour le paiement du prix, dans les délais impartis par le droit musulman, aussi bien par le rite malékite que par le rite hanéfite seul applicable à l'espèce ; — Dit que les offres à lui faites et suivies de la consignation du 10 juillet 1912 sont nulles et inopérantes ; — Déboute en conséquence Mohamed ben Saïd ben Messaoud de sa demande, fins et conclusions et le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Vaissié. — Mes Boccara et Binhas, av.).

---

## TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

*Audience du 15 juillet 1915. — Présidence de* M. Bonnefond, *président*

**Saisie immobilière. Cahier des charges. Sommation. Art. 691. Code pr. civ. Qualités de la personne sommée. Art. 728 c. pr. civ. Conditions d'application.**

*L'article 728 du code de procédure civile n'est opposable qu'aux personnes auxquelles la sommation de prendre communication du cahier des charges a été faite en conformité de l'article 691 du même code et seulement en la qualité où elles figurent dans la procédure.*

*La personne sommée en qualité de tutrice des enfants mineurs du débiteur ou en qualité d'héritière de son mari, non comme débitrice personnelle et non visée personnellement dans le jugement servant de base aux poursuites, ne peut subir la déchéance de l'article 728 du code précité.*

Fathouma bent Hadj Mohammed Ferhat c/
Moïse Zetlaoui

Le Tribunal ; — Attendu que par acte d'avoué à avoué en date du 2 mars 1911, les héritiers de feu El Hadj Ali ben Ferhat ont demandé la distraction d'un immeuble saisi à la requête de Moïse Zetlaoui à l'encontre de la dame Halima bent Hadj Ali ben Ferhat, suivant procès-verbal du 11 novembre 1910; — Attendu que Moïse Zetlaoui, créancier de feu Ahmed ben Ahmed pour une somme principale de 720 fr. en vertu d'un billet, avait obtenu condamnation contre les héritiers de ce dernier, suivant jugement de défaut du juge de paix de Sfax en date du 4 janvier 1910 (enregistré), confirmé sur opposition suivant jugement du 15 mars 1910, enregistré; que parmi les héritiers condamnés en cette qualité figurait la dame Halima bent Ferhat veuve d'Ahmed ben Ahmed, comme tutrice de ses enfants mineurs, fils du *de cujus ;* — Attendu que Moïse Zetlaoui tenta l'exécution de ces jugements à l'encontre de la dite Halima suivant procès-verbal de Refalo, huissier, des 8-10 septembre 1910 ; que celle-ci déclara que le jardin laissé par son mari défunt avait été vendu à un sieur H. Taïeb Haddad ; que l'huissier ne trouvant d'ailleurs à son domicile que quelques objets mobiliers sans valeur, dressa un procès-verbal de carence; — Attendu que le poursuivant fit alors saisir suivant procès-verbal du 11 novembre 1910 un immeuble appartenant aux demandeurs actuels, en restreignant toutefois la saisie à 3/24e indivis qu'il supposait être la part de la dame Halima ; Attendu que les demandeurs, tous héritiers de El Hadj Ali ben Ferhat, établissent leur propriété sur l'immeuble dont s'agit par titre de propriété, suivi d'un acte de répartition en date du 5 janvier 1904 ; que dans cet acte la part de la dame Halima est fixée à moins de 3/24e ; Que Moïse Zetlaoui déclare réduire sa saisie en ne mettant en vente que la part indiquée au dit acte, soit 2/24, 5/8 de 24e, 5/6 de 1/8 de 24e, et 1/4 de 1/6 de 1/8 de 24e ; qu'il donne ainsi satisfaction aux autres demandeurs, dont la part n'est pas atteinte, mais qu'en ce qui concerne la dame Halima, il entend la saisir sur son bien personnel pour la dette de son mari défunt, par ce que d'abord sa réclamation devrait être écartée en

vertu de l'article 728 du code de procédure civile comme postérieure à la publication du cahier des charges et qu'en second lieu elle serait tenue personnellement au paiement de la créance de son mari pour avoir confondu les biens de sa succession avec sa fortune personnelle.

Sur la fin de non-recevoir ; — Attendu que l'article 728 code de procédure civile n'est opposable qu'aux personnes auxquelles la sommation de prendre communication du cahier des charges a été faite en conformité de l'article 691 du code de procédure civile et seulement en la qualité où elles figurent dans la procédure ; — Attendu que la procédure de Zetlaoui s'appliquait exclusivement à la dame Halima, en tant qu'héritière de son mari et tutrice de ses enfants mineurs et non comme débitrice personnelle ; — Qu'elle réclame en qualité de tiers étranger à la dette et nullement visée personnellement dans les jugements servant de base à la poursuite ; que dès lors elle ne doit pas subir la déchéance de l'article 28 du code de procédure civile ; que Zetlaoui, qui n'avait pas fait juger antérieurement à la saisie et à la publication du cahier des charges, que la condamnation devait atteindre la dame Halima en son nom personnel, ne peut dès lors se dérober aujourd'hui à justifier cette prétention que prétend combattre la dame Halima ;

Au fond ; — Attendu qu'il résulte d'un inventaire notarié, dressé par l'ordre du cadi, après le décès de Ahmed ben Ahmed débiteur de Zetlaoui (acte du 7 décembre 1909) que le défunt n'a laissé qu'un mobilier et un jardin sis route de Teniour ; — Qu'il est établi d'autre part que ce jardin évalué 5.000 francs était grevé de dettes s'élevant à 9.597 francs en vertu de deux adalas des 25 mars 1902 et 13 juin 1908 ; que la succession étant insolvable, aucun droit n'a été perçu comme mutation après décès ; — Que le mobilier de peu de valeur a été absorbé par les frais funéraires ; — Que par conséquent. rien n'indique que la dame Halima, soit comme héritière soit comme tutrice, se soit approprié partie de la succession de son mari ; — Attendu qu'elle en aurait profité du moins indirectement, d'après Zetlaoui ; qu'il prétend savoir que les deux obligations des 25 mars 1902 et 13

juin 1908 auraient été établies tant à la charge de Ahmed ben Ahmed qu'à la charge de sa femme ; que ce serait une dette commune aux époux ; — Attendu qu'au surplus il n'émet à cet égard que des conjectures, qu'il se demande même si le passif déclaré existait réellement, ou si la dette n'aurait pas été personnelle à la femme avec la garantie solidaire du mari ; — Attendu qu'il n'apporte ainsi aucune preuve de la confusion des patrimoines, preuve qui lui incomberait comme demandeur ; qu'il devait cependant rapporter cette justification pour pouvoir saisir un bien personnel de la dame Halima, bien qui lui provient de sa famille et n'a jamais appartenu au débiteur du saisissant; — Attendu néanmoins que les demandeurs ne justifient pas d'un préjudice particulier pouvant donner lieu à des dommages-intérêts ;

Par ces motifs ; — Le Tribunal déclare recevable la demande en distraction ; — Et y faisant droit, déclare nulle et de nul effet la saisie du 11 novembre 1910 tant pour la portion appartenant indivisément aux cohéritiers de la dame Halima dans la succession de feu El Hadj Ali ben Ferhat, que pour la portion revenant à cette dernière ; — Dit que, en tant qu'héritière de son mari qui a laissé une succession obérée de dettes supérieures à l'actif, ou comme tutrice de ses enfants mineurs, rien ne justifie que la dame Halima ait appréhendé une partie de cette succession et que de ce chef elle puisse être tenue des dettes de son auteur, débiteur de Zetlaoui ; — Que ce dernier n'établit nullement la confusion du patrimoine allégué; annule en conséquence la procédure qui a suivi la dite saisie ; — Dit qu'elle sera rayée des registres où elle est transcrite, et qu'en marge ou à la suite du cahier des charges et de tous actes et procès-verbaux, mention sera faite du présent jugement ; — Condamne le saisissant Moïse Zetlaoui aux dépens pour tous dommages-intérêts.

(Min. publ. M. Vaissié, proc. — Mes Daninos et Binhas, av.).

## JUSTICE DE PAIX DU CANTON NORD DE TUNIS

*Audience du 1er décembre 1916. — Présidence de* M. DE MATTEIS, *juge suppléant.*

**Guerre. Effets de commerce. Décret beylical du 2 juin 1916. Souscripteurs non mobilisés. Exigibilité. Délais et conditions. Bénéficiaires et endosseurs Maintien de la solidarité.**

*Aux termes du décret beylical du 2 juin 1916, les effets de commerce frappés de moratorium, souscrits par une personne non présente sous les drapeaux ou tirés sur elle, sont devenus exigibles dans certains délais et sous certaines conditions, mais à l'égard seulement des souscripteurs ou tirés.*

*En outre le porteur doit se faire connaître de ces derniers dans un certain délai ; sauf certaines atténuations, il a l'obligation de faire protester les effets devenus exigibles, de dénoncer le protêt aux endosseurs, mais non celle d'exercer des poursuites, sans que sa responsabilité, puisse être mise en cause ou son droit de recours contesté par les bénéficiaires et endosseurs pour défaut de protêt ou de poursuites consécutives au protêt soit à leur encontre ou à l'encontre des tirés ou souscripteurs.*

*Aucune atteinte n'est portée par le législateur à la solidarité qui existe entre les signataires d'un effet de commerce.*

X. c/ Y.

Nous, juge de paix ; — Attendu que la question qu'il s'agit de résoudre peut se formuler ainsi : le porteur d'un effet qui, en vertu des dispositions du décret beylical du 20 mai 1915, modifié par celui du 2 juin 1916 a poursuivi le souscripteur ou le tiré d'un effet de commerce et qui, après avoir vainement tenté d'exécuter le jugement obtenu contre lui, poursuit en vertu des dispositions du décret beylical du 2 Juin 1916 les bénéficiaires ou endosseurs du même effet, est-il fondé et dans quelles conditions à demander, par voie de déclaration de jugement commun, la condamnation de ces derniers non seulement au principal dudit effet, mais également aux intérêts et frais de poursuites exposés par lui ?

Attendu que pour résoudre cette question, il n'est pas sans intérêt de rappeler que, d'après les règles de droit commun, (article 140 du c. de com.) « tous ceux qui ont « signé, accepté ou endossé une lettre de change sont tenus « à la garantie solidaire envers le porteur », à la condition, toutefois, (art. 168 du même code) qu'il fasse régulièrement protester ledit effet, qu'il dénonce le protêt et qu'il exerce son recours dans certains délais, faute de quoi il est déchu de tous droits contre les endosseurs ;

Attendu, ceci rappelé, qu'il y a lieu de rechercher si, et le cas échéant dans quelle mesure, les dispositions du décret du 20 mai, modifié par celui du 20 juin 1915, ont modifié les règles de droit commun ci dessus rappelées ; — Attendu qu'à cet effet, il convient d'analyser brièvement lesdits décrets ; — Attendu qu'aux termes de leurs dispositions, les effets de commerce frappés de moratorium, souscrits par une personne non présente sous les drapeaux ou tirés sur elle sont devenus exigibles dans certains délais et sous certaines conditions, mais à l'égard seulement des souscripteurs ou tirés ; — Qu'il est sans intérêt de s'occuper de la question des délais, mais qu'il est, au contraire, d'une importance capitale de remarquer que d'après lesdits décrets : 1° le porteur est obligé de se faire connaître dans un certain délai au tiré ou souscripteur (art. 3 et 9) § 3 ; 2° sauf certaines atténuations imposées par les circonstances, l'obligation de faire protester les effets devenus exigibles (art. 4) et celle de dénoncer ledit protêt aux endosseurs art. 4 § 2, sont formellement maintenues ; 3° qu'au contraire, par le même texte, l'obligation d'exercer des poursuites est supprimée art. 4, 4° § 1er ; 4° qu'enfin, l'art. 4, 4° § 2, porte : « La responsabilité du porteur ne pourra être mise en cause ou son droit de recours contesté par les bénéficiaires et endosseurs pour défaut de protêt dans les cas visés au n° 1 et au n° 3 ci-dessus, ni d'une façon générale pour défaut de poursuites consécutives au protêt soit à leur encontre, soit à l'encontre des tirés ou souscripteurs » ;

Attendu qu'en présence de ces constatations, il est évidemment impossible de soutenir que le législateur a voulu

porter atteinte au principe fondamental en la matière de la solidarité qui existe entre ceux dont la signature figure sur un effet de commerce ;— Attendu que toutes les dispositions prises par le législateur démontrent, au contraire, que tout en apportant certaines atténuations imposées par les circonstances, il a entendu consacrer formellement ce principe ; — Qu'il est d'ailleurs évident qu'il ne pouvait en être autrement sans une injustice flagrante ; — Qu'en effet, l'endosseur étant dûment prévenu que des poursuites pouvaient être exercées à ses risques et périls n'avait qu'à payer, — (ce qu'il avait d'ailleurs la faculté de faire sinon l'obligation) — pour éviter les conséquences de ces poursuites ; — Que s'il a préféré conserver par divers lui des sommes dont il était en réalité débiteur au même titre que le tiré ou souscripteur, et le plus souvent en tirer une rémunération bien plus élevée que le taux de l'intérêt légal, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, si par application du principe de la solidarité, il se trouve obligé de payer des frais qu'il aurait pu éviter ;

Attendu que la seule conséquence logique que l'on puisse tirer des modifications apportées au droit commun par les décrets précités des 20 mai et 20 juin 1915, c'est que le porteur d'un effet est réputé agir en vertu d'un mandat tacite des endosseurs ;

Attendu que dans le monde des affaires cette solution n'a jamais fait de difficultés et que le plus souvent le porteur n'a exercé des poursuites qu'à l'instigation des endosseurs et conformément à leurs instructions ; — Que ce n'est donc que dans le cas où le porteur ne s'est pas conformé aux dispositions des décrets des 20 mai et 20 juin 1915 ou a mal rempli le mandat qu'il a reçu, que l'endosseur peut repousser le recours qui est exercé contre lui ; — Attendu qu'il ne résulte pas, en l'espèce, que les règles des décrets des 20 mai et 20 juin 1915 aient été violées ni que le porteur ait mal exécuté le mandat qu'il avait reçu ;

Par ces motifs ; — Déclare commun au sieur X. le jugement rendu par ce siège le..... à l'encontre du sieur Y.

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. Borrel.

XXVIII^me ANNÉE. — 1916

---

# TABLES

---

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## LÉGISLATION

# LÉGISLATION

## TABLE CHRONOLOGIQUE


| | | PAGES |
|---|---|---|
| 15 juillet 1914. | *Ports de la Tunisie. Réglementation des conditions d'accès et de séjour des navires* | 243 |
| 25 novembre 1915. | *Réquisitions militaires. Modification de l'article 4 du décret du 22 octobre 1900* | 1 |
| 21 décembre 1915. | *Plumitif d'audience. Instructions aux juges de paix et aux greffiers* | 373 |
| 29 id. | *Enfants adultérins. Légitimité* | 33 |
| 30 id. | *Moratorium des loyers. Prorogation* | 3 |
| 15 janvier 1916. | *Moratorium des loyers* | 35 |
| 20 id. | *Opium. Prohibition* | 36 |
| 22 id. | *Biens des sujets de puissances ennemies. Déclaration* | 37 |
| 22 id. | *Loyers. Mesures conservatoires* | 129 |
| 7 février 1916. | *Actes notariés. Perception des droits de timbre et d'enregistrement* | 97 |
| 12 id. | *Sauterelles, pontes et criquets. Mesures de destruction* | 40 |
| 21 id. | *Monnaies et espèces nationales françaises et tunisiennes. Trafic.* | 65 |
| 25 id. | *Recensement des véhicules automobiles* | 66 |
| 20 mars 1916. | *Puissances ennemies. Déclaration des biens* | 19 |

| | | | | PAGES |
|---|---|---|---|---|
| 23 | mars | 1916. | *Réglementation de la déclaration des biens des puissances ennemies* | 99 |
| 25 | | id. | *Police judiciaire. Officiers auxiliaires* | 103 |
| 27 | | id. | *Moratorium des loyers. Prorogation* | 102 |
| 30 | | id. | *Mobilisés. Action en divorce ou en séparation de corps* | 106 |
| 1er | avril | 1916. | *Allocation gracieuse aux fonctionnaires mobilisés à solde mensuelle* | 131 |
| 20 | | id. | *Algérie. Juge de Paix à compétence étendue. Attributions des pouvoirs* | 133 |
| 24 | | id. | *Algérie. Dispositions du décret du 22 janvier 1916* | 131 |
| 24 | | id. | *Huiles minérales. Réglementation.* | 134 |
| 27 | | id. | *Tribunaux militaires. Fonctionnement et compétence en temps de guerre* | 140 |
| 9 | mai | 1916. | *Commerce des laines* | 137 |
| 2 | juin | 1916. | *Moratorium des échéances. Liquidation* | 169 |
| 3 | | id. | *Rage. Mesures à prendre* | 172 |
| 3 | | id. | *Moratorium des assurances sur la vie* | 174 |
| 17 | | id. | *Hypothèques légales. Reprise des délais* | 209 |
| 24 | | id. | *Moratorium des loyers. Prorogation* | 211 |
| 24 | | id. | *Modification du décret du 13 avril 1898 sur le séjour des étrangers dans la Régence* | 241 |
| 24 | | id. | *Décret du 13 avril 1898. Modification* | 266 |

| | | PAGES |
|---|---|---|
| 30 juin 1916. | *Alcool. Relèvement des droits...* | 212 |
| 30 id. | *Alcool. Relèvement des droits. Mesures d'exécution.....* | 215 |
| 13 juillet 1916. | *Receveur général des Finances tunisiennes. Remises allouées..* | 266 |
| 20 id. | *Gafsa et Gabès. Réglementation du commerce, de la détention et port des armes.....* | 245 |
| 26 juillet 1916. | *Moratorium. Assurances sur la vie* | 246 |
| 22 août 1916. | *Immatriculation. Procédure.....* | 268 |
| 8 septembre 1916. | *Spéculation illicite.....* | 290 |
| 9 id. | *Police maritime. Règlement en temps de guerre.....* | 291 |
| 13 id. | *Décret du 15 juillet 1916. Modification.....* | 292 |
| 15 id. | *Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture .....* | 293 |
| 25 id. | *Moratorium des loyers .....* | 294 |
| 28 id. | *Taxes du prix des céréales.....* | 296 |
| 20 octobre 1916. | *Etat. Dépenses au moyen de virement de Banque.....* | 337 |
| 23 id. | *Association de propriétaires d'olivettes .....* | 329 |
| 24 id. | *Réglement de l'Association des propriétaires d'olivettes.....* | 332 |
| 18 novembre 1916. | *Vente des produits de la mouture du blé.....* | 339 |
| 24 id. | *Moratorium. Assurances sur la vie* | 369 |
| 13 décembre 1916. | *Prescription. Fixation des délais de l'action publique et de l'action civile.....* | 371 |

# TABLE ANALYTIQUE

PAGES

## A

*Actes notariés*. Perception des droits de timbre et d'enregistrement ..... 97
*Alcool*. Relèvement des droits..... 212
*Mesures d'exécution*..... 215
*Algérie*. Dispositions du décret du 22 janvier 1916... 131
*Algérie*. Juges de paix à compétence étendue. Attributions des pouvoirs..... ..... 133
*Allocation gracieuse aux fonctionnaires mobilisés à solde mensuelle* ..... 131
*Association de propriétaires d'olivettes*..... .. 329

## B

*Biens des sujets des puissances ennemies*. Déclaration. 37

## C

*Commerce des laines*..... 137

## D

*Décret du 13 avril 1898*. Modification..... 266
*Décret du 15 juillet 1916*. Modification..... 292
*Destruction des animaux nuisibles à l'agriculture*.... 293

## E

*Enfants adultérins*. Légitimité ..... 33
*Etat*. Dépenses au moyen de virement de Banque... 337

## G

*Gafsa et Gabès*. Réglementation du commerce, de la détention et du port des armes..... 245

## H

*Hypothèques légales*. Reprises des délais..... 209
*Huiles minérales*. Réglementation..... 134

PAGES

**I**

*Immatriculation.* Procédure..... 268

**L**

*Loyers.* Mesures conservatoires ..... 129

**M**

*Mobilisés.* Action en divorce ou en séparation de corps 106
*Modification du décret du 13 avril 1898* sur le séjour des étrangers dans la Régence..... 241
*Monnaies et espèces nationales françaises et tunisiennes.* Trafic..... 65
*Moratorium des assurances sur la vie*..... 174, 246, 369
*Moratorium des échéances.* Liquidation..... 169
*Moratororium des loyers.* Prorogation..... 3, 102, 211
*Moratorium des loyers*..... 35, 294

**O**

*Opium.* Prohibition ..... 36

**P**

*Plumitif d'audience.* Instructions aux juges de paix et aux greffiers..... 373
*Police judiciaire.* Officiers auxiliaires..... 103
*Police maritime.* Réglement en temps de guerre .... 291
*Ports de la Tunisie.* Réglementation des conditions d'accès et de séjour des navires..... 243
*Prescription.* Fixation des délais de l'action publique et de l'action civile..... 371
*Puissances ennemies.* Déclaration des biens..... 99

**R**

*Rage.* Mesures à prendre ..... 172
*Recensement des véhicules automobiles*..... 66
*Receveur général des Finances tunisiennes.* Remises allouées ..... 266

PAGES

*Réglementation de l'association de propriétaires d'oli-vettes* ..... 332
*Réglementation de la déclaration des biens des puissances ennemies* ..... 99
*Réquisitions militaires*. Modification de l'article 4 du décret du 22 octobre 1900 ..... 1

**S**

*Sauterelles, pontes et criquets*. Mesures de destruction 40
*Spéculation illicite* .... ..... 290

**T**

*Taxe du prix des céréales* ..... 296
*Tribunaux militaires*. Fonctionnement et compétence en temps de guerre ..... 140

**V**

*Vente des produits de la moûture du blé* ..... 339

---

# DOCTRINE

---

PAGES

R. Sureau. — Le Faless ..... 4
D. Cardoso. — L'hypothèque sur les immeubles immatriculés en Tunisie et l'article 446 du code de commerce français ..... 247, 269
V. Sureau. — De l'exécution des jugements non définitifs mais contenant exécution provisoire, en matières civile et commerciale ..... 343

---

# JURISPRUDENCE

## TABLE CHRONOLOGIQUE


PAGES

**1914**

**Mars**

5 Trib. Sousse (1re Ins.) 51
6 Trib. Sousse (1re Ins.) 52

**Avril**

30 Trib. Sousse (1re Ins.) 89

**Mai**

12 Trib. Sousse (1re Ins.) 237
22 Trib. Tunis (1re Ch.) 276

**Juillet**

2 Trib. Sousse (1re Ins.) 92

**Novembre**

12 Trib. Sousse (1re Ins.) 126

**1915**

**Janvier**

21 Trib. Sousse (1re Ins.) 202

**Mars**

31 Trib. Sousse (1re Ins). 317

**Mai**

7 Trib. Sousse (1re Ins.) 262
7 Trib. Sousse (1re Ins.) 320
7 Trib. Sousse (1re Ins.) 323
28 Trib. Sousse (1re Ins.) 326

**Juin**

20 Trib. Sousse (1re Ins.) 364

PAGES

24 Trib. Sousse (1re Ins.) 391

**Juillet**

15 Trib. Sousse (1re Ins.) 394
26 Trib. Tunis (1re Ch.) 12

**Septembre**

3 Justice de paix Cant. Nord de Tunis.... 206
24 Trib. Tunis (3e Ch.). 16

**Ooctobre**

25 Trib. Tunis (1re Ch.) 14

**Novembre**

19 Trib. Tunis (3e Ch.). 25
19 Trib. Tunis (3e Ch.). 21
22 Trib. Tunis (1re Ch.). 42

**Décembre**

1er Trib. Tunis (2e Ch.) 45
2 C. Ap. Alg. (1er Ch.) 107
8 Trib. Tunis (2e Ch.). 86
20 Trib. Tunis (1re Ch.). 43
23 C. Ap. Alg. (1re Ch.) 71
24 Trib. Tunis (3e Ch.). 47
30 C. Ap. Alg. (Ch. des mises en accusation 75
30 C. Ap. Alg. (1re Ch.) 177

| | PAGES |
|---|---|
| **1916** | |
| **Janvier** | |
| 3 Trib. Tunis (3e Ch.). | 78 |
| 5 C. Ap. Alg. (Ch, des appels correct.)... | 111 |
| 17 Trib. Tunis (1re Ch.) | 84 |
| 17 Trib. Tunis (1re Ch.) | 118 |
| 20 C. Ap. Alg. (1re Ch.) | 299 |
| 22 Trib. simple de police de Tunis ..... | 54 |
| 24 Trib. Tunis (1re Ch.) | 152 |
| **Février** | |
| 5 Trib. Tunis (Ch. cor.) | 113 |
| **Mars** | |
| 6 Trib. Tunis (1re Ch.) | 119 |
| 13 Trib. Tunis (1re Ch.) | 255 |
| 15 Trib. Tunis (2e Ch.). | 121 |
| 15 Trib. Tunis (2e Ch.). | 165 |
| 21 Trib. Tunis (1re Ch.). | 156 |
| 30 Trib. Tunis (4e Ch.). | 287 |
| **Avril** | |
| 3 Trib. Tunis (1er Ch.). | 180 |
| 7 Trib. Tunis (1er Ch.). | 160 |
| 11 Trib. Tunis (1re Ch.). | 188 |
| **Mai** | |
| 3 Trib. Tunis (2e Ch.). | 190 |
| 3 Trib. Tunis (2e Ch.). | 193 |
| 19 Trib. Tunis (3e Ch.). | 198 |
| 19 Trib. Tunis (3e Ch.). | 258 |
| 22 Trib. Tunis (1re Ch.). | 220 |
| 22 Trib. Tunis (1re Ch.). | 303 |
| 24 Trib. Tunis (2e Ch.). | 230 |
| **Juin** | |
| 21 Trib. Tunis (2e Ch.). | 257 |
| 21 Trib. Tunis (2e Ch.). | 280 |
| 22 Trib. Tunis (requête) | 228 |
| 23 Trib. Tunis (3e Ch.). | 283 |
| 26 Trib. Tunis (1re Ch.) | 227 |
| 26 Trib. Tunis (1re Ch.) | 306 |
| 28 Trib. Tunis (2e Ch.). | 311 |
| **Juillet** | |
| 3 Trib. Tunis (1re Ch.). | 347 |
| 7 Trib. Tunis (3e Ch.). | 313 |
| 7 Trib. Tunis (3e Ch.). | 356 |
| 24 Trib. Tunis (1re Ch.) | 350 |
| 24 Trib. Tunis (1re Ch.) | 379 |
| 31 Trib. Tunis (1re Ch.). | 352 |
| **Septembre** | |
| 11 Trib. Tunis référés.. | 278 |
| **Octobre** | |
| 4 Trib. Tunis (requête) | 308 |
| 16 Trib. Tunis (1re Ch.) | 375 |
| **Novembre** | |
| 23 Trib. Tunis (référés) | 390 |
| **Décembre** | |
| 1er Justice de Paix Nord Tunis..... | 398 |

# TABLE ANALYTIQUE

## A

***Actes de l'Etat civil.*** — Demande en rectification. Voie de requête. Juridiction gracieuse. Contestation. Débats. Jugement. Autorité de la chose jugée. Rôle du Ministère public. Extrait des registres. Enonciations. Foi jusqu'à preuve contraire. Défaut de tenue de registres. Preuve testimoniale. Présomptions (C. Ap. Alger (1re Ch.) 2 décembre 1915) p. 107.

***Action possessoire.*** — Communiste. Co-propriétaire indivis. Tiers. Trouble. Exercice du droit par le communiste. Condition de recevabilité de l'action (Trib. Tunis 1re Ch. 21 mars 1916) p. 156).

***Action révocatoire.*** — Acte à titre onéreux. Preneur. Allégation de fraude. Démonstration de complicité (Trib. Tunis 3e Ch. 3 janvier 1916) p. 78.

***Adultère.*** — Jugement de divorce. Confirmation en appel. Fait connu des époux. Flagrant délit. Arrêt non définitif. Présomption de bonne foi. Acquittement (Trib. Tunis 4e Ch. 30 mars 1916) p. 287.

***Aliments.*** — Personnes tenues. Art. 205 et 206 C. Civ. Absence de gradation. Titre égal (Trib. Tunis 1re Ch. 13 mars 1916) p. 255.

## B

***Bail.*** — Guerre. Loyers. Moratorium. Mobilisé. Non exigibilité. Demande d'expulsion. Irrecevabilité (Trib. Tunis 1re Ch. 17 janvier 1916) p. 118. — Immeuble non immatriculé. Défaut de date certaine avant le commandement. Saisie réelle. Expropriation. Art. 684. C. Proc. civ. Tribunaux français. Annulation. Cahier des charges. Clause relative aux loyers perçus après jugement d'adjudication. Re-

cevabilité (Trib. Tunis 2e Ch. 3 mai 1916) p. 193. — Preneur. Demande d'expulsion. Absence de mobilier. Juge des référés. Matière commerciale. Cas requérant célérité. Procédure ordinaire. Non paiement du prix du bail. Mauvais usage de la chose louée. Expulsion du locataire. Compétence (Trib. Tunis 3e Ch. 24 décembre 1915) p. 47.

## C

***Chambre des mises en accusation.*** — Partie civile. Opposition à ordonnance de non lieu. Irrecevabilité. Rejet comme non fondée. Caractère obligatoire de la condamnation à des dommages-intérêts (C. Ap. Alger Ch. des mises en accusation 30 décembre 1915) p. 75.

***Chefaa.*** — Exercice du droit. Rite hanéfite et malékite. Formalités légales. Accomplissement. Délai utile (Trib. Sousse 1re Instance 24 juin 1915) p. 391.

***Chemin de fer.*** — Tarif homologué. Demande d'abonnement. Article autorisant le refus. Acceptation de la demande. Exécution du contrat. Erreur invoquée. Retrait brusque de la carte. Rupture du contrat. Action en dommages-intérêts. Recevabilité (Trib. Tunis 3e Ch. 19 mai 1916) p. 258.

***Cession de créance.*** — Dette du cédant ou du cédé. Défaut de mention dans l'acte. Absence de nullité. Faillite du cédant. Signification antérieure au jugement. Conséquences juridiques (Trib. Sousse 1re Instance 28 mai 1915) p. 326.

***Commandement.*** — Art. 673 C. Proc. Civ. Constitution d'avoué. Non obligation (Trib. Tunis 2e Ch. 15 mars 1916) p. 121.

***Cie de transport.*** - Connaissement. Clauses. Chargeur. Marchandises. Transbordement. Mention des conditions et réceptions. Navire transbordeur. Destinataire. Clause d'incompétence. Recevabilité (Trib. Tunis 2e Ch. 20 octobre 1915) p. 19.

***Compétence civile.*** — Défendeur. Demande reconventionnelle. Caractère de la dite. Demande en dommages-intérêts basée sur celle du défendeur. Calcul du ressort (Trib. Tunis 1re Ch. 6 mars 1916) p. 119.

***Compétence immobilière.*** — Immeuble immatriculé. Loi foncière. Art. 20. Interprétation. Actions réelles. Actions personnelles et mobilières. Rapport avec l'immeuble immatriculé. Parties tunisiennes. Juridiction française. Compétence (Trib. Tunis 1re Ch. 24 janvier 1916) p. 152.

***Contrat.*** — Loi applicable. Vente d'animaux. Livraison en France. Race bovine. Tuberculose. Délai de recevabilité de la réclamation. Loi française. (Trib. Tunis 3e Ch. 19 mai 1916) p. 198.

***Contrat de transport.*** — Voyageur. Obligation des parties. Voyageur blessé en cours de route. Art. 1147 C. C. Transporteur. Fardeau de la preuve (Trib. Tunis 3e Ch. 19 novembre 1915) p. 25.

***Convention de la Haye.*** — Conflit des lois. Loi nationale du mari au moment du mariage. Etats contractants. Tunisie. Non promulgation (C. Ap. Alger 1re Ch. 23 décembre 1915) p. 71.

## D

***Désaveu.*** — Art. 316 C. C. Délai Action en divorce en cours. Domicile séparé. Assimilation du mari auquel la naissance a été cachée. Délai de deux mois. Point de départ (Trib. Tunis 1re Ch. 26 juin 1916) p. 306.

***Divorce.*** — Dépenses exagérées de la femme. Fortune du mari. Disproportion. Dettes contractées. Caprices de la femme. Dignité du mari compromise. Plaintes portées par la femme aux supérieurs de son mari. Intention de nuire. Motifs constituant l'injure grave. (Trib. Tunis 1re Ch. 31 juillet 1916) p. 352. — Femme catholique mariée avec un musulman. Enfant issu de leur union. Prénom catholique donné à l'enfant par la mère. Décès de l'enfant. Obsèques

catholiques. Absence du mari. Motifs insuffisants de divorce (Trib. Tunis 1re Ch. 31 juillet 1916) p. 352.

***Dol.*** — Allégation. Victime prétendue. Preuve à charge (Trib. Tunis. 2e Ch. 3 mai 1916) p. 1910.

***Droit hébraïque.*** — Donation testamentaire. Usage en Tunisie. Motifs. Aliénation possible. Conditions. (Trib. Tunis 1re Ch. 24 juillet 1916) p. 379.

## E

***Eaux de Tunis.*** — Concession. Arrêté du 7 juillet 1909. Abonnés. Compteurs de vitesse et compteurs de volume. Fourniture par la Cie. Choix du genre de compteur par l'abonné (Trib. Tunis 2e Ch. 27 octobre 1915) p. 21.

***Enregistrement.*** — Décret beylical du 12 avril 1912. Acte. Formalités extérieures. Mutation de propriété. Droit proportionnel exigible. Présentation de l'acte après les délais. Dissimulation de prix. Amende et droits en sus. (Trib. Tunis 1re Ch. 22 mai 1916). p. 303. Dissimulation du prix de vente. Amende encourue. Paiement. Vendeur et acheteur tenus par moitié (Trib. Tunis 1re Ch. 22 mai 1916) p. 220.

***Enseignement privé.*** — Subsides. Dons et subventions. Ecolage. Augmentation du prix en cours d'année scolaire. Parents. Refus de paiement. Renvoi de l'élève. Légitimité (Trib. Tunis 1re Ch. 26 juillet 1915) p. 12.

***Enzel.*** — Demande en paiement. Question préjudicielle. Existence ou modalité de la rente. Droit réel immobilier. Juge de paix. Incompétence. (Trib. Tunis 1re Ch. 25 octobre 1915) p. 14.

***Etablissement industriel.*** — Voisins. Trouble. Incommodités graves. Intensité et persistence du dommage. Tribunal. Pouvoir d'appréciation. Propriétaire. Faute lourde. Responsabilité solidaire avec le locataire (Trib. Sousse 1re Instance 7 mai 1915) p. 320.

***Etat français.*** — Tunisie. Représentant. Résident général. Français. Qualité contestée. Action principale en justice. Contradicteur naturel. Nationalité étrangère. Revendication au profit d'un tiers. Procédure à suivre (Trib. Tunis 1re Ch. 3 juillet 1916) p. 347.

***Etat tunisien.*** — Décret du 12 mars 1883. Créances. Inscription à son profit. Délais. Décret du 12 mai 1906. Maintien. Exceptions (Trib. Sousse 1re Instance 20 juin 1913) p. 364.

***Expert.*** — Tunisie. Taxe. Décrets du 16 février 1807. Art. 159 et 161 du 1er décret. Art. 2 du 3e décret. Tarif. Vacations. Frais de transport. (Trib. Tunis 1re Ch. 16 octobre 1916) p. 375. — V. Taxe.

## F

***Faillite.*** — Tiers porteur. Acomptes reçus. Paiement avant faillite. Déduction. Distribution. Créancier. Production pour valeur nominale. Créance chirographaire. Intérêts dûs au jour du jugement de faillite. (Trib. Tunis 3e Ch. 7 avril 1916) p. 160.

## G

***Guerre.*** — Action en justice. Pluralité de défendeurs. Mobilisation de l'un d'eux. Sursis à statuer à son encontre. Mesure individuelle. Poursuites régulières à l'égard des autres. (Trib. Tunis 2e Ch. 1er décembre 1915) p. 45. — Contrat. Inéxécution. Cas de force majeure invoquée. Charge de la preuve. Ateliers de constructions. Défense nationale. Justification du retard. Promesse de livraison postérieure à la date primitive. Non exécution. Résiliation des conventions. Dommages-intérêts. (Trib. Tunis 2e Ch. 24 mai 1916) p. 230. — Contrat. Résiliation. Force majeure. Convention. Dérogation au principe. Validité. (Trib. Tunis 3e Ch. 24 septembre 1915) p. 16. — Décret du 21 août 1914. Débiteur. Poursuites en déclaration de faillite. Jugement constatant l'état de cessation de paiement. Convocation des

créanciers. Détermination des délais à observer. (Trib. Tunis 3e Ch. 19 novembre 1915) p. 29. — Décret du 10 août 1914. Jugements définitifs. Exécution. Jugements commerciaux. Exécution provisoire. Appel. Défense à exécution. Impossibilité d'obtention. Ordonnance du président du tribunal. Exécution suivant les circonstances. (Trib. Tunis ordonnance sur requête) 4 octobre 1916) p. 308. — Décret du 10 août 1914. Procédure. Suspension des délais. Ordonnance levant la dite. Point de départ les faisant courir à nouveau (Trib. Tunis. 1re Ch. 20 décembre 1915) p. 43. — Décrets des 10 août et 15 décembre 1914 et 11 mai 1915). Situation exceptionnelle. Interprétation stricte. Exécution d'une décision définitive. Autorisation du président du tribunal. Juges de paix à compétence étendue. Pouvoir en cette matière. Non assimiliation (Trib. Tunis 2e Ch. 15 mars 1916) p. 165. — Effets de commerce. Décret beylical du 2 juin 1916. Souscripteurs non mobilisés. Exigibilité. Délais et conditions. Bénéficiaires et endosseurs. Maintien de la solidarité. (Justice de paix Nord Tunis 1er décembre 1916) p. 398. — Exécution de jugement définitifs. Autorisation préalable. Jugements civils. Exécution provisoire. Appel. Exécution non autorisée. Jugements commerciaux. Exécution provisoire. Appel. Exécution demandée. Autorisation. Compétence exclusive du président du tribunal civil. (Trib. Tunis référés 11 septembre 1916) p. 278. — Mobilisés. Appartements. Locaux à usage de commerce ou d'industrie. Loyer. Non exigibilité. Terme de droit. (Trib. Tunis. référés 23 novembre 1916) p. 390. — Procédure. Suspension des délais. Levée de suspension. Jugement par défaut. Tribunal Civil. Demande d'exécution. Rejet de la requête. Motifs. (Trib-Tunis ordonnance sur requête 22 juin 1916) p. 228. — Société. Intêrêts allemands. Intéréts français ou alliés. Absence de dissolution ou de liquidation. Conseil d'administration. Non fonctionnement régulier. Motifs. Actions en justice. Représentation. Intérêts de mineurs. Nomination d'un sequestre. Habilitation préalable à l'action. Ordre public. (Trib. Tunis 3e Ch. 7 juillet 1916) p. 313. — Vente

sur licitation. Décrets des 10 août et 15 décembre 1914. Levée de la suspension des délais. Procédure. Jugement d'adjudication. Surenchère du 6e. Décret du 16 juin 1916. Levée de la suspension des délais. (Trib. Tunis 1re Ch. 26 juin 1916) p. 227.

**H**

***Habous.*** — Constitution tenue secrète. Immeuble non immatriculé. Bail postérieur. Régularité. Rites malekite et hanéfite. Conditions de validité. (Trib. Tunis 2e Ch. 8 décembre 1915) p. 86.

**I**

***Immeuble immatriculé.*** — Loi foncière. Article 15. Droits réels. Inscription. Tiers. Co-propriétaire indivis. Prétention infondée à se considérer comme un tiers. Motifs. (Trib. Sousse 1re Inst. 31 mars 1915) p. 317.

**J**

***Jugement.*** -- Commerce. Exécution provisoire non demandée ni accordée. Demande nouvelle à ces fins. Interprétation prétendue. Conséquences. (Trib. Tunis 3e Ch. 7 juillet 1916) p. 356.

***Jugement par défaut.*** — Commerce. Article 156, 158 et 159 du code de procédure civile. Application. Recevabilité. Exécution du jugement. Procès-verbal de carence. Présence du débiteur. Opposition. Tardivité. (Trib. Sousse 1re Instance 6 mars 1914) p. 52. – Jugement profit joint antérieurement prononcé. Opposition. Article 153 c. proc. civ. Irrecevabilité. Délai prescrit par jugement. Décret du 10 août 1914. Non application (Trib. Tunis 2e Ch. 23 juin 1916) p. 311. – Opposition. Recevabilité jusqu'à l'exécution. Jugement préparatoire par défaut. Enquête. Ordonnance du juge commissaire. Assignation des témoins. Commencement d'exécution. Irrecevabilité de l'opposition (Trib. Sousse 1re Inst. 12 nov. 1914) p. 126.

***Jugement par défaut faute de conclure.*** — Signification à avoué. Opposition. Calcul du délai de huitaine. (Trib. Sousse 1re Inst. 5 mars 1914) p. 51.

*Juge de paix à compétence étendue.* — Compétence. Contraventions fiscales. Loi du 16 mars 1915 sur la prohibition de l'absinthe. (C. Ap. Alger ch. des appels correct 5 janvier 1916) p. 111. — Compétence. Délits non intentionnels. Infraction à la police des chemins de fer (Trib. Tunis Ch. corr. 5 février 1916) p. 113.

**L**

*Loi foncière.* — Actes soumis à la formalité de la publicité. Hypothèque. Bail à long terme. Conflit. Premier inscrit. Préférence. (Trib. Tunis 3e Ch. 3 janvier 1916) p. 78.

**M**

*Mandat.* — Mandataire. Révocation. Tiers. Ignorance de la révocation. Acte en conformité de la procuration. Tribunal. Fait. Pouvoir d'appréciation. (Trib. Sousse 21 janvier 1915) p. 202.

*Mariage.* — Droit italien. Mineur. Consentement des ascendants. Défaut. Faculté de demander la nullité. Cas de restriction (Trib. Tunis 1re Ch. 24 juillet 1916) p. 350. — Français et étrangers. Défaut de contrat. Droit commun du pays. Applicabilité (C. Ap. Alger 1re Ch. 23 décembre 1915) p. 71. — Italien. Français. Jugement de séparation de corps. Acquisition postérieure et par jugement de la nationalité française par le mari. Art. 8 § 4 C. C. Demande par celui-ci de conversion du jugement de séparation de corps en divorce. Irrecevabilité en l'état. Motifs. (Trib. Tunis 1re Ch. 22 mai 1914) p. 276. — Loi du 21 juin 1907. Majeur de 21 ans. Ascendants. Défaut de consentement. Modification préalable. Opposition. Maintien. Empêchement dirimant ou prohibitif. (Trib. Tunis 1re Ch. 22 nov. 1915) p. 42. — Tunisie. Formes. Israélites français. Consulat de France. Déclaration d'absence de contrat. Mariage religieux. Ketouba. Régime matrimonial. Loi française (C. Ap. Alger 1re Ch. 30 décembre 1915) p. 177.

*Mineur.* — Infraction à la loi pénale. Responsabilité civile du père. Tunisien. Statut personnel. Inapplication (Trib. de simple police de Tunis 22 janvier 1916) p. 54.

***Minorité***. — Droit musulman. Cadi. Nomination d'un tuteur. Publication au journal officiel. Obligation notariée contractée par le prétendu mineur. Circonstances. Actes antérieurs. Suspicion de fraude. Validité de l'obligation. (Trib. Tunis 2e Ch. 21 juin 1916) p. 280. — Droit musulman. Mineur pubère faisant le commerce. Emancipation tacite (Trib. Sousse 1re Inst. 30 Avril 1914) p. 89.

***Mont-de-Piété***. — Tunisie. Banque Franco-Tunisienne. Concession. Réalisation du gage. Procédure spéciale. Décret du 8 thermidor an XIII (Trib Sousse de 1re Instance 2 juillet 1914) p. 92.

***Moratorium***. — Décret du 20 mai 1915 Art. 4 § 2. Endosseurs d'effets. Cessation de paiements. Article 444 C. C. Application (Trib. Tunis 3e Ch. 7 avril 1916) p. 160.

## N

***Nationalité***. — Femme tunisienne. Mariage avec un français. Art. 12 C. C. Application (Trib. Tunis 1re Ch. 17 janvier 1916) p. 84. — Individu né en France. Parents étrangers. Tableau du recensement. Inscription. Opérations de recrutement. Art. 9 C. C. dernier paragraphe. Acquisition de la qualité de français (C. Ap. Alger 1re Ch. 2 décembre 1915) p. 107. — Israélite. Domicile. Tunisie. Présomption tunisienne. Preuve contraire. Naissance en Algérie. Preuve de l'établissement du père en Algérie. Bénéfice du décret de 1870 (Trib. Tunis 1re Ch. 24 juillet 1916) p. 379. — Israélite né en Tunisie. Parents fixés dans la Régence depuis une époque indéterminée. Sujet tunisien. Présomption. Admission de la preuve contraire. Inscription au Consulat de France antérieure à l'occupation. Passeport. Sa valeur au point de vue de la nationalité. Certificats de protection. But politique. Révision des patentes. Sujets français et protégés (Trib. Tunis 1re Ch. 3 avril 1916) p. 180.

***Navire***. — Propriétaire. Responsabilité civile. Faute du capitaine. Abandon du navire et du frêt. Offre en appel. Conditions d'acceptation. (Trib. Sousse 1re Instance 7 mai 1915) p. 323.

## O

***Obligation.*** — Débiteur. Rédaction par ce dernier. Absence des mots bon ou approuvé. Validité. Engagement unilatéral. Défauts de doubles. Régularité (Art. 1325 et 1326 C. C) Trib. Tunis 2e Ch. 3 mai 1916) p. 190.

## R

***Référé*** — Expédition ou copie d'actes détenus par les notaires. Demande en délivrance. Compétence exclusive du magistrat des référés. Notaires indigènes. Actes détenus. Défaut de formule exécutoire. Obligation d'assigner en paiement. Débiteur. Faculté de prouver sa libération (Trib. Sousse 1re Instance 12 mai 1914) p. 237.

***Revendication.*** — Objets mobiliers. Saisie. Citation. Défaut d'énonciation des preuves de propriété. Art. 608 C. Proc. civile. Nullité. Ordonnance algérienne de 1842. Nullité facultative (Trib. Sousse 1re Instance 30 avril 1914) p. 89.

## S

***Saisie-arrêt.*** — Jugement de validation. Effets. Tiers saisi. Jugement à son encontre. Débiteur pur et simple. Conséquences. (Trib. Sousse 1re Instance 20 juin 1915) p. 364.

***Saisie-immobilière.***— Cahier des charges. Sommation. Art. 691 C. Proc. civile. qualités de la personne sommée. Art. 728 C. Proc. civile. Conditions d'application (Trib. Sousse 1re Instance 15 juillet 1915) p. 394. — Loi foncière. Art. 295. Commandement. Titre inscrit ou exécutoire. Anciens textes. Loi du 15 mars 1892 (Trib. Tunis 2e Ch. 15 mars 1916) p. 121.

***Sequestres.*** — Biens austro-hongrois. Co propriétaires alliés. Congé donné au locataire. Opposition. Validité du congé. Motifs. (Trib. Tunis 1re Ch. 11 avril 1916) p. 188.

***Servitude.*** — Immeuble immatriculé. Inscription de la dite. Radiation prétendue frauduleuse. Acquisition pos-

térieure par un tiers. Demande de preuve à l'encontre de ce dernier. Non admission. (Trib. Tunis 2e Ch. 21 juin 1916) p. 257.

***Société commerciale.*** — Mode de liquidation convenu. Dissolution avant échéance. Difficultés sérieuses entre associés. Formes de la liquidation. Art. 966 et s. c. p. civ. Bilan. Commandataires. Approbation. Allégation postérieure de fraude, erreurs, omissions. Consentement vicié. Faits articulés. Admissibilité de la preuve. Révision. (Trib. Tunis 3e Ch. 23 juin 1916) p. 283.

**T**

***Taxe.*** — Expert. Exécutoire. Opposition. Délais. Loi du 24 décembre 1897. Art. 4. Principe de la dette. Contestation. Tribunal civil. Audience publique. Compétence. (Trib. Tunis 1re Ch. 20 décembre 1915) p. 44. — V. Expert.

***Taxe locative.*** — Décret du 16 septembre 1902. Immeubles non loués. Droit à la taxe. Art. 23. Formalités. Déclaration trimestrielle. (Justice de paix C. Nord de Tunis 3 septembre 1915) p. 206.

**V**

***Vente.*** — Immeuble. Promesse d'achat. Promesse de vente corrélative. Signature des parties. Convention syllagmatique. Vente parfaite. (Trib. Tunis 1re Ch. 22 mai 1916) p. 220. — Immeuble non immatriculé. Contenance approximative subordonnée à l'immatriculation. Jugement d'immatriculation. Déficit. Action en éviction. Article 1637 C. C. Inapplicabilité. Motifs. Indemnité basée sur la convention (C. Ap. Alger 1re Ch. 20 janvier 1916) p. 299.

***Vente de céréales.*** — Vendeur. Non livraison. Mise en demeure. Art. 1139 C. C. Démarche de l'acheteur. Insuffisance. Nécessité d'un écrit. Contenance du dit. (Trib. Sousse 1re Instance 7 mai 1915) p. 262.

***Veuves de mobilisés ou disparus.*** — Membres de la famille habitant avec eux. Loyer. Situation identique (Trib. Tunis référés 23 novembre 1916) p. 390.

# TABLE DES NOMS DES PARTIES


PAGES

**A**

A.... L..... 76
Abita ..... 376
Abribat ..... 46
Adda Moïse ..... 16
Ahmed ben Hadj Ahmed Baccouche Maraoui Cheribi ..... 317
Ahmed ben Hadj Ahmed Mealla ..... 92
Ahmed ben Hamouda Es Zaghouani..... 280
Aïdan David..... 126
Allaman ès-q ..... 188
Alliance Israélite universellę ..... 13
Ali Bettaïeb ..... 86
Amor ben Belgacem... 89
Amor ben Mohamed et Ouenès ben Mohamed 89
Andrillon ..... 119
Antonioli..... 118
Arons et Nataf..... 55
Arons père ..... 55
Assous Haïm..... 284, 357
Attias..... 118
Avvocato Georges..... 392

**B**

Banque Franco-Tunisienne ..... ..... 92
Barachia..... 277
Bellaïche H. et J..... 86

PAGES

Bellaïche et Gozlan.... 279
Bellino et Cie ..... 156
Benedetto Carrolo..... 257
Ben Hassen ben Arbia (consorts) ..... 202
Bismuth Haï (veuve)... 255
Bismuth et Duprez.. . 255
Blanc Guy..... 165
Blanc Auguste..... 165
Blondeau ..... 44
Boccara Victor..... 202
Boisseau et Farrugia.. 278
Bonan David (de Moïse) 348
Brami Haï.. ..... .. 13

**C**

C.... ... M ..... 287
C..... huissier et S. 76
Canuto Luigi..... 311
Calo Giacomo..... 16, 51
Calvo Moïse..... 350
Calvo Vita (Ep.) ..... 350
Cattan Nessim..... 278
Chapiteau (De)..... 71
Cohen Giami et Hassid 181
Cie Algérienne..... 161
Cie Bône-Guelma..... 259
Cie des Gaz et Eaux ... 21
Cie de Navigation Mixte 19
Cie des Phosphates d'Aïn Taga ..... 48

PAGES

Cie Royal Exchange... 119
Cie des Tramways..... 26
Couitéas Basilio..... 79
Crédit Foncier et Agricole d'Algérie..... 79

**D**

D ..... (Dame).. 352
Debono et fils..... 53
De Clermont-Tonnerre. 391
Directeur général des Finances..... 304
Directeur général des Travaux publics.... 365
Disegni ..... 311
Dumont Juliette..... 350

**E**

Ettetaief El Kallel..... 324

**F**

Faivre et Lamberger.. 299
Fathouma bent Hadj Mohammed Ferhat.. 394
Fatma bent Osman.... 221
Furio et veuve Teclès.. 227

**G**

Gaubert Céline..... 277
Giami (consorts) ..... 181
Gornès..... 112

**H**

H..... 352
Haddad (consorts)..... 380
Haddad veuve ..... 380
Haddad Schloumou ... 44

PAGES

Hadj Ettahar et Hadj Othman..... 152
Hadj Khalifa ben Salah 152
Hadj Salem ben Hadj Mohammed Bellhadje 317
Hamouda Khattache... 194
Hayat Clément..... 14
Homsy..... 19
Houri (consorts) ..... 365

**J**

Jossé..... 390

**K**

Karila Mardochée..... 108
Karsenty..... ..... 177
Kraft et Gosset..... 320

**L**

L... épouse T..... 306
Lamotte (De)..... 390
Lefèvre et Lémann.... 262
Lévy (De)..... 177
Licata..... 198
Lumbroso, Boccara et époux Cattan.... 284, 357

**M**

M.... C.... et P..... 287
Maarek et Golmann... 48
Macotta et Bortino.... 320
Mancuso et frères..... 279
Maniscalco ..... 122
Mazet..... 165
Meïmoun et Zeïtoun... 156

PAGES

Menotti, syndic faillite Barbot ..... 326
Mertz..... 188
Messaoudi Amar ben Mohammed ben Saïd 237
Ministère public, 55, 112 116
Mohamed ben Ennechouchi et autres.... 46
Mohamed b. Messaoud 392
Mohamed ben Salah Moula.... ..... 259
Mohamed Ech-Chabi, cadi de Gafsa ..... 237
Moréno ..... 280
Mortier A..... 79
Municipalité de Tébourba ..... 206
Muscat ..... 71
Mustapha ben Moussa. 280

**N**

Nahum Elie ..... 262
Namias ..... 116
Nataf père..... ... 55

**P**

Pace J. B ..... 326
Peyrard ..... ..... 230
Piazza ..... 230
Pourthier ..... 198

**R**

Résident Général de France à Tunis..108, 348
Rey Louis..... 21
Ricottini Pio ..... 324
Ruisi Grégorio..... 257

PAGES

**S**

Scemama Albert ..... 190
Scemama David..... 58
Scialom Sitbon (veuve) 190
Sadik frères..... 29, 161
Setbon Giacomo..... 53
Sitbon et autres (De)... 85
Société Com. tunisienne 19
Société Fonre de Tunisie 299
Société des minerais de Liège ..... 313
Société Nord Africaine. 118
Strazza..... 122
Syndicat de la Mine du Djebel Trozza..... 313

**T**

T..... Jean ..... 306
Tahar Echerichi et autres 194
Taïeb Nessim..... 14
Tardioli (De)..... 221, 304

**V**

Valensi et autres..... 29
Vialet..... 221, 304
Vidal, G. Ravotti et Cie. 238
Vincent ..... 206
Vincenti..... 25

**W**

Weber (veuve)..... 391

**X**

X. ..... 42, 376, 398

**Y**

Y ..... 398
Youssef Hessen..... 51

**Z**

Z..... (époux)..... 42
Zetlaoui Moïse.... 126, 394

# IMPRIMERIE FRANÇAISE

## B. BORREL

TUNIS — RUE DE NAPLES — TUNIS

PAPETERIE

ARTICLES de BUREAUX

RELIURE

## IMPRESSIONS DE LUXE

ET EN COULEURS

ARABE, FRANÇAIS, ANGLAIS, ITALIEN, GREC, ETC

Travaux Administratifs Scientifiques et Commerciaux

*Lettres de naissance, de mariage, de décès,*
*factures, enveloppes, têtes de lettres,*
*cartes de visite et d'adresse, etc.*

**Imprimés pour Justice de Paix, Officiers Ministériels. Municipalités. Gendarmerie.**

AFFICHES DE TOUTES DIMENSIONS

**SPÉCIALITÉ**

DE

## REGISTRES DE TOUS FORMATS

Articles et Fournitures pour administrations

RELIURE — DORURE — CARTONNAGE

**en tous genres.**